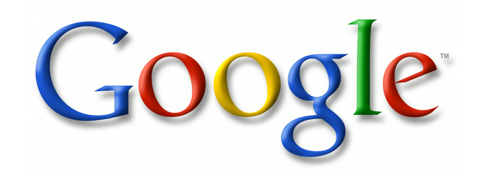




SOUVENIRS

DU LIEUTENANT GÉNÉRAL

COMTE

MATHIEU DUMAS.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR M. LE LIEUTENANT GÉNÉRAL COMTE MATHIEU DUMAS.

PRÉCIS DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, ou Essais Historiques sur les campagnes des années 1799 à 1807, avec Cartes et Plans, 19 volumes in-8° et 8 Atlas in-folio oblong. Treuttel et Würtz.

HISTOIRE DE LA GUERRE DE LA PÉNINSULE ET DANS LE MIDI DE LA FRANCE, depuis l'année 1807 jusqu'à l'année 1814, écrite d'après les documents les plus authentiques, par le lieutenant-colonel NAPIER; traduction revue, corrigée et augmentée de notes, par M. le lieutenant général Comte MATHIEU DUMAS. In-8°. Tomes I à X. Treuttel et Würtz.

HISTOIRE D'ESPAGNE, depuis sa première période jusqu'à la fin de 1809, traduite de BIGLAND, et continuée jusqu'en 1814, par M. le Comte MATHIEU DUMAS. 3 vol. in-8°. Firmin Didot.

TYPOGRAPHIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES,
IMPRIMEURS DE L'INSTITUT,
RUE JACOB, 56.

SOUVENIRS

DU LIEUTENANT GÉNÉRAL

COMTE

MATHIEU DUMAS,

DE

1770 A 1836

PUBLIÉS PAR SON FILS.

TOME TROISIÈME.



PARIS,

LIBRAIRIE DE CHARLES GOSSELIN,

RUE SAINT-GERMAIN DES PRÉS, 9.

AMBROISE DUPONT, RUE VIVIENNE.

M DCCC XXXIX.

SOUVENIRS

DU LIEUTENANT GÉNÉRAL

C^TE MATHIEU DUMAS.

LIVRE SEPTIÈME.

Dispositions pour ma sortie de Paris. — Arrestation à Yvetot. — Embarquement. — Arrivée et séjour en Angleterre. — Retour en France. — Établissement au Havre. — Persécutions pendant la terreur. — Fuite et sortie de France. —, Arrivée en Suisse. — Établissement en Suisse. — Le drame intitulé Une nuit du comité de salut public. — Mémoire adressé au prince de Saxe-Cobourg. — Mémoire adressé au ministre d'Espagne en Suisse. — 9 thermidor. — Rentrée en France. — Nouvelles persécutions.

Si, contre le cri de ma conscience et déviant de mes principes, j'avais pu me laisser tenter par les propositions qui m'étaient faites, et chercher une garantie dans ma réélection, les

avis salutaires de mon collègue d'Espinassy m'auraient préservé de cette faute et de cette erreur. A mesure que nous approchions du 20 septembre, jour assigné pour la dernière séance de l'assemblée, mon ange tutélaire redoublait de vigilance, et m'assurait que j'étais observé et suivi. Il me pressait de demander mon passeport au président Cambon. Celui-ci, mon compatriote, ne voulut jamais, quelques motifs que je fisse valoir, céder à mes instances. Ce ne fut que la veille de la dissolution que je parvins à l'obtenir. D'Espinassy me dit qu'il avait été convenu qu'on ne délivrerait des passe-ports aux membres de l'opposition constitutionnelle que le plus tard possible, parce qu'on redoutait encore leur influence dans les départements : il voulut m'accompagner au bureau des expéditions, et me dit en y entrant : « Regardez, sans qu'il y paraisse, l'homme qui nous suit, et qui certainement n'est pas un député. » Cet individu, que je fixai, resta dans le bureau, jusqu'à ce que j'eusse signé mon passe-port, et je le trouvai à la porte de la salle lorsque j'y rentrai pour la dernière fois, et pour faire apposer la signature du président.

Dès ce moment, je ne m'occupai plus que des moyens de me rendre en sûreté au Havre, où j'étais attendu par ma famille, et où mon ami le

comte Charles Lameth avait aussi conduit la sienne. Celui-ci venait de courir un grand danger. Après le départ de son frère Alexandre Lameth qui, proscrit et poursuivi en même temps que le général la Fayette, avait, comme lui, été forcé de quitter l'armée et le territoire français, Charles, ayant obtenu un congé du maréchal Luckner, se dirigeait sur le Havre, quand il fut arrêté à Barentin, et conduit dans les prisons de Rouen. Il était tombé dans les mains de la même bande qui peu de jours auparavant avait arrêté et massacré le respectable duc de la Rochefoucauld, membre de l'assemblée constituante, et président du directoire du département de la Seine. Théodore Lameth obtint avec beaucoup de peine que le comité de surveillance fît un rapport sincère sur cette arrestation illégale, et ce ne fut que dans les séances du 19, la veille de la dissolution de l'assemblée, que le rapport fut présenté. Théodore en appuya lui-même la conclusion avec beaucoup de courage et de dignité. Le décret portait seulement que « le pouvoir exécutif prendrait les mesures que sa sagesse lui dicterait pour que M. de Lameth ne fût exposé à aucune voie de fait dans la maison d'arrêt où il était détenu. » C'en était assez pour protéger son frère contre les violences dont il était menacé, et les rapports que MM. de La-

meth avaient conservés avec Danton, par suite de services personnels qu'ils lui avaient rendus dans les premiers temps de la révolution, servirent à faire rendre la liberté à mon brave compagnon d'armes. Rassuré pour le moment sur le salut des trois frères, mes meilleurs amis, je me séparai de Théodore, qui n'était pas individuellement poursuivi. J'exprimai de mon mieux ma vive reconnaissance à mon loyal collègue d'Espinassy, et je me retirai dans mon logement au dépôt de la guerre, place Vendôme, sans m'apercevoir que je fusse observé. Tout était prêt pour mon évasion. Mon frère Saint-Fulcrand m'avait fait expédier à l'administration des subsistances un faux passe-port, sous le nom d'un inspecteur des vivres. Ma chaise de poste, attelée avec mes chevaux, et mon fidèle postillon m'attendaient avec mon valet de chambre à la porte Maillot. Je ne m'arrêtai au dépôt de la guerre que le temps nécessaire pour mettre en ordre quelques papiers que je remis entre les mains de mon excellent ami, le colonel Reynier de Jarjayes, que j'avais fait nommer directeur adjoint, et qui devait me remplacer et diriger pendant mon absence les travaux des ingénieurs géographes. Je sortis seul de l'hôtel, par la porte de derrière, rue Neuve du Luxembourg; je gagnai les Champs-Élysées; je ne fus point arrêté

à la barrière, et ne fis aucune rencontre jusqu'à la porte Maillot, où je montai dans ma voiture. Je fus conduit avec la plus grande vitesse possible jusqu'à la poste de Nanterre, où, sur l'exhibition de mon faux passe-port, je pris des chevaux de poste, et renvoyai mon postillon avec mes chevaux devenus sa propriété. Là, je recommandai à mon valet de chambre, Philippe, excellent courrier, de gagner de l'avance, et surtout de ne pas se laisser dépasser, de bien payer les postillons, et de ne s'engager dans aucune querelle. Malgré cette prévoyance, en arrivant à la poste de Vernon vers une heure du matin, j'entendis une vive discussion entre Philippe et un courrier qui m'avait atteint, et qui, sous le prétexte qu'il courait par ordre du gouvernement, força le maître de poste à lui donner le bidet déjà préparé pour mon courrier. Cet incident me donna peu d'inquiétude. Toutefois, en arrivant à Rouen, au lieu de descendre à la poste, je me fis conduire chez M. Lemaître, directeur des subsistances militaires, pour lequel j'avais une lettre de recommandation, et qui m'accueillit avec toute sorte de prévenances. Après deux heures de repos, on m'y amena des chevaux de poste, et je continuai ma route sans obstacles jusqu'à Yvetot.

Là, je fus arrêté par un poste de garde natio-

nale et conduit à la maison commune, où, me dit-on, je devais, comme tous les voyageurs, me présenter pour faire viser mon passe-port. En mettant pied à terre, j'aperçus sur le seuil de la porte un individu que je reconnus pour être le même qui m'avait suivi au bureau des passe-ports, et que j'avais retrouvé et bien fixé à l'entrée de la salle. Il m'invita à monter, et me dit qu'il était le procureur de la commune. Il donna sur-le-champ l'ordre de réunir la municipalité, fit appeler le commandant de la garde nationale, et resta près de moi, affectant un air de gravité et me montrant beaucoup d'égards. Je ne doutai plus que je ne fusse tombé dans le piége. La salle fut bientôt remplie par la municipalité et par un public nombreux. Des groupes se formèrent peu à peu sur la place. Sur la demande du procureur de la commune, j'exhibai mon passe-port d'inspecteur des vivres. Il fut lu à haute voix, et on me le remit. « Avant de le viser, dit le perfide procureur, il faut interroger ce citoyen. Puisqu'il prend la route du Havre, et peut-être celle d'Angleterre, il faut s'assurer s'il est bien en effet le personnage pour lequel ce passe-port a été délivré, et si ceci ne cache pas un espionnage. » Je répondis très-sommairement à quelques questions insidieuses, et, tout à coup, jugeant qu'il serait vraisemblablement plus dange-

reux, et d'ailleurs indigne de mon caractère de continuer à feindre devant une autorité constituée, je déchirai le faux passe-port, en jetai les lambeaux sur le bureau, et, produisant le passe-port de l'assemblée législative, je fis d'un ton ferme la réclamation dont j'exigeai l'insertion au procès-verbal. « Oui, c'est bien moi, leur dis-je, moi, Mathieu « Dumas, membre de l'assemblée législative, que « les attentats d'une abominable faction forcent « à descendre à de pareils subterfuges pour ma « sûreté, que ne garantit plus, vous le voyez, « l'inviolabilité de la représentation nationale. Je « vais sur-le-champ rejoindre ma famille qui ha- « bite le Havre depuis plusieurs mois. Le mas- « sacre du duc de la Rochefoucauld, l'arrestation, « la proscription de mes honorables amis, qui ont, « comme moi, défendu autant qu'ils le pouvaient « la constitution que vous avez aussi jurée, m'a- « vertissaient qu'il n'y avait plus pour moi de « garantie dans la fidèle exécution des lois. J'exige « que vous protégiez mon passage par votre « commune, et vous rends responsables des vio- « lences auxquelles vous me laisseriez exposé. » Les municipaux et toute l'audience restèrent muets de surprise. Le procureur requit que je fusse ramené à Paris sous bonne escorte; c'était demander que je fusse assassiné. Il s'éleva beaucoup de murmures en divers sens. Voyant cette

hésitation de plusieurs des municipaux, et l'un d'eux ayant observé que deux commissaires de la nouvelle convention venaient de passer pour se rendre au Havre avec une mission extraordinaire, je repris la parole et je proposai d'écrire moi-même aux deux commissaires, mes anciens collègues, Lacroix et Aréna, pour leur faire connaître cet incident, et je fis observer à ceux qui voulaient que je fusse reconduit immédiatement à Paris, que c'était un court délai, et qu'ils seraient à temps de prendre ce funeste parti si les commissaires l'approuvaient. Ils délibérèrent en ma présence, et décidèrent qu'on enverrait, à mes frais, un courrier aux deux commissaires, et qu'en attendant leur réponse, je serais gardé à vue. J'écrivis ma lettre sur le bureau de la municipalité. Je fus mis sous la garde du commandant de la garde nationale, qui, avec une forte escorte, nous fit traverser la foule qui entourait la municipalité, et me conduisit dans une auberge où je dus attendre le retour du courrier expédié pour le Havre. On plaça des sentinelles autour de l'auberge, et jusqu'au corridor qui conduisait à la chambre que j'occupais, et dont la porte resta ouverte. Ce commandant de la garde nationale ne me quitta point. Il eut pour moi les plus grands égards. Je n'eus point de peine à l'intéresser, et je pus comprendre, dans

nos conversations, que si quelque moyen de salut dépendait de lui, je pouvais compter sur ses bonnes dispositions. Je passai vingt-quatre heures dans cette anxiété, et le lendemain, vers trois heures, nous vîmes arriver dans une berline Lacroix et Aréna, qui accoururent de leur personne pour me dégager. Aussitôt qu'ils avaient reçu le compte rendu par la municipalité d'Yvetot, ainsi que ma lettre, ils n'avaient pas balancé un instant. Ils avaient eu même l'obligeance d'aller eux-mêmes rassurer ma belle-mère et ma femme. Je fus touché comme je devais l'être de ce loyal procédé. Lacroix, ancien militaire, était avec moi membre du comité. Je connaissais moins Aréna. L'un et l'autre étaient fort liés avec Danton. J'ai toujours gardé un souvenir reconnaissant du service important qu'il m'avait rendu, et ce souvenir s'est surtout réveillé et m'a fait déplorer leur erreur et leur funeste fin : on sait trop que l'un et l'autre ont péri sur l'échafaud. « Partez, partez sur-le-champ, me dirent-ils en « m'abordant. Nous avons dit à la municipalité « que si l'on attentait, même indirectement, à « l'inviolabilité des députés pendant le laps de « temps qu'elle leur est garantie, la république re- « présentative ne serait plus qu'une chimère « Mais la fermentation est telle, et les esprits « sont si divisés, qu'un peu plus tard nous ne

« pourrions répondre de rien. Ne vous arrètez « point au Havre. Tâchez de passer en Angleterre « le plus tôt que vous pourrez. Nous fermerons « les yeux, c'est tout ce que nous pouvons faire. » Ils me conduisirent eux-mêmes à ma voiture et me suivirent de près. J'arrivai au Havre vers deux heures du matin. Madame Dumas entendant ma voiture s'arrêter, vint elle-même ouvrir la porte de la rue, me mena à sa mère et au lit où mes deux petites filles dormaient paisiblement. Cet instant de bonheur effaça tous les chagrins, toutes les tribulations que j'avais essuyées depuis un an. Ce n'était déjà plus qu'un songe.

Après quelques heures d'un doux repos chèrement acheté, mon premier soin fut d'aller trouver mon ami Charles de Lameth, qui venait de se réunir aussi à sa femme et à sa jeune fille; il m'attendait avec impatience. Nous nous concertâmes sur les moyens de passer en Angleterre avec nos femmes et nos enfants. Des négociants de nos amis, et surtout M. Delalanne, correspondant de Charles Lameth, s'en étaient déjà occupés. Le capitaine d'un brick anglais, qui sous deux jours devait mettre à la voile, se chargea, moyennant une forte rétribution, de nous transporter à Douvres. Mais comme, avant la sortie du port, on faisait, dans chaque bâtiment,

de quelque nation qu'il fût, une recherche rigoureuse pour empêcher les émigrations et l'exportation du numéraire, il fallait trouver un moyen de nous soustraire à cette recherche. Il y avait sur la rade extérieure une telle vigilance, que nous ne pouvions hasarder, quand même l'état de la mer l'aurait permis, de rejoindre le bâtiment au dehors; nous eussions infailliblement été arrêtés. On imagina de faire, dans l'entrepont du bâtiment, à la séparation de la chambre du capitaine, une double cloison, dans laquelle on put trouver à peine l'espace nécessaire pour y faire asseoir nos deux femmes et nos trois enfants. Mais il fallait, pour ôter toute espèce de soupçon, qu'après les y avoir enfermés, les planches fussent soigneusement rejointes, clouées, et qu'on y suspendît des hamacs, des armes, ou d'autres effets. Deux autres cachettes séparées, pour Charles Lameth et moi, furent aussi pratiquées entre les membrures et les bordages du bâtiment. Lorsque tout fut prêt, nous nous rendîmes tous à bord, la nuit, et avec beaucoup de précaution. Le bâtiment était encore dans le bassin. Il nous fallut attendre la marée. Pendant que le bâtiment se dégageait du bassin et s'approchait de l'entrée du port, nous nous plaçâmes chacun dans les cachettes qui avaient été préparées.

On cloua les planches qui les masquaient, et je me souviens que chaque coup de marteau me retentissait au cœur. C'était un peu avant la sortie du port, et pendant que le bâtiment se halait le long de la jetée en virant au cabestan, que se faisait la visite. Les vents étaient au sud-ouest, et la mer très-houleuse rendait la manœuvre lente, difficile, et non sans quelque danger. Un assez grand nombre de curieux, parmi lesquels s'étaient mêlés nos amis, aidaient au halage. Je ne dois pas oublier que la famille de Beaumarchais et son intéressante fille Eugénie, déjà promise à mon beau-frère Delarue, se trouvaient dans ce groupe qui nous aidait à sortir du port. Le tumulte des matelots qui viraient au cabestan, le mouvement que faisaient dans l'entrepont les commissaires de la municipalité et les soldats qui les escortaient, les cris répétés sur le rivage, ceux de nos femmes et de nos enfants que le mal de mer tourmentait et qui ne respiraient plus que difficilement dans leur étroite prison, me décidèrent à briser les planches qui me séparaient de l'entrepont et à renverser, non sans fracas, une étagère qu'on y avait appliquée pour mieux masquer la cachette, et sur laquelle se trouvaient des porcelaines, des verres et des bouteilles. J'allai à la cloison. Elle était intacte, et après avoir recommandé à

nos femmes d'empêcher le cri des enfants et de prendre patience encore quelques instants, je montai sur le pont : les commissaires y étaient encore. Je me mêlai avec les matelots qui viraient au cabestan; et peu d'instants après, le capitaine fit servir les voiles, et nous dépassâmes rapidement le musoir. Avec quel empressement nous aidâmes, Charles Lameth et moi, à arracher la cloison! Il en était temps. Ces dames étaient évanouies, et nos petites filles ne respiraient presque plus.

La nuit se fit. Elle était sombre. Les vents fraîchirent du sud-ouest. La mer était grosse et tout annonçait une tempête. Quoique nous eussions vent arrière, le bâtiment, mauvais marcheur, ne fuyait point à la lame; nous étions talonnés par des coups de mer, et nous souffrions beaucoup du roulis. Nos femmes et nos petites filles étaient exténuées, lorsque, après cette longue nuit, nous nous trouvâmes au point du jour à la vue de Douvres. Le capitaine du bâtiment, dont la destination était pour un port de Norwége, refusa de tenir ses engagements et de nous déposer à Douvres, parce que, disait-il, les vents et l'état de la mer ne lui permettraient pas de sortir du port. A force de prières et de menaces, nous obtînmes qu'il mettrait en panne dans la rade de Deal, qu'il appellerait des pilotes

et tâcherait de nous faire débarquer avec nos effets. Cette opération faite toutefois, nous nous séparâmes sans accident du bâtiment, et dans quelques minutes nous abordâmes sur la grève devant le village de Deal. Après nous être un peu restaurés dans une auberge, et avoir oublié notre orageuse traversée, nous partîmes pour Londres, où nous descendîmes à l'hôtel de *** dans Piccadilly. Nous y fûmes bientôt rejoints par le duc et la duchesse d'Aiguillon, qui s'étaient embarqués à Boulogne-sur-mer. Après quelques jours de repos, et de courses pour nos affaires, nous allâmes nous établir dans une maison de campagne à Hackney. Nous convînmes d'y vivre à frais communs en famille, et sans former encore aucun autre projet. Nous n'étions occupés que des malheurs de notre patrie, et nous allégions les chagrins de l'exil par la satisfaction d'avoir du moins sauvé ce que nous avions de plus cher. Nous avions visité la ville et ses principaux monuments; nous faisions des excursions dans la campagne, belle encore pendant le mois d'octobre, et nous revenions trouver, dans notre petit cercle, des consolations que tant d'autres de nos compagnons nous auraient enviées.

Cette sécurité fut bientôt troublée par un accident imprévu. Charles Lameth, l'un des membres de la minorité de la noblesse les plus pro-

noncés dans le parti patriote, avait eu plusieurs affaires d'honneur pendant le cours de la session de l'assemblée constituante. Provoqué une troisième fois par le chevalier de Blot, et ne voulant pas favoriser les desseins des ennemis de la révolution en hasardant de laisser son poste vacant, il n'avait accepté le défi du spadassin qu'à leur première rencontre après la session. Le chevalier de Blot, qui se trouvait à Londres, lui adressa un cartel, et se rendit à Hackney au jour et à l'heure convenus. Il avait pris pour témoin le chevalier de Chabannes, notre ancien compagnon d'armes en Amérique. Le duc d'Aiguillon servit de témoin à Charles Lameth, qui reçut un coup d'épée dans le ventre, moins dangereux que nous le crûmes d'abord. L'affaire fut ainsi terminée.

Nous comptions passer l'hiver tranquillement dans cette solitude. Mais les nouvelles que nous reçûmes vers la fin de novembre firent changer nos premières résolutions. Les décrets fulminés par la convention contre les émigrés, les lois de confiscation nous obligèrent à nous séparer de nos femmes et de nos enfants, sous peine de sacrifier leur existence et celle de nos familles. Je fus le premier à tenter le retour en France, parce que mon respectable beau-père, M. Delarue, allait être arrêté et gardé en otage, jusqu'à ce que ma présence sur le territoire français eût été constatée.

Je me décidai à retourner au Havre; mais je n'osai emmener avec moi ma femme et mes deux filles avant d'avoir préparé leur rentrée et leur avoir ménagé un asile sûr. Je me rendis donc à Portsmouth, où je frétai un paquebot pour moi seul, et un second pour madame Dumas et mes deux petites filles qui devaient me suivre deux ou trois jours après. Ma traversée fut prompte et heureuse. Je débarquai sans être aperçu, et j'allai d'abord chez M. Delalanne, où j'occupai un petit belvédère d'où je pouvais découvrir la rade et l'entrée du port. Après avoir passé trois jours dans la plus cruelle anxiété, le temps étant très-orageux, je vis paraître le paquebot portant au haut du mât le signal convenu. Il entra dans le port, et accosta la jetée du sud sur un point assez écarté du côté de la citadelle. J'en vis sortir ma femme, mes enfants, et une bonne anglaise qu'elle emmenait avec elle, et qui plus tard nous embarrassa beaucoup. J'allai les joindre, et je les conduisis dans la maison de mon correspondant, M. Delavigne, qui eut la loyauté de nous recevoir, et qui, de concert avec le maire du Havre, mon ancien et digne collègue à l'assemblée législative, M. Christina, me rendit toute sorte de bons offices. J'aime à lui consacrer ici un témoignage de ma reconnaissance. M. Delavigne, dont les opérations de

commerce étaient alors très-prospères, éprouva depuis, comme tant d'autres négociants, de grands malheurs. Il a aujourd'hui la consolation de voir les succès bien mérités de ses fils, alors enfants presque au berceau.

Lorsque, par les soins de ces dignes amis, j'eus fait bien établir légalement notre séjour non interrompu dans la ville du Havre, et que je pus rendre ma femme et mes enfants à leurs parents, je songeai à mon propre salut. Je restai caché au Havre pendant le reste du mois de décembre, et jusqu'à la fin de janvier 1793. Je correspondais avec mon ami Théodore Lameth, qui était rentré à Paris, et avait, de son côté, ménagé le retour de sa belle-sœur, la comtesse Charles, et de la duchesse d'Aiguillon, avec leurs enfants. Charles Lameth et le duc d'Aiguillon se réfugièrent à Hambourg, où, s'étant réunis, ils formèrent une petite maison de commerce pour s'assurer d'un asile. Ainsi fut dispersée notre petite société de Hackney.

Cependant la recherche des proscrits était partout si vive, que je fus averti que je ne pouvais rester plus longtemps au Havre sans y être découvert et poursuivi. Un de mes collègues à l'assemblée législative, des plus distingués par ses lumières et son caractère, Vimar, qui fut depuis sénateur et pair de France, et qui avait beau-

coup d'influence et beaucoup d'amis dévoués dans son département (la Seine-Inférieure), se chargea, sur la proposition de Théodore Lameth, de me trouver une retraite sûre, pourvu que je consentisse à ne conserver aucune relation qui pût compromettre ceux qui voulaient bien me recevoir. M. Goux, son neveu, juge de paix dans le canton de Neufchâtel, habitait une petite maison de campagne sur la lisière de la forêt d'Éady. Il n'avait près de lui qu'une nièce, ancienne religieuse, une servante et un vieux domestique. Je me rendis d'abord à Rouen, et, sans m'y arrêter, j'allai seul, à pied et de nuit, présenter à M. Goux la petite lettre d'introduction que m'avait remise mon honorable collègue Vimar. Il faut s'être trouvé dans une telle situation pour sentir tout le prix d'une semblable hospitalité. M. Goux me reçut et me traita comme il aurait reçu et traité son frère.

C'était un homme très-éclairé, véritable philosophe pratique, de mœurs fort douces. Sa fortune était médiocre. Il vivait frugalement. Sa petite maison était proprement tenue. Sa nièce, âgée d'environ quarante ans, et qu'il aimait tendrement, était une personne spirituelle, gracieuse, et d'une grande égalité d'humeur. Ses opinions n'étaient autres que celles de son oncle, et celles-ci absolument les miennes. Je fus donc

aussi heureux dans cette solitude qu'il fut possible de l'être dans de telles circonstances et dans la disposition d'esprit où j'étais. Je trouvai quelques bons livres dans la petite bibliothèque de M. Goux. J'essayai de reproduire de mémoire un plaidoyer que j'avais écrit au Havre pendant le procès du roi, et que je destinais..... Triste et vaine occupation qu'interrompit la nouvelle de la catastrophe.....

La mort de Louis XVI fut, on ne le sait que trop, bientôt suivie de la plus mémorable expiation d'un si grand crime, l'hécatombe de tous les gens de bien qui n'avaient pas su nous aider à le prévenir, et le massacre confus et mutuel des juges bourreaux de ce malheureux prince.

La sanguinaire domination, les fureurs, l'agitation des remords, les recherches des agents de la terreur furent telles, qu'il n'y eut plus pour les constitutionnels d'asile assuré. Nos têtes étaient véritablement mises au prix le plus haut, puisque nul ne pouvait nous faire partager son toit sans hasarder la sienne.

M. Goux me conseilla de ne rien écrire, de ne laisser aucune trace, et je suivis ses sages conseils. Je ne sortais guère de la maison que pour prendre un peu d'exercice en m'égarant quelquefois dans la forêt voisine. Ma conversation, pleine de tendres souvenirs, paraissait être agréa-

ble à mes hôtes, et nos longues soirées d'hiver s'écoulaient rapidement. J'avais rarement, et cela par prudence, des nouvelles de ma famille, toujours par des voies indirectes. Malgré ces précautions sévères, un curé du voisinage, qui venait quelquefois faire visite à M. Goux, et qui lui-même avait donné asile à un autre proscrit, M. Chapelier, l'un des membres les plus marquants de l'assemblée constituante, sut qui j'étais, et, ayant un égal intérêt que M. Goux dans le secret qu'il fallait garder, ne crut pas faire une indiscrétion en le confiant à Chapelier : celui-ci, dont les goûts et les habitudes ne l'avaient pas disposé à autant de résignation que moi, me fit proposer d'aller le voir ou de le recevoir chez M. Goux. Mon hôte et moi nous y opposâmes fortement, et je m'aperçus que la seule proposition avait donné de l'inquiétude à M. Goux. Cette inquiétude s'accrut beaucoup lorsque peu de jours après nous apprîmes que, sans doute par suite de quelque indiscrétion semblable, M. Chapelier avait été découvert, enlevé et conduit à Paris à la Conciergerie, d'où il ne sortit que pour monter sur l'échafaud. Le curé fut conduit aux prisons de Rouen. Je ne tardai pas à m'apercevoir du trouble extrême et de la tristesse de mes anges tutélaires, et je leur déclarai que j'étais décidé à me séparer d'eux, et que la crainte de

les compromettre ne me laisserait de repos ni jour ni nuit; que je les priais seulement de me procurer un guide sûr pour me conduire jusque près de Pontoise, d'où je comptais aller rejoindre ma famille, qui s'était retirée dans notre maison de campagne, de l'autre côté de Paris, à Soisy-sous-Étioles, près de Corbeil. Tout était alors très-tranquille de ce côté, et ma belle-mère et ma femme m'assuraient que la popularité dont je jouissais dans le canton, depuis le commencement de la révolution, était encore pour moi une suffisante garantie que je n'y serais point inquiété. M. Goux, après m'avoir exprimé les plus vifs regrets, voulut m'accompagner, ainsi que sa nièce, jusqu'à un petit bien de campagne qu'ils possédaient à sept lieues de là, près de la route de Paris à Rouen. Après y avoir passé deux jours, je me séparai de mes hôtes bien à regret, le cœur plein de reconnaissance et soulagé par la pensée que je les délivrais des terreurs que leur causait ma présence. Accompagné d'un fidèle domestique, j'arrivai de nuit au château d'Osny, près de Pontoise, où madame de Lameth, madame d'Aiguillon et Théodore s'étaient retirés. Tout y était silencieux et clos. Je passai la tête dans les croisées du salon, et je chantai, à demi-voix, la romance, signal convenu dans notre petite société :

L'amitié voyant le monde
Soumis aux lois de l'amour,
Et sur la terre et sur l'onde
Voulut régner à son tour.

Théodore vint m'ouvrir. Je rassurai mes amis, effrayés de mon apparition inattendue. Je fus pour quelques instants heureux de les retrouver, de recueillir dans d'aimables entretiens de tristes renseignements, mais aussi des nouvelles rassurantes de la situation de ma famille, que j'allai rejoindre le lendemain dans notre maison de Soisy-sous-Étioles. Là, séduit par quelques moments de calme, je me flattais de rester ignoré et de jouir des douceurs de la vie domestique au milieu de la conflagration générale. On faisait partout de fréquentes visites domiciliaires. La garde nationale que j'avais formée, les officiers municipaux que j'avais fait nommer, pour la plupart ouvriers que j'employais, vinrent fouiller ma maison, chercher des armes, du linge, des effets superflus; je me souviens que, réunis dans mon appartement, les plus ardents me donnèrent des témoignages de respect. Aucun d'eux n'osa toucher à mes armes. Ils s'excusèrent même sur ce qu'on avait dit à la municipalité que j'avais caché des prêtres dans une glacière assez grande dont je ne faisais aucun usage. Je l'avais fait fermer et décorer comme

un monument funéraire, espèce de fabrique dans le jardin que j'avais dessiné à la manière anglaise. J'exigeai que les mêmes ouvriers qui y avaient travaillé, et qui étaient présents, détruisissent devant moi leur propre ouvrage.

Découvert, tourmenté par des espions, je fus quelque temps après dénoncé à la tribune de la convention par un ingénieur géographe, membre de cette assemblée, et l'un de mes subordonnés que j'avais le mieux traités. Je ne veux pas rappeler ici son nom. Il m'accusa d'avoir livré aux ennemis un plan de campagne, et la convention décréta que je serais arrêté et gardé à vue. Pache, nouveau maire de Paris, fut chargé de faire exécuter le décret. Prévenu à temps par un ami qui s'était trouvé à la séance, je m'échappai par la forêt de Senart, et me rendis à Melun dans une maison sûre. Mais bientôt, informé que mon respectable beau-père avait été arrêté à ma place, je retournai sur mes pas pour le dégager et me livrer aux inquisiteurs. L'officier de police que le maire Pache avait chargé de cette expédition était un nommé Arbelletier. C'était un homme de lettres, de mœurs en apparence fort douces, très-spirituel. Je le traitai avec beaucoup de politesse. Il fut touché et séduit par le spectacle de la paix intérieure de mon intéressante famille, et sur-

tout par la conversation de ma belle-mère et de ma femme. J'obtins d'abord de lui que, sans me déplacer ni me perdre de vue, il transmettrait à Pache, que j'avais connu lorsqu'il était secrétaire du cabinet de M. le maréchal de Castries, la lettre que je lui écrivis. Je lui exposai que le rapport fait à la convention était une calomnie d'autant plus absurde, que depuis plus de six mois j'avais donné ma démission de directeur général du dépôt de la guerre, entre les mains du ministre Beurnonville, et que j'avais été rayé du tableau de l'état-major de l'armée. Pache répondit au commissaire Arbelletier qu'il ne fallait point me transférer à Paris, mais qu'il devait rester près de moi, s'il croyait pouvoir répondre de ma personne. Arbelletier, qui se trouvait fort bien à Soisy, reçut ma parole d'honneur, fit venir sa jeune femme, personne charmante et très-bonne musicienne, et nous nous trouvions assez bien les uns et les autres de cette singulière société; mais l'épée, ou plutôt le tranchant de la guillotine restait suspendu sur ma tête. Je dus certainement la vie à l'obligeante négociation d'Arbelletier. Cependant mon aimable et courageuse femme, ne pouvant soutenir cette anxiété, se rendit à Paris. Elle alla trouver Thuriot, qui présidait alors la convention et qui avait été l'un des plus fougueux

jacobins de l'assemblée législative. Il était encore au lit; il reçut madame Dumas d'une manière si prévenante, que dans toute autre circonstance elle en aurait été choquée. « Citoyenne, lui dit-il, ton mari est un aristocrate, un membre du comité autrichien, mais c'est un brave homme qui aurait bien servi la république s'il avait voulu. Puisqu'il a donné sa démission, et qu'il n'est plus chargé du dépôt de la guerre, il est inutile de le faire arrêter; console-toi. Je proposerai le rapport du décret. » Il tint parole. Julie revint triomphante; je témoignai de mon mieux ma reconnaissance au commissaire Arbelletier, et le chargeai de mes remercîments pour le maire de Paris. Je recouvrai ma liberté, heureux de ne la devoir à aucune démarche dont j'eusse à rougir. Il n'en fut pas de même de ceux qui avaient tramé ma perte : mon dénonciateur obtint la place de directeur du dépôt de la guerre.

Après une si rude épreuve, je sentis qu'il fallait me séparer absolument de ma famille et renoncer aux consolations dont je m'étais flatté. Je m'arrachai des bras de Julie et de mes enfants, et j'abandonnai mon beau-père et ma belle-mère, puisque je ne pouvais plus que nuire à leur repos. Bien convaincu que dans ces temps de trouble et d'anarchie, c'est au milieu du mou-

vement de l'immense population de la capitale et de ses environs qu'il est plus facile de se cacher et de vivre ignoré, je me mis en campagne sans avoir de projet arrêté, suivi par Lair, le fidèle domestique dont j'ai parlé plus haut, avec un petit cheval, véritable bidet de fermier que nous montions tour à tour, quand je voulais faire une plus grande journée, ou lorsque j'avais à traverser ou à tourner quelque bourg ou quelque village. Étant à pied, avec le costume républicain (la carmagnole), je ne pouvais fixer l'attention. J'évitai les interrogations des postes de gardes nationales, et les détachements de l'armée révolutionnaire de Paris et de Versailles qui parcouraient les campagnes en tous sens, fouillaient et pillaient comme en pays conquis.

Le château d'Osny n'avait point encore été visité : tout y était tranquille. J'y revenais quelquefois, mais je n'y faisais que de courts séjours; madame Dumas vint m'y trouver. Nous étions rassurés par la bienveillance des habitants, qui n'avaient pu encore oublier les soins et les bienfaits de la famille des Lameth, bienveillance que le comte Théodore cultivait avec autant de vigilance que d'adresse. Nous nous laissions facilement endormir dans cette sécurité, lorsque au milieu d'une lutte orageuse le château fut assailli par une de ces terribles bandes. Nous eûmes à peine le

temps de nous échapper et de nous séparer des deux dames divorcées, la comtesse Charles de Lameth et la duchesse d'Aiguillon, que notre présence aurait certainement compromises. Je me réfugiai à Pontoise, chez un apothicaire, officier municipal, homme de bien, tout dévoué à la maison. Ma femme, amenant par la main sa fille aînée et portant dans ses bras la plus jeune, alla se cacher dans le bois de la Garenne, en arrière du château, où elle ne rentra que le lendemain, lorsque la visite domiciliaire et l'orgie des brigands terminées, ils se furent retirés. Nous sûmes quelque temps après par notre ami M. Daunou, qui était resté à Paris, que le prince Charles de Hesse, en affectant un vif intérêt pour moi, était parvenu à découvrir ma retraite, s'était avili jusqu'à me dénoncer au comité de surveillance de la convention, et avait dirigé l'attaque qui nous força de nous disperser. Informé par mon brave officier municipal que mon signalement avait été envoyé au comité révolutionnaire de Pontoise, je n'avais plus un instant à perdre pour sortir du piége où j'étais tombé. J'avais un passe-port sous mon nom. J'imaginai de l'altérer de la manière suivante. Sur ma propre signature *Dumas*, fermant l'*u* pour en faire un *a*, et mettant seulement un point sur la troisième branche de l'*m* pour en

faire un *i*, je changeai le nom et la prononciation si bien et si simplement, qu'on lisait *Danias*. Je pris la précaution de faire sortir avant moi, par le chemin de Gisors, mon brave apothicaire, conduisant par la bride mon petit cheval. Lorsqu'il passa devant le poste placé à l'entrée du faubourg au-dessous du moulin, et qu'on lui demanda où il allait de si grand matin, il répondit qu'il allait, selon sa coutume, visiter des malades dans les environs. Je me présentai au poste quelques minutes après; on me laissa passer sans témoigner le moindre soupçon, mais à peine eus-je fait cent pas, que le maréchal ferrant, qui demeurait près de la porte, que je n'avais pas aperçu et que je connaissais fort bien, me cria : « Arrête, citoyen, et viens me parler. » Je feignis de ne pas l'entendre, continuant de marcher tranquillement. Il doubla le pas et me rejoignit près du moulin. Il portait un grand bonnet rouge et n'était rien moins que le président du comité révolutionnaire, ce qu'il me déclara tout d'abord en me demandant mon passe-port. Je le lui montrai. « Il est en règle, me « dit-il, mais il faut que tu viennes le faire viser « à la municipalité. » Je m'y refusai fermement, car c'était un arrêt de mort. J'avais sur moi mes pistolets, je mis mes mains dans mes poches, et, me séparant de quelques pas de mon interlocu-

teur, je lui dis que j'allais au marché de Gisors pour mes affaires, qu'on m'avait déjà arrêté au pont, que j'étais en règle, et que je ne rétrograderais pas. Soit qu'il fût convaincu ou effrayé, car nous étions seuls, hors de vue du poste, et me voyait bien décidé à me débarrasser de lui s'il tentait la moindre violence, il me laissa passer, et je continuai de marcher lentement jusqu'au point convenu, où je pris mon cheval, après avoir bien remercié et mon excellent protecteur et la providence qui veillait sur moi. En effet, je ne pouvais concevoir que malgré mon déguisement et ma mauvaise perruque, ce maréchal ferrant, qui tant et tant de fois m'avait vu passant et repassant en voiture et à cheval, ne m'eût pas reconnu.

J'écrirais un volume si je voulais retracer les situations singulières, périlleuses où je me trouvai. Assez de faiseurs de romans ont fatigué le public et occuperont la postérité de ces aventures tragiques, et comiques quelquefois, que produisent ces temps de proscriptions, où tout est subverti, toutes les habitudes changées, tout enfin sous le domaine du mensonge. Que de crimes et que de vertus, que d'affreux, que de brillants météores produisent, dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, ces épouvantables ébranlements!

Après avoir vingt fois changé de gîte, je fus averti que l'abbé Delacroze, curé d'Éragny près de Pontoise, qui, s'étant rendu très-populaire, avait été élu maire de sa commune, et que j'avais souvent rencontré au château d'Osny, où ses bonnes manières l'avaient fait accueillir, croyait avoir trouvé pour moi un asile sûr; que je devais me rendre chez lui, et qu'il me ferait conduire chez un de ses confrères qu'il avait disposé à me rendre ce bon office. Je m'y rendis en effet en faisant un grand détour, pour éviter Pontoise et les lieux où je pouvais être connu. Le ci-devant curé d'Éragny était un jeune homme de trente à trente-cinq ans, fort instruit, très-aimable et plein des plus nobles sentiments. « Je voudrais bien vous garder ici, me dit-il, mais la confiance qu'on a en moi dans le pays, et qui ferait « votre sécurité comme la mienne, attire beaucoup de monde dans ma petite maison. Vous y « seriez bientôt un objet de curiosité et de soupçons. Mais je vais vous faire conduire chez le « curé de Montigny, à deux lieues d'ici. L'abbé « Lamblin, à qui j'en ai parlé, vous recevra volontiers. Son presbytère est parfaitement placé « au pied de la hauteur de Franconville, près du « bois. Ce petit village n'est pas sur une communication fréquentée. Il n'y a qu'une seule « maison de campagne habitée par de fort hon-

« nêtes gens. » Je ne m'arrêtai point à Éragny. Je convins seulement avec mon nouveau protecteur que si j'étais trop inquiété à Montigny, je reviendrais à Éragny, ne fût-ce que pour prendre ses conseils. J'eus soin de bien remarquer les chemins de traverse par lesquels le guide que me donna le curé d'Éragny me conduisit à Montigny.

L'abbé Lamblin, qui n'avait avec lui, dans son presbytère, qu'une vieille servante, m'accueillit de la manière la plus hospitalière. Il m'établit dans un fort bon appartement, dont les vues donnaient sur la campagne. Il parut très-confiant et satisfait de ma société. Il me proposa, dès le lendemain, de me présenter chez ses voisins, MM. et mesdames Girard, qui occupaient une jolie maison de campagne en face de son presbytère. Il leur avait déjà confié notre secret, et certes il ne pouvait être en meilleures mains. MM. les frères Girard étaient d'anciens banquiers, mes compatriotes, nés à Montpellier, et qui, après avoir habité longtemps Paris, s'étaient retirés des affaires. Celles de l'aîné avaient prospéré. L'un et l'autre étaient mariés. L'aîné, déjà plus que sexagénaire, avait épousé la fille d'un avocat, fort jolie personne, alors âgée d'environ trente ans, spirituelle et d'un commerce très-aimable. Le cadet, âgé d'environ cinquante ans, avait

épousé une demoiselle de Montpellier, à peu près du même âge que lui. Ce couple avait peu de fortune. Son frère l'avait recueilli, et il habitait avec sa femme et une belle-sœur un petit pavillon à l'extrémité du jardin, presque tout en terrasse, dominant la campagne et confinant au petit bois qui couronne la colline, au pied des hauteurs de Franconville, au-dessous des moulins. Je fus reçu dans cette maison comme si j'eusse été un vieil ami de la famille. J'y rencontrai le maire de la commune, nommé Fleurier, simple cultivateur, et l'un des hommes les plus estimables que j'aie connus. Je retrouvai d'abord, dans M. Girard le cadet, un excellent patriote que j'avais vu très-souvent à Paris chez le général la Fayette et chez mon frère Saint-Marcel : pendant qu'il était major de la quatrième légion de la garde nationale, M. Girard était lieutenant des grenadiers dans le bataillon des Petits-Pères. Il m'embrassa cordialement, et s'empressa de m'offrir ses services. On arrangea d'abord mon déguisement. Il fut convenu, de concert avec le maire, que, pour ne point affecter trop de mystère, je passerais pour un parent de MM. Girard qui s'établissait à Montigny et avait loué un appartement chez le curé Lamblin. Je fis ma déclaration chez le maire, où je me présentai avec un bon habit de paysan et des sabots. On visa mon

passe-port, et je fus, dès ce moment, considéré comme un ancien habitant de la commune. Afin d'éloigner tout soupçon sans m'imposer aucune gêne, je parlais habituellement, avec MM. Girard, le patois languedocien, ou le français avec l'accent méridional, devant les habitants du village, dont je ne tardai pas à me concilier l'affection. Je saisissais l'occasion de me rendre utile. On venait me consulter; j'étais une espèce de secrétaire de la commune : on m'appelait M. Danias. Tout allait au mieux, j'étais en parfaite sécurité. Mais bientôt le curé Lamblin, effrayé de l'enlèvement d'un de ses confrères, dans une commune voisine de Montigny, me témoigna ses inquiétudes, et finit par me déclarer qu'il ne croyait pas pouvoir me garder plus longtemps chez lui. Sa vieille servante, que j'avais mise facilement dans mes intérêts, fit de vains efforts pour rassurer son maître. Je prévoyais moi-même que les terreurs de mon hôte ne tarderaient pas à me faire découvrir, lorsqu'une visite bien inattendue acheva de me décider.

Le fidèle valet de chambre de ma belle-mère, Lair, entra dans ma chambre à la pointe du jour, me donna des nouvelles de ma femme et de mes filles, et me pressa de me lever sur-le-champ. Pendant que je m'habillais, il alluma mon feu, et lorsque je fus assis près de la cheminée, il me remit

un billet de madame Dumas, une lettre de mon malheureux ami Barnave, avec lequel je m'étais lié lors de l'assemblée constituante, et qui, avec MM. Duport et Alexandre de Lameth, avait entretenu, jusqu'au 10 août, une correspondance secrète avec la reine. On avait surpris, en l'arrêtant, une lettre de moi, fort détaillée, sur les circonstances qui avaient précédé la journée du 10 août, et les conséquences qu'on en devait prévoir. Je fus donc compris dans l'acte d'accusation dressé contre lui, et, au moment où je reçus sa lettre, j'étais plus vivement recherché que jamais. Elle était datée de Fontainebleau. Barnave me prévenait qu'au moment de son arrestation à Grenoble, il m'écrivait une lettre confidentielle, relative aux derniers événements et à la situation des affaires publiques. Cette lettre aussi avait été saisie, et Barnave, que l'on conduisait à Paris, ne doutait pas que je ne fusse aussi chaudement poursuivi que lui. En effet, un des amis de ma famille qui se trouvait à souper chez madame de Guibert avec le fameux Barrère, avait entendu ce dernier dire : « Nous aurons pour la semaine « prochaine un bon assortiment, Barnave, l'an« cien ministre Duport-Dutertre, et Mathieu Du« mas. Nous tenons les deux premiers, et nous « ne tarderons pas à avoir le troisième. » Profondément affligé du sort de ces illustres citoyens,

et surtout de mon ami Barnave, je relisais sa lettre en m'appuyant contre la cheminée, lorsque Lair, conformément à l'ordre qu'il avait reçu, m'arracha la lettre et la jeta au feu. Je renvoyai le fidèle serviteur, en lui recommandant de rassurer ma famille, mais sans hasarder de rien écrire.

Je dis au curé Lamblin que je ne tarderais pas à quitter sa maison. Je lui demandai encore quelques jours, pendant lesquels je lui promis de redoubler de précautions, et je me gardai bien de le laisser soupçonner que j'irais consulter le curé d'Éragny. Mon hôte ne me perdait pas de vue. Il paraissait fort agité. Je profitai de l'heure de sa messe pour me concerter avec sa servante. Je lui dis que j'allais chercher un asile dans le voisinage, mais que si je n'y pouvais rester, au lieu d'errer dans les champs, je reviendrais pendant la nuit, qu'elle devait veiller, que je sonnerais très-légèrement à la petite porte du cimetière qui communiquait dans la cour du presbytère. Elle me promit de me recevoir à l'insu du curé, et de me cacher dans sa propre chambre.

M'étant ainsi assuré un point de retraite, je partis au déclin du jour, pendant que le curé était chez MM. Girard, et j'arrivai à Éragny vers huit heures du soir. L'abbé Delacroze n'était pas chez lui, mais sa servante, jeune fille très-alerte, me reçut et le fit prévenir. Je le trouvai aussi con-

fiant, aussi généreux que j'avais laissé son confrère épouvanté et abattu. On nous servit un très-bon souper. Il ne négligea rien pour me rassurer et pour me distraire par son intéressante conversation. Vers les dix heures du soir, il m'invita à me reposer, et me conduisit à la chambre qui m'était destinée. Il faisait un beau clair de lune. J'ouvris la croisée pour mieux voir le joli jardin et prendre connaissance des environs. Tout était calme autour de nous. J'aperçus une petite porte qui donnait sur la campagne, au pied de la hauteur, et je fis alors beaucoup de questions à mon hôte sur la nature du terrain, sur celle des cultures et des divers accidents. Le curé me répondait en souriant de mes inquiétudes. « C'est mon habitude, lui dis-je, et c'est aussi de mon métier de reconnaître le pays autour de moi, prévoyant toujours la nécessité où je pourrais être de changer de position et d'assurer ma retraite. — Eh bien, me dit-il, en sortant de cette petite porte on est dans une vigne; on gravit la hauteur, on traverse un chemin qui enveloppe le village, on trouve ensuite une prairie, et puis le petit bois que vous avez traversé en venant de Montigny. — Fort bien, lui dis-je; descendons ensemble dans le jardin, et prenez la clef de la petite porte. » Il eut la complaisance de m'accompagner, il ouvrit la porte, fit quelques pas

avec moi dans la vigne, et nous rentrâmes en laissant la clef sur la serrure. Je refusai de me déshabiller. « Je fais campagne, lui dis-je, et me tiens toujours prêt en cas de surprise. » Le curé me quitta en me donnant les bénédictions de l'amitié.

J'étais à peine endormi que je fus réveillé en sursaut par des cris affreux, un grand tumulte, l'aboiement des chiens. On sonnait, on frappait à la porte du presbytère : Ouvrez sur-le-champ, au nom de la loi! ouvrez! Le curé vint au-devant de moi, me dit quelques mots pour me rassurer. Je lui serrai la main, hélas! pour la dernière fois. J'eus à peine le temps d'atteindre la petite porte et d'en jeter la clef. Je renversai sur moi un faisceau d'échalas, sous lequel je restai tapi, et à travers lequel je distinguais parfaitement la maison, qui fut envahie en un clin d'œil par un fort détachement de l'armée révolutionnaire de Versailles. J'apercevais des lumières circulant dans toutes les chambres. J'entendais les menaces de ces forcenés. Le tumulte dura pendant près d'une heure; un profond silence succéda, la maison me parut entièrement abandonnée. Je n'entendais plus que quelques coups de tambour et les aboiements des chiens. On frappait aux portes des fermes, que sans doute on visitait aussi. Je quittai mon asile et gravis la hauteur jusqu'au chemin, et, comme je passais le fossé, je vis

briller à ma droite les armes d'un groupe qui s'avançait rapidement. Je me crus perdu; et, pensant à ma famille, à mes amis, à mon malheureux hôte, qui sans doute venait d'être enlevé pour m'avoir donné une si généreuse hospitalité, j'eus un seul instant la funeste pensée de cesser de défendre mon existence et de me livrer moi-même. Mais j'eus horreur de ma propre résolution. Je me jetai à plat ventre dans le fossé. Les soldats révolutionnaires passèrent rapidement, sans m'apercevoir, en marchant vers une ferme qui était à ma gauche. Je me relevai, traversai le chemin, la prairie, le petit bois, et me dirigeai à travers champs sur Montigny.

J'atteignis vers les deux heures du matin, sans avoir fait de fâcheuse rencontre, la petite porte du cimetière. Je sonnai légèrement, à petits coups, et comme si le vent agitait la sonnette. La bonne vieille ne tarda pas à venir m'ouvrir, et je m'empressai de récompenser sa fidèle vigilance. Elle me conduisit dans sa chambre en passant devant celle du curé, qui dormait profondément. Accablé de fatigue et transi de froid, je trouvai le lit de la servante délicieux : dès qu'il fit jour, je l'envoyai prier madame Girard de venir me parler. Elle se chargea d'annoncer mon retour au curé Lamblin, et m'offrit d'engager son mari, son beau-frère et sa belle-sœur à me donner

secrètement asile. Un si aimable négociateur ne pouvait manquer de réussir. Il fut convenu que je logerais dans le petit pavillon du jardin, dans une chambre dont la croisée donnait sur la basse-cour, que cette croisée resterait toujours fermée, et que je ne sortirais que la nuit pour me promener dans le jardin. Il n'y avait que trois pièces dans ce pavillon, une petite cuisine, la chambre qu'occupaient M. et madame Girard, avec laquelle communiquait celle qu'on m'avait destinée, et qui était proprement et commodément meublée. Il y avait dans la principale cour de la maison un chien de garde très-méchant, toujours à la chaîne, et qu'on lâchait la nuit dans le jardin. On m'en fit un ami et un confident, en me laissant à moi seul le soin de lui donner à manger. Tous les jours, à l'entrée de la nuit, il prenait de ma main un bon repas, ne me quittait plus pendant ma promenade, et veillait comme une sentinelle autour du petit pavillon. Il était de haute taille et presque loup de race. Je ne pouvais avoir une meilleure escorte. Il aurait dévoré tout autre que les maîtres de la maison qui aurait voulu me toucher. Mes nouveaux hôtes, la famille du pavillon, acceptèrent avec peine que je payasse ma pension. Je n'allais chez M. et chez madame Girard aîné que dans la soirée et lorsqu'il n'y avait aucun étranger; à l'exception du brave maire

Fleurier, personne ne fut mis dans notre secret.

Je passai ainsi dans une parfaite sécurité tout le reste de l'hiver de 1793 à 1794. Je recevais assez fréquemment des nouvelles de ma famille. Je lisais les papiers publics, effroyable martyrologe où j'eus la douleur de voir consignés les noms de Barnave, du curé d'Éragny, et de tant d'autres amis et compagnons. Je fis de constants efforts pour me distraire de tant de tristes pensées. On ne me laissa pas manquer de bons livres. Je lus Tacite et quelques autres anciens auteurs, pour m'éloigner autant que je le pouvais de l'histoire présente, à laquelle je n'étais que trop souvent ramené par le tableau des passions et des misères humaines, toujours trop semblable dans d'autres temps, chez d'autres peuples, avec d'autres mœurs. Je m'accoutumai à la solitude, à la méditation, et mon isolement après une vie si agitée, si vainement occupée, ne me causait aucun ennui. Le retour du printemps, l'aspect de la campagne, la renaissance des fleurs, faisaient sur mon esprit une impression que je ne saurais décrire. Le contraste de ces profusions des biens de la nature, et du désordre de l'état social dans ma malheureuse patrie, était un poids que mes réflexions et mes conjectures sur l'avenir ne pouvaient alléger. J'éprouvai un nouveau et profond chagrin, celui de voir périr dans mes

bras mon estimable et généreux hôte M. Girard le jeune. Sa santé déclinait depuis quelque temps. Étant allé à Pontoise à pied, il s'échauffa beaucoup, et fut surpris à son retour par une violente attaque de choléra-morbus, et malgré les prompts secours et les soins de son excellente femme, il fut enlevé le troisième jour de sa maladie.

Vers cette même époque, ma femme céda à mes instances, et se détermina à divorcer. Elle fut conduite à l'hôtel de ville déguisée en femme de la halle, en bonnet rond et en sabots, et, quand elle exhiba les témoignages exigés, le municipal, prêtre de l'hyménée, lui dit : « Citoyenne, tu « portes là un vilain nom, et tu as bien raison « de changer ce mari-là pour un autre. » Elle se hasarda deux fois à venir me trouver dans ma retraite. Elle me supplia de permettre qu'on cherchât les moyens de me faire sortir de France. Les massacres allaient croissant, la terreur était au comble, et les familles des proscrits ne respiraient plus. Je résistai longtemps aux conseils, aux prières de Julie. Je ne voulais point courir de nouveaux hasards, à moins qu'on ne trouvât moyen de me faire arriver à l'armée, seul refuge qui pût me convenir, s'il était possible que, jeté dans les rangs comme simple soldat, j'y fusse ignoré et protégé par quelque ami officier supérieur. Un ancien garde du corps très-connu de

ma belle-mère, M. de Montmayeur, parvenu rapidement au grade de colonel, commandait un régiment de hussards. Il offrit de se charger de moi, fit confectionner un uniforme, un équipage complet. On devait me l'apporter dans une maison entre Montigny et Franconville. Un sous-officier devait venir me prendre, et j'aurais avec lui rejoint le régiment. Mais presque au moment d'exécuter ce projet, il fallut y renoncer; soit que Montmayeur se fût avancé trop légèrement, soit qu'il fût devenu lui-même suspect, soit que la position eût changé, il disparut de Paris, et ma famille n'en reçut aucunes nouvelles.

On imagina et on m'offrit un autre moyen de salut. Il n'était pas sans danger; mais le succès était plus vraisemblable, et je me déterminai à le tenter.

Mon ami Théodore de Lameth avait trouvé un asile chez ses collègues de la députation du Jura, et ceux-ci qui, profitant de leurs fréquentes communications avec le pays de Vaud, s'y étaient retirés, l'y avaient attiré. Ils s'étaient établis à Nions, chez le prieur, qui habitait une très-bonne maison sur les bords du lac de Genève. Voici comment il prépara mon évasion en Suisse : il persuada à un habitant du pays, à peu près de mon âge et de ma taille, et qui avait un fils âgé de vingt ans, de venir à Paris pour proposer au

comité de salut public de se charger d'une fourniture considérable de bottes et de souliers qui devait être adjugée au rabais. Il fit fabriquer des modèles avec lesquels, muni d'ailleurs de bons passe-ports et d'attestations des autorités, mon Sosie se rendit à Paris. Il présenta ses échantillons; ses offres furent acceptées. On apposa le cachet de la commission militaire sur les bottes et les souliers; on visa ses passe-ports, en y ajoutant une recommandation et l'éloge de son civisme. Mon tailleur, homme très-sûr, fit pour moi un costume complet parfaitement semblable au sien. On prépara un chapeau, une perruque aussi toute semblable à celle qu'il portait. On lui fit acheter, à mon sellier, ma voiture de voyage. Tout étant ainsi préparé, je pris congé de la famille Girard, dont je me séparai à regret, ne pouvant assez témoigner ma reconnaissance pour les soins généreux dont j'avais été constamment l'objet, emportant au moins cette consolante pensée, que je cessais de les exposer à de périlleuses recherches.

Je partis de Montigny vêtu en paysan, monté sur un âne, et accompagné par le bon maire Fleurier. Je tournai Paris par Charonne, et je rencontrai mon fidèle Lair entre Saint-Mandé et Charenton. Les blés étaient déjà très-hauts. Je me déshabillai au milieu d'un champ et revêtis

le costume que Lair m'avait apporté au point indiqué. Je remerciai mon guide, et poursuivis ma route vers le pont de Charenton. Je n'y arrivai qu'à l'heure et à la minute convenues, et je vis paraître, à l'instant même, ma voiture qui s'arrèta pour relayer à la poste. Les deux portières s'étant ouvertes en même temps, je vis descendre mon Sosie, et feignant d'avoir satisfait un besoin, je fis le tour de la voiture, et je le remplaçai auprès de son fils. Comme il avait un double passe-port je n'avais à concevoir aucune inquiétude sur son sort.

Avant d'avoir atteint le premier relais après Charenton, j'étais déjà bien informé par mon jeune compagnon de tout ce qui concernait sa famille, des circonstances de son voyage, enfin de tout ce qu'il m'importait de savoir pour répondre à toutes les questions imprévues, et me mettre en état de bien jouer mon rôle. Je l'instruisis aussi de ce qu'il devait faire et dire pour me seconder selon l'occurrence. Nous ne fûmes arrètés pendant la nuit par aucun accident. Arrivés à Provins vers les sept heures du matin, nous tombâmes dans un rassemblement assez nombreux. On allait planter un arbre de la liberté. Une foule de curieux entourèrent notre voiture. Nous exhibâmes nos passe-ports qui nous valurent des félicitations aux cris de Vive la ré-

publique! On n'exigea rien de plus sur tous les lieux de notre passage jusqu'à Langres. La consigne était ici plus sévère. Le poste des gardes nationales qui nous arrêta, et auquel je voulais montrer nos passe-ports, nous invita à descendre pour nous rendre à la municipalité. Je m'en défendis, en prétextant l'urgence de ma mission. L'officier commandant le poste survint pendant le débat, et m'ayant fixé profondément, il prit les passe-ports, rentra dans le corps de garde, et revenant peu d'instants après, il ouvrit la portière, et, se penchant pour me parler tout bas : « Tenez, me dit-il, général Dumas, votre passe-« port est en règle; que la Providence veille sur « vous; je vous souhaite un heureux voyage. « Allez, postillon! » Je ne pus même soupçonner à qui je devais un si bon office.

Il était minuit quand nous arrivâmes à Besançon. On voulut nous conduire à la municipalité où des commissaires étaient, nous disait-on, en permanence. Nous n'y trouvâmes qu'un secrétaire qui nous dit qu'il fallait attendre le jour. Je demandai à être conduit chez le maire; il était dans son lit, entouré de rideaux. Sans le voir et sans en être vu, je racontai ma fable. Il visa le passe-port sans difficulté, et je n'en éprouvai pas davantage pour me faire ouvrir les portes de la place, comme on avait coutume de

le faire pour les agents du gouvernement.

Arrivé à Pontarlier, dernière ville frontière, à deux lieues en deçà des limites, je rencontrai des difficultés plus sérieuses. On arrêtait, on examinait rigoureusement tous les voyageurs. La municipalité était assemblée. Je dus m'y rendre pour être interrogé. J'attendais mon tour depuis deux heures dans un bureau où travaillaient quelques commis, parmi lesquels se trouvait un fort aimable enfant d'environ dix ans, fils de l'un des officiers municipaux. La conversation de ces citoyens n'était pas très-rassurante. On racontait qu'une dame qu'on avait trouvée suspecte, et qu'on avait ramenée à Paris, avait été guillotinée dans les vingt-quatre heures. Comme je témoignais quelque impatience à cause des affaires de service dont j'étais chargé, l'un des commis me dit : Si ce petit garçon voulait entrer et porter vos papiers à son père, on viserait peut-être votre passe-port sans vous interroger. Le petit garçon accepta la commission de très-bonne grâce, mais il revint peu après sans rapporter mes papiers. — Papa m'a dit qu'il allait voir. — Après une cruelle demi-heure d'attente, je hasardai de le renvoyer. Le moindre risque était de paraître importun; et le plus grand était d'avoir à produire mon visage d'ancien acteur de tribune. Je me souvenais de ma

rencontre à Langres, et je n'espérais pas d'avoir si bonne chance. Cette fois, mon joli petit négociateur me rapporta mon passe-port visé. Il était trop tard pour continuer ma route, et la bonne mine, les sages propos du maître de l'auberge où j'étais descendu, me donnèrent la confiance d'y passer la nuit. Je partis au point du jour, n'ayant plus à subir qu'une dernière épreuve, la visite de ma voiture par les douaniers au poste du fort de Joux. Cette opération fut très-longue. On démonta presque ma voiture pour s'assurer que je n'emportais d'autre numéraire que l'argent strictement nécessaire pour payer la poste. J'avais bien pris mes précautions, et ces habiles investigateurs eurent beau larder, sonder, taper toutes les pièces, aucun d'eux ne s'avisà de soupçonner ma cachette. L'un des deux palonniers, tout couvert de boue, et fortement attaché, avait été creusé de manière à y renfermer mille écus en or.

Je ne pense pas qu'aucun voyageur soit jamais entré sur le territoire suisse, et ait vu les beaux rivages du lac de Genève avec plus de plaisir, ni qu'il y ait éprouvé une plus vive satisfaction, que celle que j'eus en embrassant, à Nions, mon excellent ami Théodore de Lameth, tout triomphant du succès de son entreprise.

Après avoir détaché et scié le palonnier, re-

cueilli mon petit trésor, et récompensé mon compagnon de voyage, je partageai pendant quelques jours l'aimable et douce hospitalité dont jouissait mon ami chez le respectable ministre de Nions. Il y était servi et soigné par deux aimables filles de la vieille gouvernante, et s'y trouvait aussi bien qu'on peut l'être sur la terre d'exil, même dans ce magnifique pays de Vaud, le plus beau jardin de l'Europe.

Il fallut bientôt nous séparer, car la vigilance inquiète des agents de la république ne souffrait pas la moindre réunion de conspirateurs constitutionnels tels que nous, si près des frontières de la France dont ils avaient fait une nouvelle Tauride. Ce n'est qu'avec beaucoup de peine, et par toutes sortes de subterfuges, que les premiers amis de la liberté française pouvaient obtenir un asile incertain sur la terre classique de la liberté. Théodore avait tout prévu, et m'avait ménagé une retraite à Morat, auprès d'une personne que nous avions connue l'un et l'autre à Paris, et qui était liée avec la famille de M. le comte d'Affry. Je m'établis d'abord dans une petite maison isolée sur le bord du lac, et très-près de la belle terre de M. de Garville, véritable ermitage où je vécus seul, servi par une vieille femme pendant le reste de l'été; je m'étais procuré quelques livres, et je ne recevais que rare-

ment la visite des personnes de la ville auxquelles j'avais été recommandé. J'écrivis à M. Barthélemy, ambassadeur de la république, qui résidait à Bâle, de qui j'étais très-connu. Je lui confiai mon secret, bien certain de sa discrétion, et de sa disposition à me protéger pour autant que cela lui serait possible. Je m'étais fait inscrire chez le magistrat de Morat, comme Anglais, et sous le nom de *Procter.* Me promenant un soir sur le rivage, je fus rencontré et reconnu tout à coup par un ancien ami de ma famille, l'abbé Rousseau, prédicateur du roi, et qui depuis a été, sous l'Empire, évêque de Coutances. Il était sorti de France depuis quelques mois, et avait été recueilli par M. de Garville. Il m'offrit ses services; je n'acceptai que sa parole de ne point découvrir ma retraite, de ne point parler de notre rencontre, afin de ne pas m'exposer à des recherches, et de ne pas embarrasser ses amis.

Dans cette solitude, ne pouvant, malgré mes efforts, distraire ma pensée de la déplorable situation de ma patrie, je trouvai quelque soulagement à retracer le tableau des événements auxquels j'avais pris tant de part, et de l'effroyable anarchie qui en était la conséquence, et que le parti constitutionnel n'avait pu conjurer. Pour les représenter plus vivement, et les mettre,

pour ainsi dire, en action, j'imaginai d'écrire un drame intitulé : *Une nuit du comité de salut public ;* j'y faisais paraître les principaux personnages dont je ne connaissais que trop bien les caractères, les vues et le génie infernal. Une double intrigue de politique et d'amour m'avait servi de cadre pour développer, en trois actes, tous les ressorts secrets de ce *Pan-Demonium*. Chacun desdits personnages s'y produisait à son tour, et tenait, suivant ses intérêts, sa spécialité, ses talents, le langage dont ses propres discours dans les clubs et à la tribune, comme aussi tous ses actes publics, attestaient l'exacte vérité. Cette composition est, je crois, ce que j'aie jamais écrit avec plus de force de style, de verve et de correction. Des trois actes de ce drame, deux seulement, le second et le troisième, ont été conservés, et pourront se trouver dans mes papiers. Le premier acte a été détruit : il contenait l'exposition. J'y montrais sans ménagement l'homme que je considérais comme le moteur secret de la conjuration contre la constitution de 1791, et auquel je faisais le funeste honneur de la conception du gouvernement révolutionnaire. Quelques années plus tard, ayant lu ce drame devant le philosophe Jacobi, il me reprocha d'avoir cédé à mes ressentiments, et d'avoir avancé, sans preuves suffisantes, des faits

que l'histoire contemporaine ne pourrait consigner que d'une manière conjecturale. Séduit, comme beaucoup d'autres illustres professeurs allemands, par des théories métaphysiques, il exigea de moi de détruire ce qu'il appelait une injuste et violente satire. J'en fis le sacrifice à l'amitié et à la reconnaissance (car je devais à Jacobi, comme tu le verras, mon cher fils, dans la suite de ces mémoires, l'asile où ta mère vint te chercher). Je jetai au feu le premier acte de ce drame. Le reste, quelque éloge qu'on ait donné à cet ouvrage, n'est plus qu'insignifiant.

Ainsi que je l'ai dit plus haut, les cantons suisses n'étaient point un asile sûr pour les principaux proscrits; mais la protection secrète de M. Barthélemy, ministre de France, et le patronage plus immédiat de M. le comte d'Afry dans le canton de Fribourg, où je me trouvais, m'y retinrent.

Je faisais quelques excursions, et le plus souvent à pied, dans cette belle partie de la Suisse. J'allais assez fréquemment à Berne dont le gouvernement était divisé en partis aristocratique et constitutionnel; j'y étais accueilli par la famille des Lentulus, et par M. de Frusching, l'un des personnages les plus illustres du sénat. Celui-ci encourageait nos espérances et prévoyait la chute prochaine du gouvernement révolution-

naire. Il pensait que cette circonstance produirait une réaction inévitable, et que si la cour de Vienne était bien éclairée sur les intérêts du parti constitutionnel, on pourrait ouvrir des voies de conciliation.

Préoccupé de cette pensée, il m'invita à écrire un mémoire qu'il se chargeait de faire transmettre. Je profitai de cette ouverture pour essayer de servir d'une manière indirecte nos malheureux amis la Fayette, Alexandre Lameth, de Latour Maubourg et Bureaux de Puzy, détenus dans les cachots d'Olmutz par une violation qui a longtemps prolongé les maux de la France. Ce mémoire que je remis à M. de Frusching était sous la forme d'une lettre avec ce titre : *L'Espérance volontaire de l'armée du Nord à S. M. le prince de Saxe-Cobourg.* J'exposais dans cet écrit la véritable situation des partis en France, telle que je la voyais, non d'après ma situation personnelle, mes justes regrets et mes ressentiments contre les prétendus républicains fauteurs de l'anarchie, mais d'après les principes consacrés par l'assemblée constituante, d'après les mœurs de la nation, que les désordres de l'anarchie n'avaient pu changer. Je démontrais que l'influence de ces mœurs et la saine opinion publique reparaîtraient dans toute leur force aussitôt que la double compression de la tyrannie démocratique et de la coali-

tion des puissances cesserait de les étouffer. Je disais aux ministres des cabinets étrangers, que leur intérêt le plus pressant était de faire cesser cet état violent, cette irritation des esprits, qui menaçaient de bouleverser tout l'ordre social de l'Europe; que ce but ne serait point atteint par la force des armes; que les anarchistes n'étaient parvenus à détruire la constitution monarchique, et à faire subir à la nation française le joug de leur domination, qu'en provoquant la guerre; qu'on ne ferait que servir leurs projets en l'enflammant de plus en plus. Je m'attachais surtout à faire bien connaître l'esprit des armées françaises, leur attachement à la liberté conquise et réglée par les lois de l'assemblée constituante; je disais que leurs efforts pour la défense du territoire, leur valeur et leur gloire, étaient et resteraient purs de tous les crimes et de toutes les souillures de la fausse république. Enfin, dans ce rêve patriotique, je cherchais à persuader que la modération était le moyen le plus sûr d'éteindre, au sein de la France, le volcan révolutionnaire, et je demandais pour gage et comme un signe évident des dispositions loyales et pacifiques de la cour de Vienne, la mise en liberté des prisonniers d'Olmutz.

Ainsi que je viens de le dire, c'était le rêve d'un exilé : ce mémoire, envoyé par M. de Frus-

ching au général Hotze, Suisse employé à l'armée autrichienne, fut remis à un ministre très-influent; il fixa l'attention de quelques hommes d'État; mais il resta sans réponse; il fut, depuis, communiqué par une main infidèle à quelques membres de la convention : ce fut avec beaucoup de peine, et à prix d'argent, que ma femme parvint à recouvrer et à détruire la seule copie qui en existât. Cet écrit aurait pu, dans des circonstances ultérieures, me compromettre gravement, quoique, dans ma conscience et selon mes principes constitutionnels, je n'eusse à désavouer ni à regretter aucune assertion, aucune expression qui déviassent de mes opinions constitutionnelles.

Les mêmes vues, les mêmes sentiments d'attachement à ma patrie, et de fidélité au prince légitime (le malheureux Dauphin vivait encore), m'engagèrent à remettre à M. de Camano, ministre de la cour d'Espagne à Lucerne, où j'allai le trouver, un mémoire dans le même sens que celui dont je viens de parler, mais appuyé sur des motifs politiques plus évidents, et puisés dans les intérêts communs aux deux nations : ce second mémoire fut envoyé à la cour d'Espagne, qui déjà traitait de la paix avec le comité de salut public.

Je profitai de mon séjour en Suisse pour cor-

respondre librement avec mon frère, Dumas de Saint-Marcel, ancien colonel du régiment d'Auvergne, promu au grade de général de brigade, après une action d'éclat, à la bataille de Nerwinde. Il avait quitté l'armée depuis le meurtre de Louis XVI. J'avais beaucoup de chagrin de le savoir dans les rangs de l'ennemi; il avait accepté de l'emploi dans l'armée autrichienne, et commandait alors la légion de Bourbon, qui faisait partie de l'avant-garde du feld-maréchal de Clairfayt : je le déterminai à se retirer avec sa femme à Temeswar, qu'on lui assigna pour résidence avec la demi-solde de son grade. Je dirai plus tard comme je le fis rentrer en France.

Aux approches de l'hiver de 1794 à 1795, je me réfugiai dans la petite ville de Morat; j'obtins avec peine du gouvernement de Fribourg, et toujours passant pour un Anglais sous le nom de *Procter*, la permission d'y résider. Je vivais très-retiré, et presque sans communication avec les habitants. Je ne correspondais que difficilement avec ma famille, et je devais éviter avec soin tout ce qui aurait pu constater mon émigration, et par là nuire à mon retour. Pendant cet hiver, et pour remplir de longues heures de solitude, je repris d'anciennes lectures; je m'attachai surtout à celles de Tacite et de Machiavel; j'écrivis beaucoup de notes, résultat de mes ré-

flexions et des rapprochements que je faisais presque à chaque page entre les faits et les personnages d'époques et de circonstances si différentes de celles dont j'avais été témoin, et dans lesquelles cependant je retrouvais les mêmes causes, les mêmes effets, les mêmes passions, les mêmes erreurs.

Comme les violences de la démagogie allaient croissant avec les succès des armes françaises, on ne pouvait prévoir un dénoûment prochain à ces horribles scènes. La persécution des constitutionnels réfugiés en Suisse s'était un peu relâchée, et je songeais à m'y établir d'une manière plus stable, pour m'assurer un asile et des droits à une protection plus spéciale.

Un de mes amis, M. Brémont, qui, depuis, a fait un établissement de verrerie très-considérable à Semsales dans le canton de Fribourg, avait apporté de France quelques fonds; il me proposa de me comprendre, comme propriétaire, dans l'acquisition d'une petite maison de campagne, avec un vignoble, sur le rivage occidental du lac de Bienne, en face de l'île Saint-Pierre, dans une situation très-agréable. J'y passai quelques mois fort tranquillement. Le comte François de Jaucourt avait aussi acheté une maison dans une position semblable, à un mille de distance de la nôtre; il y avait réuni

sa famille. Je fus heureux de retrouver, dans ce bon voisinage, un ancien camarade, un compagnon d'infortune qui avait dignement soutenu, dans l'assemblée législative, le parti constitutionnel. J'étais aussi bien dans cette retraite qu'on puisse espérer de l'être hors de sa patrie quand on la sait livrée aux fureurs de l'anarchie, et qu'on tremble chaque jour pour les objets de ses plus chères affections.

Je reçus, dans cet ermitage, la visite de madame Chénaux (Pauline de Margency), cousine germaine et intime amie de ma femme, personne charmante que j'aimais comme une sœur, et qu'une mort prématurée ne tarda pas à nous enlever. Elle venait faire un voyage en Suisse. Je parcourus avec elle et son mari les sites les plus pittoresques des bords des lacs de Bienne, de Neufchâtel et de Genève.

Peu de temps après le retour de ma cousine en France, nous reçûmes la nouvelle de l'événement du 9 thermidor. La chute et le supplice de Robespierre et de quelques-uns de ses complices ne me surprirent point; j'avais pressenti cette révolution, j'en avais presque deviné et même écrit les principales scènes, dans le drame dont j'ai parlé plus haut.

Quelque importante que fût cette nouvelle phase, je ne partageais point l'espérance préma-

turée de mes amis : je connaissais trop bien les caractères et les intérêts des hommes qui avaient opéré cette réaction, pour me flatter que les conséquences de ce nouvel état de choses pussent aller jusqu'au rappel des constitutionnels proscrits.

Les membres de la convention qui avaient réveillé les sentiments d'humanité, ne tardèrent pas à en modérer l'élan et les effets inévitables qui les entraînaient à leur propre ruine. Ils prouvèrent ainsi qu'ils n'avaient agi que pour leur sûreté personnelle. Cependant, comme le ressort de la terreur s'était brisé dans leurs mains, et qu'ils ne pouvaient le rétablir qu'en se rendant plus odieux encore au peuple détrompé que ceux de leurs collègues qu'ils venaient de sacrifier, il y eut quelque relâche dans les mesures rigoureuses, et plus de facilité pour les correspondances : j'en profitai pour préparer ma rentrée en France. Je n'avais point été porté sur la liste des émigrés; mais mon émigration, comme celle d'un grand nombre de mes amis, était bien connue, et j'avais été particulièrement signalé et dénoncé au comité de sureté générale de la convention. Ce ne fut que six mois après la mort de Robespierre que ma famille consentit à mon retour que je désirais ardemment.

Dans les premiers jours de mai 1795, je me

hasardai à rentrer clandestinement en France. Je me séparai de mon ami Brémont, et ne quittai pas sans quelques regrets notre paisible retraite, pour me rejeter dans le torrent dont les flots étaient encore bien tumultueux. J'allai d'abord rejoindre à Nions, Théodore de Lameth, dont l'active amitié disposa mon voyage pour rentrer en France, avec autant de soin qu'il en avait mis pour assurer mon évasion : il m'avait ménagé dans le département du Jura, et particulièrement à Saint-Claude et à Dôle, des intelligences avec quelques-uns de nos collègues, anciens députés de ce département à l'assemblée législative. M. de Lameth m'accompagna jusqu'au haut de la montagne de Saint-Cergues; il me remit entre les mains d'un guide sûr. Je passai la frontière, et traversai à pied, dans les neiges et par des sentiers détournés, les cimes du mont Jura. Je descendis à Saint-Claude, où un ami de Théodore de Lameth, qui avait été prévenu de mon arrivée, me reçut avec la plus affectueuse hospitalité. Je me rendis le lendemain à Dôle, où je trouvai, ainsi que nous en étions convenus, M. Mallet, banquier genevois, qui retournait à sa maison de Paris, et m'avait offert une place dans sa voiture. Nos amis du Jura m'avaient préparé un faux passe-port. Cette fois je traversai la France avec autant de sécurité que j'avais eu de

difficultés et d'inquiétudes pour en sortir. L'intéressante conversation de M. Mallet, bon littérateur, auteur de fables charmantes qu'il me récita, ajouta beaucoup à l'agrément de ce voyage.

J'avais erré depuis deux ans, et je me trouvais heureux de revoir ma femme et mes enfants, mon beau-père et ma belle-mère. Je respirais sous le toit paternel, mais je voyais encore les traces du règne de la terreur, et de l'impression qu'il avait laissée dans tous les esprits. La misère du peuple, le manque de ressources dans toutes les classes se faisaient encore sentir. Au premier repas que je fis, je fus frappé d'un mot de madame Dumas à mes filles : *Mesdemoiselles*, leur disait-elle, *il faut que je vous répète toujours la même chose : vous consommez trop de pain.*

Ma position était fort équivoque; j'étais obligé de me cacher et de ne voir que fort peu de personnes. J'allais secrètement rendre visite à mesdames de Lameth, d'Aiguillon et de Beauharnais, qui fut depuis l'impératrice Joséphine. J'appris par ces dames, récemment sorties de prison, que ma liberté était de nouveau menacée : quelques membres de la convention, au zèle desquels elles avaient dû d'être préservées, et ensuite délivrées après la chute de Robespierre, les avaient averties que mon retour était connu, que j'étais dénoncé au comité de sûreté géné-

rale; quelques-uns des inquisiteurs, et particulièrement S....., insistaient pour que je fusse déclaré et poursuivi comme émigré.

Il fallut encore me séparer de ma famille; je ne pus même rester avec elle dans notre maison de campagne à Soisy-sous-Étioles. Cette nouvelle séparation me coûta beaucoup, et, je l'avoue, elle aigrit mes ressentiments contre l'injustice et la persévérance de mes persécuteurs. Il fallut se soumettre; je retournai à Montigny; mais comme, à cause de mon premier séjour dans ce petit village, la maison de M. Girard n'était plus pour moi un asile sûr, mes généreux hôtes m'en procurèrent un autre dans un village voisin, à Herblay, chez M. Lefèvre, homme de lettres, auteur de la tragédie de Dom Carlos, ouvrage très-estimé, quoiqu'il ne soit point resté au théâtre. Il vivait très-économiquement dans une profonde retraite, et voulut bien m'admettre au sein de sa famille. Quoique la société de M. et madame Lefèvre et les jeux de leurs enfants me rendissent ce nouvel exil aussi doux que j'eusse pu l'espérer, je le trouvai bien long : il dura trois mois. Les recherches des inquisiteurs ayant été vaines, et quelques changements dans le comité de sûreté générale donnant plus de confiance à ma famille, je pus revenir à Paris vers le 15 septembre, et habiter Soisy, sans crainte d'être poursuivi.

LIVRE HUITIÈME.

Constitution de l'an III. — 13 vendémiaire. — Élections. — Lettre de Lebrun. — Nomination au conseil des anciens. — Révision des pouvoirs. — Division des opinions dans les deux conseils et dans le directoire. — Comité du parti constitutionnel. — Son plan de conduite. — Son influence dirigée vers la paix. — Position et travaux personnels dans le conseil des anciens. — Succès de l'armée d'Italie. — Succès et revers des armées d'Allemagne. — Pacification de la Vendée. — Disposition des esprits. — Élection d'un directeur. — Élections pour les conseils. — Situation réciproque du directoire et des conseils. — Conversation confidentielle avec Treilhard. — Réunions de la rue de Clichy. — Motion de Dumolard contre le général Bonaparte. — Éloge des armées et des généraux. — Composition de la garde du corps législatif. — Communications avec le général Pichegru. — Conférence avec Barras. — Arrivée de la division d'Augereau. — Confidence sur le projet de proscription. — Proposition du colonel R.... — Conversation avec le général Kleber. — 18 fructidor. — Loi du 19 fructidor.

A cette époque, la convention, mutilée de ses propres mains, fatiguée par l'abus même des pouvoirs qu'elle avait usurpés, se hâtait de terminer la constitution républicaine. Avertie par

la faute qu'avait commise l'assemblée constituante, en renonçant à la réélection de ses membres, la convention ne voulait déposer le pouvoir souverain, que lui avait illégalement délégué l'assemblée législative, qu'en s'assurant, dans le nouvel ordre de choses, des garanties individuelles contre une réaction tôt ou tard inévitable.

Les maux dont elle avait accablé la France n'étaient point rachetés par les succès et la gloire de nos armes. Cette gloire, pure de tous les crimes dont un grand nombre de prétendus représentants du peuple s'étaient souillés, enorgueillissait la nation, mais ne pouvait éteindre tant de justes ressentiments. Le sang versé sur les champs de bataille, pour la défense du territoire et la conquête de la liberté, était compté comme un généreux sacrifice à la patrie; mais le sang versé à torrents sur les échafauds n'avait servi qu'à faire triompher la plus honteuse tyrannie. Comment étouffer au fond des cœurs l'indignation et la soif de vengeance? La conciliation que désiraient certainement le plus grand nombre des membres de la convention n'était pas possible. S'ils s'étaient bornés à décréter leur libre réélection, ils n'auraient eu qu'une garantie insuffisante; il leur fallut donc prolonger leur existence législative. La constitution républicaine de l'an III fut faite dans ce seul but, et le décret qui imposa

la continuation des deux tiers des membres de la convention dans leurs fonctions législatives, fut la condition *sine quâ non* de la mise en activité de ce nouveau pacte.

La constitution proprement dite fut presque unanimement acceptée dans les assemblées primaires, parce que la division des pouvoirs était une grande amélioration, que l'opinion publique, éclairée par de funestes expériences, saisit tout d'abord. En effet, le conseil des cinq cents figurait une chambre des communes; le conseil des anciens, en moindre nombre, figurait un sénat ou chambre haute, et la pentarchie des cinq directeurs figurait aussi, quoique moins efficacement, le pouvoir exécutif. Mais le décret qui restreignait le vote des assemblées électorales au tiers des membres des deux conseils, et prescrivait que les deux autres tiers seraient pris, ainsi que les cinq directeurs, parmi les membres de la convention, n'obtint pas le même assentiment que la loi fondamentale. On peut dire que la répulsion de cette condition fut à peu près générale, quoiqu'elle ne se manifestât vivement et par une insurrection que dans la capitale.

Je n'écris point ici l'histoire de cet événement qui fit poindre le génie de Bonaparte, et par là, surtout, influa si puissamment sur les destinées de notre patrie. Il faut lire les détails de ces scènes

tumultueuses dans l'*Histoire de la révolution française*, par M. Thiers. Je déclare, comme témoin oculaire de cette grande insurrection avortée, que tous les faits y sont rapportés avec la plus scrupuleuse exactitude; que les caractères des principaux personnages sont représentés avec fidélité, avec la couleur de l'époque, et qu'on ne saurait trop louer le discernement de l'auteur dans le choix des matériaux dont il s'est servi. Mais son jugement historique sur les causes de cet événement, et sur la part qu'y prirent les divers partis, ne mérite pas la même confiance; il s'est exagéré l'importance du parti royaliste et les avantages que ce parti aurait pu tirer du succès de l'insurrection des sections de Paris contre la convention. L'esprit le plus général de la population parisienne était le retour à la constitution de 1791 : les élections de Paris auraient été dans ce sens, et, très-vraisemblablement, les assemblées électorales des départements auraient suivi l'impulsion de la capitale. Je n'ai rien vu, rien entendu qui ait pu me faire penser que la nation pût être, à cette époque, entraînée jusqu'à une restauration. L'horreur de l'anarchie était si générale et si profonde, qu'elle nous aurait préservés des excès et des conséquences funestes, qui, selon l'opinion de M. Thiers, auraient suivi la dissolution de la convention. Son élo-

quent éloge des actes de cette assemblée ne saurait être pleinement confirmé par la postérité. On peut admirer la prévoyance et l'énergie des conseils que dicta la nécessité dans une situation désespérée : quant à la vigueur et à l'intelligence de l'exécution des opérations militaires, c'est au patriotisme et à la valeur de l'armée qu'il faut en attribuer tout le mérite : ce ne fut point pour soutenir la tyrannie de la convention, mais bien malgré cette tyrannie que les armes françaises triomphèrent des efforts mal concertés des coalitions. M. Thiers, en parlant de la convention, s'est servi de cette expression : *Cette illustre assemblée :* elle fut illustre comme Érostrate.

J'étais venu à Paris un peu avant le 13 vendémiaire. J'avais rencontré quelques électeurs et plusieurs de mes collègues à l'assemblée législative : je les trouvai très-animés, très-confiants dans la disposition des masses; mais il n'y avait ni chef digne d'être avoué et capable de diriger un mouvement militaire, ni plan arrêté. L'idée si naturelle et si simple d'élever des barricades de proche en proche, de s'emparer de l'artillerie, de s'assurer des postes principaux, de fermer les accès sur les quais et sur les boulevards par des abattis, etc., n'était venue à personne. J'évitai de prendre aucune part à une entreprise si peu ou si mal concertée, et, simple spectateur de cet

affligeant désordre, il ne me fut que trop facile de tenir la promesse que j'avais faite à ma famille, de ne point m'y compromettre.

Le lendemain de la sanglante victoire de la convention fut pour la ville de Paris un jour de deuil. Les rues et les places étaient désertes; la garde nationale avait disparu; les révolutionnaires avaient été réarmés; les bons citoyens croyaient être replongés dans le gouffre de 1793: cependant, les membres les plus influents de la convention, satisfaits d'avoir été sauvés d'un danger si imminent par la vigueur et l'à-propos des dispositions du général Bonaparte, n'abusèrent point de leurs succès; ils se bornèrent à affermir leur nouvelle position par le jugement militaire et la condamnation à la peine de mort de prétendus chefs, dont aucun ne fut saisi et même presque pas recherché. La convention se hâta de faire procéder aux élections sous cette impression d'une demi-terreur, et d'assurer l'exécution des fameux décrets de la réélection arbitraire des deux tiers de ses membres.

J'étais retourné à notre maison de campagne de Soisy; je ne parus point à l'assemblée primaire de mon canton, que j'avais précédemment présidée, et je recommandai à mes amis d'empêcher qu'on ne votât en ma faveur, pour m'envoyer à l'assemblée électorale, parce que cette

nomination aurait été certainement suivie d'une nouvelle dénonciation d'émigration. Malgré cette précaution, à peine l'assemblée électorale fut-elle réunie à Versailles, que je reçus de mon ancien collègue à l'assemblée législative, M. Lebrun, depuis architrésorier de l'empire, une lettre très-affectueuse et très-pressante, qui m'invitait à accepter ses soins et ceux de ses nombreux amis, pour me faire élire député au conseil des anciens. (J'avais alors quarante et un ans révolus.) Je refusai les bons offices de mon honorable ami, en lui exposant les motifs de la résolution que j'avais prise, de m'éloigner entièrement des affaires publiques, ayant été rayé du tableau des officiers généraux, et ne pouvant espérer d'y être rétabli. Malgré mon refus, je reçus une seconde lettre ainsi conçue : « Vous n'en êtes pas « moins un soldat français; nous vous présentons « une arme pour défendre la liberté, et vous « devez la prendre. Vous serez élu député de « Seine-et-Oise au conseil des anciens, et vous « aurez pour collègues l'avocat Tronchet (celui « qui avait défendu Louis XVI), l'avocat Tronçon « Ducoudray (celui qui avait défendu la reine « Marie-Antoinette), et moi votre ami Lebrun. »

Cette nomination de la députation de Seine-et-Oise déplut beaucoup aux membres de la convention, et je fus averti que si je ne me re-

tirais spontanément avant la vérification des pouvoirs, mon élection serait rejetée, et que je serais dénoncé et poursuivi comme émigré. Cependant le jour où l'on devait faire le rapport sur la députation du département de Seine-et-Oise, je n'hésitai point à me présenter à la séance de la convention. Tallien faisait le rapport, et j'étais un peu rassuré par la promesse qu'il avait faite à sa femme et à madame de Beauharnais, qui avait eu l'obligeance de le détourner de cette dénonciation. Ces deux dames étaient présentes à la séance dans la tribune du président. Tallien tint parole, et ne fit aucune observation particulière en proclamant les noms des quatre députés du département de Seine-et-Oise, qui furent, ainsi que moi, à cause de leur âge, désignés pour le conseil des anciens. La proclamation de ces noms trop connus excita bien quelques murmures, mais aucun membre ne prit la parole, et nous fûmes admis. Je n'avais plus aucune anxiété; je devais me croire définitivement réintégré dans mes droits de citoyen et de député au corps législatif. Cependant, peu de temps après la formation du conseil des cinq cents, une commission spéciale fut instituée pour faire de nouvelles recherches sur les membres des deux conseils, soupçonnés d'être sortis du territoire depuis l'établissement du gouver-

nement républicain. Mon compatriote, le général Frégeville aîné, un des membres de cette commission, me prévint que son collègue M. L..... m'avait encore dénoncé, ainsi que plusieurs autres personnes qui se trouvaient à peu près dans le même cas; la commission devait en délibérer, et M. L. devait être chargé du rapport. Dans cette circonstance, je m'adressai directement à M. L..... pour le convaincre de la fausseté et de l'injustice d'une telle accusation, et je lui déclarai que si elle était portée à la tribune, ce serait entre lui et moi une affaire personnelle. Il me répondit que, quelle que fût son opinion, il se conformerait aux ordres de la commission. Je dus, sans doute, au général Frégeville la décision favorable qui garantit pour l'avenir mon entière sécurité.

Conformément au nouvel acte constitutionnel, les deux chambres étaient composées des deux tiers des membres de la convention que le tirage au sort avait désignés, et d'un autre tiers de députés nouvellement élus; ceux-ci étaient, à peu d'exceptions près, dans des opinions franchement constitutionnelles. La condition de l'âge de quarante ans révolus, pour être admis au conseil des anciens, et un heureux hasard avaient retenu dans ce conseil un plus grand nombre de

conventionnels modérés qu'il ne s'en trouvait dans le conseil des cinq-cents. La majorité de cette espèce de chambre haute se composa d'hommes intègres et courageux, et des mieux disposés par leurs opinions et leur esprit de justice, au rétablissement du bon ordre. La plupart d'entre eux, dans les circonstances difficiles où ils s'étaient trouvés à la convention, avaient résisté, autant qu'ils l'avaient pu, à la violence des passions. Tels étaient Lanjuinais, Bernard-Saint-Afrique, Bodin, etc. Ils se réjouirent et s'honorèrent de l'appui des nouveaux élus. On put donc espérer qu'en agissant avec sagesse et circonspection, on parviendrait à s'affranchir de l'influence du parti révolutionnaire, et que la majorité du conseil des anciens appuierait fortement le pouvoir exécutif, s'il manifestait l'intention de marcher dans les bonnes voies, et de gouverner dans les véritables intérêts de la nation.

Il en était tout autrement dans le conseil des cinq-cents : la faction révolutionnaire y avait conservé ses principaux appuis, soit par le hasard du tirage, soit parce que les plus jeunes et les plus ardents conventionnels y étaient nécessairement réunis. Le tiers nouvellement élu, même en lui supposant la fermeté d'opinions constitutionnelles, qui se faisait remarquer dans le con-

seil des anciens, ne rencontrant pas les mêmes sympathies, ne pouvait que rester en minorité.

Dans cet état de choses, le directoire avait à déterminer l'esprit et la direction de son gouvernement. S'il s'appuyait sur la sage majorité du conseil des anciens, il se conciliait l'opinion publique, et s'affermissait dès les premiers pas; s'il se livrait au contraire à l'impulsion révolutionnaire de la majorité du conseil des cinq-cents, il s'aliénait la masse des citoyens, toujours effrayée du spectre de la convention, et dont la confiance ne pouvait s'acquérir qu'en effaçant peu à peu les traces du régime de la terreur. Les cinq membres qui composaient le directoire exécutif se divisèrent sur cette question vitale: trois d'entre eux, Barras, Rewbell et Laréveillère-Lépeaux, optèrent pour cette dernière alternative, tandis que Carnot et Letourneur de la Manche adhérèrent aux principes de modération et de justice qui prévalaient dans le conseil des anciens. C'est ainsi que se forma cette bizarre opposition qui était en majorité dans la chambre haute, en minorité dans la seconde chambre et dans le directoire exécutif.

Les vices et l'incohérence des éléments de ce prétendu gouvernement républicain étaient palpables, et se montrèrent à découvert dès le premier essai. Toutefois nous en avions subi le

joug; il était moins pesant que celui de la convention, et bien qu'on ne pût croire à la durée d'un gouvernement qui manquait d'unité, et qui renfermait tant de germes de discorde, nous reconnûmes qu'il était pour notre pays, et vu les circonstances, le seul moyen de salut: ce fut de bonne foi que les membres les plus influents dans le conseil des anciens se dévouèrent à le maintenir et à l'améliorer autant qu'il serait possible. J'étais de ce nombre. Je me liai intimement avec nos deux plus célèbres orateurs, Portalis et Tronçon-Ducoudray: nous trouvâmes dans les lumières, les talents et l'expérience de Barbé-Marbois, de Lebrun, de Dupont de Nemours, et de quelques autres, un important appui.

Nous formâmes une réunion de douze individus, dans laquelle se trouvaient les principaux membres de la minorité du conseil des cinq-cents, tels que Siméon, Gilbert Desmolières, Dumolard. Cette réunion avait lieu deux fois par semaine, une fois chez Barbé-Marbois, où nous dînions en pique-nique, et l'autre fois chez Gilbert Desmolières, où nous passions la soirée. Cette espèce de comité fut toujours unanime sur les principes et sur les moyens; il n'y eut jamais d'arrière-pensées, jamais d'intrigues ni d'influences étrangères. Il n'est pas vrai, quelles que fussent au fond nos opinions monarchiques, que nous

ayons servi la cause royale. Nous n'avions d'autre but, d'autre intention que de prévenir le retour de l'anarchie, et d'amener le gouvernement républicain, tel que nous l'avions trouvé, tel que l'usurpation l'avait fait, à se légitimer aux yeux de la nation par la loyauté et la moralité de ses actes; nous désirions sincèrement qu'il prît son point d'appui, sa véritable force dans l'estime publique. Je me souviens d'avoir dit plusieurs fois à mes collègues, dans nos réunions, en cherchant à calmer l'impatience de quelques-uns d'entre eux, et leur trop vive improbation de la marche du directoire : « Oui, « sans doute, c'est une bien mauvaise machine « que celle d'une république idéale qui n'a aucun « principe fixe, aucune base dans les mœurs, et « ne donne à la liberté que des garanties illusoires; « mais les machinistes sont plus mauvais que la « machine, parce qu'ils manquent de confiance « en eux-mêmes, et que, par une déplorable « erreur, leur intérêt personnel et exclusif les « fait dévier du but qu'ils veulent atteindre. Dans « les circonstances présentes, nous devons, pour « le bien de notre pays, maintenir cette machine « si compliquée, telle qu'elle est; si nous nous « attachons à régulariser son jeu, au lieu de « l'entraver, elle peut s'améliorer par des choix « successifs, et détruire peu à peu, sans secousse,

« les influences les plus dangereuses pour la li-
« berté. »

Tel fut, en effet, le plan arrêté entre nous, et qui fut suivi constamment. Il consistait à nous opposer fermement aux abus d'autorité, aux mesures violentes, sans, toutefois, nous refuser à seconder le gouvernement dans tout ce qu'il proposerait de raisonnable et d'utile. Nous voulions rétablir l'ordre et l'économie dans les finances, une bonne et impartiale administration de la justice. Nous désirions que l'emploi des forces nationales et les opérations militaires fussent de bonne foi dirigées vers la conclusion d'une paix honorable et sûre. Les trois directeurs qui formaient la majorité révolutionnaire dans le pouvoir exécutif, et leurs perfides conseillers, ne tardèrent pas à pénétrer nos vues, et dès ce moment ils nous considérèrent comme des conjurés, et firent éclater leur méfiance dans toutes les occasions. Ils redoutaient surtout la tendance de nos opinions sur la question de la paix, et la faveur qu'elles nous conciliaient de plus en plus. La continuation de la guerre était à leurs yeux l'aliment et la vraie garantie de leur puissance. Nous pensions au contraire qu'on ne pouvait sortir de l'abîme des révolutions que dans l'état de paix, qu'elle était possible, qu'elle était mûre, et serait très-honorable, puisque

l'on conserverait les plus précieuses conquêtes. Bonaparte n'avait pas encore pris le commandement de l'armée d'Italie; les avantages qu'avait remportés le général Schérer à Loano, et qu'il dut à la vigueur des attaques dirigées par Masséna et Augereau, n'étaient pas assez décisifs pour changer la situation des affaires dans cette partie, et pour prendre l'offensive contre les forces très-supérieures de l'ennemi. Cette armée était dans le plus déplorable état. Nous venions d'éprouver un grand revers sur le Rhin : la fausse manœuvre, ou plutôt la trahison du général Pichegru avait favorisé l'entreprise hardie du général Clairfayt, et fait lever le blocus de Mayence : tout était en désordre de ce côté; et sans la vigueur et la sagesse des dispositions du vainqueur de Fleurus, de Jourdan, qui était alors général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, Clairfayt aurait mieux profité de sa victoire, et se serait rendu maître de tout le Bas-Rhin.

Ce fut dans ces circonstances, et avant l'ouverture de la campagne de 1796, que je publiai, sous le titre de *Résultats des dernières campagnes*, un écrit dans lequel, après des réflexions qui parurent assez profondes, sur le nouveau système de guerre, je m'attachais à prouver qu'il était temps de s'arrêter, de profiter du peu d'accord qui régnait entre les puis-

sances coalisées, et de négocier la paix, en offrant des compensations qui ne pouvaient manquer d'être acceptées. Ce pamphlet fit du bruit et m'attira beaucoup d'ennemis. Mes observations sur les changements introduits dans les opérations stratégiques sur un grand théâtre, pendant les guerres de la révolution, ont été reproduites et plus développées dans l'ouvrage que j'ai publié plus tard sous le titre de *Précis des événements militaires*.

La part que je pris aux travaux du conseil des anciens fut à peu près la même que celle qui m'avait été dévolue dans l'assemblée législative, celle de ma spécialité, c'est-à-dire, toutes les affaires relatives à la législation militaire. Je fus constamment nommé membre des différentes commissions, et presque toujours chargé de faire les rapports des résolutions sur l'organisation de l'administration des troupes, sur la solde, sur les conseils de guerre, sur les récompenses et sur tout ce qui pouvait concerner les armées de la république. La sincérité de mon zèle et tous mes efforts pour le bien-être de l'armée m'accréditaient dans l'esprit de nos collègues les plus défiants. Je fus nommé secrétaire, lorsque mon ami Portalis fut appelé à la présidence du conseil; et j'eus de fréquentes occasions d'admirer son beau talent et sa prodigieuse mémoire. Sa

cécité presque absolue le mettait dans l'impossibilité de lire et d'écrire : il n'en suivait pas moins tous les mouvements de l'assemblée, maintenait l'ordre avec fermeté, et, connaissant la place de chaque membre, dont il distinguait merveilleusement le son de voix, il ne commettait jamais la moindre erreur, en accordant ou refusant la parole. Si la discussion était interrompue par l'arrivée d'un message du conseil des cinq-cents ou du directoire, il suffisait que je lui en fisse tout bas la lecture une seule fois pour qu'il répétât tout haut, en s'adressant à l'assemblée, la résolution tout entière, quelque nombreux qu'en fussent les articles, sans en déranger la série, sans changer aucune expression. Lorsqu'on établit, dans les deux conseils, des commissions d'inspecteurs de la salle, je fus nommé l'un des cinq membres de celle des anciens. Je m'y trouvais avec Barbé-Marbois, et nous fûmes l'un et l'autre, comme je le dirai plus tard, enveloppés dans la proscription du 18 fructidor, les attributions déléguées à ces commissions ayant reçu, de circonstances imprévues, une sorte de caractère politique, une fausse importance que nous n'avions pas recherchée, et qui nous devinrent funestes.

Les nouveaux succès de la campagne de 1796 avaient donné beaucoup de force à la majorité

révolutionnaire du directoire; le génie et la fortune du jeune général de l'armée d'Italie avaient changé la face des affaires; son plan d'invasion, profondément conçu, exécuté en trois mois avec tant d'activité, de vigueur et de prudence, avait étonné l'Europe, démenti toutes les conjectures, et porté au plus haut degré la gloire et la terreur de nos armes. Cette puissante diversion, en arrêtant les progrès des armées impériales sur le Rhin, avait donné le temps de rétablir l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par Jourdan, et celle du Haut-Rhin, où Moreau avait remplacé le traître Pichegru, qui avait donné sa démission, et cachait, dans l'obscurité de sa retraite, la honte de ses projets échoués et non encore dévoilés.

Pendant que Bonaparte triomphait, sur l'Adige, des efforts redoublés de l'Autriche; pendant qu'avec les trente mille soldats intrépides que l'ascendant de son génie avait électrisés, il détruisait la troisième armée qu'on eût pu lui opposer, Jourdan et Moreau, rompant l'armistice, passaient le Rhin à Dusseldorf, à Neuwied et à Strasbourg; ils débordaient les ailes de l'armée de l'archiduc, pénétraient dans les vallées du Necker et du Mein, et forçaient l'armée autrichienne, quoique numériquement supérieure, à se retirer sur la vallée du Danube et sur la frontière de la Bohême.

Les grands avantages remportés par Jourdan et Moreau, au début de cette brillante campagne, n'eurent point les résultats qu'on pouvait s'en promettre; la divergence d'opérations de l'une et l'autre armée, le manque d'unité dans l'ensemble du plan de campagne et dans le commandement général, et surtout dans le commandement supérieur des deux armées, donnèrent à l'archiduc Charles tout le temps et tous les moyens de concentrer ses forces, d'attaquer alternativement l'armée de Jourdan et celle de Moreau, et de les contraindre à repasser le Rhin. Les succès du général Bonaparte en Italie, et la manière dont il avait seul conduit la guerre, d'après ses propres inspirations, auraient dû préserver le directoire de la faute qu'il commit en divisant le commandement de l'armée d'Allemagne. Cependant, quoique le but des opérations n'eût pas été atteint, parce qu'il n'avait pas été suffisamment indiqué dans les instructions données séparément aux deux généraux, la campagne fut glorieuse, d'abord par les victoires remportées sur la rive droite du Rhin, et ensuite par le bon ordre, la vigueur et l'habileté dans la retraite, surtout dans celle de l'armée du Rhin, sous Moreau. Les trois armées d'Italie, de Sambre-et-Meuse et du Rhin rivalisaient d'ardeur; elles étaient bien commandées,

et leur émulation était surtout excitée par l'exemple des victoires d'Italie. Hoche, de son côté, terminait la guerre civile de la Vendée, et pacifiait ces malheureuses contrées. Toutefois cet éclat au dehors ne rejaillissait que faiblement sur le gouvernement de la république; il était terni au dedans par la misère publique, l'épuisement des ressources, la fatigue et le mécontentement des populations. Le directoire s'applaudissait d'avoir persisté à pousser la guerre : toute la nation soupirait après la paix; le directoire se flattait de la commander à toutes les puissances de l'Europe, et nous faisait un crime des vœux que nous faisions pour qu'elle fût enfin le prix de tant de sang versé, et que le gouvernement entrât en négociation, alors qu'on ne pouvait le taxer de faiblesse ni oser lui demander des concessions humiliantes.

Une année entière s'écoula dans cette position respective des conseils législatifs et du directoire. Dans toutes les questions de finances, d'administration, d'ordre intérieur, et de relations extérieures, quelle que fût la sincérité de notre coopération, nous eûmes constamment à lutter contre les mêmes préventions; ce n'était point avec nous, mais bien contre nous que la majorité du directoire voulait gouverner; car dans son système, elle avait besoin de nous

tenir pour ennemis. Cette injuste obstination irritait parmi nous les esprits les mieux disposés.

J'ai déjà dit que, entre les cinq directeurs, Carnot seul, faiblement secondé par Letourneur (de la Manche), comprenait bien notre système : comme nous il était persuadé que c'était le seul moyen de se concilier la saine opinion publique, et d'accréditer la constitution républicaine. Mais pour atteindre le but, il fallait s'assurer du concours du pouvoir exécutif, par la majorité dans le directoire.

Nous approchions de l'élection annuelle d'un directeur pour remplacer celui qui devait sortir : le tirage au sort devait désigner celui-ci; mais nous avions deux chances contre une pour l'exclusion de l'un des trois révolutionnaires. Si Rewbell, ou Barras, ou Lareveillère-Lépeaux sortait, Letourneur et Carnot étant conservés, il nous suffisait, pour avoir la majorité désirée, de faire admettre un directeur dont le caractère, les lumières et la probité pussent nous garantir son adhésion à nos principes. Nous préparâmes à cet effet, avec beaucoup de prudence, l'élection de Barthélemy : ses services pendant sa mission en Suisse, où il avait conclu le traité de Bâle entre la république et le roi de Prusse, l'avaient rendu populaire parmi les membres de la convention; nous trouvâmes assez de facilité à le

faire proposer par le conseil des cinq cents, et nous lui assurâmes la majorité dans le conseil des anciens. Cependant nous eûmes la mauvaise chance : dans le tirage d'exclusion, Letourneur prit la boule fatale; Rewbell, Barras et Lareveillère-Lépeaux restèrent au directoire; Carnot et Barthélemy s'y trouvèrent en minorité.

Notre situation, par rapport au pouvoir exécutif, ne fut donc point changée; mais l'élection d'un nouveau tiers des députés dans les deux conseils devait faire sortir de chacun de ces deux conseils un tiers d'anciens membres de la convention; un très-petit nombre d'entre eux se flattaient d'être réélus par les colléges électoraux : nous étions donc assurés d'avoir incessamment la majorité dans les deux chambres, puisqu'il suffisait d'agir avec la même prudence pour atteindre le terme du remplacement du dernier tiers conventionnel.

Le choix des nouveaux députés pour le conseil des anciens fut tel que nous pouvions le désirer. Nos nouveaux collègues suivirent pour la plupart la sage direction que nous avions prise. Il n'en fut pas tout à fait de même au conseil des cinq cents : l'élection du général Pichegru et de quelques autres partisans et coopérateurs secrets du projet de la restauration de l'ancienne monarchie, contraria nos mesures. Leurs démar-

ches, leur présomption et leur aveugle précipitation alarmèrent le directoire, et lui donnèrent tous les prétextes dont il avait besoin pour sortir, par un coup d'État, de la position difficile où il se trouvait. Ce complot fut tramé de longue main par les trois directeurs Barras, Rewbell et Lareveillère, à l'insu de Carnot et de Barthélemy. La position de ces deux derniers, et par conséquent la nôtre, devenait de jour en jour plus difficile : nous étions entre deux factions, l'une armée du pouvoir et de la disposition de toutes les forces matérielles de l'État; l'autre sans aucun moyen ni de force, ni d'opinion, se repaissant d'illusions, et donnant à nos démarches une fausse couleur. Nous n'en devions pas moins persister dans la marche que nous nous étions tracée, puisque chaque jour nous approchions du but; nous ne désespérions pas d'éclairer le directoire sur ses véritables intérêts : il était vraisemblable qu'aussitôt que les deux chambres seraient composées en majorité de membres partageant nos opinions, le directoire trouverait plus sûr et plus facile de gouverner dans le sens de cette opinion publique, que de la contraindre par des violences qui ne pouvaient qu'entraîner sa propre ruine.

Mais les conventionnels qui avaient condamné Louis XVI ne voyaient de salut que dans leur domination absolue et exclusive : ils ne voulu-

rent jamais se fier à notre bonne foi et entrer franchement avec nous dans les voies de la justice; ils se faisaient peur à eux-mêmes, et n'espéraient pas trouver grâce devant la nation, s'ils laissaient le parti constitutionnel participer, directement ou par son influence, à l'exercice du pouvoir exécutif. Comme l'état de paix était incompatible avec le régime de violence et de terreur dont ils tenaient la menace toujours suspendue, ils voulaient à tout prix la continuation de l'état de guerre, qui donnait un libre cours à leur autorité arbitraire sur la partie la plus virile de la nation, et décorait leur puissance de tout l'éclat des armes.

Quelques mois avant l'événement du 18 fructidor, j'eus une occasion fort remarquable de m'assurer de cette détermination de la majorité du directoire et de soupçonner l'existence du complot. Treilhard, l'un des membres du conseil des cinq cents, faisait partie de la commission des inspecteurs de la salle, qui se réunissait à celle du conseil des anciens au pavillon Marsan. J'avais beaucoup connu ce savant jurisconsulte pendant qu'il siégeait à l'assemblée constituante, où ses lumières et son esprit vif et pénétrant l'avaient fait distinguer : il avait malheureusement voté la mort du roi; il était très-lié avec Rewbell, et je savais qu'il était l'un des principaux conseil-

lers de la majorité du directoire. Le hasard nous ayant rapprochés dans la réunion des deux commissions, j'avais eu à me louer de ses prévenances. Je me trouvais, un jour, seul avec lui, à la fin d'une séance : « Êtes-vous pressé? lui dis-je : la « discussion dans votre conseil est-elle intéres« sante? — Non, me répondit-il; point du tout; « qu'avez-vous à me dire? » Sur quoi, je me levai, je fermai la porte sur nous, et mis la clef sur la cheminée. « Je connais, lui dis-je, votre position, « votre expérience, vos talents et l'influence de « vos conseils sur des hommes qui, sous tous les « rapports, vous sont bien inférieurs : je veux « savoir de vous ce que vous pensez de moi et de « mes amis, comment vous jugez notre conduite « politique, et ce qui fait que nous ne pouvons « nous entendre. »

Voici sa réponse : « Vous êtes de fort hon« nêtes gens, fort capables, et je crois que vous « voulez sincèrement soutenir le gouvernement « tel qu'il est, parce qu'il n'y a aucun moyen sûr « ni pour vous, ni pour nous, de lui en substi« tuer un autre. Mais nous, conventionnels, nous « ne pouvons vous laisser faire : que vous le « vouliez ou non, vous nous menez tout douce« ment à notre perte certaine; il n'y a rien de « commun entre nous.

« — Quelle garantie vous faut-il donc? — Une

« seule; après quoi nous ferons tout ce que « vous voudrez; nous vous laisserons détendre « les ressorts; donnez-nous cette garantie, et « nous vous suivrons aveuglément.

« — Et laquelle? — Montez à la tribune, et « déclarez que si vous aviez été membre de la « convention, vous auriez, comme nous, voté « la mort de Louis XVI.

« — Vous exigez l'impossible; ce que, à notre « place, vous ne feriez pas. Vous sacrifiez la « France à de vaines terreurs. — Non, répli- « qua-t-il, la partie n'est pas égale; nos têtes « sont au jeu. » Le reste de la conversation fut insignifiant.

Dès ce moment, je ne doutai plus que les intrigues dont nous étions entourés n'eussent, avant le renouvellement du dernier tiers, un dénoûment funeste à la liberté et à ses vrais défenseurs. Je m'efforçai de soutenir chez mes amis la confiance que je n'avais plus; je continuai de combattre, mais sans espoir de succès.

Chacun des trois partis continua d'user de ses moyens pour se fortifier, et tout espoir de rapprochement ne tarda pas à s'évanouir. Quelques membres influents du conseil des cinq-cents formèrent une réunion dans l'ancienne maison de M. Bertin, rue de Clichy. Dans cette réunion, quelques membres du nouveau tiers essayèrent

de former un parti royaliste; ils croyaient pouvoir exciter des troubles sérieux dont ils auraient profité pour opérer une contre-révolution, et rappeler la maison de Bourbon. Ils cachaient assez mal leurs desseins sous un langage constitutionnel, et travaillaient à exaspérer les esprits contre le directoire. Mes amis et moi nous nous rendions assidûment à ces réunions, et nous nous appliquions à tempérer l'effervescence qui allait toujours croissant. Ce petit nombre de royalistes n'avait en réalité aucun moyen d'action : leurs déclamations ne faisaient qu'irriter le directoire, et lui fournir des prétextes pour recourir à des mesures de salut public, c'est-à-dire, à la force brutale, en s'appuyant sur l'armée. Malheureusement nos conseils étaient froidement accueillis par des esprits trop ardents, qui, moins éclairés que nous sur les dangers de la situation, ne se méfiaient pas assez du piége qui leur était tendu. Notre prudence était taxée de timidité.

Dumolard, membre du conseil des cinq-cents, qui s'était distingué comme un des meilleurs orateurs du parti constitutionnel au côté droit de l'assemblée législative, commit une de ces fautes qui compromettent un parti, et que rien ne peut réparer. Le général Bonaparte, indigné des nouvelles vêpres siciliennes de Vérone, et

de la perfidie de l'oligarchie vénitienne, avait résolu d'en tirer une éclatante vengeance. Dumolard annonça au club de Clichy qu'il dénoncerait le général de l'armée d'Italie, et le directoire exécutif qui avait autorisé une épouvantable violation du droit des gens, et la destruction de la plus ancienne république. Nous fîmes de vains efforts pour le détourner de son dessein: il s'y obstina. Je le rencontrai chez le directeur Barthélemy, la veille du jour qu'il avait indiqué pour faire sa motion au conseil des cinq-cents, et, de concert avec quelques-uns de mes collègues qui s'y étaient réunis, je tâchai de lui faire apercevoir les conséquences de cette démarche aussi fausse que téméraire. Dumolard n'était point entraîné dans le parti royaliste; c'était un patriote de bonne foi, mais aveuglé par ses préventions, plus disert qu'éloquent, infatué de sa facilité d'élocution, incapable de s'élever à de hautes considérations politiques. Blesser le juste orgueil du conquérant de l'Italie, alors qu'il vengeait sur un gouvernement perfide le sang de ses soldats répandu par de lâches assassins, était l'acte le plus impolitique. Le général Bonaparte, supposant sans doute contre la vérité qu'il ne pouvait connaître, mais avec raison, d'après toutes les apparences, que cette attaque était combinée entre les meneurs des

deux conseils, ne pouvait nous pardonner d'avoir voulu éteindre dans ses mains la foudre dont il frappa le gouvernement vénitien : et, en effet, blâmer sa conduite dans de telles circonstances, c'était lui ravir le fruit de ses victoires, c'était entraver la négociation ouverte avec l'Autriche, puisque la révolution de Venise, et la cession des États vénitiens, en compensation de celle des Pays-Bas, étaient le seul moyen de conclure une paix glorieuse et solide. Enfin c'était nous aliéner l'influence la plus décisive, et la porter tout entière au directoire.

Loin de vouloir partager avec Dumolard et le petit nombre de ses collègues qui l'avaient soutenu, la responsabilité de sa motion, nous repoussâmes cette responsabilité; mais ce fut en vain: il ne fut que trop facile au directoire de donner à nos explications les plus énergiques les couleurs de l'hypocrisie.

J'avais été bien informé du plan arrêté par la majorité des directeurs, et de leurs manœuvres secrètes pour tirer avantage de la motion de Dumolard. Je saisis la première occasion qui se présenta au conseil des anciens, pour donner à nos protestations sur cet objet la plus grande publicité. La discussion s'étant engagée sur la résolution du conseil des cinq-cents de déclarer *que les armées d'Italie, de Sambre et-Meuse, et*

de Rhin-et-Moselle, avaient bien mérité de la patrie et de l'humanité, je me hâtai d'y prendre part. Je ne me bornai point à de vaines apologies, à des éloges, à des lieux communs : je m'attachai à produire une impression plus profonde, en présentant le tableau des diverses opérations militaires, et la véritable situation de nos affaires au dehors. Quelques extraits de ce discours peuvent servir à justifier nos intentions trop calomniées, et ne seront peut-être pas inutiles à l'histoire.

Je disais, après un court exorde et quelques considérations générales.......... : « Dans ce « moment où l'épée de l'Alexandre français tran- « che l'inextricable nœud de tant d'intrigues, il « nous appartient de repousser, aux yeux des « nations agitées, le reproche injuste d'envahis- « sement et de subversion. — Il nous appartient « d'accuser, à notre tour, les artisans des dis- « cordes sanglantes et de la dévastation du conti- « nent, à nous qui n'avons cessé d'appeler la paix « générale, qui n'avons pas craint de reprocher « à notre propre gouvernement de n'en pas assez « apprécier le bienfait, et l'influence sur l'affer- « missement de la république, à nous qui, n'é- « coutant que la voix du peuple français, avons « été ses échos fidèles, quand il fallait braver « les soupçons les plus outrageants, pour

« exprimer les vœux de nos concitoyens..... »

....

« Sans doute les progrès de nos armes en Italie, « la situation de nos armées sur le Rhin, le dé-« veloppement de nos forces toujours croissantes, « à mesure que le nouvel ordre de choses sortait « du chaos de la révolution, ne devaient point « donner au cabinet de Saint-James une espé-« rance raisonnable de nous contraindre à accep-« ter, non point comme ses plénipotentiaires « affectaient de le dire, les conditions et les « échanges qui importaient le plus à ses alliés, « mais bien les rétrocessions qui pouvaient affer-« mir sa domination sur les rivages de l'Océan, « et faire rentrer les débris de la Hollande sous le « joug le plus pesant et le plus honteux qu'une « nation vaincue ait jamais subi....... — Que « l'Europe juge maintenant qui de la France ou « de l'Angleterre a repoussé la paix; si Bona-« parte, usant avec une égale modération de la « victoire, aux portes de Turin, devant le Capi-« tole, sous les murs de Vienne, n'a pas rempli « l'attente et les vœux de la république, et si ce « n'est point par cette modération et par son « humanité qu'il a conquis l'affection de la na-« tion, plus encore que par ses triomphes..... « L'Angleterre nous a contraints de commettre « au sort des armes ce qui depuis longtemps

« ne lui était plus soumis, l'existence de la répu-
« blique française. Eh bien! le sort des armes
« en a décidé; et ce n'est pas cette fois l'aveugle
« fortune, mais bien le talent de nos généraux
« et le génie de Bonaparte qui ont terminé cette
« lutte mémorable.

« La paix que nous sommes sur le point de
« conclure va peut-être dissiper une grande illu-
« sion, et mettre dans tout son jour la différence
« des intérêts d'une puissance uniquement ma-
« ritime, avec ceux d'une puissance uniquement
« continentale. Nous aurons, citoyens, d'autres
« occasions de faire connaître la difficulté de
« l'accord entre de telles puissances, et peut-être
« de saper utilement pour nos alliés, les bases du
« colosse insulaire de la politique moderne.

« Il était facile de prévoir cet événement, et,
« chez nos ennemis, leurs meilleurs concitoyens
« l'avaient pressenti, en considérant la situation
« de nos finances et notre épuisement apparent,
« si différent de leur épuisement réel (puisque
« le crédit des deux gouvernements se mesure
« déjà par leur marche en sens inverse du papier-
« monnaie aux espèces et des espèces au papier-
« monnaie). Les plus éclairés annonçaient que
« le directoire exécutif de la république française
« ne manquerait pas de profiter de l'impatience
« et du vif désir de la paix que montraient le

« peuple et l'armée, et que la guerre offensive « serait d'autant plus terrible cette fois, qu'elle « serait dirigée d'après de vastes plans, dont les « premiers essais avaient été heureux, et dont « les combinaisons étaient, pour ainsi dire, na- « tionales, liées aux principes, à la vigueur des « nouvelles institutions, peu connues aux étran- « gers et difficilement praticables par d'autres « nations.

« Enfin, l'exemple de Bonaparte et de nos « guerriers d'Italie enflammait le courage de « nos armées sur le Rhin et l'émulation de leurs « généraux.

« Et c'est alors que, par une contradiction qui « n'échappera pas à l'histoire, on a de nouveau « bravé, défié les vainqueurs, on nous a forcés « d'être conquérants; on a de toutes parts ouvert « l'Allemagne à nos invasions, en affectant de « ne prolonger la guerre que pour l'en garantir.

« Que ne puis-je, mes collègues, en rappelant « ici tous les motifs de reconnaissance nationale, « vous offrir le tableau des derniers événements « de cette campagne, tel que l'histoire devra le « présenter à la postérité!

« Bonaparte venait de frapper à Rivoli le coup « décisif; comme général et comme soldat, il « avait mis le comble à sa gloire par l'exacte com- « binaison et la célérité de ses marches, par la

« bonne disposition de ses réserves, par la pré-
« cision de ses attaques et l'obstination dans le
« combat, l'ordre rétabli sans cesse dans cette
« armée entourée, dans des parties de ligne rom-
« pues, et aussitôt formées de nouveau : Berthier,
« dont les talents et le bouillant courage avaient
« tellement contribué à la conquête de l'Italie,
« que Bonaparte s'honora lui-même, en deman-
« dant pour lui une égale part de gloire et de
« reconnaissance; Berthier, Masséna, Augereau,
« et tous ces illustres chefs, tous ces hommes à
« la fois grenadiers et généraux, se surpassèrent
« dans cette journée et celles qui la suivirent.
« Jusque-là l'armée avait combattu avec intrépi-
« dité : c'est à Rivoli qu'elle apprit qu'il n'y avait
« point de dangers supérieurs à son courage,
« point de situation désespérée pour elle, et que
« le mouvement multipliant les forces, il n'y
« avait point de bornes aux effets de l'ardeur,
« de l'ensemble et de la confiance. Ce jour-là
« l'armée d'Italie devint invincible.

« Vous connaissez, et je ne vous dirai point
« quels furent le prix et les fruits de cette victoire
« et de la prise de Mantoue. Le plus doux, sans
« doute, fut de pouvoir accorder la paix au chef
« de l'Église; confondre, par cet acte plein de
« magnanimité et digne de la nation française,
« toutes les calomnies contre son gouvernement,

« que, depuis, en effet, on n'a osé reproduire; « arracher à l'anarchie son horrible et impie es- « pérance; enfin laisser pour la première fois, « dans ces contrées, la mémoire du nom français « honorée et bénie.

« Le cabinet de Vienne n'avait pas prévu que « le terrible vainqueur de Rivoli dédaignerait de « monter au Capitole; et, pendant qu'il marchait « vers Capoue, l'empereur se hâtait de réparer « ses pertes et de former, pour la troisième fois, « une armée d'Italie. Le prince dont les talents, « le courage, l'activité, avaient, même en échouant « devant notre Xénophon, ranimé la confiance « des troupes impériales, est appelé des bords « du Rhin, où la belle défense de Kehl l'avait re- « tenu trop longtemps pour la maturité des « nouveaux projets de la cour de Vienne. Tout « s'ébranle et se mêle dans les armées ennemies; « des corps considérables quittent les bords du « Rhin pour venir combattre dans les âpres « montagnes du Tyrol; d'autres corps les rem- « placent, tandis que nos masses restent immo- « biles, homogènes, se réparent autant que le « permettent nos ressources.

« C'est ici que je dois rendre justice à la pré- « voyance du directoire. A peine le système de « guerre était-il changé sur le Rhin, par la glo- « rieuse retraite de Moreau, qu'un puissant

« renfort en est tiré pour être porté à l'armée « d'Italie : ce ne sont point des corps, des déta- « chements morcelés; ce sont des divisions en- « tières qui marchent sous un général distingué « par ses talents, le général Bernadotte, fières « des lauriers qu'elles viennent de cueillir et de « la part qu'elles vont prendre à ceux d'Italie, au « nom des deux armées de Sambre-et-Meuse et « de Rhin-et-Moselle. Cette marche est la plus « longue qu'aucun corps d'armée ait jamais faite « sur le continent dans la rigoureuse saison. « Grâce à l'infatigable zèle du général Kellermann, « des obstacles jusqu'à nos jours réputés insur- « montables ont été franchis; à force de travaux « et de vigilance, il a, contre le climat et les élé- « ments, maintenu libre le passage des Alpes; « les colonnes, l'artillerie et les bagages n'y ont « éprouvé aucune perte, aucun accident, aucun « retard. C'est à cette opération que nous devons « l'avantage dont Bonaparte a si bien profité; elle « est si extraordinaire, que l'ennemi n'en a pu cal- « culer le résultat.

« Le directoire fit coïncider avec ces combi- « naisons du meilleur emploi des forces, la sage « précaution de rappeler aux armées nos jeunes « défenseurs; et nous devons remarquer que « cette rigoureuse et nécessaire disposition n'a « pas été cette fois livrée à l'arbitraire, exécutée

« avec cette indécente fureur qui avilissait pres-
« que et rendait odieux le devoir le plus saint,
« le principe unanimement consacré par toute la
« nation aux premiers jours de la révolution,
« mis en pratique par la formation de trois mil-
« lions de gardes nationales, confirmé par les
« lois, et qui sera maintenu par l'amour de la
« liberté, par l'honneur, par la présence de tant
« de trophées, par la tradition des plus glorieux
« souvenirs. L'arrêté du directoire respire l'hu-
« manité, la bonne foi et la confiance qui eussent
« dû éclater dans tous ses actes : aussi a-t-il pro-
« duit l'effet qu'on en attendait. Les jeunes gens,
« après avoir pris quelque repos au sein de leurs
« familles et profité du délai qui leur était ac-
« cordé, ont rejoint leurs drapeaux et se sont
« empressés de prendre part aux derniers triom-
« phes de leurs frères d'armes.

« D'un autre côté, le retour de la malheureuse
« et impolitique expédition d'Irlande ayant laissé
« au gouvernement la liberté de disposer d'un
« général déjà célèbre par ses succès et par la
« pacification de la Vendée, dont le zèle, comme
« celui de ses braves compagnons, venait d'être
« mis à la terrible épreuve des plus inutiles dan-
« gers, il était juste d'employer ses talents sur un
« plus vaste théâtre.

« Pendant que les ennemis se persuadaient,

« par l'observation de notre position sur la rive « gauche du Rhin, et la connaissance tardive « qu'ils avaient eue du renfort porté en Italie, « que nous resterions sur la défensive la plus « absolue, le général Moreau ne prenait d'autre « repos, après cette campagne et la brillante dé-« fense de Kehl, que celui de visiter les postes et « quartiers occupés par l'armée de Sambre-et-« Meuse, de préparer la nouvelle organisation, « de rétablir la cavalerie. A peine en eut-il remis « le commandement au général Hoche, que ce-« lui-ci, secondé par son état-major et par le gé-« néral d'artillerie Debelle, développa une activité « égale à leur empressement de mettre l'armée « en état d'agir offensivement au delà du Rhin.

« Moreau, après avoir servi avec un dévoue-« ment civique et le désintéressement de la véri-« table gloire les vues du gouvernement pour « renforcer l'armée de Sambre-et-Meuse, ne né-« gligea rien pour que l'armée de Rhin-et-Mo-« selle, après avoir fourni de puissants secours, « fût, à l'ouverture de la campagne, en état de « soutenir l'éclat de sa réputation, et réparât, « par sa bonne organisation, ce qu'elle avait « perdu, non de forces, mais de nombre.

« Tels étaient les préparatifs sur le Rhin. Les « circonstances en avaient augmenté la difficulté, « et nous serions injustes si nous ne faisions pas

« honneur à notre ancien collègue, le ministre
« de la guerre Petiet, de sa prévoyance et de ses
« efforts heureux pour rendre exécutables les
« projets du gouvernement.

« Mais déjà Bonaparte, profitant habilement
« de l'ébranlement des forces impériales, et du
« trouble que ses dernières victoires y avaient
« porté, et de l'irrésolution qui se manifestait par
« le changement des généraux et les contre-
« marches, arrivait sur la Piave pendant qu'on
« le croyait devant Rome, forçait le passage du
« Tagliamento et manœuvrait brillamment de-
« vant l'archiduc, à peine arrivé avec de bonnes
« troupes, sans doute, mais sans aucun ensemble,
« sans aucun dessein arrêté, et forcé de plier de-
« vant les dispositions savantes de son rival et
« l'impétuosité française. A quel miracle voulez-
« vous arrêter vos regards? Répéterai-je l'escalade
« de Gradisca et la reddition de cette forteresse,
« ou le combat héroïque de Tarvis, ou l'invasion
« du Tyrol? Des dangers si pressants, la grande
« barrière qu'aucun peuple moderne n'avait
« franchie emportée comme d'assaut, le bassin
« du Danube, le cœur des États héréditaires, les
« murs de Vienne découverts aux yeux et aux ar-
« mes des Français, forçaient l'Empereur à rap-
« peler précipitamment le reste de ses forces des
« bords du Rhin et des boulevards de l'Empire,

« pour couvrir ses propres possessions. Il devait « presque regretter les succès du prince Charles, « qui, pour de vains avantages, avait écarté les « forces qu'on aurait voulu dans ce moment con- « centrer.

« C'est aux généraux Hoche et Moreau et à « leurs braves armées qu'est confié le soin de « retenir et de combattre les armées qu'on ne « peut plus ni rappeler ni soutenir, mais qui, « derrière des places, des fleuves, dans des posi- « tions formidables, bravent l'ardeur de nos « guerriers du Rhin, stimulés par les succès de « leurs frères, impatients, indignés de n'avoir au- « cune part aux derniers lauriers, et de n'avoir « pas concouru, de leurs derniers efforts, à cette « paix qu'ils ont tant désirée et qui va se con- « clure si loin d'eux, au but qu'ils ont presque « touché pendant la campagne précédente.

« Ce sont ces derniers efforts, couronnés « par la victoire, que nous célébrons aujour- « d'hui, etc. . . . . »

Je répondais ainsi, du haut de la tribune, aux insinuations mensongères du directoire; mais il était trop tard, le coup était porté, et nos dénégations ne firent qu'accréditer de plus en plus l'opinion défavorable qu'on répandait dans les rangs de l'armée d'Italie. Nous ne pouvions opposer à ces attaques souterraines que la fermeté

de nos principes, l'indépendance de nos opinions, et le soin de nous concilier l'estime publique. Nous avions cependant pris quelques précautions pour notre sûreté personnelle. Nous nous étions surtout occupés de la garde du corps législatif, dont la surveillance m'avait été particulièrement confiée par les commissions des inspecteurs de la salle dont je faisais partie, ainsi que je l'ai déjà dit. Cette garde, dont l'effectif était d'environ quinze cents hommes, était, en grande partie, composée d'anciens gardes-françaises qui n'avaient point quitté Paris depuis la révolution de 1789, et avaient formé le corps des *grenadiers de la convention*. Ils s'étaient successivement recrutés de très-mauvais sujets. Je m'efforçai d'y introduire une discipline sévère; appuyé par le ministre de la guerre Petiet, je renvoyais à l'armée du Rhin tous les hommes qui avaient manqué trois fois à l'appel. J'étais aussi bien secondé par le ministre de la police Cochon Laparrent, ancien membre de l'assemblée constituante, plein de bonnes intentions; comme il avait siégé à la convention et voté la mort du roi, il n'inspirait encore aucune méfiance au directoire. Le général Moreau et le général Desaix, avec lesquels j'étais en correspondance, remplaçaient ces hommes par des sous-officiers et soldats d'une conduite éprouvée. Mais cette

recomposition de notre garde n'était pas encore assez avancée, et les événements se pressaient. Je fis désigner par le général Moreau un colonel de la garde, l'adjudant-commandant Ramel, qui fut depuis enveloppé dans la proscription du 18 fructidor, et qu'un sort plus funeste encore a rendu victime des fureurs des ultra-royalistes à Toulouse, où il commandait comme général, et où il fut massacré en 1815, après la seconde restauration.

J'avais été confidentiellement informé par Desaix de la découverte qu'on avait faite dans les papiers pris dans le fourgon du général Klingling, de la conjuration de Pichegru. Le général Moreau n'avait pas jugé à propos de dénoncer son ancien compagnon d'armes au directoire exécutif, qui n'avait encore sur cette défection que quelques indices et de vagues soupçons : Desaix, en me faisant cette communication, avait exigé ma parole d'honneur que j'en garderais le secret le plus absolu, et que je ne m'en servirais que pour diriger, selon les circonstances, ma conduite particulière et celle de mes amis. Sans compromettre un secret qui ne m'appartenait pas, je fis tous mes efforts, dans différentes conversations avec le général Pichegru, pour l'amener à quelque ouverture sur ses desseins : je n'y pus réussir. Je tâchai de l'éclairer sur la véritable situation des

affaires, sur la disposition des esprits qu'il connaissait mal, sur la nullité des moyens de changer la forme de gouvernement. Je n'en obtins que des réponses vagues, des protestations d'un parfait accord avec nous pour amener, par degrés, des améliorations qui pouvaient seules donner de la force au parti des gens de bien : je demeurai convaincu qu'il n'avait aucun plan formé, qu'il avait renoncé à ses anciens projets depuis qu'il avait quitté le commandement de l'armée, et qu'il se bornait à temporiser et à cacher l'embarras de sa position aux hommes ardents qui avaient cru trouver en lui un puissant appui, et qu'il était forcé de ménager à cause des antécédents.

De jour en jour l'agitation des partisans du directoire, leurs diverses publications, les réunions des anciens terroristes, les fréquents messages à l'armée d'Italie pour s'assurer de l'adhésion et de la coopération du général Bonaparte, annonçaient que la crise était prochaine. Nous résolûmes de faire une dernière tentative auprès du directoire : Portalis et son beau-frère Siméon connaissaient particulièrement Barras; ils avaient eu, en Provence, beaucoup de rapports avec sa famille; ils se chargèrent d'aller le trouver: Barras était alors le plus accessible des trois membres qui composaient la majorité du direc-

toire. Il était assez mal disposé pour Rewbell, qui se méfiait de ses liaisons singulièrement compliquées, tantôt avec des aristocrates, tantôt avec les terroristes. Comme Barras était l'homme d'action qui conduisait l'intrigue, Rewbell était inquiet et effrayé de l'issue qu'elle pouvait avoir dans de telles mains. Barras écouta fort attentivement l'exposé des deux habiles et célèbres avocats de la cause nationale. Ceux-ci lui démontrèrent que la majorité dans les deux chambres étant certainement acquise au parti constitutionnel, puisque Portalis était président du conseil des anciens, et Siméon président du conseil des cinq cents, il était plus sûr et plus honorable de gouverner, par cette influence, dans le sens du véritable esprit et de l'opinion générale, que de s'obstiner à la détruire par la violence, sans savoir où ce mouvement pouvait conduire le gouvernement. Le dictateur (car il en avait assumé le pouvoir et pris toutes les allures) parut ébranlé, et si frappé des arguments de Portalis et de Siméon, qu'il indiqua pour le lendemain une nouvelle conférence, à laquelle je fus appelé avec mes deux amis.

Nous trouvâmes Barras affublé de son brillant costume *franco-espagnol*, et prêt à se rendre à la séance du directoire. C'était la première fois que je voyais ce directeur, personnage célèbre,

puisqu'il a deux fois tenu en ses mains le sort de la France. La conversation s'engagea sur les points déjà débattus la veille : sa principale objection fut la haine invétérée qu'il avait conçue contre Carnot : il ne pouvait, disait-il, se résoudre à voter avec lui, même en approuvant le changement de système que nous proposions. Je lui fis observer que s'il était convaincu, comme il le disait, de notre bonne foi et de la justesse de nos vues, sa répugnance au caractère de Carnot ne devait pas l'emporter sur la raison d'État. Il parut céder à nos raisons, et quoique tous ses actes aient démenti ses promesses, je crois encore aujourd'hui qu'il fut sincère dans ce moment : « Êtes-vous décidé? lui dis-je. Devons-« nous compter sur votre parole? Nous la don-« nez-vous foi de gentilhomme? — Oui, foi de « gentilhomme républicain ; quels gages exigez-« vous? » Notre réponse était prête : « Nous « demandons une recomposition du ministère, « dans lequel entrera M. de Talleyrand pour les « affaires extérieures, le remplacement du mi-« nistre de la justice Merlin par le ministre de « la police Cochon Laparrent, et la conserva-« tion de Petiet au ministère de la guerre. »

Nous nous retirâmes avec quelque espérance d'avoir sauvé notre pays. Mais cette illusion ne dura pas deux jours. L'animosité de Barras contre

Carnot, l'influence de ses alentours, et surtout les conseils de Merlin et de Treilhard le détournèrent d'une résolution pour l'exécution de laquelle il aurait fallu un tout autre caractère, plus de lumières, et surtout d'autres sentiments. M. de Talleyrand fut seul appelé au ministère des relations extérieures. Merlin resta à la justice, le ministre de la police fut renvoyé et remplacé par un obscur agent de la faction. On travailla ouvertement à la désorganisation du corps législatif : les dénonciations, les placards, les motions incendiaires dans les clubs nous avertirent que le coup d'État était imminent. Les directeurs conjurés n'attendaient que l'arrivée d'une division de l'armée d'Italie, qu'ils avaient demandée au général Bonaparte, et dont celui-ci avait confié le commandement au général Augereau, tout dévoué au parti conventionnel. Des adresses de l'armée d'Italie, rédigées dans le style le plus menaçant, avaient précédé la marche et l'arrivée à Paris de la division du général Augereau. Il avait été facile de porter le général Bonaparte à donner à la faction cet appui, sans lequel il est vraisemblable que les directeurs n'auraient point osé braver l'opinion publique, et hasarder de réveiller dans l'ancienne garde nationale, et dans la population de Paris, les souvenirs et les ressentiments du 13 vendémiaire.

Quoique le général Bonaparte fût disposé à

soutenir les hommes auxquels il devait son élévation, quoique la méfiance que le directoire montrait sur les sentiments du général Moreau et les dispositions de l'armée du Rhin dussent naturellement exciter son rival à se déclarer pour le parti du directoire, il fallut cependant le tromper, et lui représenter la majorité des deux conseils comme entièrement livrée à l'influence des Bourbons, et conjurée pour opérer la contre-révolution.

Nous restions désarmés en présence d'une de ces braves légions qui venaient de vaincre trois armées autrichiennes : elle était conduite par l'un de leurs chefs les plus valeureux, fanatisée comme lui, ayant une bonne artillerie, caressée, enivrée par la tourbe des agents du directoire; c'était bien plus qu'il n'en fallait pour contenir la fermentation de la population de Paris. Je ne me dissimulais pas que le mal était sans remède; je ne quittais presque plus mon poste et la réunion des commissions des inspecteurs au pavillon Marsan. Je pressai de nouveau Pichegru de s'expliquer sur les moyens d'attaque ou de défense que ses amis pouvaient avoir préparés : il resta impassible et ne prit presque aucune part à nos dernières et inutiles délibérations. Quelques signes de ralliement, des habits gris à collet noir se montraient çà et là dans Paris ; on déclamait

hautement contre le directoire; on s'agitait, on menaçait avec insolence; nous étions encombrés d'adresses, de provocations, d'offres de service; mais rien n'était, rien ne pouvait être organisé. Nous essayâmes cependant, et pour l'acquit de notre conscience, de rétablir la garde nationale : le projet de loi passa au conseil des cinq cents et fut porté à celui des anciens; dans le discours que je prononçai à cette occasion, et qui fut le chant du cygne, je rappelai les principes de cette grande institution, qui, malgré l'abus qu'en avaient fait les divers partis et la corruption qu'on y avait introduite, était et sera toujours l'ancre de salut du gouvernement représentatif, aucune révolution ne pouvant jamais détruire la liberté et l'égalité devant la loi partout où l'institution des gardes nationales a pris racine. Je prophétisais, je déclarais au directoire qu'il allait commettre un suicide et perdre la république. Le jour même où j'avais prononcé cette espèce d'oraison funèbre, je dînais chez madame de Staël. La brillante imagination et l'ambition de famosité de cette femme célèbre l'entraînaient toujours vers les extrêmes; elle était alors toute dévouée au directoire, malgré sa bienveillante sollicitude pour ses amis malheureux et victimes dans le dénoûment du drame dont l'intrigue et la vivacité d'action l'avaient séduite.

« Eh bien ! » me dit-elle, lorsque je parus au milieu du cercle où se trouvaient des orateurs des deux partis, « vous avez fait aujourd'hui « beaucoup de poussière ! — Pas beaucoup, lui « dis-je, mais encore cela vaut-il mieux que de « faire de la boue. »

Préoccupé d'un funeste avenir, je sentis le besoin de passer quelques heures à la campagne dans le sein de ma famille. Je ne pouvais déjà plus habiter ma maison à Paris, dans un quartier écarté, rue des Fossés-du-Temple, sans risquer d'être attaqué par les sbires du directoire qui proclamaient dans les clubs *qu'il fallait venger le peuple à domicile.*

En rentrant à Paris, vers le soir, quelques jours avant le 18 fructidor, je rencontrai M. T..., homme d'esprit, et du nombre de ceux qui, ayant au fond de bons sentiments, un jugement sain, mais peu de caractère, cèdent aux circonstances, se mêlent à toutes les sociétés, et ne veulent jamais d'autre rôle que celui de spectateur. Je l'avais souvent rencontré dans le monde, et il avait été employé dans les bureaux de la police générale, connaissait beaucoup Barras, et plus encore quelques femmes de sa société. « Je vous trouve à propos, me dit-il; j'ai passé « la soirée d'hier et une partie de la nuit chez « Barras : on a discuté très-sérieusement dans ce

« conciliabule s'il fallait laisser égorger environ « quarante membres des deux conseils, ou se « borner à vous déporter à Cayenne. Plusieurs « ont soutenu cette fameuse maxime, que les « morts seuls ne reviennent pas : enfin la réso- « lution de vous déporter semble avoir prévalu. « Tenez cela pour certain, tout est prêt, faites « vos dispositions en conséquence. » Je le remerciai, et me rendis au pavillon Marsan où mes collègues, déjà réunis, s'occupaient de recueillir des rapports de plus en plus alarmants et d'apprécier leur plus ou moins d'exactitude : c'était le 15 fructidor. Vers les dix heures du soir, l'huissier vint me dire qu'on me demandait et qu'on me priait de sortir pour une affaire très-pressée. Je trouvai dans l'antichambre le colonel R...., commandant du bataillon de la garde nationale de la Butte des Moulins, homme très-ardent qui nous était tout dévoué.

« J'ai une chose fort importante à vous com- « muniquer, me dit-il; mais il faut que nous « soyons seuls; avez-vous assez de confiance en « moi pour venir m'entendre dans le jardin? » Je le suivis, il me conduisit sous les arbres, dans le lieu le plus écarté, sous la terrasse du côté de la Seine, et me tint le discours suivant : « Vous « n'avez plus qu'un moment; vous ne pouvez « douter de l'attentat qu'on médite contre vos

« personnes; je vous propose de vous débarras-
« ser cette nuit de deux directeurs, Rewbell et
« Barras; je suis sûr de les faire tuer, et je ne
« suis point inquiet de ce qui en résultera, si
« vous me donnez votre parole d'honneur de
« déclarer à la tribune du conseil des anciens
« que, pour sauver la république, vous avez
« commandé cette attaque. Vous nommerez deux
« directeurs, et tout le reste obéira.

— « Vous me proposez d'ordonner un assas-
« sinat? vous appelez cela une attaque? Mais sup-
« posons que la guerre civile est déclarée; quels
« moyens auriez-vous d'exécuter une telle attaque?

— « J'ai, me dit-il, à ma disposition cent bra-
« ves aussi résolus que moi; l'attaque est facile,
« et nous courons peu de danger. Le directoire
« n'a pris d'autre précaution que d'avoir un pi-
« quet de vingt-cinq hommes à la porte du palais
« du Luxembourg. Vous savez que les arcades à
« droite et à gauche de la porte sont ouvertes et éle-
« vées seulement de quatre à cinq pieds du niveau
« de la rue. Nous escaladerons ces arcades, et nous
« attaquerons la garde à revers par les deux côtés
« du portique : le piquet sera surpris et dispersé
« dans la cour ou dans la rue. Pendant ce com-
« bat, quelques-uns d'entre nous iront, en sui-
« vant le portique à droite, saisir et poignarder
« Rewbell dans son appartement, au rez-de-chaus-

« sée; quelques autres monteront par le portique « à gauche, à l'appartement de Barras, au pre- « mier étage. Je vous réponds qu'avant que l'a- « lerte soit donnée au petit Luxembourg et à la « caserne de la garde du directoire, Rewbell et « Barras n'existeront plus. Nous ne pourrions « atteindre aussi facilement à l'appartement de « Lareveillère, qui est logé au petit Luxembourg, « au-dessus de Carnot, à cause du voisinage de « la caserne.

— « A Dieu ne plaise, lui dis-je, que j'autorise « ou laisse commettre l'assassinat même de « l'homme le plus criminel! d'ailleurs votre pro- « jet est insensé : ne sais-je pas qu'il est impos- « sible, dans les circonstances où nous nous « trouvons, de rassembler un tel nombre d'hom- « mes décidés à tenter une entreprise aussi té- « méraire ?

— « Puisque vous en doutez, me répondit-il, « prononcez, en élevant la voix, ce mot d'ordre : « *Famille.* »

Je le fis, et à l'instant nous fûmes entourés par des hommes qui, jusqu'à ce moment, s'étaient tenus cachés chacun derrière un arbre. L'obscurité m'empêcha de juger de leur nombre. Ils gardèrent le plus profond silence. « — C'est bien! dis-je au colonel R....., je suis « satisfait; retirons-nous. »

Pendant que nous retournions au pavillon Marsan, je le remerciai de son zèle, et le détournai de son horrible entreprise, en refusant d'en prendre d'aucune manière, ni pour mon compte, ni au nom de mes amis, la criminelle responsabilité. Je dois ajouter ici que l'empereur Napoléon ayant entendu parler de cette aventure, je ne sais par quelle confidence, m'en fit raconter tous les détails, et me dit : « Vous fûtes un « imbécile; vous n'entendez rien aux révolu- « tions. »

Je ne partageais pas l'illusion de ceux de mes collègues qui se flattaient de trouver un appui dans la garde nationale et dans la masse des citoyens. Il ne fallait qu'un chef, disaient-ils, pour faire éclater une grande insurrection : mais ils oubliaient la terrible épreuve du règne de la terreur. J'avais trop bien appris quelles sont les conséquences de l'abandon du pouvoir à une faction compromise par ses propres excès. Je savais qu'on n'opère une révolution contre un gouvernement établi, même le plus injuste et le plus oppressif, qu'en s'appuyant sur un prétexte légal et sur des autorités reconnues par le peuple. Alors seulement les forces matérielles se divisent : la foule des hommes timides ou indifférents grossit la masse, et donne au bras du levier toute la puissance nécessaire pour soulever

et renverser. Certes, si, comme en 1789, nous avions eu de tels éléments, le chef ne nous eût pas manqué. J'ai dit pourquoi ce ne pouvait être Pichegru : un homme qui valait mieux que lui, un des meilleurs généraux de nos armées, et que son caractère, son audace et son esprit rendaient éminemment propre à une telle entreprise, Kléber, se trouvait alors à Paris. Il n'avait point été employé par le directoire, et s'était retiré dans une maison de campagne à Chaillot, près de celle qu'occupait mon frère Saint-Fulcrand, administrateur des subsistances militaires. Il demanda à me voir; je me rendis chez lui.

« Avez-vous quelques moyens de résistance? me dit-il.

— « Aucun qui puisse donner à l'homme le plus téméraire la confiance de rien entreprendre avec quelque chance de succès.

— « Si vous étiez seulement sûr de votre garde, ajouta Kléber, et de quelques bataillons de gardes nationales, tels qu'ils étaient au 13 vendémiaire, Augereau et sa division ne m'embarrasseraient pas; et il est très-vraisemblable que l'affaire une fois engagée, l'artillerie, dont le commandant m'est tout dévoué, passerait de mon côté. » Je fis connaître au général Kléber la composition de la garde déjà plus qu'à moitié pratiquée. Je dus refuser, au nom de mes col-

8.

lègues, ses offres généreuses, et renoncer à l'inutile essai d'une résistance à main armée, qui ne pouvait servir qu'à justifier l'attentat du directoire.

Cet attentat fut commis deux jours après. J'avais assisté, le 17 fructidor au soir, à une longue séance de la commission des inspecteurs; j'étais très-fatigué; je m'étais retiré, vers une heure du matin, avec le général Pichegru et l'amiral Villaret-Joyeuse, qui m'accompagnèrent jusqu'à la maison de mon frère, rue Neuve des Capucins, aujourd'hui rue Joubert. Ils étaient logés l'un et l'autre dans ce quartier : ils devaient être prévenus et me faire avertir s'il arrivait quelque événement dans la nuit. J'avais, de mon côté, donné l'ordre au colonel Ramel de m'envoyer une ordonnance à la moindre alerte, et de rassembler sa troupe dans la cour des casernes, attenante au jardin des Tuileries.

Vers six heures du màtin, Villaret-Joyeuse me fit dire que le général Augereau, avec l'infanterie de sa division et son artillerie, venait d'entrer dans le jardin des Tuileries, et avait fait occuper tous les postes. Je m'habillai à la hâte pendant qu'on me préparait un cabriolet. Je me vêtis d'une capote bleue, pris un chapeau militaire, et un sabre sous le bras. Je me rendais fort vite par la rue Caumartin et la rue

Neuve de Luxembourg à la caserne de la garde, dans l'ancien couvent des capucins, aujourd'hui démoli, et sur le terrain duquel on a bâti le bel hôtel des finances. J'allais entrer dans la cour, lorsqu'un nègre, domestique du colonel Ramel, balafré de coups de sabre et tout sanglant, se jeta au-devant de mon cheval, et me dit que son maître l'envoyait pour m'avertir de ne point approcher des Tuileries; que le colonel Ramel avait été assailli et maltraité par ses propres grenadiers mêlés aux troupes d'Augereau; qu'on lui avait arraché ses épaulettes, qu'il était arrêté, et qu'on me cherchait. Cet avis m'empêcha d'entrer dans la caserne où m'attendait, sans doute, un sort pareil, mais ne me détourna point de ma résolution de me rendre à mon poste au pavillon Marsan, où mes collègues, surtout ceux qui étaient logés près du palais des Tuileries, devaient s'être réunis. Je mis pied à terre à la grille dite du cul-de-sac Dauphin, et j'entrai après avoir montré aux doubles sentinelles ma carte de député.

Étant au pied du pavillon et prêt à monter à la salle des séances par le petit escalier qui communiquait au jardin, j'aperçus aux fenêtres plusieurs de mes collègues qui me faisaient des signes que je ne pouvais comprendre. Je m'arrêtai pour considérer ce qui se passait autour de moi. Les

troupes qui bordaient la terrasse avaient mis leurs armes au faisceau; quelques officiers se promenaient; je fis d'abord comme eux; je ne leur inspirais aucune méfiance; je m'approchai de l'escalier, et je me décidais enfin à monter, lorsqu'un petit paquet de papier tomba presque à mes pieds. J'étais si près des soldats et de la sentinelle de l'escalier, que je mis d'abord le pied sur le petit paquet, pour ne le ramasser que lorsque je jugerais que je n'étais pas observé. Au moment même où je m'inclinais, le général Verdières, celui-là même qui venait d'arrêter mes collègues, sortait rapidement de l'escalier, et frôla presque mon épaule : il me connaissait fort bien, et deux jours auparavant j'avais causé avec lui; s'il avait pu me fixer, il m'aurait certainement arrêté aussi. Je ramassai le petit paquet; c'était un billet écrit au crayon et qu'on avait lesté avec un morceau de pain. Le billet ne contenait que ce peu de mots : « *Nous sommes* « *arrêtés, vous allez l'être; sauvez-vous, vous* « *nous valez mieux dehors.* »

Je m'éloignai du pavillon, me dirigeant lentement vers la grille. Dans ce moment, un député, B......, du conseil des cinq-cents, m'aborda tout effaré, me questionnant sur ce qui se passait. Je le pris sous le bras et lui dis : « Contenez« vous, soyez tranquille et laissez-moi faire; je

« vais essayer de nous tirer d'ici. » Mon costume, mon chapeau militaire et le sabre que j'avais sous le bras, me donnaient toute l'apparence d'un officier. Après avoir fait encore quelques pas autour des derniers faisceaux, et n'apercevant aucun officier de marque, j'allai d'un pas ferme droit à la grille, m'appuyant toujours sur mon compagnon. Les quatre sentinelles, deux de notre garde, qui auraient dû me reconnaître, et deux des troupes de ligne, mirent en travers de la grille entr'ouverte les crosses de leurs fusils, et me dirent : *On ne sort pas!* Alors, jurant avec colère, je poussai leurs armes d'un coup de pied, et, passant entre eux, je m'arrêtai de l'autre côté de la grille, et leur dis en me retournant : « F.....! voilà deux fois que vous chan- « gez de consigne; appelez-moi le caporal. » Pendant qu'ils me répondaient, je m'éloignai tout doucement; je revins un peu sur mes pas, suivant, en allant et venant, la marche de la sentinelle extérieure, qui était sous le passage du cul-de-sac Dauphin; et quand cette sentinelle se retourna dans le sens contraire, me trouvant dégagé, ainsi que mon compagnon, je l'abandonnai et je m'enfuis au pas de course, en suivant la rue de l'Échelle.

Je m'arrêtai dans la rue Sainte-Anne, et voyant que je n'étais pas suivi, je me mêlai à un groupe

de sept ou huit personnes qui lisaient la proclamation que le directoire avait fait afficher pendant la nuit, avec des pièces qui inculpaient Pichegru et nous mêlaient dans la prétendue conjuration royaliste. Après avoir rapidement parcouru des yeux cet infâme placard, je me rendis chez mon ami Tronçon-Ducoudray, rue Notre-Dame des Victoires : je lui dis tout ce que je venais de voir, l'arrestation de nos amis, la manière dont ils m'avaient averti, ma miraculeuse délivrance, et la proclamation du directoire. Il ne put contenir son indignation : « Il faudra, me « dit-il, qu'ils m'assassinent à la tribune; je vais « me rendre à l'assemblée, je dévoilerai à la « France leurs infâmes manœuvres. » Je m'efforçai, mais en vain, de le détourner de cette résolution. « Je conçois, ajouta-t-il, qu'ils aient voulu « nous effrayer, en inculpant et faisant arrêter « quelques membres de la commission; vous « surtout, à cause de l'influence qu'ils vous sup- « posaient sur la garde du corps législatif et sur « la garde nationale. Mais ils n'oseraient aller « plus loin; songez à votre sûreté et laissez-moi « faire. » Je le suppliai de nouveau de veiller à la sienne; quoiqu'il ne fût point membre de la commission, je ne doutais pas qu'il ne fût compris dans la proscription des principaux orateurs des deux conseils. Je l'embrassai, pour ne plus le revoir.

En sortant de chez Tronçon-Ducoudray, je rencontrai l'amiral Villaret-Joyeuse qui s'y rendait : il avait reçu des avis certains sur l'étendue de la liste des proscrits, et il m'engagea à ne pas tarder à chercher un asile : il était lui-même menacé. L'expérience des révolutions est vaine pour les hommes honnêtes; on n'apprend point à deviner l'âme des scélérats; eux seuls ont toute la prévision du crime, et, jusqu'au dernier de leurs forfaits, leur audace surprend les hommes de bien les plus courageux et les plus prévoyants. Ceux des membres des deux conseils qui avaient entendu le signal d'alarme, s'étaient d'abord rendus aux Tuileries. L'amiral Villaret-Joyeuse, après m'avoir fait avertir par un domestique, avait été avec sa voiture chercher le général Pichegru, et l'avait conduit au pavillon Marsan; il avait, heureusement pour moi, oublié le numéro de la maison de mon frère.

Après l'arrestation de ceux des membres de la commission qui s'étaient trouvés réunis au pavillon Marsan, l'officier chargé de cette expédition voulut les emmener; ils s'y refusèrent, en déclarant qu'ils ne quitteraient pas leur poste et qu'il faudrait les en arracher par la violence. Il fallut demander de nouveaux ordres; on reçut celui de les emmener, morts ou vifs, à la prison du Temple. Un d'entre eux, Bourdon de l'Oise,

ancien membre de la convention, fut appelé hors de la salle; on lui dit qu'il pouvait s'échapper : il rentra dans la salle, répéta à ses collègues la proposition qu'on venait de lui faire, déclara qu'il rougirait de l'avoir méritée, et jura de mourir avec eux. — Pendant qu'on entraînait Pichegru dans l'escalier, un officier lui dit : « Te voilà donc, général de brigands? — Oui, « quand je te commandais, » répliqua-t-il froidement.

Pendant que le directoire mutilait ainsi la représentation nationale, il commettait sur ses propres collègues, Barthélemy et Carnot, le même attentat qu'il honorait de la dénomination de coup d'État. Carnot, prévenu par des amis vigilants, s'échappa par une porte qui, du fond de son appartement, communiquait au jardin du Luxembourg. Barthélemy, bloqué et surpris, fut arrêté et se soumit à son sort avec une résignation stoïque. Barras lui fit proposer de donner sa démission, en lui assurant qu'à ce prix on lui rendrait la liberté; il s'y refusa, en observant que, dans la situation où il était, un tel acte n'aurait aucune valeur. On le pressa d'antidater sa démission; il répondit que sans doute on ne voulait le dépouiller de sa garantie constitutionnelle que pour le juger militairement; mais qu'en acceptant la place et la position périlleuse de di-

recteur, il s'était dévoué sans réserve. On le conduisit au Temple. Les triumvirs triomphants firent éclater une joie barbare. J'ai su, par un témoin oculaire de leurs honteuses félicitations, qu'un de leurs plus intimes conseillers me fit l'honneur de demander avec beaucoup d'empressement, à l'officier qui rendait compte de l'arrestation des membres du conseil des anciens, si l'on avait empoigné le général Dumas; et sur sa réponse: *Pas encore!* « Tant pis, dit-il: « vous le retrouverez quelque jour; c'est un re- « venant. »

Indépendamment de la proclamation que j'avais lue, la police avait fait afficher divers autres placards : un arrêté annonçait que tous ceux qui violeraient les propriétés, tous les incitateurs au pillage, tous les provocateurs au rétablissement de la royauté, tous les partisans du duc d'Orléans, seraient jugés militairement; c'était, sous le prétexte du maintien de l'ordre, menacer de la peine de mort tous les citoyens qui prendraient une part quelconque aux événements de la journée; précaution aussi perfide qu'inutile, puisque le peuple, depuis longtemps enchaîné par les usurpateurs de sa souveraineté et de ses droits, n'était, dans son abattement, que trop docile à leur joug. Un autre arrêté annonçait que provisoirement le conseil des cinq-cents

s'assemblerait à l'Odéon, et celui des anciens à l'École de santé, parce que leurs palais étaient devenus des lieux de rassemblement pour les séditieux. Aucun désordre, aucun trouble n'avait pu servir de prétexte à cette imputation. Les directeurs affirmaient dans un de ces actes, que les postes qui entouraient le directoire, avaient été attaqués pendant la nuit par des Lyonnais, des émigrés, des compagnies de Jésus et du Soleil, et par des hommes munis de cartes délivrées par les commissions des inspecteurs des deux conseils. La grande proclamation dénonçait la conspiration royaliste, et promettait que les preuves seraient incessamment communiquées aux représentants du peuple demeurés fidèles à sa cause. Cette dénonciation était appuyée de quelques pièces informes et insignifiantes rangées sous des titres pompeux. Sous celui de correspondance, une lettre de recommandation, adressée à Imbert Colomès, membre du conseil des cinq-cents, par le prince de Condé; un rapport d'espion fait au comte d'Entraigues à Venise, deux ans auparavant, et trouvé, disait-on, dans son portefeuille, renfermait toutes les charges contre le général Pichegru; quelques pièces déjà connues dans l'affaire de la Villeheurnois, et dans lesquelles les députés qui n'avaient été qu'indiqués par les agents de Mon-

sieur, se trouvaient cette fois nommés; une déclaration nouvelle de Duverne de Presle expliquait au gré du directoire les manœuvres employées par les royalistes pour s'emparer des élections, et compromettait quelques membres du conseil des cinq-cents; enfin une partie de ces fameuses lettres de Bâle, qui avaient servi à faire condamner Lemaître.

Malgré l'appareil menaçant qu'avait déployé le directoire, une grande partie des membres des deux conseils se rendirent dans leurs salles respectives, et protestèrent courageusement contre ces violences. A l'exemple de leurs respectables présidents, Siméon au conseil des cinq-cents, et Lafond-Ladebat à celui des anciens, ils ne cédèrent qu'à l'emploi de la force; et après avoir été chassés par les baïonnettes, après avoir vu leurs présidents arrachés de leurs fauteuils, ils se rassemblèrent encore et firent une nouvelle tentative, et se présentèrent en plus grand nombre pour ouvrir leurs séances. Augereau ne put les disperser qu'en les faisant charger par sa cavalerie. Lafond-Ladebat rallia dans sa maison ceux des membres du conseil des anciens qui purent s'y réfugier. La maison fut entourée, comme renfermant un rassemblement séditieux. Tous ceux qui s'y trouvèrent, et entre autres Lafond-Ladebat, Barbé-Marbois, Tronçon-Du-

coudray, Dupont de Nemours, Goupil de Préfeln, furent arrêtés, et conduits au Temple; Villaret-Joyeuse, et plusieurs autres de nos amis, membres du conseil des cinq-cents, furent saisis, et éprouvèrent le même sort.

Pendant que les présidents et les principaux membres des deux conseils étaient ainsi livrés aux outrages d'une soldatesque effrénée, chassés de leurs palais, poursuivis dans leurs maisons, arrachés des bras de leurs femmes et de leurs enfants, le directoire, profitant de la stupeur générale, se hâtait de couvrir ses forfaits de l'apparence de ces mêmes formes qu'il venait de violer. L'infidèle garde du corps législatif entourait l'Odéon et l'École de santé, où le directoire avait convoqué la minorité factieuse des deux conseils; on ne pouvait s'y introduire avec la médaille ordinaire de député, mais seulement avec une carte particulière distribuée aux députés désignés par les directeurs, et à des affidés chargés de remplir les places et de couvrir l'insuffisance du nombre des prétendus représentants du peuple. Malgré cette supercherie, le nombre des votants se trouva si petit, qu'on envoya des lettres circulaires à tous les membres, et des messagers particuliers à ceux dont la conduite ou faible ou trop circonspecte avait mérité qu'on leur fit cette injure. On les fit presser

de se rendre aux lieux indiqués pour ces réunions illégales; plusieurs membres fidèles s'y trompèrent; quelques-uns vinrent délibérer, et furent au moment de voter eux-mêmes sur leur propre déportation.

J'omets ici à dessein, mon cher fils, des détails anecdotiques de peu d'intérêt pour toi, et qui, si ces mémoires étaient jamais publiés, réveilleraient des souvenirs qu'il vaut mieux éteindre. Il me semble que les écrivains contemporains, qui sont de bonne foi, doivent se défendre des ressentiments implacables, et que, lorsqu'ils signalent les erreurs de l'entraînement, et les écarts des passions, lorsqu'ils ont à peindre des caractères, ils n'en doivent montrer que ce qui importe à la vérité de l'histoire. La conjuration directoriale du 18 fructidor se voit tout entière, avec ses causes et ses effets, dans la loi du 19 fructidor que dictèrent les triumvirs à leur parlement mutilé. Cette loi surpassa l'attente des conventionnels complices du directoire; elle détruisait jusqu'au fondement de la liberté française; elle cassait les élections du peuple, anéantissait la liberté des cultes et celle de la presse; elle rétablissait les sociétés populaires, encourageait les délateurs; elle enlevait à la nation toutes les garanties sociales.

LIVRE NEUVIÈME.

Asile dans Paris. — Passe-port pour le Danemark. — Évasion. — Sortie de France. — Arrivée à Rotterdam. — Rencontre du duc de Brunswick à Osnabrück. — Arrivée à Hambourg. — Accueil du comte de Stolberg. — Séjour en Holstein. — Arrivée de Portalis et de son fils. — Écrit sur le 18 fructidor. — Projets du général Bonaparte après le traité de Campo Formio. — Ma femme et ma fille aînée viennent me rejoindre. — Précis des événements militaires. — Réunion avec les prisonniers d'Olmütz. — 18 brumaire. — Départ pour la France. Rencontre du duc de Choiseul.

Je reviens donc à ce qui m'est personnel : mon rôle était fini, et puisque je ne pouvais porter aucun secours à mes amis, je n'avais plus qu'à songer à ma sûreté et m'arracher encore une fois du sein de ma patrie, pour éviter de causer de nouveaux chagrins à ma famille.

En sortant de chez Tronçon-Ducoudray, je me réfugiai chez un citoyen dont la probité et les bons sentiments m'étaient connus, M. Tarte, marchand épicier, rue Richelieu, au coin de la rue Saint-Marc. Il me cacha dans un apparte-

ment au second étage, qui était à louer, et se chargea de porter à madame Dumas un billet par lequel je l'informais de ce qui m'était arrivé et du lieu de ma retraite. Comme je ne doutais pas qu'on ne fît bientôt des visites domiciliaires pour rechercher et saisir les proscrits, je demandais qu'on me trouvât un asile plus sûr et dans un quartier moins fréquenté. Dès qu'il fut nuit, mon valet de chambre Bertin vint me rendre compte que, de concert avec mon frère Saint-Fulcrand, ma femme avait trouvé cet asile. Il fut convenu qu'à neuf heures précises un fiacre s'arrêterait devant le magasin de M. Tarte, et que lorsque la personne qui en sortirait, remonterait dans le fiacre après avoir fait quelques achats, je monterais derrière comme un domestique. Je fus ainsi transporté de chez M. Tarte chez M. Sennepart, inspecteur des subsistances militaires, intime ami de mon frère et de mon beau-frère Delarue, ami généreux et dévoué, homme de résolution, et que j'ai trouvé tel dans toutes les circonstances. Il était logé rue Neuve des Mathurins, dans un fort joli appartement à l'entre-sol sur le devant; j'y fus accueilli par lui et madame Sennepart avec la plus cordiale hospitalité.

Il y avait, au fond de cet appartement, dans l'une des garde-robes de la chambre à coucher,

un escalier dérobé, le plus commode, le plus mystérieux qu'on puisse imaginer. Son issue dans la rue était si bien masquée dans la décoration extérieure de la maison, qu'il était impossible de la soupçonner : l'entrée par la garde-robe était encore mieux déguisée; un seul des boutons d'un porte-manteau servait à l'ouvrir.

Ainsi que je l'avais prévu, la police ne tarda pas à faire faire des visites domiciliaires. Deux jours après mon arrivée chez Sennepart, un commissaire se présenta, vers dix heures du soir, pour visiter son appartement. On posa des sentinelles à la porte de la rue, dans l'intérieur de la maison. Je me cachai dans l'escalier, tout près de la petite porte qui donnait dans la rue, à quelques pas de distance de la porte cochère, et tout prêt à m'échapper sans rencontrer aucun obstacle, dans le cas où le secret de la garde-robe serait deviné par le perquisiteur. Il ne le fut point; j'entendis remuer les meubles, les habits suspendus au porte-manteau, et je fus très-satisfait de ce que ma cachette en devint plus sûre, et de ce que mes généreux hôtes couraient désormais moins de risque d'être compromis par ma présence. Dans cette confiance, M. et madame Sennepart m'engagèrent eux-mêmes à recevoir quelques visites de ma femme, pour nous concerter sur les moyens d'assurer mon évasion. J'étais bien dé-

cidé à me soumettre à cette troisième proscription, c'est-à-dire, à sortir de la capitale, et, si je le pouvais, du territoire de la république.

Pendant les huit jours que je passai chez M. Sennepart, je fus exactement informé de ce qui se passait, par mon collègue Lebrun, presque le seul de mes amis qui n'eût pas été porté sur la liste, et qui, me disait-il dans la lettre qu'il m'avait écrite à ce sujet, ne voulait profiter de cet oubli des proscripteurs, que pour servir ses malheureux collègues, et leur porter secours, selon que les événements ultérieurs pourraient lui en fournir l'occasion. Je dirai plus tard comment cet homme d'État, aussi sage qu'éclairé, sut remplir cet engagement. J'étais vivement affecté du sort de mes compagnons; je me reprochais presque de ne pas le partager.

M. de Dreyer, ministre de Danemark, avec lequel j'étais lié, sollicité par ma femme, voulut bien me faire expédier un faux passe-port, comme sujet danois, sous le nom d'Elias Funck. Ce passe-port fut présenté à M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures, qui, sachant bien qu'il m'était destiné, ne balança point à le viser. Je sentis tout le prix d'un si important service, et j'en ai toujours conservé la plus vive reconnaissance.

C'était beaucoup pour mon salut; mais il fallait

sortir de Paris, malgré la vigilance qu'exerçaient aux barrières les agents de la police du directoire. Mon signalement avait été envoyé à tous les postes, et les traits des orateurs qui paraissaient fréquemment à la tribune étaient aussi connus que ceux des acteurs des théâtres. Madame Dumas vint me faire ses adieux en m'apportant mon passe-port; mais elle n'osa m'amener ses enfants. Le brave Sennepart la consola en lui disant qu'il se chargeait de me faire sortir de Paris, et qu'il ne me quitterait que lorsque j'aurais franchi la frontière. Il se fit donner, comme inspecteur des subsistances militaires, une mission pour la Belgique, revêtit son habit d'officier de la garde nationale, fit atteler à sa voiture trois bons chevaux, conduits par un domestique dont il était sûr. Nous montâmes en voiture en plein jour, à la porte de la maison, et quand nous fûmes à trente pas de la barrière de Clichy, le postillon, conformément à l'ordre qu'il en avait reçu, enleva la voiture et dépassa la barrière au grand galop, comme si les chevaux s'étaient emportés. En même temps Sennepart, s'avançant hors de la portière, et me cachant ainsi, criait: Arrêtez! arrêtez! et jurait contre le postillon. Il appela un gendarme que nous avions manqué de renverser, et, lui montrant ses papiers, il s'excusa sur la sottise du postillon : le gendarme

n'ayant aucune défiance à cause de l'uniforme de garde national, dit au postillon de continuer son chemin.

Nous allâmes prendre des chevaux de poste au premier relais, sur la route de Senlis; aucun obstacle ne nous arrêta. Nous eûmes cependant un moment d'inquiétude, lorsqu'en approchant de la ville d'Arras, où nous comptions nous reposer pendant quelques heures, nous fûmes atteints et dépassés par un courrier qui précédait une voiture de poste. Il nous apprit que c'était celle des plénipotentiaires du directoire, qui se rendaient à Lille pour y conférer avec lord Malmesbury. Parmi eux se trouvait Treilhard, qui, s'il eût été seul et qu'il m'eût rencontré, aurait, je crois, feint de ne pas me reconnaître. Nous nous gardâmes bien de risquer cette entrevue. Nous nous laissâmes dépasser par la voiture, et nous ne nous arrêtâmes plus jusqu'à Anvers, où nous descendîmes dans une auberge du faubourg de Bréda. Les portes de la ville étant fermées, j'étais en pleine sécurité, et je venais de me coucher, lorsque Sennepart vint me raconter la conversation qu'il avait eue avec un individu qui nous avait très-soigneusement observés : celui-ci demandant à Sennepart des nouvelles de Paris, et prenant confiance dans ses réponses, n'avait gardé aucune réserve. Ce n'était rien moins

qu'un agent de police chargé d'examiner les étrangers. Il avait reçu les signalements des proscrits en fuite, et voulait absolument me voir. Il consentit à remettre son inspection au lendemain; mais Sennepart avait fait louer des chevaux qu'on attela sans bruit, et nous partîmes à une heure du matin, pour nous rendre à un petit port de pêcheurs, sur la grande Meuse, où je m'embarquai seul, après avoir embrassé et trop faiblement remercié mon généreux compagnon.

Le plus beau yacht du roi d'Angleterre m'eût été moins agréable que le bateau à demi ponté, manœuvré par deux pêcheurs avec lesquels je fis marché pour me conduire à Rotterdam. Je respirais enfin, je ne craignais plus d'être poursuivi; mais avec quel serrement de cœur ne quittai-je pas le rivage français! que de souvenirs, que de tristes pensées occupèrent mon esprit, pendant les deux longues nuits passées sur cet esquif! J'étais libre du moins; je savais que dans quelques heures mon ami Sennepart annoncerait à ma famille que j'étais sauvé; tandis que mes malheureux amis, enchaînés et transportés comme de vils malfaiteurs, allaient subir les tourments d'un horrible exil, et ne laissaient à leurs familles désolées que la presque certitude de leur mort après une cruelle agonie. Ces idées m'accablaient bien plus que la fatigue d'une naviga-

tion que les vents contraires et les courants rendirent très-pénible. Malgré le court trajet que j'avais à faire, je n'arrivai à Rotterdam que le troisième jour.

J'y rencontrai Alexandre Romeuf, l'un des aides de camp du général la Fayette, qui, après avoir séjourné en Angleterre pendant le premier règne de la terreur, était rentré en France à peu près à l'époque de mon retour de Suisse. La loi du 19 fructidor, qui signalait le second règne de la terreur, ne laissant désormais aux officiers de la famille militaire du prisonnier d'Olmütz aucun espoir de trouver un asile sur le territoire français, Romeuf se rendait comme moi à Hambourg, et je ne pouvais souhaiter un plus aimable compagnon de voyage. Nous prîmes la route de Westphalie, par Bentheim et Osnabrück. Nous nous arrêtâmes dans cette dernière ville pour prendre un peu de repos. Peu d'instants après notre arrivée, nous apprîmes qu'un général prussien avec quelques officiers de marque venait de descendre à l'auberge où nous nous étions logés : c'était le vieux duc de Brunswick qui allait, je crois, à Oldenbourg : informé que deux Français, venant de Paris, par la Hollande, se trouvaient sous le même toit, il témoigna le désir de nous voir. Quelque peu important que fût mon *incognito*, si je m'étais prêté à satisfaire

la curiosité du prince, on n'aurait pas manqué de faire de cette rencontre fortuite, un supplément de conjuration et de preuves de notre connivence avec l'étranger. Romeuf seul se montra, causa avec les officiers du duc, et ne laissa subsister aucun soupçon sur le marchand danois Elias Funck, son compagnon de voyage.

Je n'avais d'autre projet que de me réunir à mes amis, Charles et Alexandre de Lameth, lesquels, ainsi que le duc d'Aiguillon, avaient quitté l'Angleterre, et s'étaient réfugiés à Hambourg : ils y avaient formé, je l'ai déjà dit, un petit établissement de commerce de détail, qui n'avait guère d'autre objet que de leur assurer le droit de domicile, et garantir ainsi leur tranquillité. Cette réunion fut pour moi une très-douce consolation. Deux autres constitutionnels, avec lesquels j'étais aussi très-lié, M. de Riccé et M. l'abbé Louis, le même qui fut depuis trois fois ministre des finances, avaient établi à Hambourg une maison de commerce un peu plus considérable. Ils s'étaient associés avec deux négociants, l'un Genevois, l'autre, M. Lom, de Bayonne. Je versai, dans cette maison de commerce et de banque, une somme d'environ quarante mille francs que mon frère Saint-Fulcrand m'avait confiée, en m'abandonnant l'intérêt qu'elle pourrait produire. Ce fut,

avec le peu d'or que j'avais pu emporter, ma seule ressource pendant mon exil.

Je voulus d'abord m'établir à Hambourg; j'espérais qu'à l'exemple de mes amis, et faisant valoir les mêmes motifs, je pourrais jouir de la même sécurité. Il n'en fut pas ainsi. Je fus bientôt averti que le directoire faisait rechercher les proscrits du 18 fructidor, et voulait exiger leur extradition des pays où, par divers motifs, son influence pouvait aller jusqu'à cette violation du droit des gens. L'exemple de la Suisse, et surtout celui de la Hollande, effrayait alors les gouvernements faibles et limitrophes des pays envahis. Mon séjour à Hambourg pouvait compromettre mes amis : il fallut nous séparer; ils s'occupèrent de me trouver un asile dans les États du roi de Danemark, et, en attendant, je me retirai à Vansbeck, dans une maison de campagne que madame de Riccé avait occupée. Cette femme respectable, de l'ancienne maison de Humpech, devenue veuve, avait épousé M. de Riccé pour lui faire partager sa fortune : elle venait de mourir, lorsque j'arrivai à Hambourg. Je passai quelques semaines à Vansbeck dans une entière solitude, mes amis ne pouvant venir me voir que très-rarement. J'avais rencontré chez eux le célèbre philosophe Jacobi, qui professait nos opinions constitutionnelles, avait

suivi en observateur éclairé la marche de la révolution française, et prenait un vif intérêt aux victimes d'un zèle désintéressé pour le salut de leur patrie. Il me donna les preuves les plus touchantes de ses généreux sentiments, que partageaient ses honorables amis le comte Christian de Stolberg, un des baillis du Holstein, et la comtesse Louise son épouse, née Reventlow : ceux-ci habitaient leur terre de Tremsbüttel; il leur proposa de m'y recevoir, et je m'y rendis avec lui.

Jacobi fut pour moi un ange tutélaire; je n'aurais pu, dans les circonstances et dans la disposition d'esprit où je me trouvais, rêver une plus heureuse ni plus honorable retraite, un asile plus doux, une société plus conforme à mes goûts, à mes sentiments, à mes opinions. Je reçus du comte et de la comtesse de Stolberg l'accueil le plus touchant et le plus cordial : ils m'invitèrent à rester auprès d'eux, à partager leur foyer et leur table : j'acceptai cette noble hospitalité, dont je ne me sentais digne que par la reconnaissance dont j'étais pénétré. Le comte et la comtesse habitaient cette terre pendant toute l'année; la maison était simple et commode, et très-proprement tenue; le site était agréable et très-champêtre. Le comte était âgé d'environ cinquante-cinq ans, la comtesse de cinquante.

Ils n'avaient point d'enfants, mais ils avaient attiré auprès d'eux mesdemoiselles de Hobe, filles d'un de leurs amis; l'aînée, chanoinesse, était âgée de trente ans; et la plus jeune, qu'ils avaient adoptée, avait quatorze ans.

La culture des lettres était leur principale occupation. Le comte Christian de Stolberg et son frère Frédéric s'y étaient adonnés dès leur première jeunesse; les ouvrages qu'ils ont produits en font foi. Le comte Christian, l'aîné des deux frères, est le traducteur le plus estimé de Sophocle; les langues mortes et la plupart des langues vivantes lui étaient également familières: il parlait et écrivait purement, ainsi que la comtesse, le français, l'anglais et l'italien; la comtesse lisait tous les auteurs latins. Ce couple heureux, ne possédant qu'une médiocre fortune, avait passé dans une douce union, qu'aucun nuage n'avait troublée, la meilleure moitié de la vie. Il tenait par ses alliances aux premières maisons du Danemark et du Holstein. Les Bernstorff, les Schimmelmann, les Baudessin, les Rantzau, etc., la plupart de ces familles habitaient leurs terres dans le duché de Holstein, où elles se réunissaient et se visitaient réciproquement à différentes époques, et surtout durant l'hiver. Le comte Frédéric de Stolberg habitait Euting, résidence du prince évêque,

duc d'Oldenbourg, dont il était le ministre et l'ami. Le comte de Reventlow, le plus proche parent de la comtesse Louise, habitait sa belle terre d'Emkendorff, près de Kiel.

Je n'ai parlé que des avantages extérieurs de mes respectables hôtes, et de leurs qualités d'esprit. Admis dans leur intimité, j'appris bientôt à connaître celles de leur cœur, l'élévation de leur âme, leur religieuse philosophie, leur noble indépendance, et leur inépuisable bienfaisance pour tout ce qui les approchait. Ils écoutaient avec le plus indulgent intérêt le récit des événements dont j'avais été témoin, celui de mes différents voyages, et principalement l'exposé de la situation de ma malheureuse patrie et de nos dernières infortunes. J'étais fort inquiet du sort de mes collègues, et dans le petit nombre de ceux qui, ainsi que moi, avaient pu se sauver et sortir de France, Portalis, aveugle, errant en Suisse avec son fils, et certainement poursuivi par les agents du directoire, m'occupait beaucoup. Je reçus enfin de ses nouvelles; il s'était réfugié à Fribourg en Brisgaw; il y était isolé et très-malheureux. Je communiquai sa lettre à mes hôtes, qui, sans hésiter un instant, me proposèrent de le faire venir à Tremsbüttel. Le comte de Reventlow, qui s'y trouvait dans ce moment, réclama (ce fut son expression) l'avan-

tage de partager l'honneur de cette hospitalité, et m'offrit de recevoir à son château d'Emkendorff mon ami Portalis avec son fils. Ils ne tardèrent point, malgré la rigueur de la saison, c'était au mois de janvier 1798, à venir me joindre à Tremsbüttel, d'où nous les conduisîmes à Emkendorff. Le comte de Reventlow et la comtesse Julie, femme angélique dont je parlerai plus tard, accueillirent Portalis et son fils comme je l'avais été moi-même à Tremsbüttel.

La tranquillité de ma retraite, les consolations qui m'étaient prodiguées, ne suffisaient pas pour me distraire de mes pénibles réflexions sur la situation de la France, sur la cruelle destinée de mes collègues et sur l'avenir de ma famille. J'avais des occasions assez fréquentes de correspondre avec elle ; ma femme me tenait au courant des moindres événements qui pouvaient m'intéresser ; je dévorais les papiers publics de France et d'Angleterre ; mes hôtes m'exerçaient à lire en allemand ceux de Vienne et de Hambourg. Mademoiselle de Hobe, qui parlait aussi facilement notre langue que la sienne, s'occupait particulièrement de ce soin. J'employais la plus grande partie de la journée à des lectures d'histoire, et à écrire des mémoires dont il ne m'est malheureusement resté que quelques fragments.

Parmi ces fragments se trouve presque en entier un écrit intitulé : *Témoignage de Mathieu Dumas, membre du conseil des anciens, sur la révolution du 18 fructidor an V* (4 *septembre* 1797). Je me proposais de publier cette justification de ma conduite publique et de celle de mes amis; mais la crainte d'aggraver le malheur de ceux qui gémissaient dans l'horrible exil de Sinnamary, et d'en compromettre plusieurs autres que n'avait pas atteints la verge des tyrans, me détourna de ce dessein; et l'on conçoit que plus tard, d'autres circonstances m'y aient fait renoncer : quelques lignes de l'introduction et une courte analyse de la division de cet ouvrage pourront, mon cher fils, t'en donner une idée :

« Depuis la formation constitutionnelle du « corps législatif, jusqu'au moment où j'ai été « arraché à mes fonctions, je les ai remplies con- « formément au vœu de mes commettants, avec « exactitude et selon mes lumières : fidèle à mes « serments, j'ai partagé les efforts de la majorité « de la représentation nationale, pour faire jouir « enfin le peuple français de la plénitude de ses « droits et de sa liberté, pour établir l'ordre se- « lon la justice, pour fixer la révolution par l'af- « fermissement de la constitution républicaine.

« Nos concitoyens satisfaits encourageaient « notre zèle, et fondaient sur notre sagesse les

« dernières espérances de la patrie; nous étions « forts de leur assentiment, fiers d'avoir justifié « leurs suffrages, confiants dans le respect des lois.

« On sait assez qu'un nouveau parricide a « détruit ces espérances, qu'une verge de fer a « de nouveau frappé la France, et qu'il n'y a plus « pour nous de patrie.

« Quelques amis, dont je m'empresserais de « publier les vertus hospitalières, si je ne crai- « gnais d'en troubler le doux exercice, en appe- « lant sur eux l'œil de la tyrannie, ont su me « soustraire au supplice de la déportation; mais « je le subis dans les personnes de mes infortunés « collègues; je ne puis distraire ma pensée de ce « cercueil flottant où ma place était aussi mar- « quée; et lorsque, sur ce même Océan, des vents « propices, des voiles amies, m'éloignaient, hélas! « pourtant trop rapidement de la France, il me « semblait que ces vents apportaient jusqu'à moi « les plaintes de ces illustres victimes. Ces voix « de vérité, si soigneusement, si cruellement « étouffées, captives peut-être au milieu même « des flots tumultueux, ces voix éloquentes, dont « les sons accoutumés remplissent encore mon « oreille, retentissent au fond de mon cœur : « elles me somment de vaincre la répugnance « que j'éprouve à me produire une dernière fois « aux regards du public.

« J'aurais voulu, dans mon obscure retraite, « m'assurer du moins par un silence absolu, la « paix de l'oubli et les consolations de la sagesse; « mais il me semble qu'en m'éloignant de cette « scène de désolation, je n'aurais point rempli toute « ma tâche civique, si, fidèle écho de l'inno- « cence, je ne répétais des vérités attendues par « tous les amis de la liberté.

« Mû par ces sentiments, déterminé par ces « seuls motifs, je présente à la nation le simple « témoignage qu'elle exigerait de moi, si, recou- « vrant ses droits de souveraineté, elle avait à « prononcer elle-même sur la fidélité de ses re- « présentants, organes irrévocables de ses volon- « tés, accusés tous ensemble.

« Accusés!..... et par qui? par les magistrats « auxquels ils ont eux-mêmes délégué, au nom « de la nation, le pouvoir exécutif, et confié la « force publique..... Qu'ai-je dit, accusés!.... « Ils ne l'ont point été; ils ont été jugés sans « qu'il existât contre eux aucune accusation, « même illégale, sans aucune formalité, sans « avoir été entendus. Mais j'use encore ici des « expressions que ces barbares ont profanées : il « n'y a point eu de jugement, point de condam- « nation, point de juges; nous avons tous été « proscrits en masse; et quand on nous a fait « descendre vivants dans le tombeau, on livre

« notre vie politique, notre caractère, notre ré-
« putation aux diffamateurs ardents, impitoya-
« bles, enhardis par l'impunité.

« Quelque main plus habile traitera ce sujet « trop fécond. Dans ce grand nombre d'orateurs « et d'écrivains dont la proscription pouvait seule « relever le trône du mensonge, la foudre n'a « frappé qu'au hasard; plusieurs ont échappé au « supplice, qui seront les Sallustes français : je « me borne à conserver pour eux la trace de « quelques faits importants à peindre, quelques « caractères que j'ai pu mieux connaître; heu- « reux si je puis garder dans cet écrit l'empreinte « de la vérité, la dignité du malheur et de l'in- « nocence! »

Trois objets principaux appelaient mon témoignage : la recherche des causes du 18 fructidor, le récit de l'événement, l'examen et la discussion des faits. Je divisais donc ainsi mon ouvrage :

La première partie (la recherche des causes) était un tableau rapide et très-animé des événements qui avaient amené le renversement de la constitution de 1791 et l'usurpation du pouvoir constituant par la formation de l'assemblée illégale sous le nom de convention nationale. J'avais dû remonter jusqu'au développement des premiers germes de la conjuration républicaine

formée au sein de la première assemblée législative; j'en avais suivi la marche progressive, et démontré les effetsinévitables, depuis les premiers excès du parti antimonarchique jusqu'à la sanglante anarchie qui assura son triomphe. Sans me laisser éblouir par le faux prétexte d'une exaltation patriotique, ni par les brillants succès de nos armes dus à l'énergie de la nation et au véritable amour de la liberté, qui partout, dans tous les temps, et surtout chez les Français, enfanta l'héroïsme guerrier, je démasquais sans ménagement les véritables auteurs de nos discordes civiles, les hypocrites corrupteurs de l'opinion; je mettais à nu la mauvaise foi, la perversité, la violence de ces hommes devenus fameux par leurs crimes, bien persuadé que leurs talents funestes, leur éloquence et même leur courage ne pourraient leur faire trouver grâce devant le jugement de l'histoire; je démontrais, en suivant toutes les phases de la république conventionnelle, que la même faction, le même intérêt solidaire et exclusif, le même orgueil impitoyable de ces niveleurs, avaient amené la catastrophe du 18 fructidor.

La seconde partie contenait le récit de l'événement, tel que mes souvenirs récents pouvaient me le représenter : je n'avais omis aucun détail des intrigues dont j'avais eu connaissance, aucun

trait des caractères de ceux qui y avaient pris le plus de part. La simple narration que je viens de consigner dans ces mémoires, n'est qu'un extrait succinct et trop décoloré de cette partie de l'ouvrage, puisque je l'ai presque réduit aux faits qui me sont personnels; qu'il te suffise, mon cher fils; car, je le répète, si je reproduisais ici textuellement ce que j'écrivais à cette époque, je paraîtrais vouloir satisfaire à de vieux ressentiments depuis longtemps éteints.

Enfin, la troisième et dernière partie était consacrée à l'examen et à la discussion des actes qui nous étaient calomnieusement imputés. Ce plaidoyer était le principal objet de l'ouvrage, et je pense que je l'avais bien rempli. J'avais posé trois questions dans les termes suivants :

« *Premièrement.* Existait-il, avant le 18 fructi-« dor, une conjuration contre la république, « dont le but fût le rétablissement d'un gouver-« nement monarchique quelconque? Les chefs « de cette conjuration étaient-ils les orateurs « les plùs influents dans les deux conseils, deux « membres du directoire exécutif, les ministres « et les généraux qui partageaient les opinions de « la majorité des chambres législatives, et qui s'é-« taient prononcés pour le parti constitutionnel, « enfin les écrivains distingués à la censure des-« quels l'opinion publique donnait quelque poids?

« *Secondement*. Les dernières élections des dé-« putés au corps législatif, et celles des adminis-« trateurs des départements, avaient-elles été « concertées avec les agents de la prétendue con-« juration? Ces élections étaient-elles nulles? Le « pouvoir législatif se trouvait-il usurpé et illé-« galement exercé par la plus grande partie des « membres du tiers nouvellement élu?

« *Troisièmement*. Le corps législatif a-t-il porté « atteinte à la constitution et à l'indépendance « du pouvoir exécutif? Une attaque séditieuse « a-t-elle été combinée et dirigée par les commis-« sions des inspecteurs des palais des deux con-« seils? A-t-il existé une agression de fait de la « part du corps législatif?

Me dépouillant de toute prévention pour les opinions que j'ai constamment professées, j'examinais ces trois questions, comme si la voix de ma malheureuse patrie m'avait cité au tribunal de la postérité, et qu'à ce tribunal, redouté seulement par ceux qui sont dignes d'y comparaître, j'eusse été interrogé par l'histoire. Je n'entrais dans la discussion qu'après avoir défini ce mot terrible de conjuration dont on a tant abusé; je disais :

« Il y a *conjuration* contre la sûreté de l'État, « lorsque des membres de la cité attentent aux « autorités, qui sont la vie sensible du gouverne-

« ment, et font profession de le méconnaître; —
« lorsque la volonté nationale rencontre une ré-
« sistance combinée, qui, par la force ou par la
« ruse, rend vaine toute garantie du mode d'ordre
« social; — enfin, lorsqu'une minorité rebelle
« forme un parti ennemi des lois, lorsque ces lois
« ont été faites au nom du peuple, et qu'elles
« ont été consenties par lui explicitement. »

Toute cette discussion paraîtrait aujourd'hui bien superflue; je crois cependant devoir conserver ici la fidèle peinture de la situation respective des partis à cette mémorable époque.

« . . . . Il n'y a point eu, depuis l'établis-
« sement de la nouvelle constitution, d'autre
« conjuration tendant à la renverser, que cet
« horrible complot de Babœuf, pour exécuter
« un massacre moins froidement barbare que le
« 18 fructidor; et le dernier succès de ce com-
« plot était une émeute que le gouvernement
« pouvait facilement prévenir et qu'il a su répri-
« mer. — Les lois constitutionnelles, les attribu-
« tions du pouvoir exécutif, suffisaient pour
« écarter ces dangers, comme aussi ceux que le
« parti royaliste aurait pu susciter.

« Il y avait en France, avant le 18 fructidor,
« quatre nuances très-distinctes d'opinion, deux
« partis extrêmes et deux partis moyens.

« Les deux partis extrêmes, les *jacobins* et les

« *royalistes*, avaient été détrônés chacun à leur « tour, et par la même cause. Tombés en mino« rité dans le corps législatif, ils s'affaiblissaient « et se discréditaient de jour en jour; l'un et « l'autre, près de périr, s'attachaient à la dernière « branche. Les jacobins n'avaient aucun espoir « de reprendre la domination par l'autorité légis« lative, puisque le vœu libre de la nation les « repoussait irrévocablement. Ils se tournaient « vers le directoire, qui était leur créature, et « avec lequel ils avaient conservé plus d'affinité, « et dont le renouvellement plus lent leur pro« mettait une plus longue durée d'influence. — « Les royalistes, au contraire, ne pouvant en « exercer aucune sur le pouvoir exécutif, dans « lequel réside la force exclusive du système ré« publicain, et dans lequel ce qu'ils appelaient « l'usurpation de la puissance royale leur parais« sait encore toute sanglante, concentraient leurs « espérances dans le corps législatif, et se flat« taient d'y dominer un jour.

« Les deux partis moyens, *les républicains con« ventionnels* et *les républicains constitutionnels*, « avaient la majorité dans les deux conseils et « au directoire, mais avec cette différence que « les républicains conventionnels dominaient au « directoire, et les républicains constitutionnels « dominaient dans les deux conseils. Cette diffé-

« rence, devenue très-sensible depuis le dernier « renouvellement du corps législatif, était for« tement prononcée, et de jour en jour la faveur « de l'opinion publique se déclarait plus ouver« tement pour cette nouvelle majorité des con« seils.

« J'ai vu ces deux partis moyens qui, par la « force des choses et par l'intérêt commun, s'é« taient fort rapprochés à la fin de la session « précédente, se diviser et s'aigrir par les intri« gues des partis extrêmes.

« Les jacobins, pour qui la paix intérieure « était la tombe entr'ouverte, effrayaient les plus « estimables conventionnels, les arrachaient aux « sentiments qui les portaient vers la justice, la « générosité et l'estime publique dont ils goûtaient « les premières douceurs, surtout dans le conseil « des anciens où ils s'étaient montrés plus mo« dérés. Les royalistes n'étaient sans doute pas « inactifs; ils feignaient, au dedans comme au « dehors, d'avoir une grande part aux événe« ments ; mais c'était un roman de contre-révo« lution, qui n'avait pour base que des conjec« tures, et dont la seule et triste réalité était de « rendre au parti des jacobins un service tout « semblable à celui qu'ils en avaient reçu, « lorsque le despotisme de Robespierre pliait « de nouveau les Français à la servitude,

« et faisait presque regretter le joug féodal.
« .... Les intrigues des princes, frères « de Louis XVI, sont étrangères à cette grande « accusation de la nation dans les personnes de « ses représentants : les déclarations de Duverne « Dupresle, et le développement de son plan, « pour s'emparer des élections, et faire élire des « royalistes dans tous les départements, sont des « rêveries dont on n'avait fait aucun cas, et que « le directoire lui-même, qui avait ces pièces « sous les yeux depuis plus de six mois, avait « méprisées......... Ce n'étaient que des in- « sinuations secrètes faites par des affidés obs- « curs. Tous ces projets étaient si décousus que, « malgré l'étalage officieux qu'en ont fait les « agents des princes, et le succès dont ils se « targuaient dans leurs interrogatoires, on n'a pu « saisir une preuve matérielle même de leurs « essais [1]. »

Ayant discuté pied à pied toutes les allégations du directoire, et accumulé, pour les démentir, des preuves irréfragables et surabondantes, je

[1] Ce Duverne Dupresle était un ancien officier de marine, qui faisait partie de l'état-major du comte de Bonneval, sur la frégate avec laquelle j'avais fait le voyage, dont j'ai parlé, dans l'Archipel du Levant : il me connaissait beaucoup ; il s'était même fort attaché à moi, et cependant j'atteste que je ne l'ai pas revu une seule fois depuis, et qu'il n'a pas hasardé de venir me trouver, ni de me faire aucune communication.

résolvais négativement chacune des questions que j'avais posées, et j'ajoutais, en concluant :

« Voilà ma conviction pour tous mes coaccu-« sés; et quant à ce qui me touche personnelle-« ment, je jure devant le juge silencieux et inexo-« rable de tous les hommes publics; je jure sur « l'honneur que mon intention a toujours été de « maintenir la constitution républicaine, per-« suadé qu'avec une administration équitable et « modérée, elle pouvait rendre le repos à la « France, faire goûter et chérir la liberté, et ré-« parer, avec le temps, les malheurs causés par « la révolution. Je jure qu'il ne m'a jamais été « fait, ni directement, ni indirectement, aucune « proposition de servir, par mes actions, mes « discours ou mon silence, de faire prévaloir, « d'une manière prochaine ou éloignée, aucun « autre intérêt que celui de la république, et se-« lon sa constitution.

« Après avoir rempli ce devoir religieux, « quand les preuves de tout ce que j'ai avancé « dans cet écrit, sont sous les yeux de mes con-« citoyens, je crois pouvoir dédaigner de ré-« pondre au reproche d'astuce et de perfidie que « se pressent de nous adresser les plus perfides « des hommes. Nos accusateurs sont maintenant « assez connus : effrayés de leur nudité, tout « armés qu'ils sont des poignards du mensonge,

« ils tremblent devant la vérité désarmée : ils « blasphèment en vain ; ils voudraient qu'elle « pérît sous leurs coups, ou restât à jamais leur « esclave : mais l'immortelle, invulnérable, se « rit de leurs efforts, trace dans le temps et « dans l'espace le cercle de leur épouvantable « domination, et seule, d'un de ses regards dé- « fendant le trésor de ses espérances, les sépare « de l'avenir. »

Je n'étendrai pas davantage cette analyse des fragments d'un ouvrage que j'avais écrit avec beaucoup de soin, auquel j'attachais peut-être trop de prix, et que je livre sans regret à l'oubli. Revenons à ma retraite de Tremsbüttel.

Les soirées étaient remplies par d'intéressantes conversations littéraires et politiques, et par la lecture des chefs-d'œuvre de notre théâtre, que ma déclamation rendait fort agréable à mes hôtes. Je n'éprouvai jamais un seul instant de vide et d'ennui ; mais le chagrin d'être séparé de ma femme, de mes filles et de mes excellents parents, pesait sur mon cœur. J'eus la satisfaction de pouvoir correspondre avec mon frère Saint-Marcel, qui continuait de résider à Temeswar, où, comme je l'ai dit, il s'était retiré avec sa femme, après avoir quitté les rangs de l'armée autrichienne.

J'avais appris avec une véritable joie la glo-

rieuse paix de Campo Formio, conclue le 17 octobre 1797, quelques semaines après que j'avais quitté la France. Je regrettais qu'elle n'eût pas précédé le coup d'État des terroristes, et je ne me flattais point que le congrès de Radstadt pût conduire à la paix générale et à un ordre de choses qui fît cesser notre bannissement. Je ne tardai pas à savoir qu'à son retour à Paris, le général en chef de l'armée d'Italie, qui nous avait fait tant de mal, avait été détrompé, et cherchait à se séparer de la faction qui n'avait dû son horrible triomphe qu'à l'éclat de ses victoires et à l'intervention de ses armes. Malheureusement son aide de camp Lavalette, qu'il avait envoyé à Paris pour recueillir des informations sur le véritable état des choses, et qui était bien, sous tous les rapports, l'officier le plus propre à remplir cette mission, n'avait eu aucune communication directe avec nous. Malgré sa loyauté et la justesse de son esprit, Lavalette n'avait pu transmettre à son général que les impressions qu'il avait reçues du directoire et de ses conseils, et lorsqu'après l'événement, le général Bonaparte, de retour à Paris, pût s'éclairer par lui-même et juger des effets du prétendu coup d'État, il dut s'indigner de cette profanation de sa gloire. J'ai su positivement qu'on lui avait proposé de profiter, dès ce moment, de

son ascendant, de renverser le directoire, de dissoudre les deux conseils, de changer la forme de gouvernement, et de se déclarer dictateur. Jamais peut-être l'opinion publique ne fut plus disposée à seconder une telle entreprise. Je n'oserais affirmer que cette réaction violente, pressentie par tous les bons esprits, n'eût pas été alors téméraire et prématurée. Toujours est-il certain que le héros qui l'exécuta deux ans après, en eut dès ce moment la pensée, et examina sérieusement les obstacles, les moyens et les chances de succès.

Ma conviction à cet égard n'était pas fondée sur de simples conjectures. Le général Desaix, qui avait été, pendant l'armistice conclu à l'armée du Rhin, visiter le général Bonaparte à son quartier général à l'armée d'Italie, en avait été accueilli avec des marques d'estime, que méritaient si bien son noble caractère, ses talents et ses vertus militaires. Il s'était lié avec lui, avait acquis sa confiance, et l'accompagna à Paris. Ma famille était liée depuis longtemps avec celle de Desaix, qui habitait le château de Soisy-sous-Étioles; je m'étais fort attaché à ce jeune officier; il était alors lieutenant dans le régiment de Bretagne, infanterie. Je l'avais rencontré à Strasbourg, où il m'avait servi d'aide de camp (je l'ai dit plus haut) pendant la mission que j'avais

remplie en Alsace. Dès son arrivée à Paris il vint trouver mon excellente belle-mère madame Delarue, qui le chérissait comme un de ses fils : il passait chez elle la plus grande partie de ses instants de loisir; il confia à madame Dumas le projet qu'on avait formé pour affranchir notre pays d'une si odieuse tyrannie; on crut un instant que le général en chef s'était déterminé à l'exécuter. Desaix, surveillé par les agents du directoire, quitta la maison qu'il occupait au faubourg Saint-Germain, pour pouvoir agir plus librement. Il paraît que tout était prêt, lorsque Bonaparte jugea que les circonstances n'étaient pas mûres et que les moyens n'étaient pas suffisants. Il ajourna ses desseins; son expédition d'Égypte n'eut pas d'autres motifs, pour lui, qui voulait se soustraire à la domination et aux caprices de ces méprisables dictateurs, et pour le directoire, auquel sa gloire militaire et son influence sur l'armée faisaient ombrage.

Les violences du directoire, le parti d'opposition qui se reformait déjà dans les deux conseils, la mauvaise direction des opérations militaires depuis la proscription de Carnot, enfin l'épuisement des ressources, annonçaient une crise inévitable; mais l'époque où la combinaison de ces diverses causes devait dissoudre ce gouvernement antinational, me paraissait fort éloignée.

Quelle que fût ma résignation, je supportais avec beaucoup de peine l'absence de ma femme et de mes enfants : la vie tranquille et régulière que je menais me faisait sentir d'autant plus vivement tout le prix du bonheur domestique, dont les orages de la révolution, le travail continuel et les proscriptions me privaient depuis sept ans. Mes aimables hôtes voulurent ajouter à leurs bienfaits celui d'engager madame Dumas à venir avec l'aînée de mes filles, Cornélie, alors âgée de onze ans, passer quelques mois dans le Holstein.

Pour conserver à nos enfants les débris de notre petite fortune, et pour détourner de mon beau-père et de ma belle-mère de nouvelles persécutions, et surtout l'application de la loi des otages, j'avais, dès l'année 1793, exigé de ma femme qu'elle fît prononcer son divorce, et lorsque, rentré en France, j'avais été nommé membre du conseil des anciens, je m'étais bien gardé de l'annuler en contractant un nouveau mariage : la situation générale des affaires m'avait paru trop peu stable pour me décider à renoncer à cette précaution. Madame Dumas n'éprouva aucune difficulté pour obtenir ses passe-ports. Elle arriva à Tremsbüttel, et fut reçue, ainsi que ma fille, comme des enfants de la maison. Ma plus jeune fille, Octavie, resta auprès de sa

grand'mère. Le bonheur que me fit éprouver cette réunion, ma reconnaissance envers ma femme pour cette preuve d'attachement, et envers mes hôtes pour une si douce consolation, ne sauraient s'exprimer; il faut, pour en sentir tout le prix, l'avoir reçue dans l'exil, presque sans espoir de revoir sa patrie.

La comtesse de Reventlow qui, depuis dix ans, luttait contre une maladie de consomption, à laquelle elle succomba quelques années après, était un modèle de toutes les vertus, comme elle avait été, peu de temps auparavant, un modèle de beauté et de toutes les grâces. Elle supportait de cruelles douleurs sans que sa douceur naturelle et son égalité d'humeur en fussent jamais altérées. Elle avait voyagé en Italie et dans la plus grande partie de l'Europe avec son mari, qui avait été ambassadeur en Angleterre, et depuis à Berlin. On ne peut imaginer un spectacle plus touchant que celui des soins qu'il rendait à sa Julie. La comtesse s'était fort attachée à mon ami Portalis, dont la conversation, aussi substantielle qu'intéressante, et les principes de morale philosophique et religieuse convenaient également à l'élévation de son âme, à la sensibilité de son cœur et aux lumières de son esprit. Le comte et la comtesse de Reventlow, n'ayant point d'enfants, avaient adopté et élevé près d'eux une

jeune personne très-intéressante, mademoiselle Ina, comtesse de Holck. Le fils de mon ami se montra digne de lui plaire, et le projet de cette union, qui s'effectua deux ans après, fut une des plus grandes consolations que pût recevoir la comtesse Julie.

Les réunions de famille au château d'Emkendorf étaient, surtout en hiver, nombreuses et très-intéressantes. Notre ange tutélaire Jacobi y venait souvent, ainsi que son ami Vanderbourg, mort après avoir été membre de l'Institut de France, auteur des poésies de Clotilde et d'une bonne traduction d'Horace. Cet ancien officier de marine, émigré dès la première année de la révolution et son camarade M. de Blois, avaient été, comme moi, accueillis par le philosophe Jacobi, présentés à ces respectables familles, et honorés de la même hospitalité. Quelques professeurs distingués de l'université de Kiel, des hommes de lettres, tels que le poëte Foss, le célèbre Klopstok, Nieburg, et plusieurs autres d'un mérite également reconnu, formaient, à cette époque, un cercle fort remarquable d'hommes dont les talents, les opinions véritablement libérales, la douce philosophie et la saine politique ornaient et honoraient le Holstein. On aurait peut-être vainement cherché en Europe un tel faisceau de lumières, une si bonne école de phi-

losophie pratique. Nous y représentions l'école française et nous y apportions un faible contingent. Le moindre était, sans doute, le mien; car Portalis avait un fonds inépuisable, et son éloquence entraînante était soutenue par la force et la profondeur des pensées. Il dictait alors à son fils l'ouvrage que celui-ci a publié depuis : *De l'usage et de l'abus de l'esprit philosophique.* Il improvisait quelquefois des discours sur des sujets qui lui étaient donnés par la comtesse Julie, et mes répliques servaient à animer son excellente discussion. Quatremère de Quincy, un de nos coaccusés, étant venu aussi chercher un asile sur cette terre hospitalière, Jacobi étendit également sur lui son inépuisable obligeance : il l'attira à Eutin, où le ministre comte Frédéric de Stolberg s'empressa d'accueillir et de protéger un des littérateurs français les plus distingués par son goût pour les arts et ses profondes connaissances. Ses fameuses lettres sur l'enlèvement des monuments et chefs-d'œuvre de l'Italie l'avaient déjà rendu célèbre en Allemagne, et le recommandaient auprès de tous les amis des lettres et des beaux-arts.

Je passai à Tremsbüttel, avec ma femme et ma fille, les premiers mois de l'année 1799; elles ne pouvaient prolonger plus longtemps leur séjour hors de France. Autant leur arrivée m'avait

comblé de joie, autant cette nouvelle séparation me fut pénible : je les accompagnai jusqu'à Hambourg, d'où elles partirent vers la fin du mois d'avril : ma femme avait déjà un premier soupçon de son état de grossesse; et je pouvais espérer que le vœu de la comtesse Louise de Stolberg que j'eusse un fils qui fût un gage de mon souvenir de Tremsbüttel, serait accompli. Le comte Christian fit promettre à madame Dumas que cet enfant, si c'était un garçon, porterait son nom.

Je me trouvai si isolé, après le départ de ma femme et de ma fille, que je sentis le besoin de me faire une occupation sérieuse, de me donner une tâche à remplir. J'avais remarqué que les journaux français et allemands, en rendant compte des événements de la guerre, ne mettaient aucune suite, aucun raisonnement militaire dans leurs relations. Les ouvrages périodiques publiés dans le nord de l'Allemagne (si l'on en excepte le *Spectateur du nord*, la *Minerva d'Archenholtz*) n'étaient guère plus satisfaisants. Je conçus l'idée de résumer les divers rapports officiels, avec le titre de *Précis des événements militaires*, et d'y joindre quelques vues générales sur la situation respective des puissances belligérantes. Je fis paraître chez le libraire Perthès le prospectus de cet ouvrage : il eut assez de

succès : je fus surtout encouragé à le continuer par mon honorable ami Alexandre de Lameth, qui m'aida de ses conseils, de ses lumières, et voulut bien y coopérer par la composition de quelques notes historiques très-intéressantes qui donnèrent plus de prix à mes premiers essais. C'est le même ouvrage que j'ai continué depuis, lorsque après la restauration, j'ai fait de cette occupation un agréable emploi des loisirs de ma retraite. J'en avais publié à Hambourg vingt-quatre numéros, qui, refondus et corrigés d'après des matériaux plus sûrs et plus authentiques que ceux que j'avais pu me procurer à Hambourg, ont formé les deux premiers volumes de l'ouvrage. Ces essais historiques comprennent, en dix-neuf volumes in-8°, une période de dix années, depuis le congrès de Radstadt, en 1797, jusqu'à la paix de Tilsitt, en 1807. Je retirai de cette occupation quelques avantages pécuniaires, et cette ressource me fut très-précieuse, à cause du mauvais succès des affaires de la maison à laquelle je m'étais associé. Je me plais aussi à rappeler que j'eus la satisfaction de réserver sur ces modiques bénéfices une somme de cinquante louis que j'envoyai à ma femme pour subvenir aux frais de ses couches. Telles avaient été nos pertes et la réduction de notre petite fortune, que cette ressource lui fut précieuse.

La composition des numéros de ce journal m'obligeait à faire de fréquents voyages à Hambourg ; j'y louai un appartement, et j'obtins la permission d'y séjourner. Le temps qui use tout, et la situation embarrassante dans laquelle les fautes du directoire l'avaient précipité, avaient rendu moins ardentes les persécutions du 18 fructidor, du moins hors des limites du territoire. Satisfait de laisser périr dans les déserts de Sinamary ceux d'entre nous qu'il avait pu atteindre le jour même de la révolution, le directoire s'était borné à exiler à l'île d'Oléron les proscrits qui, plus tard, avaient été découverts et arrêtés; il ne prenait plus aucun souci de ceux qui, comme moi, Portalis, Quatremère de Quincy et quelques autres, avaient trouvé un asile chez l'étranger.

Le sage gouvernement danois accueillit aussi d'autres proscrits, victimes d'une faction non moins intolérante, non moins cruelle que celle sous laquelle gémissait la France. Les prisonniers d'Olmütz, dont la délivrance fut un des fruits des victoires du général Bonaparte et du généreux emploi de son influence, vinrent se réfugier sur cette terre hospitalière. Le général la Fayette, Latour-Maubourg et Bureaux de Pusy, s'étaient établis au château de Lemkühl : ils y avaient réuni leur famille. Je m'empressai d'aller

les féliciter, et de prendre part à cette fête patriarcale; j'écoutais avec un vif intérêt le récit des persécutions qu'avaient éprouvées mes amis pendant leur dure captivité, et c'est avec le même sentiment qu'ils m'entendaient raconter les événements qui n'étaient que la conséquence de leurs propres malheurs; nous avions tous été frappés du même coup, nous nous consolions par la conscience de la pureté de nos intentions; nous formions les mêmes vœux, nous nous soutenions par les mêmes espérances.

Ainsi s'écoula, entre mes occupations littéraires et les soins de l'amitié, la dernière année de mon exil. J'avais rencontré à Hambourg, et j'amenai à Tremsbüttel, le brave colonel Ramel, qui s'était échappé avec les généraux Pichegru et Willot de leur horrible prison de Sinamary. Plusieurs de ceux qui avaient été déportés avec lui, et entre autres mon ami Tronçon-Ducoudray, y avaient déjà péri. Ramel, accueilli par mes hôtes, comme un malheureux naufragé, nous fit le récit de ses longues souffrances, et de celles de ses compagnons. Je l'écoutais avidement. Il avait de l'esprit naturel, mais peu d'instruction et peu d'ordre dans les idées. Il abusait peut-être un peu trop du droit des voyageurs ; il exagérait en racontant ses aventures; mais il y avait dans les horreurs de cette captivité tant

de choses frappantes de vérité, et faites pour intéresser les hommes justes et sensibles, que je l'engageai à publier une relation. J'étais certain qu'une vive peinture des souffrances des déportés à Sinamary réveillerait la sympathie nationale pour des malheurs si peu mérités, et ne pouvait qu'être ultérieurement très-utile à notre cause. Ramel n'était point en état de faire un tel écrit dans ce but et avec le style convenable aux circonstances : je me chargeai de ce soin ; à mesure que je l'interrogeais, je prenais des notes ; je dessinai même, d'après ses souvenirs, un plan figuratif et presque idéal des localités de la position respective des cases qu'habitaient les déportés dans ce séjour pestilentiel. Je rédigeai ensuite la relation sur ces documents, et je la fis imprimer sous le nom du colonel Ramel. Peu de temps après, il désira de se rapprocher des frontières de France, et partit pour la Hollande : Pichegru était resté en Angleterre, Willot passa par Hambourg pour se rendre en Italie. Je ne tardai pas à apprendre que Ramel avait publié une seconde édition de sa relation, édition dans laquelle il avait fait insérer plusieurs détails qui ne se trouvaient pas dans la première. J'ai conservé un seul exemplaire de celle-ci, qui fut bientôt réimprimée et très-répandue en France. Ainsi que je l'avais prévu, cet écrit fut

lu avec avidité, et ranima l'opinion publique en notre faveur. Mais il déplut beaucoup à ceux qui, par timidité, s'étaient rangés dans le parti du directoire, et qui, voulant à leur tour s'emparer du pouvoir qui lui échappait, cherchaient à se concilier, par une modération affectée, le suffrage des gens de bien.

A cette époque (vers la fin de l'année 1799), le désordre dans les finances, l'épuisement des ressources, la divergence et la nouvelle division des partis, la discorde entre les directeurs, les revers des armées en Italie et sur le Rhin, balancés seulement par la mémorable victoire de Zurich, où Masséna sauva la France, déterminèrent le général Bonaparte à abandonner son expédition d'Égypte. En observant, quoique d'un point de vue éloigné, ces causes de désorganisation, il jugea d'un coup d'œil leurs effets et la maturité des circonstances. A peine eut-il touché le sol de la France qu'il en fut considéré comme le libérateur; sa seule présence refoula la terreur dans le cœur des terroristes. Il trouva tous les autres partis disposés à lui décerner le pouvoir dictatorial. Secondé par les chefs de l'armée, et sûr de l'obéissance des soldats, il osa frapper le coup d'État du 18 brumaire, et prit, avec le titre de premier consul, les rênes du gouvernement de la république. Il maintint les formes appa-

rentes de la représentation nationale dans le pouvoir législatif; mais, en interdisant aux deux chambres toute discussion publique, en imposant à la tribune et à la presse un silence absolu, il ne conserva que la dénomination chimérique et la vaine image d'un gouvernement républicain : il se fit dictateur, et, sous le titre de premier consul, il exerça l'autorité souveraine sans contrôle : il n'attenta point à la liberté, puisqu'elle n'existait plus; il étouffa le monstre de l'anarchie; il sauva la France, et ce fut le plus beau de ses triomphes.

Aussitôt que nous apprîmes cette nouvelle révolution, nous conçûmes l'espoir de notre prochain rappel. La part qu'y avaient prise plusieurs de nos amis restés dans les deux conseils, et dont les sentiments et la prudence nous étaient bien connus, la politique naturelle du dictateur, qui devait l'engager à s'appuyer sur l'opinion nationale, et à faire la paix publique par la fusion des partis, ne nous permettaient pas d'en douter. J'étais à Hambourg lorsque les premières nouvelles de cet événement y parvinrent, et je me hâtai de les transmettre à mon ami Portalis. J'ai conservé la lettre qu'il m'écrivit à cette occasion, et dans laquelle, en partageant mon opinion sur les conséquences de la révolution du 18 brumaire, il blâmait les mesures de rigueur

que le dictateur avait prises contre les jacobins : « Pour les tuer, me disait-il, il suffit de sourire « aux honnêtes gens; les mesures de justice sont « trop lentes..... »

Aussitôt que nous reçûmes l'avis officiel du rappel des proscrits, nous nous disposâmes à quitter cette heureuse terre, vierge encore des horreurs de la guerre, et qui nous avait été si secourable. J'allai faire mes adieux, à Tremsbüttel, à toute l'illustre famille des Stolberg et à leurs amis, le cœur plein de joie, et pourtant aussi de regrets de me séparer d'eux, me promettant bien de revenir, quand les circonstances le permettraient, leur porter de nouveau le juste tribut de ma reconnaissance et de celle de ma famille. Avant de les quitter, j'eus la satisfaction de leur annoncer que ma femme était accouchée le 14 décembre 1799, d'un fils, et que je comptais bien leur présenter un jour le filleul du comte Christian de Stolberg. Madame Dumas, n'ayant pu avouer sa grossesse et rompre son divorce, mon fils dut être présenté aux registres de l'état civil comme fils de père inconnu. Quelque répugnance que montrât ma femme pour un tel acte, la loi le voulait ainsi; elle dut s'y soumettre, et l'état civil de mon fils ne put être rétabli que lorsqu'à mon retour je le reconnus par un nouveau mariage.

Au mois de janvier 1800, nous quittâmes le Holstein, Portalis, Quatremère et moi, heureux de rentrer sur la terre natale, et pleins d'une juste reconnaissance pour le héros qui nous rendait à nos familles et à nos foyers paternels : ceux qui ont souffert les maux de l'exil peuvent seuls apprécier un tel bienfait. Ceux-là surtout auraient dû l'apprécier, ceux-là qui furent aussi rappelés par lui au sein de la patrie contre laquelle ils avaient porté les armes; et cependant, lorsque ce héros, leur bienfaiteur comme il fut le nôtre, tomba du faîte des grandeurs et souffrit à son tour les tourments d'un horrible exil, la reconnaissance, la pitié, le respect au malheur, ne trouvèrent aucun accès dans des cœurs endurcis par la vanité et l'ingratitude.

Je voudrais pouvoir me rappeler et transcrire ici nos entretiens pendant ce voyage, et en faire honneur à la mémoire de Portalis; mais je ne saurais passer sous silence la rencontre aussi agréable qu'inattendue que nous fîmes aux environs d'Osnabrück. Nous nous étions arrêtés pour souper, pendant qu'on préparait les chevaux du relais, lorsqu'on nous dit qu'un voyageur venant de France demandait à nous voir, quoiqu'il ne sût pas qui nous étions. C'était M. le duc de Choiseul, le même qui, ayant fait naufrage sur la côte de Calais, avait été, au mépris du droit

des gens et des lois de l'humanité, arrêté comme émigré, et que la majorité du conseil des anciens et surtout la mâle et touchante éloquence de Portalis avaient sauvé de l'application des lois barbares contre l'émigration : nous avions été assez heureux pour l'arracher aux cannibales jacobins; mais il avait été détenu en prison. Il venait d'être mis en liberté par le nouveau gouvernement, sous la condition qu'il sortirait du territoire, et il allait se réfugier dans le pays même que nous venions de quitter. Aussitôt qu'il aperçut Portalis, il courut se jeter dans ses bras. Le duc de Choiseul nous donna des détails très-satisfaisants sur les derniers événements : nous répondîmes à ses souhaits par nos vœux pour la véritable paix intérieure et la réunion de tous les Français dans le sein de la mère patrie. Cet espoir n'a point été déçu, et le duc de Choiseul, rendu plus tard à sa famille et à ses amis, n'a jamais démenti les sentiments généreux et patriotiques qu'il nous exprima si bien dans cette rencontre.

LIVRE DIXIÈME.

Arrivée à Paris. — Mise en surveillance. — Lettre au premier consul. — Réponse et audience du premier consul. — Seconde audience. — Formation des hussards volontaires. — Formation de la seconde armée de réserve à Dijon. — Le général Brune. — Conversation du premier consul après Marengo. — Armée des Grisons. — Reconnaissances et cantonnements en Suisse. — Le général Macdonald. — Visite à l'armée du Rhin. — Instructions du premier consul pour la campagne. — Difficultés d'exécution. — Voyage à Paris. — Audience du premier consul. — Dénonciation de l'armistice. — Premières opérations. — Passage du Splügen. — Établissement dans la Valteline. — Conférence avec le général Brune à Castelfranco. — Attaque du mont Tonnal. — Marche de l'armée sur Trente. — Le général Laudon trompe le général Moncey par un faux armistice, et sauve son armée. — Suspension des hostilités. — Mission au quartier général du général Moreau. — Reconnaissance du champ de bataille de Hohenlinden et des retranchements de Scharnitz. — Paix de Lunéville. — Nomination de conseiller d'État. — Travaux divers au conseil d'État. — Conversation du premier consul. — Création de la Légion d'honneur. — Discussion de la loi dans le tribunat et le corps législatif. — Projet de mission à Florence.

J'ARRIVAI à Paris le 14 février 1800, jour de bonheur et de joie ! Mes deux charmantes filles

accoururent au-devant de moi : je trouvai mon aimable et excellente belle-mère, à la porte de l'appartement de ma femme, qui remit dans mes bras mon fils Christian.

Entré dans la vie au commencement du XIXe siècle, puisse-t-il le parcourir tout entier, et n'avoir pas, à la fin de sa carrière, à retracer à ses enfants une vie aussi orageuse, aussi traversée que la mienne!.... Je trouvai ma Julie dans son lit, à peine rétablie : elle avait beaucoup souffert pendant les derniers mois de sa grossesse. Son courage si remarquable avait été mis, depuis le commencement de la révolution, à de si rudes épreuves, que sa forte constitution en était très-affaiblie. Les pertes considérables qu'avait éprouvées mon beau-père par la réduction des rentes, par le remboursement en assignats dépréciés, des finances de sa charge, tandis qu'il remboursait fidèlement en espèces les prêts qui lui avaient été faits par ses parents et ses amis, avaient beaucoup diminué l'aisance de la maison. Ma position si précaire encore était pour ma femme un surcroît d'inquiétude.

Quoique j'eusse été rappelé comme proscrit du 18 fructidor, j'avais été rangé dans une catégorie particulière. On m'avait fait l'honneur de me considérer comme un royaliste remuant et dan-

gereux : je n'avais point la permission d'habiter Paris, et je devais me retirer à Sens, pour y rester sous la surveillance de la police générale. Aussitôt après mon arrivée, je me hâtai d'en informer mon honorable ami, le consul Lebrun. Il se rendit chez moi, me parla des bonnes dispositions du général Bonaparte à l'égard des proscrits, et me dit qu'il n'avait pu obtenir que je fusse, comme tant d'autres, rappelé sans condition et détruire les effets des préventions qu'on avait inspirées au premier consul. A ce trait, je dus reconnaître la main d'un personnage fameux dont j'avais autrefois blessé l'implacable orgueil. Après avoir, en présence de toute ma famille, remercié le consul Lebrun de tout ce qu'il avait fait pour mes collègues et pour moi, j'écrivis sous ses yeux une lettre qu'il se chargea de remettre lui-même au général Bonaparte. Je lui exprimais toute ma reconnaissance pour l'inappréciable bienfait de m'avoir permis de venir embrasser ma femme et mes enfants : mais je lui demandais que, dans le cas où ma conduite dans toutes les circonstances, et les garants de ma foi, que je n'avais jamais violée, ne suffiraient pas pour dissiper d'injustes méfiances, il me laissât retourner dans le Holstein, où j'attendrais sa justice et de meilleurs temps. J'ajoutais que je manque-

rais à mon caractère si, lorsqu'il arrachait mon pays à la tyrannie démagogique dont j'avais été victime avec les meilleurs citoyens, je me soumettais volontairement à une humiliante surveillance; il était de mon honneur de préférer l'exil.

Le premier consul, après avoir lu ma lettre, m'envoya sur-le-champ son premier aide de camp, le colonel Duroc, en le chargeant de me dire que je pouvais rester à Paris, dans le sein de ma famille, et qu'il me recevrait avec plaisir le lendemain. Je fus profondément touché de ce généreux message, et de la grâce avec laquelle le colonel Duroc voulut bien le remplir; il y ajouta les plus flatteurs témoignages d'estime personnelle dont il n'a cessé de me donner des preuves jusqu'à l'époque de sa mort glorieuse sur le champ de bataille de Bautzen.

Je fus admis le lendemain à l'audience particulière que m'avait accordée le premier consul. Il me fit beaucoup de questions sur les circonstances politiques dans lesquelles je m'étais trouvé, et sur les événements auxquels j'avais pris part.

Il me parla ensuite de la difficulté de rapprocher les diverses opinions, de son intention de n'écouter aucune prévention, de ne céder à aucune exigence..... « On n'opère, me dit-il,

« une révolution qu'avec les éléments qu'on « trouve rassemblés au moment où on l'entre-« prend... Si je donnais trop d'élan, trop d'in-« fluence à vos constitutionnels de 1791, à ceux « que vous appelez exclusivement le parti des gens « de bien, je ne tarderais pas à produire une réac-« tion embarrassante. J'ai bientôt appris, en « m'asseyant ici (dans le fauteuil de Louis XVI), « qu'il faut bien se garder de vouloir tout le « bien qu'on pourrait faire : l'opinion me dé-« passerait; le cheval amaigri bondirait bien-« tôt dans la bonne pâture, et deviendrait in-« domptable... »

Tu as pu voir jusqu'ici, mon cher fils, par quels événements et dans quelles circonstances indépendantes de ma volonté ma carrière militaire avait été interrompue depuis la fin de l'année 1792. Le général Bonaparte me considérait comme étranger à l'armée, et ne tenant aucun compte de mes anciens services, il n'avait remarqué mes travaux militaires que sous le rapport législatif et comme écrivain. Jugeant que je serais plus utilement employé dans l'ordre administratif, il me fit proposer par le consul Lebrun, chargé de l'organisation des préfectures, l'une des plus importantes, celle de la Gironde, à Bordeaux. Je répondis que c'était malgré moi que j'avais été éloigné de l'armée; qu'il n'avait pas

fallu moins qu'un décret de l'assemblée législative, pour me retenir sur les bancs de cette assemblée, lorsque le maréchal de Rochambeau m'avait appelé près de lui; que plus tard le comité de salut public m'avait fait rayer du tableau des généraux, et que j'avais fait de vains efforts pour y être réintégré sous le gouvernement du directoire. J'ajoutai que je craindrais de ne répondre qu'insuffisamment aux vues du premier consul, en me chargeant de fonctions auxquelles mes études et mon expérience m'avaient jusqu'alors rendu étranger : *Ne sutor ultrà crepidam.* Je le suppliai de demander pour moi ma réintégration dans mon grade, et les occasions les plus prochaines de prouver mon zèle et mon dévouement, selon la spécialité de mes faibles talents.

Je n'attendis pas longtemps la décision du premier consul : appelé de nouveau aux Tuileries, je fus introduit dans le cabinet où le général Bonaparte présidait un conseil d'administration de la guerre. Il se leva, et se promena avec moi pendant que les ministres continuaient de discuter; il me dit qu'il avait ordonné au ministre de la guerre de me rétablir dans le grade de général de brigade, répondant à celui de maréchal de camp que j'avais à l'époque où je fus nommé député à l'assemblée législative. Je crus

devoir faire observer très-modestement que mon rang était certainement celui de lieutenant général lorsque j'avais été rayé du tableau. — « Il « vaut mieux, pour la chose et pour vous, me « dit le premier consul, que vous repreniez « votre rang sur le champ de bataille. » — Il ajouta que, voulant mettre à profit mon activité et l'influence que devait me donner une bonne réputation, il me chargeait de former un corps de cavalerie composé de volontaires, choisis dans les meilleures familles, qui s'habilleraient, se monteraient et s'équiperaient à leurs frais, et que je devais, dans le plus bref délai, lui présenter un projet d'organisation.

L'arrêté du premier consul fut immédiatement publié dans le journal officiel. Un grand nombre de jeunes gens se présentèrent chez moi pour se faire inscrire : beaucoup d'entre eux, qui ont fait dans ce corps leurs premières armes, sont parvenus à des emplois supérieurs, et quelques-uns aux plus hauts grades de l'armée, tels que Flahaut, Philippe de Ségur, Alfred de Lameth, Choisy, etc. Je donnai à cette belle jeunesse un uniforme de troupes légères très-brillant, dont le fond était jaune serin : j'en formai deux escadrons, chacun de cent chevaux, dont le commandement sous mes ordres fut donné au colonel Labarbé, l'un des chefs de troupes lé-

gères qui, dans les dernières campagnes, s'était fait distinguer par des actions d'éclat. On en fit plus tard un petit corps de légionnaires, en y joignant un bataillon d'infanterie, dont je formai le cadre avec quelques anciens officiers et sous-officiers, et le fond avec une élite de la conscription.

Je fus très-occupé de cette organisation, assez difficile, jusqu'à l'ouverture de la fameuse campagne de Marengo. Je sollicitai vainement la faveur d'être employé à l'armée d'Italie : le général Berthier, mon ancien camarade à l'armée d'Amérique, qui avait et méritait si bien la confiance du premier consul, me dit que ma destination pour cette campagne était tout autrement fixée, et que j'irais le rejoindre plus tard.

Je reçus, vers la fin d'avril 1800, l'ordre de me rendre à Dijon pour y remplir les fonctions de chef d'état-major de la seconde armée de réserve, et travailler à sa prompte organisation. Je remplaçai dans ses fonctions le général Vignolles, qui suivit, comme aide-major général, le général Berthier, momentanément chargé du commandement en chef de la première armée de réserve, qui, dès ce moment, prit le nom d'armée d'Italie. Le général Bonaparte découvrit enfin ses desseins, que le cabinet de Vienne s'obstinait à considérer comme de vains préparatifs : il ne tarda pas à aller prendre lui-même le comman-

dement de cette armée, pour faire exécuter l'audacieuse entreprise du passage du mont Saint-Bernard. L'Annibal français s'arrêta quelques heures à Dijon, où je lui présentai les troupes déjà arrivées, et les bataillons de conscrits nouvellement organisés. J'eus une grande joie de l'accompagner dans cette revue dont il parut satisfait; et je saisis cette occasion de renouveler mes instances, pour qu'il me permît de le suivre et de faire partie de son état-major, mais ce fut encore sans succès. « Vous m'êtes plus utile ici, » me dit-il. Le corps de volontaires que j'avais formé, infanterie et cavalerie, se réunit à Dijon et fit partie de l'armée de réserve que j'organisais. Je reçus plus tard l'ordre de faire passer en Italie la cavalerie commandée par Labarbé : je retins près de moi, comme ordonnances, les fils de mes meilleurs amis, Philippe de Ségur et Alfred de Lameth.

Le général Brune, nommé commandant en chef de cette armée, se rendit au quartier général de Dijon. Ses succès en Hollande contre le duc d'York, et sa conduite à l'armée de l'Ouest, pendant la pacification de la Vendée, l'avaient fait accueillir avec faveur par le premier consul. Celui-ci le ménageait aussi, comme l'un des chefs les plus ardents du parti républicain, et lui savait gré de la sincérité de son dévouement. Je m'at-

tendais à trouver chez ce général des préventions peu favorables, et je ne fus pas longtemps à m'apercevoir de sa méfiance. C'était un homme d'esprit, d'un caractère passionné, léger et irrésolu, d'une société très-aimable, et plein de dispositions bienveillantes. J'allai au-devant de ses soupçons et m'en ouvris franchement. — « Il « me semble, lui dis-je, que nous ne nous « convenons pas, ou plutôt que je ne vous con- « viens pas. » — « Rien n'est plus vrai, me ré- « pondit-il; j'avais demandé un autre chef d'état- « major. » — « Eh bien, répliquai-je, tâchez de « l'obtenir; et comme je n'avais pas non plus « sollicité de servir sous vos ordres, mais bien « de servir à l'armée d'Italie, renouvelons nos « demandes au premier consul, expédions un « courrier, et en attendant, comptez que je ferai « mon devoir de manière à ce que mon successeur « n'ait pas plus que vous à se plaindre de ma « négligence; jusqu'au retour du courrier fai- « sons une bonne trêve, comme si nous nous « étions mutuellement choisis. »

La trêve fut conclue; le général, satisfait de ma démarche, me combla de prévenances : il me répétait quelquefois qu'il fallait vivre avec les gens de son parti, et que lui il était terroriste. Je lui répondais qu'il se vantait, et qu'il voulait se montrer généreux envers ses amis

vaincus. Contre mon espérance, et malgré les lettres confidentielles que j'avais écrites au général Berthier et au colonel Duroc, le courrier ne rapporta que la confirmation des premières dispositions du premier consul, et le général Brune me dit : « A présent, j'en suis bien aise, nous « nous connaissons mieux, et je serais bien fâché « d'avoir un autre chef d'état-major. » J'eus, en effet, beaucoup à me louer de mes rapports avec le général en chef.

Quelques jours après que nous eûmes reçu la nouvelle de la victoire de Marengo, le premier consul retournant à Paris s'arrêta à Dijon au quartier du général Brune, et m'y fit appeler. Il parut satisfait du compte que je lui rendis de l'organisation de la deuxième armée de réserve, forte d'environ vingt mille hommes en effectif. Je me trouvais en tiers dans sa conversation avec le général Brune, sur les affaires d'Italie. C'était la première fois que je l'entendais parler d'opérations de guerre; je l'écoutais avidement. Il nous raconta la bataille qui venait de couronner cette courte et brillante campagne : il en termina l'intéressante relation par ces mots : « Vous voyez « qu'il y a eu deux batailles dans la même jour- « née; j'ai perdu la première, j'ai gagné la se- « conde, c'était la bonne. »

Pendant que la cour de Vienne faisait faire à

Paris les ouvertures de paix que la politique impérieuse de M. Pitt rendit illusoires, le premier consul se préparait à profiter de ses avantages en Allemagne et en Italie, pour contraindre une seconde fois la maison d'Autriche à abandonner la coalition. Le corps d'armée rassemblé à Dijon était destiné à agir en Suisse sur la frontière du Tyrol, comme intermédiaire entre l'armée du Rhin et l'armée d'Italie dont le général Masséna avait d'abord pris le commandement. Il ne put le conserver, à cause de sa santé fort affaiblie par les fatigues que lui avait causées la belle défense de Gênes. Le général Brune reçut l'ordre d'aller le remplacer; et le général Macdonald fut nommé général en chef de l'armée de réserve, qu'on appela l'armée des Grisons.

Avant l'arrivée du nouveau commandant en chef, je reçus l'ordre d'aller en Suisse préparer la marche de ce corps d'armée, et reconnaître les positions qu'il devait occuper. Après m'être arrêté quelques jours à Genève, Berne et Zurich, pour divers arrangements, je me rendis à Lindau sur le lac de Constance, pour conférer avec le général Molitor, qui commandait une des divisions de l'armée du Rhin (celle du général Gudin, en l'absence de ce général.) Notre division d'avant-garde devait relever les troupes du général Molitor dans la vallée du Rhin, et

occuper le camp retranché de Feldkirch, dont ce général venait de s'emparer avant la conclusion de l'armistice. Je passai deux jours à Lindau, où j'eus beaucoup à me louer, beaucoup à profiter des renseignements que voulut bien me donner le général Molitor, qui s'était illustré dans la guerre de Suisse pendant la campagne précédente, et connaissait parfaitement ce théâtre de guerre si intéressant et si difficile. Je l'accompagnai à Feldkirch, où je devais attendre l'arrivée de la division de l'armée des Grisons, commandée par le général Rey, pour y relever les troupes du général Molitor. Je fis avec lui la reconnaissance du fameux camp retranché de Feldkirch: les Autrichiens l'avaient rendu presque inexpugnable; mais comme cette position était devenue trop excentrique, par rapport à celles qu'ils occupaient à la tête des hautes vallées de l'Inn et de l'Adige, ils avaient été contraints de l'évacuer, et s'étaient retirés par la vallée de Pludentz dans le Vorarlberg.

Je reçus à Feldkirch, et plaçai la division du général Rey, conformément à mes instructions, et selon les sages conseils du général Molitor. Je retournai à Genève pour y rejoindre le général Macdonald, et lui rendre compte de ce que j'avais fait, en traversant toute la Suisse, pour y préparer la marche de son corps d'armée. Le

général en chef porta ses deux divisions, commandées par les généraux Baraguay-d'Hilliers et Morlot, dans les cantons de Berne et de Zurich, et établit son quartier général à Saint-Gall.

Dès mes premières communications avec mon général en chef, je pressentis combien les fonctions que j'avais à remplir auprès de lui, me seraient faciles et agréables : faciles, parce que sa prévoyance et son activité ne laissaient à son chef d'état-major que le soin de bien diriger l'exécution d'ordres toujours précis, toujours clairement exprimés; agréables, parce que sa manière franche et toute militaire était à la fois tempérée et relevée par le ton de la plus aimable urbanité, par une conversation spirituelle et instructive, qui attirait et inspirait la confiance. Un coup d'œil sûr, une résolution prompte, beaucoup d'audace et de ténacité dans les circonstances les plus difficiles, sont les principaux traits de caractère que le général Macdonald déploya dans cette campagne.

La durée de l'armistice était fort incertaine : les brillants succès de la dernière campagne en Italie et en Allemagne n'étaient cependant pas assez décisifs pour forcer le cabinet de Vienne à conclure une paix séparée, et à se détacher de la coalition. Le premier consul n'exigeait pas

moins, et l'on pouvait prévoir que le vainqueur de Marengo, pas plus que le vainqueur de Rivoli, ne laisserait sa grande œuvre inachevée. Le général Macdonald profita du loisir que lui laissait la prolongation de l'armistice pour aller faire visite au général Moreau à son quartier général établi à Augsbourg; je l'accompagnai dans ce voyage. Deux motifs y avaient déterminé le général Macdonald : celui de se rapprocher d'un ancien ami, dont quelques intrigues de société l'avaient un peu éloigné, et celui de conférer avec lui sur les opérations de guerre auxquelles, dans le cas de la reprise des hostilités, il était vraisemblable que l'armée des Grisons aurait à prendre part. J'acceptai avec d'autant plus d'empressement l'offre que me fit le général de m'amener avec lui, que c'était une heureuse occasion de revoir mon frère Dumas de Saint-Fulcrand, alors l'un des munitionnaires généraux de l'armée du Rhin, et de renouveler les relations que j'avais conservées avec le général Moreau.

Nous arrivâmes à Augsbourg après avoir traversé les cantonnements de l'armée dans la Souabe, entre le lac de Constance et le Lech. Nous fûmes bien accueillis par nos camarades de la belle armée du Rhin. La démarche loyale du général Macdonald dissipa dès l'abord jusqu'aux plus légères traces du refroidissement qui avait

existé entre lui et Moreau. Peu de jours après notre arrivée, le quartier général fut porté à Munich, d'où l'électeur venait de partir pour se retirer en Franconie. Pendant cette translation, le général Moreau nous proposa de faire avec lui une tournée de ses postes avancés sur le cours du Danube. Nous allâmes d'abord au château de Neubourg, où le général Ney, commandant la division d'avant-garde, s'était établi. Celui-ci nous conduisit sur le champ de bataille au-dessus de Neubourg, dernier combat avant la convention d'armistice, dans lequel avait si glorieusement péri le premier grenadier de France, le brave la Tour d'Auvergne, modèle des vertus militaires, digne descendant de Turenne. Nous visitâmes le tombeau que le général Moreau venait de lui faire élever au lieu même où il était tombé.

De Neubourg nous allâmes à Ingolstadt, et de là à Ratisbonne, dont le pont séparait les avant-postes des deux armées. Nous y reçûmes la visite de plusieurs officiers du régiment de uhlans, commandé par le colonel comte de Valmoden, avec lequel nous échangeâmes des expressions d'estime mutuelle et des vœux réciproques pour la conclusion de la paix.

De retour à Munich, j'eus la satisfaction d'y trouver mes deux frères. Le général Moreau avait eu l'obligeance de demander et d'obtenir la

rentrée de mon frère Dumas de Saint-Marcel, qui avait été son compagnon d'armes dans les premières campagnes à l'armée du Nord.

Peu de jours après notre retour à Saint-Gall, le général Macdonald reçut les instructions du premier consul pour l'ouverture de la prochaine campagne : c'était vers la fin d'octobre 1800. Ces instructions portaient que l'armée des Grisons, après avoir fait replier les postes autrichiens dans les hautes vallées, aux sources de l'Inn, et les avoir poussés jusqu'à Nauders, dans la vallée de l'Engadin, remonterait, de Coire, toute la haute vallée du Rhin, passerait le glacier du Splügen, descendrait dans la Valteline, traverserait la chaîne de montagnes qui sépare cette vallée du val Cammonica; il fallait ensuite remonter jusqu'au mont Tonnal, faire attaquer ce poste important à la source des eaux de l'Adige; traverser encore, à la hauteur du lac d'Iseo, les glaciers qui séparent le val Cammonica du val Trompia; enfin tourner le lac de Garda pour entrer à Trente, dans la grande vallée de l'Adige, agir de concert avec l'aile gauche de l'armée d'Italie, pour pousser les corps autrichiens, par la vallée de la Brenta, jusqu'à Bassano, et de concert aussi avec l'aile droite de l'armée du Rhin, pour forcer l'évacuation du haut Tyrol.

Ce plan était hardi et d'un succès infaillible,

si les difficultés naturelles n'étaient pas insurmontables. Pour en préparer l'exécution, pendant que les passages étaient encore ouverts, le général Macdonald avait reçu l'ordre de faire passer dans la Valteline une de ses divisions, celle du général Baraguay-d'Hilliers, composée d'environ 3,500 hommes d'infanterie, d'un escadron de hussards, et d'une compagnie d'artillerie légère. Cette division remplaça celle du général Rochambeau, qui formait la gauche de l'armée d'Italie, et qui se resserra sur le centre, entre Bergame et Brescia. Baraguay-d'Hilliers occupa toute la vallée jusqu'aux sources de l'Adda. A mesure que la saison s'avançait, et que les neiges s'amoncelaient dans les passages des Alpes Rhétiennes, l'opération indiquée dans les instructions du premier consul devenait de plus en plus difficile : il l'avait pressenti, et il avait ordonné au général Macdonald de faire reconnaître le principal obstacle, le passage du Splügen. Nous trouvâmes ce glacier tout à fait impraticable dans la saison des hautes neiges : il n'y avait point d'exemple qu'on eût jamais, pendant l'hiver, communiqué d'une vallée à l'autre, c'est-à-dire, de la haute vallée du Rhin à la Valteline. Il n'y avait d'autre passage, dans la belle saison, qu'un sentier en tourniquet, pratiqué dans les anfractuosités, entre des précipices;

et quand les amoncellements de neige en avaient comblé et effacé la trace, était-il possible de s'y engager, et d'y faire passer non-seulement l'infanterie, mais aussi la cavalerie, et tout le matériel de l'artillerie?

Le général Macdonald jugea nécessaire de m'envoyer à Paris pour rendre compte au premier consul, et prendre, dans tous les cas, ses derniers ordres sur cette entreprise. Je reçus comme une faveur cette mission qui me fournissait l'occasion de faire un rapport de vive voix sur un objet si intéressant, et celle de passer quelques instants au sein de ma famille.

Je fus admis en audience particulière dans le cabinet du premier consul. Après m'avoir écouté attentivement, il fit apporter la grande carte du Tyrol, qu'on déploya sur le tapis. Il se coucha dessus, ainsi que moi, et me fit répéter tous les détails de la reconnaissance de ces hautes régions. Il m'interrogea sur la force présumée et les positions du corps du général Hiller, et des divisions Auffenberg, Kaim, Laudon, Davidowich et Wukassowich, à la tête des vallées du Tyrol vers l'Allemagne et vers l'Italie : il débrouillait, dans ses diverses suppositions, ce grand chaos des Alpes, entre le Rhin et l'Adige : « Nous leur enlève-
« rons, dit-il, et presque sans combattre, cette
« immense forteresse du Tyrol : il faut manœuvrer

« sur leurs flancs, menacer leur dernier point de « retraite ; ils évacueront sur-le-champ toutes les « hautes vallées. Je ne changerai rien à mes « dispositions. Je vois bien, me dit-il, qu'il y a là « des difficultés vraisemblablement plus grandes « que sur aucun autre point de la grande chaîne « des Alpes : mais je tiens qu'il n'y a point d'as« pérités sur le globe, que les hommes ne puis« sent surmonter. Dites à Macdonald qu'une « armée passe toujours, et en toute saison, par« tout où deux hommes peuvent poser le pied. « Il faut que quinze jours après la reprise des « hostilités, l'armée des Grisons se trouve aux « sources de l'Adda, de l'Oglio et de l'Adige ; « qu'elle ait tiré des coups de fusil sur le mont « Tonnal qui les sépare, et qu'arrivant sur « Trente, elle forme la gauche de l'armée d'Italie, « et manœuvre de concert avec elle sur les der« rières de celle de M. de Bellegarde. Je saurai « porter à temps des renforts où ils seront né« cessaires : ce n'est pas sur la force numérique « d'une armée, mais bien sur le but, sur l'im« portance de l'opération, que je mesure celle « du commandement. »

Après avoir ainsi motivé et brièvement exprimé sa décision, le premier consul me retint et me parla du général Brune, et du compte satisfaisant qu'il lui avait rendu de ma manière

de servir. Et à cette occasion reprenant le sujet de sa conversation, lors de la première audience qu'il m'avait accordée après mon retour du Holstein, il s'applaudissait du succès de ses efforts pour rapprocher, par l'exercice de diverses fonctions, par la nécessité du travail commun, les hommes des divers partis. « Mais, « ajoutait-il, il y a des esprits aigris, des souve- « nirs implacables, qui font beaucoup de mal. « Dites-moi, par exemple, quel est ce colonel « Ramel qui commandait votre garde du corps « législatif? il a écrit un mémoire sur le 18 fruc- « tidor, et sur les exilés de Sinnamary, qui est un « vrai brandon de discorde. »

Je répondis d'abord à la première question, et de la manière la plus juste et la plus honorable, sur les bons services et le caractère du brave colonel Ramel; et quant à son mémoire : — « Je puis attester, général, qu'il n'en a pas « écrit une ligne; voici le coupable! Indigné des « calomnies par lesquelles on avait surpris votre « religion, et croyant utile de faire connaître le « traitement barbare que le directoire avait in- « fligé aux victimes de sa politique, je m'empa- « rai de la relation verbale de Ramel, et publiai « ce mémoire sous son nom.

— « Il n'est que trop bien écrit; mais vous « n'avez pas fait là une bonne action : n'en par-

« lons plus. Retournez en Suisse sans perdre un « instant. Vous passerez le Splügen : quand on « le veut bien, on passe toujours. Emportez « avec vous cinq cent mille francs en or que j'ai « fait disposer pour l'armée des Grisons. »

Je fis diligence pour rendre compte au général Macdonald du résultat de la mission qu'il m'avait confiée, et de la détermination du premier consul. Le général en chef ne se dissimula pas que le rôle secondaire qui lui était réservé n'offrait que d'immenses difficultés, des périls sans éclat, peu de chances de succès, et une faible part à la gloire des armes.

L'armistice fut dénoncé aux avant-postes autrichiens le 8 octobre; les hostilités devaient commencer le 22. Les troupes de l'armée des Grisons sortirent de leurs cantonnements pour se porter sur la ligne du Rhin, de Coire à Rheineck, à la tête du lac de Constance, occupant toute la vallée depuis Coire jusqu'à Rheineck, où le quartier général fut établi le 18 novembre. Le général Macdonald avait fait jeter un pont de bateaux près de Rheineck; il fit relever et étendre la tête de pont sur la rive droite, pour assurer la communication avec Feldkirch, comme aussi son point de retraite. Pendant que ses divisions remontaient la rive gauche, et défilaient sur le pont de Zoll-Brück, pour se porter sur

Coire, il se rendit à Feldkirch, fit réparer les routes du Vorarlberg et multiplia ses reconnaissances. Ces démonstrations et celles qu'il faisait faire en même temps dans la vallée de la Lanquart et dans le haut Engadin, persuadèrent à l'ennemi que son dessein était d'attaquer le Tyrol occidental, de forcer les retranchements de San-Martins-Brück et de pénétrer au cœur du Tyrol par la grande communication de Landeck.

Comme je ne rappelle dans ces mémoires et ne rapporte avec détail que les événements et les faits particuliers auxquels j'ai pris une part personnelle, et dont je fus témoin oculaire, j'ai dû me servir des notes que j'avais recueillies dans les différentes positions où je me suis trouvé, et dans les diverses fonctions politiques ou militaires que j'ai remplies dans le cours de ma longue carrière : ici, par exemple, je puise dans la relation que j'ai donnée de la campagne de l'armée des Grisons, au cinquième volume du *Précis des événements militaires*, le narré presque textuel des mouvements dont le général Macdonald me confiait la direction.

Ayant attiré sur sa gauche l'attention des généraux autrichiens, le général Macdonald acheva son mouvement et concentra ses divisions entre Coire et Mayenfeld. La division du général Rey,

qui occupait Feldkirch et les postes de la vallée de l'Ill, y fut remplacée par un petit corps de trois mille hommes détaché de l'aile droite de l'armée du Rhin.

La convention d'armistice avait neutralisé toute la partie du pays des Grisons qui se trouvait entre la ligne des Français sur le Rhin, et celle des Autrichiens sur l'Arlberg. La ville de Coire était en avant de la ligne au pied des Alpes qui séparent les torrents affluents à l'Inn de ceux qui tombent dans le Rhin; et comme les avant-postes autrichiens étaient près des sommités, et que les habitants du pays, dont les principales familles sont établies à Coire, favorisaient leurs intelligences, et se préparaient à seconder leurs attaques, cette neutralité n'était qu'illusoire pour les Français : le général Macdonald ne pouvait dissimuler sa marche vers les sources du Rhin, qu'en faisant occuper fortement les meilleurs postes à la tête des vallées. Dès qu'il eut fait dénoncer l'armistice, il ordonna au général Morlot de faire filer une petite colonne dans la vallée de la Lanquart, et de s'emparer de Gatthur et de Zum-Kloster, pendant que le général Vaux, partant de Coire avec sa brigade, occuperait Davos, Lenz et Stalla, seuls débouchés de l'Engadin dans la vallée des Grisons.

Pendant que le général Macdonald prolongeait

son séjour à Rheineck, et dans la basse vallée, pour mieux tromper l'ennemi, et conserver le plus longtemps possible un si faible masque, il luttait péniblement contre la plus grande difficulté, celle qui, le plus souvent, fait échouer de semblables entreprises, le rassemblement des vivres et les moyens de transport. Il ne se rendit à Coire que lorsque nous fûmes assurés de pouvoir faire distribuer à chaque soldat quatre ou cinq rations de biscuit. C'était beaucoup que d'obtenir ce faible approvisionnement.

Le général Macdonald, en arrivant à Coire, distribua ses troupes de la manière la plus convenable à la guerre de montagnes, dans laquelle la multiplicité des masses et des commandements, nuisible dans les pays ouverts, est au contraire un avantage, et presque toujours un moyen sûr d'en imposer à l'ennemi. Plus il y avait d'espions et d'intelligences dans le pays, et plus leurs rapports étaient trompeurs. On comptait les états-majors divisionnaires qui sont en évidence dans les quartiers généraux, mais on pouvait à peine conjecturer vaguement sur le nombre et la force des divers corps disséminés dans d'étroites vallées, où la fréquence des mouvements trompait les yeux les plus vigilants.

Macdonald forma autant de divisions qu'il avait de généraux de ce grade : le général Van-

damme remplaça le général Grouchy, appelé à l'armée du Rhin, et prit le commandement de l'avant-garde; le général Baraguay-d'Hilliers celui de la première division (j'ai dit plus haut que cette division avait déjà passé dans la Valteline); le général Pully la seconde; le général Morlot la troisième; le général Rey la réserve d'infanterie, et le général Laboissière celle de cavalerie.

Le général Baraguay-d'Hilliers reçut l'ordre de conserver ses positions dans la Valteline, de porter un fort détachement jusqu'au delà de Bormio, pour inquiéter l'ennemi, et garder soigneusement tous les débouchés de l'Engadin.

La troisième division, celle du général Morlot, fut destinée à former l'arrière-garde; elle devait rester cantonnée à Coire et dans les environs, jusqu'à nouvel ordre, et garder les postes et les passages sur les sommités, afin de couvrir la marche du reste de l'armée par la *via mala*, dans la vallée du *Rhin postérieur* (*hinter-Rhein*). Avant de s'engager dans ce redoutable défilé, le général Macdonald, pour assurer son point de retraite, fit rétablir le double pont de Reichenau, sur les deux bras du Rhin, et conserver ceux au-dessous de Coire.

Chargé d'ouvrir la marche, je me rendis à

Tusis, au pied des glaciers, avec le général Verrières, que le général Sorbier, commandant l'artillerie, avait détaché pour préparer, sous ma direction, les voies pour le passage et les moyens de transport. Nous arrivâmes à Tusis le 24 novembre, précédés de trois compagnies de sapeurs, dont les travaux ne purent rendre au delà de ce village la route praticable pour les voitures. Toutes celles de l'artillerie furent démontées pièce à pièce, et placées sur des traîneaux du pays, plus étroits et plus légers que ceux que nous avions fait construire. On attela des bœufs à ces traîneaux; les munitions furent chargées à dos de mulets; et, comme ces moyens de transport, rassemblés avec tant de peine, étaient encore bien insuffisants, je donnai l'ordre de faire distribuer à chaque soldat, déjà surchargé du poids de ses armes, de son sac et de ses vivres pour cinq jours, dix paquets de cartouches, indépendamment de l'approvisionnement ordinaire de la giberne.

La division de cavalerie sous les ordres du général Laboissière se mit en marche pour suivre l'artillerie. Cette division se composait du 10e de dragons, du premier régiment de hussards, et du 12e de chasseurs : elle arriva, le 26 novembre, au village de Splügen, après avoir passé, sans accident, les défilés de la *via mala*. Je l'y avais

précédée avec le général Verrières et les premiers traîneaux d'artillerie.

Je supprime à regret, dans ces mémoires, la description topographique des accès du mont Splügen, par l'étroite vallée du Rhin postérieur, et de ses revers du côté de l'Italie, description que j'ai insérée dans le *Précis des événements militaires*, pour faire mieux connaître et apprécier les difficultés de cette audacieuse entreprise. Cette description, quoique très-succincte, dépasserait le cadre dans lequel je m'efforce de resserrer mes nombreux souvenirs.

Le 27 novembre, le temps paraissant calme, je mis en marche la colonne de cavalerie pour essayer de gravir le glacier du Splügen. J'avais rassemblé les guides les plus expérimentés; ils marchaient en avant de la colonne et jalonnaient le sentier. Les travailleurs qui les suivaient, déblayaient et foulaient la neige. Le général Laboissière et moi nous les excitions : on avançait difficilement, le jour baissait, et la colonne avait à peine gravi la moitié de la sommité, lorsque le vent d'est s'éleva tout à coup. Les guides et les travailleurs luttaient au milieu des nuées de neige et de glace pulvérisée; une énorme avalanche, se détachant de la crête la plus élevée, roulant avec fracas, et glissant avec la rapidité de l'éclair, emporta trente dragons à la tête de

la colonne; ils furent, avec leurs chevaux, entraînés dans le torrent, fracassés contre les rochers, et ensevelis sous les neiges. Je venais de quitter le général Laboissière, et je m'occupais de faire serrer la colonne : je n'étais pas à plus de cent cinquante pas, et je crus un instant que le général et les officiers qui l'accompagnaient avaient aussi été emportés par l'avalanche : mais je les aperçus, ainsi que quelques dragons et les guides, au delà de la masse de neige, poursuivant leur chemin. J'arrêtai le reste de la colonne, et la fis rétrograder jusqu'au village. Le général Laboissière, se trouvant en avant, presque seul et séparé de sa troupe, n'avait d'autre espoir de salut que d'atteindre le sommet de la montagne : il y parvint, aidé par des paysans vigoureux qui le conduisirent à l'hospice. Quelques-uns des dragons engloutis dans l'avalanche furent aussi dégagés par les braves montagnards.

Cette tentative infructueuse ne fit que redoubler l'ardeur des Français; le reste de la compagnie de dragons qui avait été si maltraitée, demanda à former de nouveau, sous la conduite de son colonel Cavaignac, la tête de la colonne. Mais l'ouragan dura trois jours encore avec la même violence. Les avalanches avaient, en plusieurs endroits, comblé le sentier; les guides dé-

claraient que le passage était entièrement fermé, et qu'avec les plus grands efforts on ne pourrait l'ouvrir avant quinze jours, et seulement pour l'infanterie.

Cependant le général Macdonald, dont l'état-major s'était déjà rendu au village de Splügen, pressait la marche de ses divisions : il fallait rouvrir le passage à tout prix pour prévenir l'encombrement des troupes dans la haute vallée, et le manque absolu de subsistances, si elles étaient forcées d'y séjourner. Les ordres du général en chef étaient de plus en plus pressants. Heureusement une forte gelée, qui suivit immédiatement la tempête, me permit de faire reprendre les travaux. Je les dirigeai de la manière suivante le 1er décembre.

Quatre bœufs, des plus forts du pays, conduits par les meilleurs guides, foulaient les neiges où on les voyait s'enfoncer et presque disparaître; ils étaient suivis par quarante travailleurs paysans qui déblayaient et formaient le sentier. Une compagnie de sapeurs les soutenait et perfectionnait la tranchée; deux compagnies d'infanterie, marchant par le flanc, les files bien serrées, achevaient d'aplanir et d'affermir la neige. Après cette avant-garde, marchait à quelque distance la compagnie de dragons du 10e régiment dont nous venons de

parler. Un convoi d'artillerie et cent bêtes de somme venaient ensuite, et les escortes fermaient la marche.

La tête de cette première colonne qui ne perçait et ne cheminait que très-lentement, ne fut arrêtée par aucun accident grave, et atteignit avant la nuit le sommet du Splügen. Malgré la perte de quelques hommes et de plusieurs chevaux qui vers le soir manquèrent le sentier, et ne purent être secourus, l'ordre et le silence nécessaires furent maintenus. La colonne se rallia à l'hospice, d'où le général Laboissière, en faisant continuer les mêmes travaux sur la plaine et aux rampes du Cardinel, la conduisit à Campo-Dolcino.

Les jours suivants, 2 et 3 décembre, je fis passer successivement deux autres colonnes, composées chacune d'une brigade d'infanterie, d'une division d'artillerie et de détachements de cavalerie, et précédées de trente travailleurs du pays. Le temps était beau, le sentier bien affermi, et ces deux colonnes gravirent plus facilement la montagne que ne l'avait fait la première. Sans avoir égard à l'extrême fatigue, et au froid excessif qui fit périr ou mutila quelques hommes, je pressai la marche pour que les troupes pussent, sans s'arrêter, descendre le Cardinel jusqu'à Isola.

Informé que le général Macdonald, satisfait

de ce premier succès, devait arriver le lendemain, 4 décembre, au village de Splügen avec son état-major, pour se mettre à la tête de la quatrième colonne, je me hâtai de lui faire place et je me rendis à l'hospice que j'atteignis à l'entrée de la nuit avec la queue de la troisième colonne. J'étais excédé de fatigue, et attaqué d'un violent accès de fièvre. Dès qu'il fit jour, je me fis envelopper entre deux matelas et attacher sur un traîneau attelé d'un mulet et dirigé par deux vigoureux montagnards : il m'eût été impossible de descendre à pied les rampes du tourniquet, et j'étais pressé d'arriver à Isola pour mettre les troupes en ordre et en mouvement sur Chiavenna. J'eus fort à m'applaudir de m'être confié à l'adresse de mes deux guides; je fis promptement et commodément ce trajet, glissant et tournoyant entre les précipices, avec la plus parfaite sécurité. Les rampes très-courtes de ce tourniquet étaient bien ouvertes, bien déblayées; mais c'était aussi, à cause des glaces et des petits ponts jetés sur les fentes des rochers, la partie du chemin la plus périlleuse.

La quatrième colonne, que le général Macdonald conduisait en personne, était composée des compagnies de grenadiers de la troisième demi-brigade d'Orient, de la cent quatrième et de la dix-septième d'infanterie légère, avec laquelle

marchait le général Vandamme. Quoiqu'il n'y eût dans le fond de la vallée aucune apparence de tempête, la neige tombait si épaisse depuis la veille, qu'au moment du départ du village, les guides, qui venaient de reconnaître la montagne, refusèrent de s'y hasarder. Les tranchées étaient de nouveau entièrement comblées; on ne pouvait retrouver, aux passages les plus dangereux, aucune trace du sentier; les jalons qu'on avait multipliés, avaient été emportés.

Le général en chef s'obstina à passer. Les travailleurs du pays, les sapeurs de l'armée et les grenadiers parvinrent, après six heures d'un travail forcé, jusqu'à la sommité; mais trouvant entre les glaciers un amas considérable de neige où les guides n'osaient s'engager, tous rétrogradèrent en criant que le passage était fermé. Le général Macdonald, accompagné des généraux Sorbier et Pully, les arrêta, ramena les grenadiers sur la trace, rallia les travailleurs et les guides, et, sondant lui-même le premier, il leur fit percer et déblayer ces murailles de neige, ces vagues solides où plusieurs demeurèrent ensevelis. La tourmente fut affreuse dans le trajet jusqu'à l'hospice, et sur le plateau jusqu'au Cardinel; la colonne fut plusieurs fois coupée; la cent quatrième demi-brigade fut presque entièrement dispersée, et ne put être ralliée que

deux jours après. Le général Rey, avec la réserve, ne quitta pas les traces du général Macdonald; mais le général Vandamme, qui le suivait à quelque distance, pouvait à peine les trouver : il eût été contraint de renoncer au passage, si ses travailleurs et ses soldats, rebutés par des dangers, en apparence moins glorieux que ceux qu'ils étaient accoutumés à braver dans les combats, n'avaient été soutenus par l'exemple de leurs camarades, que le général en chef avait entraînés par le sien.

Cette dernière journée coûta seule environ cent hommes, perdus dans les neiges, ou gelés pendant la marche. Plus de cent chevaux ou mulets périrent aussi. Beaucoup de traîneaux furent abandonnés. On recueillit après la tempête, les effets d'artillerie et d'équipage. Enfin, le 6 décembre, toutes les troupes et la plus grande partie du matériel de l'artillerie avaient passé le Splügen, et le quartier général était établi à Chiavenna.

Dès que les généraux autrichiens eurent connaissance de la marche de l'armée des Grisons, ils se hâtèrent de dégarnir le front sur lequel ils s'étaient inutilement préparés à repousser nos attaques, et suivirent par leur flanc gauche, en descendant l'Adige, le mouvement que le général Macdonald avait exécuté par son flanc droit.

La nouvelle de la victoire remportée pas le général Moreau à Hohenlinden, le 3 décembre, et les mouvements du corps du général Lecourbe entre Rosenheim et Kuffstein, déterminèrent les généraux autrichiens à quitter le Vorarlberg et les vals d'Engadin, où l'Inn, l'Adda et l'Adige prennent leur source.

Le premier soin du général Macdonald, après avoir cantonné ses troupes dans la Valteline, fut de se concerter avec le général Brune, commandant en chef l'armée d'Italie, dont le quartier général se trouvait alors à Brescia. Il m'envoya pour conférer avec ce général, afin de le déterminer à combiner les mouvements de son aile gauche avec la marche de l'armée des Grisons sur l'Adige. Le but de cette combinaison était de couper la retraite des corps autrichiens sous les ordres des généraux Laudon et Wuckassowich, et de tourner l'aile droite de l'armée du maréchal de Bellegarde par la vallée de la Brenta. Je me rendis d'abord à Milan, en descendant le lac de Como : je restai dans cette capitale pendant quelques heures pour arrêter avec l'administrateur général, le conseiller d'État Petiet, diverses dispositions relatives aux besoins de notre armée. Je ne trouvai point le quartier général du général Brune à Brescia; il venait d'en partir pour Castelfranco, et toutes ses colonnes

étaient en mouvement vers le Mincio, qu'il se disposait à passer de vive force. Je fus très-bien accueilli par le général Brune, ainsi que par son chef d'état-major, le général Oudinot, et par le général Marmont qui commandait son artillerie. J'exposai de mon mieux l'objet de ma mission; mais je ne réussis point à obtenir le concert d'opérations dont je démontrais les avantages. Il eût fallu suspendre le mouvement, retenir ainsi le maréchal de Bellegarde entre le Mincio et l'Adige, et nous donner le temps de franchir les chaînes de montagnes ou contre-forts qui forment le val Cammonica et le val Trompia. Le général Brune préféra de tenter immédiatement le passage du Mincio, dont le brillant succès fut dû au combat du général Dupont à Bussolingo, aux bonnes dispositions du général Marmont, et au beau fait d'armes du général Oudinot après le passage.

Je ne perdis pas un instant pour porter au général Macdonald le résultat de ma mission et tous les renseignements qu'il désirait sur la situation et les opérations de l'armée d'Italie. Je remontai le lac d'Iseo, et tout le val Cammonica, à l'extrémité duquel je trouvai la division du général Vandamme, à peu près à trois lieues de la sommité du mont Tonnal. Ce général était fort contrarié par les difficultés qu'il rencontrait au milieu de ces glaces éternelles pour exécuter

l'ordre d'attaquer les retranchements autrichiens, conformément aux instructions du premier consul, ordre que le général Macdonald m'avait chargé de lui réitérer.

Le premier et principal objet d'opérations de l'armée des Grisons était, en effet, comme je l'ai déjà dit, l'attaque du mont Tonnal; c'était le point stratégique : si ce passage nous était ouvert, nous entrions dans le val *di Sole*, et suivant le cours de la *Nos*, nous arrivions, en quatre jours de marche, à la position de Saint-Michel, au-dessus de Trente; nous coupions la communication entre le haut et le bas Adige, prévenions la réunion des corps de Laudon et de Wuckassowich, les forcions d'évacuer les vallées inférieures; enfin nous dégagions la gauche de l'armée d'Italie. Dans le cas bien plus vraisemblable où le passage du Tonnal, déjà fermé par les grandes neiges, se trouverait tellement barré par des retranchements et si bien gardé qu'il ne pût être forcé, le général Macdonald avait résolu de se borner à des démonstrations sur ce point, pour y fixer l'attention et les appréhensions de l'ennemi, et pendant que l'avant-garde de Vandamme y serait occupée, de descendre avec le reste de l'armée le val Cammonica jusqu'à Pisogno, à l'entrée de l'Oglio, dans le val d'Iseo, et de franchir ensuite les deux chaînes qui forment

le val Trompia, pour entrer dans celui de la Sarca et déboucher sur Trente.

C'est ce plan qui fut exécuté : l'armée des Grisons, suivant la marche qu'avait déjà tracée la division d'avant-garde, sortit de la Valteline par la passe d'Apriga, et descendit ensuite tout le val Cammonica, pendant que le général Vandamme faisait attaquer le mont Tonnal par le général de brigade Vaux. Quoiqu'on eût reconnu qu'il était impossible de forcer ce passage entre deux des glaciers les plus élevés des Alpes, ce général reçut l'ordre d'atteindre jusqu'aux retranchements. Après avoir repoussé quelques avant-postes au-dessus de *Ponte di Legno*, le général Vaux, à la tête des grenadiers et chasseurs de la 104e demi-brigade, de la 1re et 17e d'infanterie légère, commandés par les chefs de bataillon Séron et Lévêque, hasarda, dans la nuit du 22 au 23 décembre, de livrer ce périlleux assaut. Les grenadiers français gravirent le glacier d'abord en silence, et bientôt après à découvert sur la neige qu'ils foulaient, et sous le feu le plus vif d'artillerie et de mousqueterie; ils continuèrent d'avancer sans tirer un seul coup de fusil : on ne vit jamais plus d'audace, jamais autant de constance. Une première coupure fut emportée à la baïonnette; les carabiniers de la 1re légère, qui étaient en tête, arrivèrent jus-

qu'aux palissades du second retranchement, et tentèrent vainement de les arracher, la terre étant profondément gelée; une grêle de balles moissonnait inutilement ces braves, au pied de ces murs de glace; Séron qui les conduisait fut blessé; le général Vaux, après avoir reconnu la force de l'ennemi, et celle de ces impénétrables retranchements, ordonna la retraite. Ces retranchements, formés de terre et de neige battue et glacée, étaient défendus par quatre ou cinq mille hommes du corps de Wuckassowich.

Pour les y retenir plus longtemps, et bien persuader à l'ennemi que nous voulions à tout prix nous ouvrir ce passage, le général Macdonald ordonna une seconde attaque : cette fois le général Vandamme la fit exécuter en plein jour; ce fut le 31 décembre, le jour même où le quartier général français se trouvait déjà à Breno, au centre de la vallée. Les Autrichiens avaient renforcé leurs avant-postes et étendu leurs ouvrages sur la croupe de la montagne : ils furent attaqués si vivement dans les deux redoutes dont le feu se croisait sur le sentier, qu'un bataillon du régiment de Kray qui les défendait, après avoir perdu plus de deux cents hommes, eut à peine le temps de se jeter dans le second retranchement, et fut poursuivi jusqu'aux palissades.

Les Autrichiens n'abandonnèrent cette position que par suite du mouvement rétrograde auquel les contraignaient les progrès du général Moreau dans la haute Autriche, et ceux des deux divisions que le général Macdonald faisait pénétrer dans le bas Engadin, et par Nauders et Glurens dans la vallée de l'Adige, sous les ordres du général Baraguay-d'Hilliers.

Pendant que ces diverses attaques, si bien combinées, forçaient l'ennemi à évacuer précipitamment tout le haut Tyrol, le général Macdonald redoublait d'activité pour surmonter les obstacles qui semblaient se multiplier devant nous, pour arriver dans la vallée de l'Adige, et couper la retraite au corps de Laudon qui s'y était engagé. Je secondai avec zèle et succès les efforts du général en chef, déjà parvenu jusqu'au lac d'Iseo. Il me chargea d'ouvrir la marche pour passer, avec l'avant-garde que commandait le général Rey, le glacier qui sépare le val Cammonica du val Trompia. Ce passage fut extrêmement pénible; il fallut, en quelques endroits, entailler dans la masse de glace, un véritable escalier, pour pouvoir faire défiler la cavalerie. L'ardeur et la constance du soldat surmontèrent ces difficultés. Le reste de l'armée suivit. Après être descendu dans le val Trompia, je rencontrai à la *Rocca d'Anfo* un corps italien d'environ deux

mille hommes, commandé par le général Lecchi, qui avait reçu l'ordre de se réunir à l'armée des Grisons. Ce corps de Lecchi se trouvant en tête de notre division d'avant-garde, le général Macdonald m'envoya l'ordre de le diriger sur Trente, mais de le retenir sur la rive droite de l'Adige, jusqu'à ce que les troupes de l'armée eussent commencé à déboucher, et que le général en chef s'y trouvât de sa personne. Pour m'assurer par moi-même de l'exécution de cet ordre important, je me hâtai de rejoindre le général Lecchi qui, parti de la *Rocca d'Anfo* au moment où j'y étais arrivé, avait gagné une marche sur les troupes de l'armée des Grisons. Je fis quarante milles tout d'une traite sans pouvoir l'atteindre : lorsque j'arrivai devant le pont de Trente, il était trop tard : le général Lecchi avait témérairement brusqué l'attaque du pont défendu par l'arrière-garde du corps du général Davidowich. La légion italienne avait perdu beaucoup de monde à cette attaque, et Lecchi, forcé d'y renoncer, avait passé l'Adige au-dessus de la ville, sur un pont de radeaux. J'y passai moi-même, et portai au général Lecchi l'ordre du général en chef, de pousser des reconnaissances dans la direction de Roveredo.

Le général Macdonald allait recueillir le fruit de ses efforts, si la fortune et le manque de

loyauté de la part de l'ennemi, qu'on ne saurait considérer comme une ruse de guerre, ne lui avaient ravi le succès le mieux mérité.

Je pris une part si active à l'exécution du plan de campagne du général Macdonald, et je partageai si vivement ses regrets de n'avoir pu la terminer, comme il l'espérait, par une brillante victoire, que je ne puis me défendre de rappeler ici le résultat de nos combinaisons, résultat d'ailleurs complétement obtenu, et la singulière coïncidence du fait qui sauva une partie considérable de l'armée autrichienne (environ vingt mille hommes), et paralysa l'action et les mouvements de l'armée des Grisons.

Les corps autrichiens commandés par les généraux Wuckassowich, Davidowich et Laudon, forcés d'évacuer le haut Tyrol occidental, soit par les progrès de notre armée du Rhin, soit par les attaques des divisions Baraguay et Morlot, dont j'ai parlé ci-dessus, s'étaient jetés dans le Trentin, et menaçaient l'aile gauche de l'armée d'Italie commandée en chef par le général Brune. Celui-ci leur avait opposé les deux divisions sous les ordres du général Moncey, qui, remontant la vallée de l'Adige, les avait chassés de positions en positions, et les avait acculés à la position de la Pietra. C'est au moment même où le général Moncey allait les y attaquer en

front et de vive force, que le général Macdonald arrivait à Trente, et se disposait à les couper de la vallée de la Brenta, en se portant sur Levico. Quelle ne fut pas sa surprise et son désappointement, lorsqu'il apprit que le général Moncey, trompé par une fausse déclaration officielle d'un prétendu armistice, venait de permettre aux généraux autrichiens d'évacuer la position de la Pietra, et de se retirer par la Brenta, pour se rallier à l'aile droite de l'armée du général Bellegarde! Le brave et loyal général Moncey ignorait et n'avait pu deviner la rapidité des dernières marches de l'armée des Grisons, et la situation critique où se trouvait le général Laudon. Si celui-ci avait été retenu quelques heures de plus à la Pietra, toute retraite lui était coupée, et ce corps tout entier, qui ne s'échappa que par un sentier presque impraticable, à la faveur d'un faux armistice, eût été contraint de mettre bas les armes.

Macdonald établit son quartier général à Trente, et laissa le général Moncey, renforcé d'une division de cavalerie, sous les ordres du général Davoust, poursuivre dans la vallée de la Brenta les corps autrichiens sous les ordres du général Laudon. Mais ils avaient déjà gagné une marche, et leur arrière-garde put à peine être atteinte à Bassano. Nous apprîmes, peu de jours

après, l'armistice conclu à l'armée d'Italie, et dans lequel se trouvait comprise l'armée des Grisons : c'est cet armistice dont le premier consul fut si mécontent, parce que le général Brune n'avait pas obtenu la reddition de Mantoue, condition qu'il exigea absolument, et qui ne fut consentie par l'Autriche que dans le nouvel armistice conclu à Lunéville.

Notre tâche était remplie; car nous étions réduits sur notre gauche, du côté du Tyrol, à une inutile observation, et sur notre droite nous étions dépassés par les mouvements de l'armée du général Brune. L'armistice de l'armée du Rhin ayant stipulé l'entière évacuation du Tyrol par les troupes autrichiennes, et l'occupation de ces provinces par de simples sauvegardes françaises, je reçus l'ordre de me rendre à Bautzen, pour y conférer sur l'exécution de cette clause, avec le général marquis de Chasteler, qui, jusque-là, avait exercé le commandement supérieur dans tout le Tyrol. J'eus fort à me louer de son accueil, et j'eus beaucoup à profiter de l'intéressante conversation de cet officier général, l'un de ceux qui se sont le plus illustrés dans l'armée autrichienne.

De retour à Trente, je reçus du général Macdonald une nouvelle preuve de confiance : il me chargea d'aller au quartier général du

général Moreau, établi à Saltzbourg depuis l'armistice de Steyer, afin de concerter avec lui la part que devait prendre l'armée des Grisons aux opérations de l'armée du Rhin, en débouchant par la vallée de la Drave, dans le cas d'une prochaine rupture de l'armistice. J'étais accompagné par l'un des aides de camp du général Moreau, le colonel Lenormand, qu'il avait envoyé auprès du général Macdonald, pour lui faire connaître les diverses positions de ses troupes dans la haute Autriche, et ses projets ultérieurs. Nous traversâmes le Tyrol en suivant la route du Brenner : c'était vers la fin de janvier; j'admirai les travaux exécutés sur cette belle route, l'une des artères de la monarchie autrichienne, et le soin avec lequel elle est maintenue constamment ouverte par des corvées de paysans, malgré les neiges et les glaces dont ses hautes sommités sont encombrées. Je passai à Inspruck où je rencontrai le général de cavalerie Nansouty, auquel le général Moreau avait confié le commandement de toutes les sauvegardes françaises qui stationnaient dans tout le Tyrol, conformément aux stipulations de l'armistice. Avant de quitter la capitale, j'allai visiter le magnifique et singulier tombeau de l'empereur Maximilien, orné d'une suite de bas-reliefs, précieusement sculptés, qui représentent les actions les plus remarquables

du prince, et les faits les plus mémorables de son règne. Autour du tombeau, qui se trouve au milieu du chœur de la cathédrale, on voit les statues en bronze de tous les souverains de l'Europe qui furent ses contemporains : ces statues sont de grandeur naturelle, et semblent, par leur attitude, être venues là rendre hommage à la mémoire de ce prince.

Je suivis la route d'Inspruck à Saltzbourg, laissant à gauche la forteresse de Kuffstein, que nos troupes occupaient. En arrivant à Saltzbourg, je descendis chez mon frère Saint-Fulcrand, qui, ainsi que je l'ai dit, était l'un des munitionnaires généraux de cette armée. Je me rendis au quartier général, où je reçus du vainqueur de Hohenlinden le plus obligeant accueil. La mission dont j'étais chargé me retint quelques jours près de lui, et me donna l'occasion de l'entretenir fréquemment. Les divers événements de la guerre, la situation générale des affaires furent le sujet de nos conversations. Son mécontentement, sa jalousie de l'ascendant qu'avait pris le premier consul, son opposition alors toute républicaine, perçaient dans tous ses discours. Moreau était loin de connaître et d'apprécier le génie de Napoléon, son immense capacité, sa flexibilité, son esprit de ressources, sa profonde science de l'art de la guerre. Toutefois, il rendait justice au

grand talent qu'avait déployé celui qu'il considérait comme son rival. Il me disait un jour : « Pour « la conception des plans, pour la conduite des « grandes opérations, et pour la politique de la « guerre, c'est notre maître à tous. Maïs pour la « guerre méthodique, sur un théâtre déterminé, « pour la partie d'échecs, c'est autre chose; là, « je crois valoir mieux que lui. »

Je mis à profit mon séjour au quartier général de l'armée du Rhin, où se trouvaient réunis les généraux et les officiers supérieurs qui avaient pris la part la plus active aux opérations de la dernière campagne, et plus particulièrement à la victoire décisive de Hohenlinden. Le général Moreau prit soin de m'expliquer le plan qu'il avait conçu, et l'admirable précision avec laquelle ses dispositions avaient été exécutées. Il m'engagea à retourner dans le Tyrol par Munich, afin de reconnaître le champ de bataille. Je recueillis avec soin les notes et les détails que me donnèrent les principaux officiers de son état-major, le général Dessolles, les colonels Lamarque, Lahorie, Guilleminot, et plusieurs autres que, dès lors et depuis, de beaux faits d'armes ont rendus célèbres.

Le général Lecourbe avait aussi son quartier général à Saltzbourg, et j'eus grand plaisir à me faire raconter par lui-même sa campagne de

Suisse. Il en parlait aussi bien qu'il l'avait faite. Sa grande intelligence, son audace et sa ténacité le rendaient éminemment propre à conduire la guerre de montagnes.

Je quittai Saltzbourg, prenant la route de Munich. J'avais auprès de moi mon aide de camp le chef d'escadron Louis Romeuf, qui avait été, ainsi que son frère Alexandre, aide de camp du général la Fayette. Cet excellent officier, qui fut toujours aussi un excellent ami, ne m'a presque jamais quitté, et, comme on le verra plus tard, j'eus la douleur de lui fermer les yeux sur le champ de bataille de la Moscowa. Avant d'arriver à Munich, nous traversâmes la forêt de Hohenlinden : la route était encore couverte des débris de la bataille. Je m'empressai, ainsi que le général Moreau me l'avait indiqué, d'aller trouver le général Richepanse, qui avait eu la plus grande part au succès de cette mémorable journée, ainsi que le général Walter, qui y avait été grièvement blessé. Richepanse était malade; il aurait voulu m'accompagner et me faire reconnaître lui-même le champ de bataille; il voulut bien charger ses aides de camp, les chefs d'escadron Maucomble et Lapointe, de m'y conduire. Je suivis avec eux la marche du général Richepanse depuis son point de départ à l'extrémité de l'aile droite de la ligne française, jusqu'à

Mattempöt, où il déboucha par la grande chaussée de la forêt, sur les derrières de l'armée autrichienne et bavaroise, pendant que le général Moreau, avec le centre de son armée, attaquait de front la tête des colonnes qui débouchaient dans l'éclaircie de Hohenlinden, et que le général Decaen attaquait leur flanc gauche avec une seule brigade. C'est d'après cette reconnaissance du champ de bataille, d'après mes conversations avec le général Moreau, et les officiers qui, sous ses ordres, firent exécuter tous les mouvements qu'il avait tracés d'avance, enfin, d'après les pièces officielles et les divers ordres qui m'ont été communiqués par le général Dessolles, chef d'état-major de cette armée, que j'ai décrit cette bataille dans mes Essais historiques, ou *Précis des événements militaires*. Si je ne renvoyais fréquemment à cet ouvrage les lecteurs de ces mémoires, il me faudrait transcrire des passages entiers, lorsque je voudrais rendre compte des événements dont j'ai été témoin oculaire.

En revenant à Trente, je suivis la route de Munich à Insprück, et j'eus occasion de voir les fameux retranchements de Scharnitz sur la frontière du Tyrol : le marquis de Chasteller, sous la direction duquel ils avaient été construits, m'en avait parlé comme d'une impénétrable barrière. C'était la clef du Tyrol et le

nœud du système de défense. Il me sembla que, malgré l'avantage évident de la position et l'aspérité des montagnes à cet étroit passage, les retranchements pouvaient être tournés par leur appui de gauche; et en effet, cette attaque audacieuse fut exécutée avec un plein succès quelques années après par le maréchal Ney. Le général Lecourbe avait raison lorsqu'il me disait : « Les Autrichiens, pour défendre leur « grande citadelle du Tyrol, ont élevé partout « des fortifications; ils ont barré les hautes « vallées, fermé toutes les passes : il y a des « *chiusa* à chaque pas. Nous leur ferons voir « que nos voltigeurs grimpent et descendent « partout où les chèvres peuvent passer, et ces « contrées hérissées de montagnes ne seront « pour nous qu'une plaine, un pays ouvert. »

Peu de temps après mon retour à Trente, nous y reçûmes la nouvelle de la paix de Lunéville, et l'ordre de la dislocation de l'armée des Grisons. Le général Macdonald, qui m'avait comblé de témoignages honorables de sa satisfaction et de preuves d'amitié, me permit de le devancer à Paris. Je repris la route du Tyrol par Inspruck, et m'arrêtai quelques jours à Munich avec mes deux frères. Je ramenai avec moi mon aide de camp, le chef d'escadron Louis Romeuf, et le jeune Alfred de Lameth qui faisait

près de moi le service d'ordonnance, le même qui fut depuis aide de camp du maréchal Soult, et périt si malheureusement en Portugal, assassiné par des brigands, officier d'une grande espérance, et que je considérais comme un de mes enfants.

De retour au sein de ma famille, au mois de mai 1801, je fus bien accueilli par le premier consul, qui, sur l'obligeante sollicitation du général Macdonald, me nomma conseiller d'État en service ordinaire à la section de la guerre. Cette section était alors présidée par le général Lacuée, et j'eus pour collègues les généraux de division Brune, Gouvion-Saint-Cyr, Dessolles et Andréossy. Je pris une part très-active aux nombreux travaux de la section de la guerre. Mes rapports furent remarqués par le premier consul; il me chargea particulièrement de traiter diverses questions importantes, relatives soit à l'organisation, soit à l'administration de l'armée. Je présidai une commission pour l'apurement de la comptabilité des Invalides, et une seconde pour celle des hôpitaux militaires. Je fus aussi pendant quelque temps très-occupé de recherches et de rapports spéciaux qui servirent à l'arrêté des consuls sur la comptabilité de la solde et le nouvel établissement des revues.

L'inspecteur en chef aux revues, Daru, me

fut adjoint pour ce grand travail, et je dus à ses lumières et à son expérience la meilleure part du succès. Je fus à cette occasion fréquemment appelé auprès du premier consul, qui ne manquait jamais de discuter personnellement avec les conseillers d'État auxquels il avait confié l'examen d'une question d'administration, et descendait jusqu'aux moindres détails avec une admirable précision, sans jamais perdre de vue le but principal, l'ensemble et les moyens d'exécution.

Pour en donner un exemple authentique, je trancris ici une des lettres instructives qu'il m'adressait pour diriger mon travail :

« Paris, le 18 fructidor an IX de la république « française.

« Au conseiller d'État Dumas.

« J'ai lu, citoyen, les observations du co« mité que vous m'avez envoyées; il n'y a rien « de raisonnable.

« Le projet de règlement que vous proposez, « approche très-près du but. J'y trouve un peu « trop de laconisme.

« Le titre 1[er] ne me paraît pas assez clair et « assez développé. Comme il doit servir de rè« gles aux payeurs et aux différents fournisseurs, « je crois que ce règlement doit contenir autant « de *titres* qu'il y a de *matières différentes*.

« Vous trouverez ci-jointes quelques obser-

« vations sur ce projet. Je crois utile que vous « voyiez le citoyen Gau et l'administrateur de la « trésorerie, afin de marcher d'accord avec ces « deux hommes qui m'ont paru très-versés dans « leur partie. C'est avec eux qu'il faut que vous « agitiez cette question, s'il vaut mieux que les « décomptes soient consommés dans les divi- « sions, ou à Paris, entre les administrateurs du « trésor et le comité central. L'avantage que « présente ce dernier parti serait que les dé- « comptes seraient consommés par corps.

« Répétez bien au citoyen Gau et à l'adminis- « trateur de la trésorerie que mon but est d'ar- « river le plus exactement possible à avoir au « commencement de frimaire, ce que chaque « payeur a pu payer pour la solde de vendé- « miaire, et ainsi de suite; à avoir au commen- « cement de frimaire, les moyens de liquider le « mois de vendémiaire, pour les vivres, le four- « rage, le chauffage;

« A avoir tous les six mois le décompte po- « sitif de l'habillement, des remontes et de l'ar- « mement de toutes les troupes de la république;

« Et qu'au conseil qui se tiendra en frimaire, « pour convertir en ordonnances définitives les « ordonnances d'à-compte de vendémiaire, il faut « avoir toutes les contre-épreuves qui peuvent « servir à liquider sans retour, et craindre que

« la république soit lésée, les dépenses dudit « mois.

« Il sera bon que vous fassiez sentir aux « fournisseurs, aux payeurs, aux inspecteurs « eux-mêmes, dans le règlement, l'importance « de leurs opérations, puisqu'elles seront la « base réelle des liquidations.

« Si nous venons à bout de faire un bon rè- « glement, et d'établir sur des bases solides la « comptabilité de la guerre, la morale publique, « le trésor et le soldat y gagneront beaucoup.

« Pour le premier consul,

« *Signé*, BOURRIENNE. »

Un jour, à la Malmaison, dans un de ces entretiens dont le souvenir est ineffaçable dans la mémoire de ceux qui en furent honorés, s'interrompant tout à coup, il me dit : « J'ai lu les premiers numéros du *Précis des événements militaires*, que vous avez publiés pendant que vous étiez à Hambourg. Vous devriez continuer cet ouvrage, et je pourrais faire mettre à votre disposition les matériaux qui vous seraient nécessaires. » Je répondis que puisque le premier consul avait bien voulu me remettre en scène au nombre des acteurs, je ne croyais pas devoir reprendre la plume ; qu'on cesserait de croire à mon impartialité, et que voulant servir avec toute

l'activité dont j'étais capable, je préférais de réserver les occupations littéraires pour le temps et les loisirs de la retraite. Ma sincérité ne parut pas déplaire au grand homme; mais un courtisan plus habile que moi n'eût pas manqué cette occasion de devenir son historiographe.

Vers cette époque, celle de la paix d'Amiens, le général Bonaparte ayant conçu la grande pensée de la création de la Légion d'honneur, forma une commission de cinq membres, sous la présidence du consul Cambacérès. Je fus appelé à faire partie de cette commission, dont l'objet était de développer les bases que le premier consul avait fixées, et de lui présenter un projet de loi qui renfermât les principales dispositions nécessaires pour fonder solidement cette institution. Je fus particulièrement chargé de tenir la plume et de recueillir pendant la discussion les éléments des divers rapports qui furent successivement soumis au premier consul. Je pris une grande part à ce travail; et lorsque la dernière rédaction du projet de loi eut été définitivement approuvée, je fus nommé l'un des commissaires du gouvernement, pour en soutenir la discussion, d'abord dans les conférences avec la commission du tribunat, et ensuite devant le corps législatif.

Nous rencontrâmes une vive opposition dans

le tribunat, où les opinions républicaines avaient de chauds partisans et d'habiles défenseurs. Le plus remarquable et le plus éloquent d'entre eux fut Savoye-Rollin, beau-frère de Casimir Périer : il attaqua la loi sur tous les points vulnérables avec une grande force de logique, et s'attacha à démontrer qu'elle renversait le principe vital de l'égalité politique et violait la constitution. La majorité du tribunat adopta la loi, et Lucien Bonaparte, l'un des tribuns, fut chargé d'en soutenir la discussion devant le corps législatif.

Malgré les derniers efforts du parti démocratique, plus hardi et plus animé que le premier consul ne l'avait supposé, la création de la Légion d'honneur avait toute la faveur de l'opinion publique. Cette rémunération, également offerte aux services civils et aux services militaires, loin de choquer les bons esprits, était reçue comme le plus sincère témoignage du respect du gouvernement pour le principe de l'égalité politique, et comme le moyen le plus propre à l'affermir en effaçant jusqu'au souvenir des anciennes distinctions aristocratiques et héréditaires. C'est sous ce point de vue que le génie de Bonaparte avait considéré cette institution. Elle fondait, sans doute, un nouveau patriciat; sa formation des cohortes était, il faut en convenir, toute monarchique et presque féodale : s'il osait l'entreprendre, c'est

qu'il avait justement et profondément observé que, ni les plus salutaires innovations, ni les convulsions de l'anarchie, n'avaient pu changer les mœurs du peuple français; qu'elles étaient restées essentiellement monarchiques, et resteraient telles jusqu'à la dissolution de l'état social. On a dit avec vérité que la création de la Légion d'honneur fut la transition et le plus grand pas fait de la dictature à la monarchie absolue de l'empire.

Les vrais patriotes ont déploré que ce génie incommensurable n'ait jamais senti la nécessité de poser lui-même des limites à l'excès de sa puissance, en donnant la vie au gouvernement représentatif, dont il ne conserva que les formes, et pour ainsi dire la lettre morte. L'histoire dira si l'état de l'Europe, les intérêts et les passions des hommes de son temps lui laissèrent jamais le loisir et la possibilité de le faire. Sur ce point important les opinions des contemporains ont été très-divergentes : plusieurs de ceux que leur position avait mis en mesure d'observer de près sa marche politique et de pénétrer ses desseins, paraissent être convaincus que ce maître absolu a été lui-même maîtrisé par les circonstances; que toujours provoqué par d'irréconciliables ennemis, il ne pouvait affermir son gouvernement et fixer les destinées de la France qu'en combattant; qu'il lui fallait conquérir toujours pour

conserver les premières conquêtes de la république; et que s'il ne coupait jusqu'à la dernière tête de l'hydre des coalitions, il n'obtiendrait que des trêves passagères, et ne dicterait que de fausses paix. D'autres, l'accusant d'une ambition sans frein, disent que, parvenu par la gloire des armes, dont il était enivré et dont la nation n'était pas moins que lui fascinée, il méditait toujours de nouvelles guerres; que, ne se confiant qu'à son génie et à sa fortune, il craignait que l'état de paix ne détendît les ressorts de son gouvernement, et n'attiédît cet enthousiasme, cette exaltation des esprits que soutenaient au plus haut degré ses victoires, la vie aventureuse des camps, les événements extraordinaires; enfin, qu'il n'y avait de but et de terme à sa carrière, ni de sécurité dans la paix, pour lui et le peuple français, que lorsque sa domination serait partout établie, partout incontestée.

Je n'admets dans un sens absolu aucune de ces deux opinions. Je conviens que, malgré les transformations successives du gouvernement de la France, et la garantie qu'offrait aux puissances continentales la répression de l'anarchie, la cause première de la guerre avait toujours la même intensité, et que la politique de l'Angleterre en rallumait le foyer par ses subsides : le célèbre fils de lord Chatam ne redoutait pas

moins l'établissement d'un gouvernement régulier en France, et l'incorporation définitive de ses importantes conquêtes, que les efforts convulsifs du gouvernement révolutionnaire, qui avaient ébranlé toute l'Europe. Pitt disait au parlement d'Angleterre qu'il fallait faire à Bonaparte, dictateur, consul, empereur, une guerre viagère, et l'user jusqu'au bout. Et cependant il n'est pas vrai que la guerre ait toujours été provoquée par les alliés, pas même à l'époque de la rupture du traité d'Amiens. Napoléon a jugé dans plusieurs circonstances, et peut-être avait-il raison dans son système politique, qu'il lui était plus avantageux d'être l'agresseur pour garder tous ses avantages. Il n'est donc pas exact, il n'est pas juste d'attribuer uniquement à une aveugle et folle ambition, les expéditions gigantesques qu'il entreprit témérairement et qu'on a peut-être aussi trop sévèrement blâmées. Ce génie si vaste, si profond, si méditatif, ce législateur si positif, cet administrateur si prévoyant n'a pu se laisser entraîner et décevoir par un délire d'imagination. Je pense qu'il a failli par la base même de ses calculs. J'oserai dire que l'esprit du siècle et particulièrement celui de la nation française n'eut jamais à ses yeux sa force et sa valeur : ce fut là son erreur dès l'époque de son avénement au pouvoir suprême; et, comme

l'a fort bien remarqué lord Grey dans un de ses discours à la chambre des pairs d'Angleterre, Napoléon l'a noblement avoué dans ses commentaires à Sainte-Hélène. Je ne puis croire qu'il ne l'ait pas reconnu bien avant ses affreuses conséquences : mais il était déjà trop tard. Eût-il vaincu à Waterloo, on peut douter qu'il lui eût été possible de changer de système. Oui, j'ai toujours pensé que ce puissant génie aurait pu fonder son gouvernement et sa dynastie sur une base plus solide et plus durable, en tempérant par des institutions libérales l'exercice du pouvoir souverain : *principatum et libertatem*. Lorsque, après la révolution du 18 brumaire, la nation, dégoûtée par les fureurs de l'anarchie, se jeta dans ses bras, il put croire que l'amour de la liberté était pour jamais éteint, et le considérer comme une vaine et dangereuse chimère : il fut trompé par de fausses apparences. Le feu sacré brûlait encore au fond des cœurs vraiment français.

Lorsque la loi, qui avait passé au tribunat, dut être présentée au corps législatif, je fus nommé commissaire du gouvernement avec mon collègue le conseiller d'État Rœderer et le tribun Lucien Bonaparte, ainsi que je l'ai dit plus haut. Lucien eut à remplir la tâche difficile d'exposer tous les motifs des dispositions de la loi, et de

répliquer aux objections qui s'étaient élevées dans le tribunat, et qu'avait si bien exprimées Savoye-Rollin. Il le fit avec beaucoup de précision et d'éloquence, peut-être avec un peu trop de chaleur, un grand nombre de députés paraissant disposés à voter contre la loi. C'était la première fois, depuis ma proscription du 18 fructidor, que je me trouvais dans l'assemblée des représentants de la nation. Ce fut avec un sentiment pénible que je fixai mes regards sur ce grand nombre de députés condamnés au silence, comme des juges impassibles devant lesquels s'agitait une question si grave, sans qu'ils pussent l'éclairer par la moindre observation, interpeller les organes du gouvernement, ni répondre à nos assertions.

La séance avait été indiquée pour le soir, le 19 mai 1802; la salle était éclairée, et le souvenir des orageuses séances de nuit de l'assemblée législative, auxquelles j'avais autrefois assisté, rendit d'autant plus frappant à mon esprit le contraste de ce morne et profond silence. Je parlai le dernier : Lucien avait épuisé la matière; je n'aurais pu que répéter son argumentation, et fatiguer la muette assemblée. Je m'attachai à bien définir le but de l'institution; prévenu que la dénomination de *légion* déplaisait surtout aux républicains, parce qu'elle impliquait l'idée d'une

confédération toute militaire, j'expliquai par l'étymologie ce qu'on devait entendre par cette élite des citoyens qui, dans différentes carrières, avaient bien mérité de la patrie. J'essayai de faire sentir les avantages de ce reflet mutuel de gloire acquise sous les armes et sous la toge. Je terminai mon discours par la péroraison suivante, que je me permets de rappeler dans ces mémoires, parce qu'on me fit l'honneur de dire qu'elle avait décidé en faveur de la loi quelques suffrages incertains :

« .... On n'a que trop souvent, par « une aveugle et funeste admiration, consacré « parmi nous de grandes erreurs politiques des « Romains, et donné en exemple les plus grands « crimes; il faudrait ne chercher dans leur his- « toire, si pleine, si féconde, que les plus utiles « leçons. Je terminerai donc par un de ces rap- « prochements applicables à nos mœurs et à la « circonstance présente, ces observations apo- « logétiques sur le titre et l'esprit de la loi sur « l'adoption de laquelle vous allez prononcer.

« Un illustre Romain, Marcus Claudius Mar- « cellus, celui qu'on appela *l'épée de Rome*, ce- « lui qui, en assiégeant Syracuse, honora les « sciences par sa généreuse sollicitude pour la « conservation des jours d'Archimède, et qui « pleura sa mort; enfin celui dont le vœu du

« peuple avait, par cinq consulats, prolongé la « magistrature suprême, voulut élever un temple « à l'honneur et à la vertu, et il ne pouvait « l'être par de plus dignes mains. Les pontifes « consultés ayant répondu qu'un seul temple ne « pouvait suffire à ces deux divinités, Marcellus « fit bâtir deux temples, construits de manière « qu'il fallait passer par celui de la vertu pour « arriver au temple de l'honneur.

« Eh bien ! notre Marcellus, notre consul, dont « le peuple vote en ce moment la perpétuelle « magistrature, celui qui protégea les sciences « et les arts au milieu des horreurs de la guerre, « qui, sous les ailes de la victoire, les fit revivre « en Égypte, dans leur premier berceau, d'où « les Grecs, les Archimèdes, les avaient reçus ; « enfin *notre épée de France* vous propose, pon- « tifes de la loi, d'élever un double temple à « l'honneur et à la vertu. »

On alla aux voix : la loi fut adoptée à la majorité de 166 votes contre 110.

Le premier consul fut étonné de ce dernier effort du parti républicain, et me sut gré de ceux que j'avais faits. Il me chargea de tous les détails d'exécution ; j'en fus occupé jusqu'à l'époque de la rupture du traité d'Amiens : je rédigeais les statuts de l'ordre, je préparais les listes pour les nominations, je composais, de

concert avec le directeur général des domaines nationaux, les dotations des cohortes; chacune d'elles devait être le centre d'un établissement agricole selon la nature du pays. On avait eu soin de choisir, dans les possessions territoriales qui restaient à la disposition de l'État, provenant des confiscations faites, soit sur le clergé, et qu'on désignait par la dénomination de biens nationaux de première origine, soit sur les émigrés, les propriétés les plus considérables, et sur ce fonds de dotations territoriales, les chefs de cohortes devaient chacun prélever un revenu au moins de quarante à cinquante mille francs. Quelques-uns de ces chefs-lieux de cohortes devaient être plus magnifiquement dotés; ainsi, par exemple, celui de la première cohorte, destiné au général Berthier, fut fixé à Chambord, et comprenait le château et l'immense parc clos de murs. Je travaillais directement avec le premier consul pour la composition des cohortes, tant pour le matériel que pour le personnel.

Le grand conseil de la Légion s'étant formé, il dut procéder à la nomination du grand chancelier de l'ordre et du grand trésorier. Lorsque le premier consul, comme grand maître de l'ordre, réunit ce conseil, conformément aux statuts qu'il avait approuvés, il recueillit les voix, et je fus unanimement présenté pour la place de grand

chancelier. Mais ce choix n'entrait point dans les vues du premier consul; il différa de prononcer, et dit à son frère Joseph, après la séance du conseil, qu'il ne voulait pas que cette grande place fût occupée par un officier général, mais bien par un personnage de l'ordre civil, afin d'ôter toute idée de préférence exclusive pour l'ordre militaire; qu'il nommerait en conséquence grand chancelier de la Légion d'honneur le sénateur Lacépède, qu'aucune autre mission ne distrairait des fonctions d'administrateur supérieur de la Légion; tandis que le général Dumas devait être employé aux armées, comme il en avait témoigné le désir. Malgré l'espérance dont j'avais pu me flatter, ce n'eût pas été sans de vifs regrets, qu'en obtenant un poste aussi éminent, et aussi avantageux pour ma fortune, j'aurais vu ma carrière militaire interrompue avant d'avoir recouvré le grade de général de division. J'avais en effet, depuis la rupture du traité d'Amiens, demandé plusieurs fois au premier consul de m'employer à l'armée, et de me donner occasion d'y reprendre mon rang. Ma famille, et particulièrement madame Dumas, ressentit plus que moi cette espèce de désappointement.

Je continuais cependant de préparer le travail de la démarcation des cohortes, du choix des chefs-lieux, de la répartition des dotations ter-

ritoriales : mais lorsque je remis ce travail, entièrement terminé, au premier consul à Saint-Cloud, après l'avoir soigneusement examiné et discuté, il me dit tout à coup : « Ceci est trop « beau et trop considérable pour la Légion d'hon- « neur. Je veux relever le sénat par la puissance « des richesses, former des sénatoreries, et leur « donner de grandes dotations territoriales. Votre « travail est complet, il est tout prêt; les séna- « teurs sont les aînés de la famille, il faut leur « donner la préférence. Vous remettrez ce travail « et tout ce qui y est relatif à la commission « du sénat que j'ai formée pour cet objet, et « qui est présidée par M. Barthélemy. Nous do- « terons autrement la Légion d'honneur : je lui « donnerai des rentes sur l'État et d'autres do- « maines : je lierai ainsi cette institution à la for- « tune publique. »

Après avoir exécuté cet ordre, je reçus celui de remettre au grand chancelier Lacépède, et au grand trésorier, le général Dejean, le portefeuille de la Légion d'honneur. Je n'eus plus à m'en occuper, si ce n'est pour les communications officieuses que pouvait rendre utiles la part que j'avais eue à ces travaux préparatoires.

Vers le mois de mai 1803, le premier consul ayant érigé le grand-duché de Toscane en royaume d'Étrurie, et appelé à ce nouveau trône le grand-

duc de Parme, marié depuis peu à une infante d'Espagne, ce prince se rendit à Paris avec la reine d'Étrurie. Leur mariage et leur avénement furent célébrés par des fêtes. Je fus informé, par M. de Talleyrand, que le premier consul me destinait à occuper, en Toscane, la place de ministre de la guerre, et que je devais faire partie du conseil du nouveau roi. Le chevalier Azara, ambassadeur d'Espagne en France, me fit la même ouverture. On devait me former un établissement solide et honorable à la cour de Florence : je fus, en conséquence, présenté au roi et à la reine d'Étrurie. Quelques conversations avec ce jeune prince, et la présence de quelques seigneurs espagnols qui lui étaient attachés, me firent pressentir que je pourrais rencontrer beaucoup de difficultés, beaucoup de dégoûts, et que je n'obtiendrais que de tristes dédommagements de mon expatriation. Je consultai le chevalier Azara en lui exprimant franchement mes appréhensions; ce ministre, vraiment homme d'État et l'un des plus éclairés, eut la loyauté de convenir du peu de capacité, du faible caractère du jeune roi, et des préventions de la reine contre les Français. Il me conseilla de ne point accepter cette mission, et il eut l'obligeance d'en parler en ce sens à M. de Talleyrand, et de motiver lui-même mon refus auprès du premier consul.

LIVRE ONZIÈME.

A cette époque, celle de la rupture du traité d'Amiens, le premier consul avait déjà commencé les apprêts d'une grande expédition con-

tre l'Angleterre; le parti puissant qui, en Angleterre, avait blâmé et subi cette paix, ne la considéra que comme une trêve. M. Pitt n'avait quitté le ministère que pour la laisser conclure par de nouveaux ministres peu accrédités dans l'opinion : il avait conservé toute l'influence que lui donnaient ses grands talents et son caractère. Son parti et son système de guerre éternelle contre la France ne furent jamais plus forts que dans le moment où il abandonna le pouvoir.

Il ne fut que trop facile à ce parti d'entraver l'exécution des principales conditions du traité d'Amiens : l'incorporation de quelques pays conquis, limitrophes de la France, qui d'ailleurs ne changeait rien à l'état des choses et n'était pas réellement un accroissement de puissance, servit de prétexte au cabinet britannique pour différer la remise de l'île de Malte et celle du cap de Bonne-Espérance. Ces refus obstinés irritèrent le premier consul. Il fut aigri par les déclamations injurieuses à sa personne et à sa famille, dont le parti aristocratique exaspéré remplissait les papiers. Il ne comprenait pas la liberté et même la licence de la presse dans la constitution anglaise, et s'en prenait au gouvernement, heureusement impuissant contre ce *palladium*.

Cependant, et quoi qu'on en ait dit, il aurait voulu conserver la paix dont le peuple français

commençait à goûter les fruits : le mauvais succès de l'expédition de Saint-Domingue, l'état des finances encore précaire, le besoin de rétablir l'armée divisée par les diverses opinions des chefs, et celui de mûrir ses projets de souveraineté absolue, l'auraient porté à des concessions, si elles n'eussent été exigées d'un ton impérieux, qui ne laissait aucun doute sur la provocation à la guerre.

Dans la formation de la grande armée d'expédition contre l'Angleterre, je fus nommé chef d'état-major du 3e corps, qui reçut d'abord la dénomination de camp de Bruges, et dont le commandement en chef fut donné au général Davoust. Celui-ci, intime ami du général Desaix, s'était distingué dans la guerre de la haute Égypte et avait hérité de la confiance et de la faveur de cet illustre général auprès de Napoléon. L'avancement rapide du général Davoust avait excité l'envie contre lui : son caractère ferme, mais inquiet et méfiant, lui fit beaucoup d'ennemis. Je l'avais connu fort jeune lorsqu'il était encore lieutenant au régiment de Champagne-Cavalerie. Mes relations intimes avec Desaix l'avaient bien disposé pour moi et m'avaient acquis son estime. Toutefois ma position était difficile. Je crus m'apercevoir qu'il craignait qu'à son début dans le commandement en chef,

on n'attachât trop d'importance à mes conseils. J'eus donc à conquérir sa confiance par une sévère exactitude dans tout ce qui touchait au service, et par une conduite très-réservée. Je ne tardai pas à reconnaître dans le général Davoust les qualités essentielles de l'homme de guerre et de l'homme privé, qu'il développa depuis dans le cours de sa brillante carrière. Après quelques épreuves nous nous entendîmes fort bien. Il parut également satisfait de ma manière de servir et de ma société, et il m'accorda son amitié : je l'ai toujours cultivée et conservée sans nuages; je m'en suis honoré et j'honore sa mémoire.

J'avais choisi pour mes trois aides de camp : le chef de bataillon Laroque, brave officier, parvenu depuis au grade de général de brigade, et mort dans sa retraite en Alsace, par suite de fatigues et de blessures; le capitaine de dragons Charles Dampierre, aujourd'hui pair de France, fils de mon ancien ami le général Dampierre, qui commandait en chef l'armée française de Flandre en 1793, lorsqu'il fut mortellement blessé au combat de Famart; et le lieutenant d'artillerie, Clermont-Tonnerre, depuis ministre de la guerre. J'avais aussi fait nommer adjudant général et attacher à mon état-major le colonel Louis Romeuf. Combes, mon plus proche parent, et que j'ai toujours aimé et traité comme un fils, fut employé

à l'administration de ce corps d'armée; il resta près de moi et dirigeait mon secrétariat avec une parfaite connaissance des détails de service, et la plus active vigilance. J'eus pour sous-chef d'état-major le brave colonel Hervo, qui, depuis, m'ayant remplacé au 3e corps, tomba sur le champ de bataille à Eckmühl, dans une action aussi héroïque que celle du célèbre d'Assas.

Telle fut, au camp d'Ostende, pendant deux campagnes d'une pénible attente, la composition de ma famille militaire : je me plais à en retracer le tableau; le mérite et les divers talents des personnes dont j'étais entouré, l'attachement qu'elles me témoignaient, et leur zèle à coopérer à mon travail, rendirent ma tâche facile et mes loisirs très-agréables. Ce petit cercle d'amis, que ne divisait aucune différence d'opinions, était augmenté de quelques autres officiers remarquables par leurs talents et leurs connaissances, tels que le capitaine Despré, du génie, depuis général distingué, et qui, après avoir commandé l'école d'application du corps royal d'état-major, et rempli les fonctions de chef d'état-major de l'armée de Catalogne et de celle d'Afrique, a passé au service de la Belgique en qualité de major général. La mort a terminé prématurément sa belle carrière. J'étais aussi heureux que je pusse espérer de l'être loin de ma femme et de mes en-

fants. Le premier consul, d'après les rapports obligeants du général Davoust, m'avait témoigné lui-même sa satisfaction de mes services. J'en reçus le témoignage par ma promotion au grade de général de division, et je recouvrai ainsi mon ancien rang dans l'armée.

J'obtins, au mois de novembre 1804, un congé pour me rendre à Paris, à l'occasion du mariage de ma fille aînée avec M. de Saint-Didier, l'aîné de deux frères d'une ancienne et très-honorable famille de Provence. Madame Dumas m'avait proposé cette union, qu'elle souhaitait fort, et que j'approuvai avec empressement. Appelé, comme conseiller d'État, pour me trouver à la cérémonie du couronnement de l'empereur, j'eus la satisfaction et tout le loisir de conclure et de célébrer les noces de ma fille. L'empereur voulut bien comprendre mon gendre dans sa maison civile en le nommant préfet du palais.

Au mois de février 1805, je retournai à l'armée, à Dunkerque, où le général Davoust, élevé au grade de maréchal de l'empire, avait reçu l'ordre de transférer son quartier général. Les préparatifs d'embarquement étaient pressés avec la plus grande activité : les flottilles se ralliaient au port de Boulogne, et les trois corps d'armée, du maréchal Davoust, du maréchal Soult, et du maréchal Ney, échelonnés sur la côte de la Man-

che, depuis Ostende jusqu'à Saint-Valéry, se concentraient peu à peu, à mesure que les flottilles, malgré l'opposition des croisières anglaises, se réunissaient soit à Boulogne, soit dans les petits ports voisins, Ambleteuse, Vimereux et Saint-Valéry. La flottille hollandaise, sous l'amiral Werhuel, destinée à l'embarquement du troisième corps, suivait ces mouvements; et comme les points de relâche, Ostende, Dunkerque et Calais, étaient les plus rapprochés de la côte d'Angleterre, l'amiral Werhuel eut à soutenir, dans ces trajets, des combats très-vifs, dans lesquels il se couvrit de gloire, et prouva que ces frêles embarcations, ces chaloupes canonnières, ces bateaux pêcheurs, armés d'un petit nombre de pièces d'un fort calibre, pouvaient manœuvrer et combattre contre les frégates et les bâtiments de guerre du plus fort échantillon.

Lorsque les petites escadres de l'amiral Werhuel, après avoir cinglé en pleine mer et jusqu'au milieu du canal de la Manche, étaient trop pressées par la supériorité des forces navales de l'ennemi, l'amiral, longeant la côte, attirait les Anglais sous le feu de nos batteries, et il était encore soutenu par notre excellente artillerie légère. Ces actions fréquentes, et qui, à quelques dommages près, furent toujours aussi heureuses que bien combinées, contribuèrent puissamment

à aguerrir nos soldats, alternativement détachés pour servir de garnison à bord des bâtiments de la flottille. Le maréchal Davoust les encourageait par son exemple : il était toujours avec son état-major sur la plage, dirigeant lui-même son artillerie, si bien commandée par le brave général Sorbier. Le plus important de ces combats fut celui de la flottille hollandaise pour se rendre des rades de Dunkerque et de Calais au port d'Ambleteuse, où le troisième corps d'armée alla camper vers le mois de mai 1805. Il fallait doubler le cap Grinez en présence de plus de quatre-vingts voiles de guerre anglaises : les bas-fonds obligeaient l'amiral à prendre le large; l'opération était périlleuse; les Anglais portaient sur le cap pour couper la flottille. Le maréchal, après avoir fait hérisser ce promontoire de soixante bouches à feu, que dirigeait le général d'artillerie Lariboissière, m'y laissa pour y commander, et alla, de sa personne, avec ses aides de camp, s'embarquer sur la chaloupe canonnière de l'amiral Werhuel. L'action fut vive et brillante; le feu des batteries du cap Grinez contint la croisière anglaise, et le passage s'exécuta avec quelques pertes, mais avec plein succès.

Ce fut vers cette époque que l'empereur Napoléon rassembla ses trois corps d'armée à Boulogne, et donna le spectacle de la plus belle

pompe militaire dont j'aie jamais été témoin, la distribution des croix de la Légion d'honneur : j'avais été nommé, peu de temps auparavant, au grade de commandant.

Pendant mon séjour à Paris pour le couronnement, lorsque l'empereur forma sa maison civile et celle des princes ses frères, j'avais été, sur la proposition du prince Joseph, nommé à l'une des places de chambellan de Son Altesse, et désigné pour l'accompagner à Milan, dans le cas où il aurait accepté la couronne de Lombardie, qui lui fut vainement offerte par son frère. Le prince Joseph avait, dès le commencement de la campagne, précédé l'empereur au camp de Boulogne, où il commandait le quatrième régiment d'infanterie dans la division du général Vandamme. Je fus appelé près de lui, et j'obtins du maréchal Davoust la permission d'accompagner le prince dans le voyage qu'il fit en Belgique. Il fut reçu à Bruxelles avec les plus vives acclamations; il visita le port d'Anvers, où l'ancien intendant de marine, M. Malouet, rentré en France et accueilli par Napoléon, justifiait par son activité et ses talents dans la prodigieuse création de l'arsenal d'Anvers, l'opinion que l'empereur avait conçue de son mérite et de l'utilité de ses services.

Après avoir accompagné le prince Joseph

dans cette tournée, et visité les principales villes de la Belgique, je retournai reprendre mon poste au camp d'Ambleteuse. Le formidable armement pour l'expédition d'Angleterre était achevé; divers essais d'embarquement à Boulogne, et dans les petits ports adjacents, avaient donné la certitude que rien ne manquait dans l'admirable organisation de cette expédition. Quatre-vingt-dix mille hommes de toutes armes avaient chacun sa place marquée sur un des deux mille bâtiments armés dont se composaient les flottilles; elles ne portaient pas moins de six mille pièces de canon, en y comprenant l'armement des bâtiments, l'artillerie de campagne et les équipages de siéges et de ponts. Elles portaient aussi d'immenses approvisionnements de munitions de guerre, d'armes, d'équipements, d'outils, de matériaux pour la prompte construction de forts et de retranchements, et trois mois de vivres pour toute l'armée.

Ces immenses préparatifs fixèrent les regards de toute l'Europe. Peu de personnes voulurent croire à la réalité de cette entreprise gigantesque. On ne concevait ni la témérité ni même la possibilité d'un combat de flottilles, et du débarquement d'une si nombreuse armée et d'un matériel si considérable, en présence de la moindre escadre anglaise, et l'on pensait généralement

que l'empereur n'avait jamais eu d'autre dessein que d'alarmer les insulaires, et d'obliger le gouvernement britannique à rappeler et à retenir ses forces de terrè et de mer, pour assurer la défense du territoire. Il en était tout autrement: Napoléon n'avait jamais voulu compromettre ses flottilles et son armée dans un combat de mer si inégal, sans s'assurer d'abord de la principale condition du succès, la certitude de la libre navigation dans la Manche, par une incontestable supériorité de forces navales, pendant un temps donné. Une savante combinaison qu'il préparait depuis plus d'un an, et dont il avait su dérober le secret à l'ennemi, fondait cette espérance: le but et le résultat de cette combinaison étaient le rassemblement et l'apparition de plus de soixante vaisseaux de ligne français et espagnols, à l'ouvert de la Manche, et l'expulsion des eaux du canal des forces inférieures que les Anglais pourraient y opposer. Les escadres britanniques se trouvaient alors disséminées, et hors de mesure, employées à des croisières, à des blocus sur des points éloignés où Napoléon avait eu l'art de les attirer: le meilleur et le plus vigilant des amiraux anglais, lord Nelson, était tombé dans le piége; il avait poursuivi la flotte française commandée par l'amiral Villeneuve, dans sa fausse navigation vers les Indes

occidentales; et celui-ci, échappant et revenant vers l'Europe, allait rallier les escadres française et espagnole, qui l'attendaient dans les ports du Ferrol et de la Corogne. Il devait, sans s'y arrêter, faire voile vers le Nord avec quarante-quatre vaisseaux de ligne, y compris les quatre vaisseaux français stationnés ou en croisière à l'île d'Aix, dégager les vingt et un vaisseaux sous les ordres de l'amiral Gantheaume, que l'amiral Cornwalis tenait bloqués dans la rade de Brest, forcer celui-ci, ainsi que la croisière qui observait les flottilles, à se réfugier dans les ports de Plymouth et de Portsmouth, et entrer dans la Manche avec soixante-cinq vaisseaux de ligne. Mais l'amiral Villeneuve, après un engagement inutile et indécis avec l'amiral Kalder, ayant rallié les vaisseaux du Ferrol et de la Corogne, au lieu de suivre ses instructions, et de se porter devant Brest, fit voile pour Cadix. Cette faute rompit la combinaison, et sauva l'Angleterre du danger le plus imminent dont elle ait jamais été menacée.

La fortune, qui trahissait ainsi Napoléon sur les bords de l'Océan, lui ouvrait sur le continent une nouvelle carrière, plus sûre et non moins glorieuse qu'aurait pu l'être l'invasion de l'Angleterre. A peine informé que l'Autriche et la Russie s'étaient coalisées avec l'Angleterre, et dirigeaient

leurs armées vers le Rhin et vers l'Adige, il fit en peu de jours, et l'on peut dire en quelques heures, toutes les dispositions nécessaires pour lever immédiatement les camps de Boulogne et porter au cœur de l'Allemagne cette excellente armée. Elle était, en effet, depuis deux ans, continuellement exercée à toutes les manœuvres, petite et grande tactique, accoutumée à tous les travaux, à toutes les fatigues, et à la plus austère discipline qui pussent endurcir de valeureux soldats. M. Daru, qui, sous les ordres du conseiller d'État Petiet, ou plutôt de concert avec lui, remplissait alors les fonctions d'intendant général, m'a plusieurs fois raconté qu'il fut appelé par l'empereur pour recevoir ses instructions particulières sur les moyens de pourvoir aux divers besoins de l'armée, pendant la marche des troupes par corps d'armée et par divisions, soit en deçà, soit au delà du Rhin. Napoléon jugea nécessaire de confier à cet habile administrateur, non-seulement la pensée du plan de campagne qu'il avait conçu, mais encore d'en développer tous les détails. Il dicta à Daru, d'un seul jet, et sans s'arrêter une seule fois, cette mémorable instruction, ce beau plan de campagne, que nous avons vu s'exécuter littéralement comme il l'avait fixé, sans doute après une profonde méditation. L'histoire des guerres anciennes et modernes n'offre pas d'exem-

ple d'un tel effort de génie, embrassant un si vaste théâtre, et d'une prévoyance tout à la fois grande et minutieuse qui (les événements l'ont prouvé) ne laissait rien au hasard.

L'armée d'expédition d'Angleterre reçut la dénomination de grande armée. Dans l'organisation de l'état-major général, je fus appelé, avec le général Andréossy, chef d'état-major du corps du maréchal Soult, aux fonctions d'aide-major général, sous les ordres immédiats du maréchal Berthier, major-général et ministre de la guerre. Le général Andréossy remplissait les fonctions de chef d'état-major pour tous les détails de service des deux armes; mes attributions étaient distinctes des siennes; j'étais maréchal général des logis de l'armée, chargé des reconnaissances, des marches et des mouvements. Je fus très-flatté de cette preuve de confiance de l'empereur, et de partager, avec un aussi digne collègue que le général Andréossy, les attributions de l'état-major.

Pendant que les corps d'armée, marchant par divisions, traversaient la France à marches forcées et par différentes routes pour se porter sur les bords du Rhin, je m'arrêtai à Paris : j'y reçus mes instructions, je complétai mon équipage, et j'allai passer de trop courts instants dans le sein de ma famille, à ma maison de campagne, à

Soisy-sous-Étioles. Mon beau-père, ma femme, mes deux filles et mon jeune fils y étaient réunis : j'étais loin de prévoir que ces tendres adieux étaient presque les derniers que je faisais à ma Julie : je ne devais plus la revoir qu'à son lit de mort.

Je partis de Soisy avec mon aide de camp Clermont-Tonnerre, pour me rendre au quartier général impérial de Strasbourg, où l'empereur ne tarda pas à arriver.

Dès l'ouverture et dans le cours de cette campagne, je fus très-activement employé : d'abord après le passage du fleuve, je dus parcourir la Souabe dans tous les sens et transversalement aux routes que suivaient les différentes colonnes, conversant sur l'aile droite, pour couper, au delà du Danube et du Lech, la ligne d'opérations de l'armée autrichienne qui s'était avancée jusqu'à Ulm.

Je rejoignis le quartier impérial à Donaverth, la veille du combat de Vertingen. Ayant rendu compte à l'empereur de la marche des colonnes de l'aile gauche, qui avaient passé le Rhin à Mayence et le Necker à Heidelberg et à Necker-Ulm, il me dit : « Voilà qu'avec nos jambes nous « avons gagné la première bataille; nous gagne« rons la seconde avec nos bras. »

Il me fit repartir sur-le-champ, après m'avoir

dicté, en présence du général Clarke, qui remplissait près de l'empereur les fonctions de secrétaire intime, de nouvelles instructions relatives à la direction que devaient prendre les trois corps d'armée, du maréchal Davoust, du général Marmont et du maréchal Bernadotte, pour passer le Danube et compléter le grand mouvement de concentration qui isolait l'armée autrichienne resserrée dans Ulm. J'allai d'abord à la rencontre du corps du général Marmont, qui suivait celui du maréchal Davoust, et devait, comme lui, déboucher sur Neubourg. J'allai ensuite au-devant du maréchal Bernadotte, que je trouvai avec le premier corps, bivouaquant autour de la ville d'Echstädt. Revenant sur mes pas, je devançai le général Marmont à Neubourg, sur le Danube, où je communiquai au maréchal Davoust les instructions qui m'avaient été données.

J'allai rejoindre à Augsbourg le quartier général de l'empereur, qui venait d'y arriver avec sa garde. Je l'accompagnai dans sa marche sur Ulm et dans la reconnaissance qu'il fit des accès de cette place et des positions de l'armée autrichienne sur la rive droite du Danube et sur l'Iser. Nous étions sur une hauteur, fort près des postes avancés de l'ennemi, que les troupes du corps du maréchal Lannes attaquaient vivement et forçaient

de se replier, lorsque nous aperçûmes, sur la rive gauche du Danube, les mouvements, et, bientôt après, l'attaque de l'abbaye d'Elchingen, exécutée avec tant de vigueur et de succès par le corps du maréchal Ney. Nous nous trouvions à peu près à une demi-lieue de distance; l'empereur se dirigea sur ce point avec toute la vitesse possible, mais quand nous arrivâmes au pont, que les Autrichiens n'avaient pas eu le temps de détruire, le feu avait cessé, et le maréchal Ney poursuivait l'arrière-garde autrichienne qui se retirait en désordre sur Ulm. Le quartier impérial fut établi dans l'abbaye où le combat avait été le plus opiniâtre: j'y restai auprès du major général.

La brillante affaire d'Elchingen ayant donné à l'empereur l'avantage d'un point bien affermi sur la rive droite, il se hâta d'en profiter pour faire passer de ce côté toute sa garde, le corps du maréchal Lannes et celui des grenadiers réunis sous le commandement du général Oudinot, afin de resserrer l'ennemi dans Ulm. Le temps devint très-mauvais; le pont d'Elchingen fut emporté par une crue subite du fleuve, et nous apprîmes en même temps la sortie de l'archiduc Ferdinand et le beau combat de la division du général Dupont. L'empereur, après avoir chargé le grand-duc de Berg de poursuivre l'ar-

chiduc, marcha sur Ulm pour achever l'investissement de la place par la rive gauche, et s'emparer de la position du mont Saint-Michel et des hauteurs qui dominent la ville. La pluie tombait à torrents; l'empereur s'arrêta dans une masure à demi-portée de canon des retranchements, dont il confia l'attaque au général Bertrand. Il s'y porta de sa personne, et ce fut là que, s'étant fort avancé au moment où l'ennemi démasquait une batterie, le maréchal Lannes essaya vainement de l'empêcher de s'exposer davantage, et alla jusqu'à prendre les rênes de son cheval pour l'arrêter.

Après la prise des redoutes du mont Saint-Michel, pendant que les divisions qui couronnaient les hauteurs à notre droite descendaient l'escarpement et refoulaient les troupes ennemies dans la place, une forte sortie, que l'on estima d'environ dix mille hommes, vint se former sur une hauteur à demi-portée de canon et menacer notre flanc gauche. L'empereur m'ordonna d'aller porter au maréchal Ney, qui avait engagé ses troupes dans le faubourg et jusque dans les ouvrages extérieurs de la place, l'ordre de ne pas presser davantage son attaque, et de ne pas s'occuper de la position que l'ennemi occupait à sa gauche, attendu qu'il allait faire attaquer et enlever cette position par les troupes du maréchal

Lannes et du prince Murat. Je ne trouvai le maréchal Ney que bien avant dans le faubourg, au milieu de ses tirailleurs. Après avoir entendu l'ordre que je portais : « Monsieur le général, « dit-il, dites à l'empereur qu'ici la gloire ne se « partage pas; j'ai déjà pourvu à cette attaque de « flanc. » Les troupes autrichiennes ayant été battues sur tous les points et rejetées dans la ville, et l'investissement étant complétement formé sur les deux rives du fleuve, l'empereur retourna, avec son état-major, à son quartier général d'Elchingen.

Peu de jours après, lorsque le général Mack se fut décidé à capituler et à se rendre prisonnier avec toute son armée, je fus chargé de faire exécuter la capitulation. Je me rendis à Ulm, et je fis, avec le général Mack, conformément à mes instructions, toutes les dispositions nécessaires. L'empereur se rendit devant la place; il établit son bivouac sur une hauteur, au pied de laquelle je fis défiler et mettre bas les armes à trente mille Autrichiens. Je présentai successivement à l'empereur vingt-trois généraux; l'un d'entre eux, et des plus estimés dans l'armée autrichienne, le comte Giulay, demanda et obtint de Napoléon la liberté de se rendre auprès de l'empereur d'Autriche, pour lui rendre un compte fidèle de ce grand évé-

nement et le disposer à des ouvertures de paix.

Après avoir rempli ma mission à Ulm, et mis en route les colonnes de prisonniers et leurs escortes sous le commandement du général Villatte, j'allai rejoindre le quartier impérial à Munich.

L'empereur, qui venait de terminer en si peu de jours et si glorieusement cette première partie de la campagne, ou plutôt cette première campagne, avait déjà commencé les opérations de la seconde, dont le but n'était rien moins que la prise de la capitale de l'Empire et la conquête des États héréditaires. Je fus immédiatement chargé des divers détails pour le passage de l'Inn, et l'occupation de Braunau qui venait d'être évacué. Le quartier impérial fut établi à Linz; j'y allai rendre compte au major général du mouvement des divers corps d'armée qui franchissaient la Traun et l'Ens, pour pénétrer dans la haute Autriche.

L'empereur me fit appeler pour me donner, ce fut son expression, une mission très-importante. Il m'expliqua d'abord lui-même, sur les cartes de la haute et basse Autriche, son plan d'opérations, et me dicta ensuite une instruction très-sommaire sur l'objet dont il me chargeait spécialement. Il savait que l'armée russe occupait la position de San-Pölten, à vingt lieues en avant de Vienne, appuyant sa droite au Danube, en arrière de Mœlck, pour couvrir

le pont de Krems, et étendant sa gauche vers la première chaîne des montagnes de Styrie. On assurait, et il était vraisemblable, que tout ce qu'on pouvait avoir rassemblé des restes de l'armée autrichienne d'Allemagne, ou qu'on aurait pu retirer du Tyrol et de l'Italie, se rallierait à San-Pölten, à l'armée russe. L'empereur se flattait de livrer une bataille décisive. Voici par quels moyens il préparait sa victoire :

Il voulait exécuter, par son aile droite, un mouvement stratégique tout semblable à celui qu'il avait exécuté par son aile gauche dans la première période de la campagne. Trois corps d'armée, celui du maréchal Davoust, celui du général Marmont, et celui du maréchal Soult, avaient passé la Traun à Lambach et l'Ens à Steyer : les deux premiers (Davoust et Marmont) formant l'aile droite, devaient filer le long de la chaîne des montagnes jusqu'à Mariazell, sur la grande route de Leoben, et gagner ensuite les derrières de la position de San-Pölten. Le maréchal Soult devait rentrer par Amstätten, dans la grande route de Vienne, le long du Danube, pour former le centre de l'armée et se déployer devant la position de l'ennemi. Il était précédé par deux corps d'armée qui devaient former la gauche de la ligne de bataille, le corps d'avant-garde, sous les ordres du maréchal Lan-

nes, et la réserve de cavalerie sous le prince Murat. L'empereur avec la garde impériale suivait le corps du maréchal Soult; le corps du maréchal Ney était dirigé sur le Tyrol, et celui du maréchal Mortier, qui avait passé le Danube à Linz, marchait à hauteur du corps du maréchal Soult, en suivant la rive gauche du fleuve.

J'étais chargé d'expliquer cette opération pour la partie qui les concernait, au général Marmont et au maréchal Davoust. Je me rendis d'abord à Steyer, où je rencontrai le général Marmont; il venait d'y remplacer le corps du maréchal Davoust, qui, après un brillant combat, avait forcé le difficile passage du lit torrentueux de l'Ens. Ce ne fut ensuite qu'après une marche très-pénible, et après avoir abandonné mes chevaux au pied d'un glacier, que j'atteignis la colonne d'infanterie du corps du maréchal Davoust, et joignis avec elle son quartier général à Camin, village situé au fond de la vallée. Le maréchal avait pressenti le dessein de l'empereur et se préparait à marcher sur Mariazell. Pendant que je lui expliquais le mouvement général de l'armée, il fut informé que le général Merfeld, atteint et repoussé à Steyer, se retirait avec un corps de cinq à six mille hommes, par la route de Leoben, sur le revers de la chaîne des montagnes. Sa marche avait été reconnue par le colonel Clé-

ment qui était resté en observation à Bayrisch-Waid-Offen, avec son régiment de dragons, et avait poussé un détachement jusque sur le revers de la chaîne de montagnes. . . . .

Après avoir rempli ma mission auprès du maréchal Davoust, je revins à Bayrisch-Waid-Offen pour prendre la route transversale qui conduit à Amstätten sur la grande route de Linz à Vienne. Tout le pays entre les montagnes et le Danube était encore occupé par des partis ennemis, que la marche de l'aile droite de l'armée française par les montagnes, et celle de l'aile gauche par la grande route de Vienne, devraient forcer à se retirer sur la position de San-Pölten. Je me mis avec le colonel Clément à la tête de son régiment, et nous traversâmes toute la plaine coupée de bois, sans rencontrer d'ennemis. Je rejoignis le quartier impérial à l'abbaye de Mœlck, où je rendis compte à l'empereur. Il reçut le soir même la nouvelle du beau combat du maréchal Davoust, qui avait défait et dispersé le corps du général Merfeld.

Avant d'arriver à Mœlck, l'empereur avait appris la retraite de l'armée russe au delà du Danube, par le pont de Krems, et son espoir d'engager une affaire générale s'était évanoui. Ce mouvement de l'armée russe fit naître de justes inquiétudes sur la position du corps du

maréchal Mortier : celui-ci se trouvant engagé sur la rive gauche du Danube, tourné et coupé à Dirnstein par des forces très-supérieures, montra une admirable constance. Il se couvrit de gloire dans la position la plus périlleuse. Ses troupes, imitant son exemple, combattirent vaillamment, se firent jour à travers les rangs de l'ennemi et furent entièrement dégagées par la division du général Dupont. Les Russes continuèrent leur retraite, traversant la Moravie pour aller au-devant de la seconde armée russe commandée par l'empereur Alexandre en personne, et pour rallier à cette masse de forces auxiliaires tout ce que l'empereur d'Autriche pouvait encore réunir des débris de ses armées. Napoléon fit marcher la sienne sur Vienne, et je suivis le quartier impérial, établi d'abord à Burckersdorff et ensuite à Schœnbrünn.

Le général autrichien Giulay, le même à qui l'empereur avait permis à Ulm de se rendre auprès de l'empereur François, vint à Burckersdorff, faire des ouvertures qui ne furent point écoutées.

Le passage des ponts du Danube à Amspitz ayant été surpris par le maréchal Lannes et le prince Murat, nous poursuivîmes vivement le corps d'arrière-garde russe commandé par le prince Bagration. Ce corps fut atteint à Holla-

brünn par l'avant-garde du prince Murat avec les grenadiers réunis d'Oudinot. Bagration parlementa avec Murat, et, à la faveur d'une suspension d'armes que Napoléon blâma sévèrement, il donna le temps au gros de l'armée russe de filer par Znaym sur Brünn. Bagration étant resté en position à Hollabrünn, Murat reçut ordre de l'attaquer sans délai avec les troupes qu'il avait avec lui, et la division du général Legrand, tête de colonne du corps du maréchal Soult. L'action fut très-vive et glorieuse pour le prince Bagration, qui se retira pendant la nuit, après avoir perdu beaucoup de monde. J'arrivai sur le champ de bataille au delà d'Hollabrünn, au moment où le général Oudinot venait d'être blessé. L'empereur le fit remplacer au commandement des grenadiers par le grand maréchal Duroc. L'armée continua sa marche jusqu'à Znaym, où l'empereur établit son quartier général.

Les troupes qui avaient poursuivi vivement l'arrière-garde russe, bivouaquèrent autour de Znaym. La nuit était très-obscure, on ne connaissait pas le terrain, et les différents corps s'étaient établis en deçà et au delà de la ville, sur les deux rives de la Taya, mais dans un tel désordre, qu'on ne savait où retrouver les différents corps d'armée. Le major général m'or-

donna, de la part de l'empereur, de reconnaître moi-même, pendant la nuit, la position des différents corps, et de lui en rendre compte le lendemain. J'étais déjà très-fatigué, et cependant je fis cette reconnaissance à pied, accompagné seulement de mon aide de camp Clermont-Tonnerre. Nous fîmes tout le tour de ce cercle immense de bivouacs, éclairés seulement et souvent trompés par les feux; je parvins, avant le point du jour, à m'assurer de la position respective des différents corps autour de Znaym, de manière qu'on pût indiquer les points de ralliement, et distribuer les ordres de marche, pour diriger toute l'armée sur Brünn, sur Austerlitz, et sur les autres positions environnantes.

Peu de jours avant la bataille d'Austerlitz, que rien encore ne faisait pressentir, l'empereur, croyant que le mouvement des deux armées russes réunies aux Autrichiens en avant d'Olmütz, pouvait masquer leur marche de flanc, pour suivre la rive gauche de la Marsch, et combiner leurs opérations avec celles de l'archiduc Charles afin de couper l'armée française de Vienne, me chargea de faire la reconnaissance du cours de la Marsch, depuis le confluent de la Taya avec cette rivière, jusqu'à son embouchure dans le Danube, et de m'assurer si le pont de Hoff, qui était notre communication avec Presbourg, était

ou n'était pas occupé par l'ennemi. J'étais autorisé à prendre dans les cantonnements de la division de dragons du général Beaumont, les détachements que je croirais m'être nécessaires. Je me rendis à Nicolsbourg, auprès du général Beaumont, et de là à Feldsberg, château et principale résidence du prince de Lichstenstein. J'appris que le colonel Franceschi avec son régiment, le 8e de hussards, qui avait passé la Taya un peu au-dessus du confluent, avait, après un vigoureux combat, été forcé de se replier devant des forces supérieures; et je dus croire que ce corps de troupes légères ouvrait la marche que l'empereur avait supposée. Je pris avec moi seulement cent dragons commandés par un capitaine, et je m'approchai de la rive droite de la Marsch. Je la suivis pendant toute la journée, laissant toujours mon détachement sur ma droite et un peu en arrière, et allant de ma personne, avec mon aide de camp et quelques dragons, visiter tous les passages, dont les barques et bateaux avaient été retirés pour la protection des postes de la rive opposée. Je n'aperçus que deux petits postes d'infanterie et de cavalerie, dont aucun ne fit feu sur nous. Je m'arrêtai à la nuit close au château du comte de Kinsky, à peu près à cinq lieues de Hoff. J'y rencontrai le général Heudelet, de la division du

général Friant, corps du maréchal Davoust : il venait d'arriver sur ce point avec un bataillon et deux pièces de canon, et n'avait encore reçu aucun renseignement. Je me concertai avec lui pour continuer la reconnaissance de la partie inférieure jusqu'à l'embouchure de la Marsch, ce qui était aussi l'objet pour lequel il avait été détaché. A peine étions-nous réunis, qu'il reçut l'ordre de rejoindre sa division, qui se mettait en marche pour Brünn.

A la pointe du jour, je continuai ma reconnaissance, et j'aperçus bientôt un gros de cavalerie qui remontait la rive droite de la Marsch par la route que je tenais. Incertain si c'était une avant-garde ennemie, qui aurait déjà passé le pont, je fis porter mon détachement par ma droite, vers les hauteurs, et j'ordonnai à mon aide de camp d'aller reconnaître vivement et de près cette tête de colonne : il revint bientôt me dire que c'était un des régiments de cavalerie légère du corps du maréchal Davoust, qui venait de Presbourg et allait prendre la grande route de Vienne à Brünn. Je me hâtai d'arriver au pont, et j'y trouvai le général Gudin qui débouchait avec sa division, et qui avait reçu l'ordre de prendre aussi la route de Vienne à Brünn, où le maréchal Davoust ralliait son corps d'armée. Je ne doutai plus que l'empereur ne se fût décidé, depuis

mon départ de Brünn, à livrer bataille aux alliés.

Je me trouvais à Hoff à quatre marches de Brünn : ma mission était remplie; je donnai l'ordre à Clermont-Tonnerre de ramener le détachement à Nicolsbourg, en gagnant le plus tôt possible la grande route. Je lui recommandai de se jeter toujours sur sa gauche, et de ne pas suivre la route par laquelle nous étions venus jusque-là, parce que je ne doutais pas que le corps de troupes légères ennemies qui avait repoussé Franceschi, n'eût déjà passé la Marsch derrière moi pour couper nos communications. Le capitaine commandant le détachement, au lieu de suivre mon aide de camp, s'obstina à ramener sa troupe au château de Feldsberg, déjà évacué par le reste du régiment; il y fut entouré par les Cosaques et fait prisonnier après une vigoureuse résistance.

J'avais abandonné mes chevaux fatigués, et pris des chevaux de poste pour me rendre à Brünn par la route de Vienne. Quelque diligence que je pusse faire, je n'arrivai à Nicolsbourg qu'à la pointe du jour même de la bataille, le 2 décembre 1805. Je trouvai le général Beaumont rassemblant sa division de cavalerie; j'étais encore à douze lieues de Brünn. Je passai fort heureusement un défilé au moment où des partis ennemis débouchaient de la forêt sur la route; ils furent

contenus par une batterie d'artillerie légère, qui précédait la divison Beaumont. A mesure que j'approchais de Brünn, le feu du canon sur toute la ligne de bataille, et la fusillade vivement engagée du côté de Telnitz, qui était l'extrémité droite du champ de bataille, m'indiquaient assez, quoique vaguement encore, les positions respectives des deux armées au delà de la ville.

J'y arrivai vers midi. Le général Pannetier, qui commandait la place, voulut bien me prêter un cheval. Je me trouvai sur le champ de bataille, un peu à gauche des hauteurs de Prazen, que le maréchal Soult avait fait emporter par la division Saint-Hilaire, au moment même de la belle charge des cuirassiers, et lorsque le maréchal Duroc, à la tête des grenadiers réunis, venait de faire mettre bas les armes à cinq ou six mille prisonniers, au milieu desquels était le prince Repnin. Je cherchai à rejoindre l'empereur du côté des lacs, où il faisait canonner vivement les colonnes russes en déroute. Ne l'ayant pas rencontré sur ce point qu'il venait de quitter, et la nuit s'approchant, je retournai au bivouac de l'empereur, où je me réunis à mon collègue, le général Andréossy, pour attendre les nouveaux ordres. Ce ne fut que vers dix heures du soir que nous fûmes avertis que l'empereur s'était porté en avant de la ligne sur la route d'Olmütz,

et qu'il passait la nuit à la maison de poste. Nous montâmes à cheval pour nous y rendre. La journée avait été fort belle; mais le temps avait changé tout à coup : la nuit était obscure et pluvieuse. A peine avions-nous fait un quart de lieue sur la route, que nous rencontrâmes un trompette et deux officiers autrichiens conduits par un officier français : c'était le prince Jean de Lichtenstein, qui, chargé de venir faire à Napoléon la proposition d'un armistice, et ne sachant où trouver le quartier impérial, fut très-aise de nous rencontrer. Nous le conduisîmes à la maison de poste, où l'empereur et tout son état-major étaient resserrés dans deux petites chambres qui avaient servi d'ambulance aux Russes pendant la bataille. J'éveillai le grand écuyer Caulaincourt et lui annonçai le prince de Lichtenstein : il fut sur-le-champ introduit auprès de Napoléon. Sans doute on ne traita jamais dans aucun palais des souverains de l'Europe une aussi grande affaire que dans cette misérable maisonnette.

Dès le matin, 3 décembre, j'accompagnai l'empereur dans la visite qu'il fit de toute la partie gauche du champ de bataille. Il m'interrogea sur la mission dont j'avais été chargé, et me demanda s'il était vrai que l'ennemi eût fait un mouvement par sa gauche, et se fût avancé

jusque sur la grande route de Vienne. Je dis ce que j'en avais vu et ce qu'on pouvait présumer de son dessein. « Ainsi, ajouta-t-il, vous n'avez pas pu vous trouver ici hier? » Je répondis que j'étais arrivé sur le champ de bataille trop tard pour avoir vu les belles dispositions d'attaque et les brillantes manœuvres par lesquelles il avait si rapidement assuré sa victoire, mais pourtant encore assez à temps pour avoir vu les résultats de la plus belle bataille et du plus mémorable événement du siècle.

Je suivis l'empereur au château d'Austerlitz, où il établit son quartier général, comme l'avaient fait la veille les empereurs d'Autriche et de Russie. Je fus envoyé pour porter des ordres au maréchal Duroc, qui était avec ses grenadiers réunis, à une lieue en avant de la maison de poste, sur la route d'Olmütz; je rejoignis ensuite le quartier impérial à Austerlitz. Chargé le lendemain de parcourir tout le champ de bataille où erraient encore un grand nombre de blessés et d'hommes égarés, où l'on recueillait des armes de toute espèce, beaucoup de pièces d'artillerie démontées ou abandonnées, je regrettai de ne pouvoir me trouver à l'entrevue de l'empereur d'Autriche et de Napoléon. C'est à ce bivouac, à jamais célèbre, des trois empereurs, que furent décidés l'armistice et les pre-

mières ouvertures des négociations pour la paix.

L'empereur étant rentré à Brünn, où il fit appeler son ministre des affaires étrangères Talleyrand, j'y fus occupé de l'emplacement et de la distribution des quartiers pour les différents corps d'armée, et je me rendis ensuite auprès du major général à Schœnbrünn, où l'empereur Napoléon établit sa résidence pendant les négociations.

La dispersion et l'affaiblissement des forces autrichiennes, la retraite de l'armée russe, et les réparations qu'offrait la Prusse à raison de ses démarches inconsidérées et tardives, ne laissaient presque aucun doute que les dures conditions imposées à l'Autriche ne fussent acceptées : cependant l'empereur Napoléon méditait le plan d'une troisième campagne, dans le cas où l'hésitation et la réluctance de l'empereur François à se soumettre à de grands sacrifices, obligeraient le vainqueur d'Austerlitz à rompre l'armistice. J'eus à m'occuper de tracer les marches des divers corps d'armée, pour exécuter un grand mouvement vers la frontière de Hongrie. Lorsque je fus appelé près de l'empereur pour lui soumettre ce projet, et particulièrement celui de l'itinéraire du corps du général Marmont qui devait former l'aile droite, il me reprocha d'avoir fixé de trop courtes journées, et pourtant elles n'étaient pas

de moins de dix lieues, presque toujours à travers les montagnes et dans la plus mauvaise saison. « Ce n'est pas ainsi, dit-il, qu'on exécute « un grand changement de front en présence de « l'ennemi ; vous les faites marcher comme des « chats. »

Aussitôt après la conclusion de la paix de Presbourg, je devais rentrer en France, et j'avais déjà dirigé mes équipages sur Paris, lorsque, la veille même du départ de l'empereur pour Munich, je reçus l'ordre d'aller en Dalmatie pour faire la reconnaissance de cette province cédée à la France, et je fus aussi nommé commissaire pour prendre possession de celle des Bouches du Cataro. Je n'amenai avec moi que mon aide de camp Clermont-Tonnerre, que j'avais chargé de lever le plan du champ de bataille d'Austerlitz, et qui, après s'en être acquitté avec autant de prestesse que d'intelligence, était venu me rejoindre à Vienne, où je dus laisser son camarade Dampierre qui était tombé malade.

Je partis de Vienne le 12 janvier ; j'allai d'abord à Venise, conformément à mes instructions, pour me concerter avec le général Lauriston, aide de camp de l'empereur, chargé de prendre possession des États vénitiens. Je suivis la route de Clagenfurth, et je descendis en Italie par la Ponteba. J'arrivai à Venise le 17 janvier 1806,

où le général Lauriston, qui m'avait précédé de quelques jours, avait pris le commandement qui lui fut remis par le général autrichien comte de Bellegarde, à la grande satisfaction des Vénitiens, qui détestaient la domination autrichienne. Nous reçûmes un éclatant témoignage des bonnes dispositions du peuple vénitien pour les Français. Le comte de Bellegarde avait prohibé les mascarades et les jeux publics : le général Lauriston se hâta de rétablir les usages du carnaval; la joie publique éclata de toutes parts, et nous fûmes salués et bénis comme si nous eussions rendu un immense service et délivré de l'esclavage cette ancienne reine des mers.

Peu de jours après, nous fûmes, le général Lauriston et moi, appelés à Vérone par le prince Eugène, vice-roi d'Italie, qui venait d'épouser à Munich, pendant le séjour de l'empereur Napoléon, la princesse fille aînée du roi de Bavière, à laquelle nous fûmes présentés : il nous transmit de nouveaux ordres de l'empereur, et, comme il devait se rendre à Venise avec la vice-reine, nous l'y précédâmes pour préparer son entrée : elle fut très-brillante et favorisée par le plus beau temps qu'on eût pu désirer. Les Vénitiens organisèrent promptement une *regata* sur les lagunes, c'est-à-dire, un grand nombre de gondoles figurant divers monstres marins, et ma-

nœuvrées par des rameurs richement ou élégamment vêtus. La gondole destinée au prince et à la princesse était magnifiquement décorée : tout l'arrière était fermé par des glaces, et meublé de sofas couverts des plus riches étoffes. Pendant la traversée des lagunes, un grand nombre de gondoles pavoisées des couleurs françaises, avec des bandes de musiciens, entouraient, devançaient ou suivaient la gondole, et faisaient retentir l'air des plus vives acclamations. En approchant de la ville, à l'entrée du canal *grande*, où la foule des gondoles était immense, la belle princesse se montra debout sur le pont, à côté du vice-roi. Sa taille élancée, sa parure riche et élégante, ses manières nobles et affectueuses, répondaient à l'empressement du peuple. La gondole royale entra dans le canal au bruit des salves d'artillerie et des applaudissements; elle aborda au palais Pisani, où fut établi le quartier du vice-roi.

Le général Lauriston fut retenu à Venise par le vice-roi, qui jugea sa présence nécessaire pour l'établissement du nouvel ordre de choses, et pour organiser les diverses administrations; et je fus chargé de la prise de possession des trois provinces : la Dalmatie, l'Istrie, et les bouches du Cattaro. Je m'occupai sur-le-champ des apprêts de mon voyage. Comme je prévoyais que, pen-

dant cette reconnaissance et ces différentes prises de possession, j'aurais à faire quelques trajets par mer, soit pour me rendre dans quelques îles du golfe de Carnero, soit dans différents ports de la côte de Dalmatie et de l'État de Raguse, je frétai un bâtiment léger de l'espèce appelée *brassera*. Il était conduit par un patron de l'Istrie, qui me fut recommandé par des négociants bien intentionnés. Ce patron s'appelait Giacomo et passait pour l'un des hommes de mer les plus expérimentés. Son équipage se composait de six matelots vigoureux et très-adroits. Je fis armer ce petit bâtiment avec un petit obusier, et je pris avec moi six canonniers d'élite, une caisse d'armes de toute espèce, des munitions et des vivres. Cette espèce de bâtiment à voile latine pouvait aussi être manœuvré à la rame, et faire de trois à quatre milles à l'heure en temps de calme.

Le marquis de Guisilieri, commissaire autrichien, nommé pour m'accompagner aux bouches du Cattaro, où je devais, en sa présence et par ses soins, en prendre possession au nom de l'empereur Napoléon, m'écrivit de Trieste pour me donner avis de son arrivée : il m'engageait à l'y rejoindre, pour de là nous rendre ensemble à Zara, place forte, capitale de la Dalmatie, où résidait le général Brady, commandant en chef dans les provinces d'Illyrie.

Je m'embarquai à Venise sur ma brassera, avec mon aide de camp Clermont-Tonnerre, et un jeune homme nommé Bernardini, qui m'avait été désigné comme connaissant bien le pays, et parlant facilement les divers idiomes : j'eus en effet beaucoup à me louer de ses services. Nous fîmes voile du mouillage de Malomocco, à l'entrée du port de Venise, par un très-bon vent, et nous rangions la côte du fond du golfe Adriatique, en nous dirigeant sur Trieste; mais le vent ayant molli dans la nuit, nous fûmes obligés le lendemain de nous servir de nos rameurs. Je fus très-satisfait de cette épreuve et de la marche du petit bâtiment. J'étais certain de pouvoir échapper aux croiseurs anglais, et si leurs embarcations légères tentaient de m'atteindre, mon petit armement était assez fort et assez bien masqué pour les en faire repentir.

Je débarquai à Trieste; je laissai Clermont-Tonnerre avec Bernardini sur la brassera, et je leur ordonnai de se rendre par mer à Zara et de m'y attendre. Je me rendis à Fiume, où, réuni avec le marquis de Guisilieri, j'arrêtai, de concert avec lui, un plan ou convention pour la prise de possession des provinces de l'Illyrie, savoir : l'Istrie, la Dalmatie, les bouches du Cattaro et leurs dépendances. J'eus soin de stipuler dans cet acte (qui fut signé par le commissaire autri-

chien et moi le 9 février 1806), l'époque à laquelle, après ma proclamation et celle du gouverneur général autrichien, baron de Brady, toutes les forteresses devaient être remises au général Molitor; cet acte renfermait aussi les formalités et les précautions nécessaires pour l'évacuation par les troupes autrichiennes, et pour la complète exécution des articles du traité de Presbourg, relatifs à cette prise de possession. M. de Guisilieri m'offrit dans sa voiture une place que j'acceptai. Nous nous rendîmes par Ottochatz en Croatie, à Pago, et de là à Zara. J'avais grand intérêt à faire connaissance avec mon collègue. Je m'aperçus d'abord que c'était un homme fort aimable, très-instruit, mais un des Italiens les plus fins, et de cette espèce d'agents diplomatiques que l'on emploie avec succès dans les intrigues les plus compliquées. Profitant de ses lumières, je ne répondais à ses questions qu'avec beaucoup de réserve. Comme il connaissait parfaitement le pays et son histoire, et tous les détails de l'administration, ma curiosité ne l'importunait point; il se plaisait même à l'exciter et à la satisfaire : c'est ainsi que, nous étant arrêtés pendant quelques heures à Ottochatz, je saisis cette occasion de m'informer de l'organisation de cette espèce de colonie militaire qui fournit à l'Autriche, à si peu de frais, une très-

bonne milice, toujours prête à être mobilisée. Tous les individus sont immatriculés et enrégimentés : police, justice, administration, tout est sous le régime et soumis à la discipline militaires; l'autorité des chefs est absolue, exercée selon la hiérarchie, sans que cette sévérité excite aucun mécontentement. Le pays est pauvre, la civilisation très-arriérée; il n'y a, je crois, aucune existence civile, et cette institution ne peut être soutenue que par l'habitude d'une espèce d'esclavage, et par la modération avec laquelle le gouvernement use de ses avantages, en sacrifiant cependant la liberté et le bien-être de la population à ses convenances et à sa sûreté.

Nous allâmes d'Ottochatz à Pago, sur la petite île de ce nom, qui touche presque au continent : j'admirai les belles routes que les Autrichiens ont ouvertes pour communiquer par la Croatie, avec Fiume, et les points principaux de la côte.

Dans mes conversations avec M. Guisilieri, je parlais souvent de l'objet de notre mission. Comme je cherchais à m'éclairer sur les localités, et plus particulièrement sur les points fortifiés et les moyens de défense soit à l'entrée des bouches, soit à la ville même de Cattaro, mon compagnon de voyage montra quelque hésitation : il exprima des doutes et la crainte

que les Russes ne nous eussent prévenus, et que la remise de cette place, objet le plus important de ma mission, n'éprouvât des difficultés.

A notre arrivée à Zara, je retrouvai mon petit bâtiment et mes compagnons de voyage; ils avaient relâché dans un petit port de l'Istrie, et avaient continué leur route très-heureusement.

Je me rendis, avec le commissaire autrichien, chez le général Brady, où je fus très-bien accueilli. Nous entrâmes en conférence, et le général nous communiqua d'abord la dépêche qu'il venait de recevoir, et dont mon astucieux collègue était vraisemblablement déjà mieux informé qu'il n'avait voulu le paraître. L'amiral russe Siniawin était entré dans le canal des bouches du Cattaro, avait débarqué un corps de troupes russes, et sommé le commandant autrichien de lui rendre la place, les forts et toutes les défenses de la province, sous le prétexte que la cession stipulée par le traité de Presbourg ne pouvait empêcher les hostilités d'une puissance qui n'avait point été partie contractante, et que, la cession devant être considérée comme effectuée, la Russie avait droit de s'en emparer par la force des armes. M. de Guisilieri me déclara qu'il considérait sa mission comme terminée, que le commandant autri-

chien, au Cattaro, n'avait pas les moyens de s'y maintenir, ni l'autorisation de commettre des hostilités, même défensives, contre les armes russes. Je répondis à M. de Guisilieri qu'il était de son devoir et du mien d'aller au Cattaro, et je sommai le général Brady, puisque ses troupes occupaient encore tous les postes jusqu'à l'État de Raguse, de me fournir une escorte suffisante, et de prendre, sur sa responsabilité, ma conduite sauve jusqu'à cette place. Il s'y refusa, sous prétexte qu'il n'avait pas reçu d'instructions à cet égard. M. de Guisilieri ajouta qu'il ne pouvait, sans compromettre son caractère et le mien, hasarder, dans cet état de choses, de m'accompagner au Cattaro, puisque je ne pouvais éviter de tomber entre les mains des postes russes. Un officier de marine italien, alors au service d'Autriche, et qui, peu de temps après, passa au service de Russie, M. Paulucci, fut appelé par le général Brady dans notre conférence, et confirma par ses rapports et divers détails sur les défenses maritimes des bouches du Cattaro, et la position des postes déjà occupés par les Russes, tout ce qu'avaient avancé M. de Guisilieri et le général Brady.

L'intrigue et la collusion étaient évidentes : je m'en plaignis hautement; je dis à M. de Guisilieri que rien ne devait l'empêcher, et qu'il était

de son devoir d'aller de sa personne au Cattaro, puisqu'il y avait encore une garnison autrichienne; que je m'offrais de l'accompagner sous un déguisement quelconque; qu'après être ainsi arrivé dans la place, ou même au premier poste russe, je déploierais mon caractère; que le reste était mon affaire, à mes risques et périls. Il rejeta ce moyen de constater la violation, et s'obstina à ne point quitter Zara qu'il n'eût reçu de sa cour de nouvelles instructions. Il ne me resta plus qu'à rendre compte, avec exactitude et sans aucun ménagement, au prince vice-roi, ainsi qu'à l'ambassadeur français à Vienne, le général Andréossy.

Peu de jours après, nous reçûmes à Zara, comme je devais m'y attendre, la nouvelle de l'évacuation du Cattaro par les Autrichiens, et de la remise pure et simple de cette place et de tout le territoire aux Russes.

Ma conduite fut approuvée : l'empereur Napoléon ressentit vivement ce manque de foi, et ne cessa d'exiger l'accomplissement des stipulations du traité : il exigea aussi, comme une réparation provisoire, la punition des agents qui avaient trempé dans cette intrigue. Guisilieri et le général Brady furent en apparence sacrifiés; le premier fut emprisonné dans une forteresse. L'État de Raguse devint par la suite le théâtre

de la guerre; mais, ni par la force des armes, ni par les négociations, on ne put obtenir la remise du Cattaro aux armes françaises, que deux ans plus tard, à la paix de Tilsitt.

N'ayant pu remplir cette partie essentielle de ma mission, je m'occupai sur-le-champ de celle qui ne présentait aucun obstacle que je ne pusse surmonter. J'annonçai au général Brady l'arrivée prochaine du général Molitor avec sa division, que le général Marmont, que j'avais été voir à son quartier général de Trieste, avait reçu l'ordre d'envoyer en Dalmatie pour y remplacer les garnisons et postes encore occupés par les troupes autrichiennes. En attendant l'arrivée du général Molitor, je partis de Zara avec mon aide de camp et mon guide pour aller reconnaître la frontière turque au delà du Knin. Je fus très-bien reçu par les chefs dalmates qui, de villages en villages, me donnèrent des escortes. J'allai jusqu'aux confins sur le territoire turc, où se font les échanges de diverses denrées entre les habitants des deux pays. Je descendis ensuite des montagnes, en suivant le cours de la Cerka. Avant de passer cette rivière au fond d'une gorge, je remarquai une pierre milliaire sur laquelle était gravé le chiffre de la 9e légion romaine. Je me rendis ensuite à Salona, où je visitai les ruines et les beaux restes des temples

que renfermait le vaste palais de Dioclétien.

Je me préparais à partir pour Makarska, lorsque je reçus en même temps l'avis de la prochaine arrivée du général Molitor, et l'ordre de l'empereur qui était adressé par le vice-roi. Il me prescrivait de quitter la Dalmatie, et de me rendre sans délai auprès du prince Joseph, qui commandait l'armée destinée à occuper le royaume de Naples. Après avoir rencontré le général Molitor, et conféré avec lui à Sebenico, je retournai à Zara, où j'avais laissé ma brassera. J'y trouvai encore le général Brady et le capitaine Paulucci qui faisaient leurs apprêts de départ. Je m'embarquai par un gros temps, parce que mon excellent pilote Giacomo, confiant dans la manœuvre de son petit bâtiment, m'assura que c'était la circonstance la plus favorable pour échapper à la vigilance de la croisière anglaise. A l'entrée de la nuit, le vent contraire devint si fort, et la vague si vive, que nous fûmes contraints de relâcher dans une petite île. Il n'y avait d'autre habitation qu'un misérable couvent où nous nous réfugiâmes. Les vents ayant un peu molli, nous mîmes à la voile pour aller passer par la Cavanella d'Ossiro, espèce de canal, et mouillage assez sûr entre deux îles dont les pics sont très-élevés, et qui se trouve à l'entrée du golfe de Carnero. Le capitaine Paulucci

m'avait conseillé fort obligeamment, et, je veux bien le croire, sans mauvaise intention, d'aller mouiller, si le vent m'était trop contraire, à l'ile Saint-Pierre, au sud-ouest, et fort près de l'île d'Ossero. Si j'avais suivi ce conseil, j'aurais certainement été pris par une frégate anglaise et deux bricks qui y étaient mouillés. Clermont-Tonnerre étant monté sur le pic le plus élevé de l'île d'Ossero, découvrit la station anglaise; l'un des deux bricks mit à la voile, et vint croiser à l'ouvert de la Cavanella. Nous appareillâmes pendant la nuit; nous traversâmes le Carnero sans être aperçus par le brick, et nous abordâmes le matin dans une petite anse, à la pointe sud de l'Istrie. Il eût été dangereux de doubler cette pointe à la vue du brick: nous retirâmes la brassera dans le fond de l'anse: je fis débarquer l'obusier, et établir un petit poste pour défendre l'embarcation en cas qu'elle fût découverte. Je débarquai aussi avec mon aide de camp, mon guide Bernardini, et un domestique; nous nous procurâmes des montures, et je pris le chemin de terre pour me rendre à Pola, où le patron Giacomo conduisit la brassera la nuit suivante.

Je visitai le magnifique port de Pola et les antiquités de cette ancienne et belle ville, l'amphithéâtre en marbre le mieux conservé de tous ceux qu'on remarque en Italie. J'allai le lende-

main visiter la forêt de Montona, d'où les Vénitiens tiraient leurs bois de construction, et qui pourrait encore être exploitée pour le même objet avec un grand avantage. Je me rendis ensuite à Capo d'Istria, où je trouvai un poste français et un commandant de place déjà établis. J'y reçus, avec des dépêches du général Lauriston, un nouvel avis de ma mission dans le royaume de Naples. Je repassai par Trieste, et me rendis en poste, par terre, à Venise, afin de ne pas courir les hasards des délais en allant par mer.

Le général Lauriston avait reçu l'ordre de se rendre en Istrie et en Dalmatie, et d'y continuer les opérations que j'avais commencées. Je ne séjournai à Venise avec ce général que le temps nécessaire pour mettre en ordre mes divers rapports. Je ne pus rédiger qu'à la hâte, d'après les notes que j'avais recueillies trop rapidement, le mémoire que j'adressai directement à l'empereur pour lui rendre compte de ma mission. Cependant ce mémoire assez étendu comprenait, premièrement, des détails descriptifs, résultat des reconnaissances que j'avais faites moi-même, et des renseignements qui m'avaient été fournis par les autorités du pays, et par les hommes qui m'avaient paru le mieux informés sur les localités où je n'avais eu ni le temps ni les moyens

de me transporter. J'y joignis les meilleures cartes que j'eusse pu me procurer, soit sur les lieux mêmes, soit à Venise;

Secondement, des vues générales sur la défensive des frontières et du littoral;

Troisièmement, un aperçu de l'état civil de ces provinces sous le rapport administratif, avec l'indication des diverses améliorations qu'on y pouvait graduellement introduire. Quelque imparfait que fût ce travail, il témoignait du moins du zèle et de l'activité que j'avais mise à en préparer les éléments. L'empereur m'en fit témoigner sa satisfaction par le prince vice-roi.

Avant de quitter Venise, j'eus le plaisir de rencontrer mon vieil et excellent ami M. Delagarde, qui venait d'y être envoyé comme commissaire général de police. On ne pouvait faire un meilleur choix, ni qui fût plus utile au gouvernement de ces nouvelles conquêtes. Je fis embarquer ma voiture, je suivis le canal en deçà du Lido, je remontai le Pô jusqu'à Ferrare, où je pris la route de Bologne et de Florence, et j'arrivai à Rome.

J'appris chez notre ambassadeur, M. Alquier (ancien membre de l'assemblée constituante, avec lequel j'avais eu beaucoup de rapports dans les premiers temps de la révolution) tous les détails de l'entrée de l'armée française dans le

royaume de Naples, sous les ordres du prince Joseph et du maréchal Masséna. M. Alquier me parla beaucoup des nouveaux différends de l'empereur Napoléon avec le pape, et de l'embarras de sa position. Il me conduisit chez le cardinal Fesch, qui se plaignait beaucoup des exigences de l'empereur. « Il est impossible, me dit-il, que « le pape s'y soumette de son plein gré; il n'est « plus question de négocier sur de telles bases; « si l'on ne veut plus ici qu'un évêque de Rome, « il faut que mon neveu envoie un général et des « troupes. » C'est ce qui ne tarda pas à arriver. J'allai aussi visiter le prince Lucien, qui n'était guère plus satisfait, mais qui supportait très-philosophiquement sa disgrâce. Il me chargea de dépêches pour son frère le prince Joseph.

LIVRE DOUZIÈME.

Arrivée à Naples. — Établissement du gouvernement du prince Joseph. — Je suis nommé ministre de la guerre. — Voyage dans les Calabres. — Élévation du prince Joseph au trône des Deux-Siciles. — Députation du sénat français. — Entrée solennelle à Naples. — Refus de serment du cardinal Ruffo, archevêque de Naples. — Prise de Capri par les Anglais. — Organisation de l'armée. — Travaux du gouvernement. — Insurrection des Calabres. — Siége de Gaëte. — Soumission des insurgés. — Voyage à Paris. — Mort de madame Dumas. — Retour à Naples. — Salicetti est nommé ministre de la guerre. — Je suis grand maréchal du palais. — Mariage de ma seconde fille. — Départ de Naples pour l'Espagne. — Séjour à Montpellier.

Après un trop court séjour à Rome, je me hâtai de me rendre à Naples, où je fus accueilli par le prince avec toutes sortes de témoignages de bienveillance. Je m'étais arrêté pendant quelques heures à Mola, devant la place de Gaëte, qui était bloquée et dont on avait sommé vainement le commandant, le prince de Hesse-Philipstadt. Le prince Joseph, destiné à gouverner le royaume de Naples, avait amené avec lui son

premier écuyer, mon ami Stanislas Girardin, Miot, mon collègue au conseil d'État, le colonel Clary, son neveu et son aide de camp, et M. Ferri Pisanni, son secrétaire de cabinet. Il avait fait un excellent choix pour ses capitaines des gardes : ces fonctions, si importantes dans les circonstances où nous nous trouvions, étaient confiées à deux lieutenants généraux des plus distingués dans l'armée française ; le général Maurice Mathieu et le général Saligny ; l'un et l'autre étaient personnellement attachés au roi par les liens les plus étroits, ayant épousé deux de ses nièces.

Dès son arrivée, il avait chargé M. Miot de la direction des affaires de la guerre, qui, dans ces circonstances, était l'objet le plus urgent. Il composa le ministère de la manière suivante, partie de Français, partie de Napolitains : Miot fut chargé du département de l'intérieur, et moi du département de la guerre; Salicetti eut le département de la police générale, et provisoirement celui des finances, jusqu'à l'arrivée du sénateur Rœderer; le duc de Campo-Chiaro eut le département de la maison, le duc de Gallo, celui des affaires étrangères, le duc de Cassano, les affaires ecclésiastiques, le célèbre juge Cianciulli, le ministère de la justice, le comte Pignatelli, la marine, et le fameux avocat Ricciardi, la secrétairerie d'État. Chacun de

ministres se mit à l'œuvre pour organiser son département : ma tâche n'était pas la moindre, ayant à débrouiller le chaos des débris de l'ancienne armée napolitaine, désorganisée, et à pourvoir à l'entretien de l'armée française, forte de quarante-deux mille hommes.

A peine commencions-nous à nous installer, que le prince Joseph résolut de visiter les Calabres, que le prince royal de Naples venait d'évacuer et dont le général Reynier avait achevé la soumission. Girardin, Miot et moi nous fûmes désignés par le prince Joseph pour l'accompagner dans ce voyage, avec son neveu, le colonel Clary, et son secrétaire, Ferri Pisani. Le général Lamarque prit le commandement de l'escorte, composée seulement de quatre compagnies de voltigeurs de la garde royale, qui venait d'être formée par des élites tirées des différents régiments français. Ce voyage très-intéressant, fort hasardeux, à cause du caractère des habitants dont la soumission récente était encore très-incertaine, dura environ cinq semaines.

Si je ne craignais de grossir surabondamment ces mémoires, qui me semblent déjà trop volumineux, je placerais ici une relation succincte de ce voyage; je ferais connaître les mœurs à demi barbares des habitants de ces contrées, leur mobilité, leur fanatisme, l'exagération de

leurs témoignages de dévouement au nouveau souverain. Des populations entières, précédées de leurs prêtres, venaient au-devant de nous : plusieurs, portant des couronnes d'épines en signe de repentir, se frappaient rudement la poitrine et nous accompagnaient, ou plutôt nous entraînaient à l'église au milieu des plus vives acclamations : je ne ferai donc point une nouvelle description de ces âpres contrées qui sont la continuation de la grande chaîne des Apennins, ni des belles vallées qu'elles renferment.

Nous suivîmes d'abord la belle route construite sous le règne de Charles III, qui se terminait à Lago-Negro, et qui depuis a été continuée jusqu'à l'extrémité de la Calabre ultérieure. Notre premier séjour fut à Cassano, petite ville bâtie sur le sol même de l'ancienne Sybaris. Nous allâmes de là à Cosenza, capitale de la Calabre citérieure, où le prince Joseph fut reçu comme un libérateur. Nous nous engageâmes ensuite dans les défilés qui se trouvent entre la montagne et la grande forêt de la Sila, et le littoral que bordent les escarpements des contre-forts qui se rattachent aux plus hautes sommités. Nous ne rencontrâmes aucun obstacle sérieux, les bandes de brigands dispersées se cachaient ou fuyaient devant nous. En descendant du mont Mileto sur la plage, nous avions sous les

yeux le magnifique tableau des côtes de Sicile, couronnées par le gigantesque volcan de l'Etna. Nous arrivâmes ainsi jusqu'au fort de Sila sur le détroit et en face de Messine, inquiétés seulement par le feu de quelques chaloupes canonnières anglaises, lorsque la seule route praticable nous forçait de nous rapprocher du rivage.

Le prince Joseph reçut à Sila le décret impérial qui l'élevait au trône des Deux-Siciles, et fut pour la première fois salué roi par le général Reynier et ses troupes, qui nous reçurent à Sila. Nous allâmes à Reggio, d'où les acclamations des habitants, le canon de réjouissance, les illuminations pouvaient être entendus et vus du port de Messine.

Jusque-là, nous n'avions presque pas quitté le littoral de la mer Tyrrhénienne, et nous suivîmes ensuite, en partant du cap de Spartiventi, extrémité de la Calabre ultérieure, le rivage de la mer Adriatique. Nous ne le quittâmes que pour aller visiter Catanzaro, ville la plus considérable de cette province : j'y retrouvai avec grand plaisir le général Franceschi Delonne, qui avait été élevé à ce grade sur le champ de bataille d'Austerlitz. Il fut particulièrement bien accueilli du roi, qui le nomma son premier aide de camp. Nous allâmes de Catanzaro à Cotrone, sur le rivage de l'Adriatique. Nous continuâmes

à le suivre en faisant la reconnaissance des principaux points de défense jusques à Tarente, où nous visitâmes les beaux ouvrages commencés par le maréchal Soult, pour la défense de la rade, et que le roi fit continuer. En traversant ces contrées, territoires des anciennes colonies grecques, nous ne négligions pas de rechercher, non plus les ruines, car il n'en existe presque point sur toute cette côte, mais au moins les vestiges de villes, autrefois si florissantes, telles que Cotrone, Metaponte, Brundisium. Mon savant ami et collègue, M. Miot, était un excellent *cicerone*, et le roi Joseph, l'un des hommes les plus instruits, prenait un grand intérêt à ces souvenirs historiques. Nous revînmes par la Capitanata et la Pouille, et après avoir séjourné à Foggia, nous arrivâmes au magnifique château de Caserta. Le nouveau roi Joseph y reçut la députation du sénat français qui venait le complimenter. Elle était composée du sénateur Jaucourt, son premier chambellan, et qui resta auprès de lui pour en remplir les fonctions, du sénateur Rœderer, qu'il retint aussi, et qu'il chargea du ministère des finances, du sénateur général Ferino, et du sénateur maréchal Jourdan, nommé par l'empereur gouverneur de Naples.

Les députations de la ville de Naples et les différentes autorités se rendirent à Caserta au-

devant du roi. Son entrée solennelle eut lieu deux jours après, le 11 avril 1806. Nous descendîmes à l'église du Saint-Esprit, où le roi fut reçu par le cardinal Ruffo, archevêque de Naples. Nous remarquâmes qu'après le *Te Deum* et le *Salvum fac regem,* l'archevêque évita, dans l'oraison, de prononcer le nom du roi; et, peu de jours après, lorsqu'il se présenta avec les autres autorités pour prêter individuellement le serment de fidélité entre les mains du roi, il lui déclara lui-même que sa conscience ne lui permettait pas un tel acte.

Un événement fâcheux troubla la fête de l'entrée du roi : cette même nuit, pendant que la ville était illuminée, les Anglais attaquèrent et prirent l'île de Capri, à l'ouvert du golfe de Naples.

Je me livrai, avec tout le zèle dont j'étais capable, aux travaux qu'exigeait l'organisation du département de la guerre; le roi destina le palais Acton à l'établissement des départements de la guerre, de l'intérieur et de la marine. Il forma un conseil d'État, qu'il présidait toujours lui-même, et auquel nous étions tous tenus d'assister régulièrement, indépendamment des fréquents conseils de ministres. Je commençai à organiser l'armée napolitaine; je formai d'abord quatre régiments d'infanterie à deux bataillons, et deux

régiments de chasseurs à cheval. Je formai aussi, dans chaque province, un régiment provincial, dont le commandement fut donné aux fils aînés des principaux seigneurs. C'était une chose inusitée, de destiner à la carrière des armes les *primogeniti*, et cette innovation rencontra d'abord beaucoup d'obstacles, qui n'arrêtèrent pas le roi dans sa résolution et ses efforts pour rétablir l'esprit militaire et l'honneur des armes.

Je fis reprendre les travaux du génie et ceux de l'artillerie dans les arsenaux et les manufactures d'armes : l'école militaire fut rétablie sous la direction du général Parisi. J'organisai l'administration militaire, en appliquant, dans cette partie comme dans toutes les autres, les règlements français. Je réunis, sous la dénomination d'intendants et sous-intendants militaires, les attributions des inspecteurs aux revues et des commissaires des guerres, institution qui, depuis, a été imitée en France.

J'étais secondé, avec tout le zèle de l'amitié, par mon secrétaire général Combes, que j'avais attiré à Naples : mon frère Saint-Fulcrand vint aussi m'y joindre, et fut employé, d'abord à la direction des subsistances, et ensuite à l'administration des domaines royaux dans la Pouille. Le chef d'escadron Alexandre Romeuf, frère de mon ami le colonel Romeuf, dont j'ai déjà parlé,

vint aussi me joindre à Naples; il avait, depuis quelque temps, quitté le service; je le fis rentrer à celui de Naples, avec son grade, et me l'attachai comme aide de camp. Je pris aussi deux aides de camp napolitains, tous deux officiers très-distingués, et qui, depuis, ont, par différentes actions d'éclat, justifié mon choix; l'un, le capitaine Filangieri, aujourd'hui lieutenant général, fils du fameux publiciste, avait été élevé en France, au Prytanée, avait été placé dans le 17e d'infanterie de ligne et s'était distingué à la bataille d'Austerlitz; l'autre, le capitaine Ambrosio, avait commencé à servir dans l'armée autrichienne, et joignait, à beaucoup d'esprit et de connaissances, une grande activité.

Les autres ministres, mes collègues, secondaient avec non moins de zèle, et plusieurs d'entre eux avec plus de succès, les vues et les efforts du roi pour la régénération du pays. Miot établissait l'ordre dans les administrations inférieures, encourageait le commerce, ouvrait les principales communications, et toutes les sources de l'industrie trop négligées dans ces pays, les plus favorisés par la nature. Il instituait des écoles, ranimait le goût de la littérature et des arts. Rœderer supprimait les *arrendamenti* ou aliénation du produit de divers impôts. Il établissait un grand livre de la dette publique,

régularisait les opérations de la banque, débarrassait les finances de l'État, par des remboursements en effets publics, des intérêts onéreux et usuraires : il établissait un bon système de douanes, une meilleure répartition et une perception plus économique de l'impôt; il augmentait ainsi d'un cinquième les revenus de l'État et ceux du domaine de la couronne. Salicetti contenait les lazzaroni par une police sévère et équitable : il faisait cesser les abus de la police exercée par les sbires des seigneurs, et remplaçait ces agents d'une autorité arbitraire, par l'établissement d'une gendarmerie royale. Il faisait supprimer un grand nombre de couvents, et débarrassait la ville de Naples de cette foule de moines de toutes couleurs qui encourageaient la fainéantise des lazzaroni.

Le roi Joseph, que des observateurs inattentifs et des écrivains malveillants se sont plu à représenter comme un prince presque uniquement occupé de ses plaisirs, était l'âme de ces divers travaux; il s'occupait avec diligence de tous les détails, discutait dans son conseil d'État sur les diverses matières avec beaucoup de lumières et de précision, et mettait dans l'exécution des mesures arrêtées, beaucoup de suite et de fermeté.

La cour de Palerme voyait avec dépit les pro-

grès de l'établissement des Français dans le royaume de Naples; le succès des nouvelles institutions et l'entière soumission des provinces de terre ferme irritaient de plus en plus la reine Caroline, dont l'animosité avait provoqué la guerre. En même temps qu'elle pressait les généraux anglais d'entreprendre des opérations offensives, elle ne négligeait aucun moyen d'agiter les provinces par ses agents secrets; elle soudoyait des chefs de bandes : ils ne tardèrent point à infester les routes jusqu'aux portes de la capitale. L'amiral Sydney Smith se montra fort actif; il inquiétait les divers points de la côte des Calabres, protégeait le débarquement des brigands siciliens qui se réunissaient à ceux de l'intérieur. Bientôt après, le général Stuart débarqua au golfe de Sainte-Euphémie avec un corps de cinq à six mille hommes, et battit le général Reynier, qui avait rassemblé à la hâte les troupes de sa division. Ce fut le signal du soulèvement des Calabrois. Le maréchal Masséna se porta en Calabre avec deux divisions, tandis que le général Reynier, qui s'était retiré jusqu'à Cassano, rentra dans la Calabre ultérieure, et força le général Stuart à évacuer pour la seconde fois cette province, et à se retirer en Sicile.

Cette diversion avait retardé le siége de Gaëte. Le prince de Hesse-Philipstadt se préparait à la

plus vive résistance. Il était soutenu par la croisière anglaise. Il avait une garnison de six à sept mille hommes, une formidable artillerie, et ne pouvait manquer, ayant la mer libre, d'être ravitaillé. Aussitôt que les Anglais eurent évacué les Calabres, et que le général Gouvion Saint-Cyr eut achevé de soumettre les Abruzzes par la prise de *Civitella del Tronto*, le roi Joseph fit resserrer la place de Gaëte, renforça le corps de troupes destiné au siége, et rappela de la Calabre citérieure le maréchal Masséna, qui vint prendre le commandement du siége. Je fus très-occupé du soin de rassembler et de faire arriver sur ce point l'artillerie, les munitions de guerre, et les vivres nécessaires pour pousser le siége avec vigueur. J'accompagnai le roi dans la reconnaissance qu'il fit en personne des travaux du siége, déjà avancés jusqu'à la seconde parallèle, jusqu'au *monte Secco*. Le brave général Vallongue, l'un des officiers les plus distingués du corps du génie, venait d'être tué, et le général Campredon, commandant en chef le génie de l'armée, dirigeait lui-même les opérations.

On ne devait commencer à répondre au feu continuel de la place que lorsque toutes les batteries seraient armées. Le maréchal Masséna ayant fixé le jour de l'ouverture du feu, le roi s'y rendit. Environ cent bouches à feu fou-

droyèrent la place sans discontinuer, jusqu'à ce que les brèches furent jugées praticables. Mon aide de camp Clermont-Tonnerre, officier d'artillerie, demanda à être employé au siége, et le maréchal Masséna lui donna le commandement d'une des principales batteries. Il s'y conduisit avec beaucoup de valeur et d'intelligence: après la réduction de Gaëte, le roi l'attacha à l'artillerie de sa garde avec le grade de capitaine, et le nomma peu de temps après l'un de ses aides de camp.

J'ai donné dans mon ouvrage (*Précis des événements militaires*) les détails les plus circonstanciés sur ce siége mémorable. La prise de cette forteresse affermit le gouvernement du roi, calma les insurrections; mais il fallut poursuivre et détruire les bandes de brigands; on y employa avec succès des détachements de voltigeurs, et surtout le bataillon corse, sous les ordres du colonel Hugo.

Le maréchal Masséna porta une partie de l'armée en Calabre, et établit son quartier général à Cosenza: il y resta peu de temps, ayant été appelé par l'empereur au commandement du 5e corps de la grande armée en Pologne.

La reine Caroline redoublait de haine et d'activité; elle recrutait les bandes de brigands. La vie du roi Joseph fut plusieurs fois menacée; sa

confiance et le désir qu'il avait de se populariser l'exposèrent très-souvent à tomber dans les piéges qu'on ne cessait de lui tendre. L'activité et l'habileté du ministre de la police Salicetti le préservèrent de ces dangers; plusieurs conspirations furent découvertes : un des agents les plus actifs de ces machinations était ce même Hudson Lowe, depuis si fameux par son indigne conduite envers l'illustre prisonnier de Sainte-Hélène. Il commandait alors l'île de Capri, qui était devenue le foyer de cette espèce de guerre déloyale. La condamnation de plusieurs chefs qui furent saisis à Naples ou dans les environs, et entre autres du marquis de Palmieri et de Fra Diavolo, réfréna l'audace de ces brigands; plusieurs déposèrent les armes, et obtinrent leur grâce. Salicetti devint l'objet de l'animosité et des vengeances de nos ennemis. Ils parvinrent à faire établir dans l'hôtel qu'il occupait une véritable mine, un globe de compression, chargé d'une grande quantité de poudre, attaché au plancher d'une boutique qui se trouvait au dessous d'un salon que devait traverser le ministre pour entrer dans sa chambre à coucher. On y mit le feu au moment où il se retirait: plus des deux tiers de la maison sautèrent par cette explosion. Sa fille et son gendre, le marquis de Torella, furent ensevelis sous les ruines, et heureusement

préservés par un plancher qui resta incliné au-dessus de leur lit; Salicetti n'échappa que parce que, au lieu de s'arrêter dans le salon pour y donner des ordres, comme il le faisait ordinairement, il le traversa précipitamment.

Il ne se passa aucun autre événement remarquable pendant le reste de la campagne. Le général Maurice Mathieu, l'un des commandants de la garde royale, fut envoyé par le roi au quartier général de l'empereur en Pologne, pour lui rendre compte de la situation des affaires dans le royaume de Naples; le lieutenant général César Berthier, chef de l'état-major de l'armée française de Naples, et frère du prince de Neuchâtel, major général de la grande armée, y fut aussi appelé. Je lui remis, par ordre du roi, le rapport détaillé sur tout ce qui concernait le département de la guerre. Notre établissement dans le royaume de Naples acquérait de jour en jour plus de solidité. L'empereur avait recommandé à son frère de faire préparer, et de lui soumettre un plan de défense de la ville de Naples, dans la supposition où il serait attaqué par des forces supérieures. Le général Campredon fut principalement chargé de ce travail, et j'y concourus par différentes reconnaissances que nous fîmes sous les yeux du roi.

Comme il était vraisemblable, d'après les suc-

cès de la grande armée en Pologne, que la reconnaissance du nouveau roi de Naples par les puissances, au moment où la paix continentale serait conclue, fixerait, du moins pour un assez long avenir, les destinées des individus attachés à sa fortune, je désirais vivement d'attirer près de moi ma femme et mes enfants. Je voyais, par la correspondance de madame Dumas, que sa santé était fort affaiblie, et qu'elle était sérieusement menacée d'une maladie de poitrine. Le beau climat de Naples ne pouvait que lui être favorable; mais elle répugnait beaucoup à quitter Paris, et à se séparer de ma fille aînée, madame de Saint-Didier. Je fis de vains efforts pour l'y déterminer. Les symptômes de sa maladie devinrent plus alarmants au commencement de 1807. Enfin, au mois de février je fus prévenu que son état empirait rapidement, et qu'elle désirait me voir. J'obtins du roi un congé pour me rendre à Paris; je ne m'arrêtai pas un seul instant, et fis le trajet en huit jours. Je rencontrai à la dernière poste mon beau-frère Delarue : je frémis, en l'embrassant, qu'il ne vînt m'annoncer une funeste nouvelle; mais il voulait seulement me préparer à trouver mon excellente Julie dans un état presque désespéré. Quelle entrevue! elle m'attendait, elle ne se faisait aucune illusion sur son état; elle me reçut avec un doux sou-

rire, et fit un grand effort pour me dissimuler ses souffrances. Mes deux filles étaient auprès d'elle; son appartement était soigneusement arrangé. Si je n'avais su le fatal secret, j'aurais pu me persuader qu'elle était beaucoup moins malade, et presque en convalescence.

Je passai quinze jours dans la cruelle alternative que laisse dans les derniers moments cette affreuse maladie : ma pauvre Julie partageait même quelquefois une illusion de quelques instants : elle me disait qu'elle regrettait de n'être pas venue me rejoindre à Naples, et entrait avec moi dans les détails de son prochain voyage. Pendant cette dernière lutte de la nature contre une destruction rapide et inévitable, elle conserva la plus parfaite sérénité. Le moment fatal arriva le 26 mars 1807; elle expira ou plutôt s'éteignit sans douleur, me tendant la main, bénissant nos enfants, et me disant adieu de son dernier regard.

Après cette cruelle séparation, et lorsque je fus un peu remis de ces scènes déchirantes, je mis ordre à mes affaires, et je me décidai à emmener avec moi à Naples ma fille Octavie, alors dans sa dix-huitième année, et mon jeune fils, âgé de sept ans. J'avais rencontré, accueilli et distingué, pendant mon séjour à Naples, un jeune homme d'une grande espérance, M. de Pomard, auditeur

au conseil d'État, issu d'une famille respectable de l'ancienne magistrature. Sa mère, veuve, et depuis remariée au célèbre astronome M. Delambre, était fort liée avec ma fille aînée, madame de Saint-Didier, qui lui communiqua et lui fit approuver mon désir de marier sa sœur avec M. de Pomard. Cet espoir était pour moi une grande consolation; car ce jeune homme avait, avec le plus agréable extérieur, toutes les qualités du cœur et de l'esprit qui pouvaient me garantir le bonheur de ma fille. Hélas! cet espoir fut déçu; car à mon retour à Naples, peu de jours après que je l'eus présenté à ma fille, il fut attaqué, comme d'un coup de foudre, d'une fièvre cérébrale et maligne, et mourut dans mes bras. Je le regrettai comme un fils, et sa malheureuse mère resta inconsolable.

Après le coup qui venait de frapper ma famille, sa dispersion, la séparation de deux sœurs qui ne s'étaient jamais quittées, me causèrent un profond chagrin. Je ne m'arrachai qu'avec peine des bras de ma chère Cornélie. Mon voyage pour retourner à mon poste fut aussi rapide que l'avait été celui de Naples à Paris. Je fus surpris au passage du mont Cenis par une horrible tourmente. Ma voiture avait été démontée; ma fille et deux femmes de chambre me précédaient dans un traîneau : je suivais de près dans le

mien, tenant mon fils dans mes bras; mais le vent était si violent, et la neige épaisse tourbillonnait tellement, que la trace du chemin était entièrement perdue. La nuit s'approchait, j'avais perdu de vue le traîneau de ma fille : nous devions nous arrêter à l'hospice, nous le dépassâmes sans l'apercevoir. J'ai couru sans doute, dans ma longue carrière, de plus grands dangers; mais aucun ne me causa jamais une aussi vive inquiétude. Le beau ciel, les belles plaines de l'Italie, nous firent bien vite oublier ce contretemps. Je m'arrêtai quelques heures seulement à Alexandrie. Je visitai la citadelle et les immenses travaux que l'empereur faisait exécuter avec une grande activité. J'y retrouvai les troupes napolitaines, c'est-à-dire, les brigands pris les armes à la main, et que j'avais fait enrégimenter à Capoue. Le roi Joseph s'en était débarrassé en les dirigeant sur Mantoue, où le vice-roi les fit employer aux travaux des fortifications; mais l'empereur Napoléon, qui avait blâmé cette mesure, les avait fait employer aux travaux d'Alexandrie, où le général Despinois les maintenait dans la plus sévère discipline. Ils furent depuis envoyés, avec deux régiments de chevau-légers napolitains, à l'armée de Catalogne.

Je poursuivis ma route, et ne m'arrêtai plus qu'à Rome, où je trouvai une dépêche du roi :

il m'informait qu'il avait jugé à propos de confier à Salicetti le département de la guerre, et que, pour me rapprocher de sa personne, il m'avait nommé grand maréchal du palais. Je ne pouvais qu'être flatté du motif de cette disposition; et je ne fus point étonné que Salicetti, pour se débarrasser des détails dégoûtants de la police, et pour accroître son influence dans les affaires, eût profité de mon absence pour convaincre le roi qu'en mettant entre ses mains la disposition de la force armée et du principal emploi des fonds de l'État, il aurait plus de moyens d'agir sur l'esprit public, à cause de la distribution des emplois, sans cesser pour cela d'exercer la surveillance qu'il avait rendue fort utile pour la tranquillité publique et la sûreté de la personne du roi. Il avait fait déléguer les fonctions de directeur de la police au duc de Lorenzano, qui les exerçait sous ses yeux et d'après ses conseils. On s'attache à son œuvre, et je ressentis bien quelque dépit de ce qu'après avoir beaucoup travaillé pour organiser la nouvelle armée napolitaine et toutes les parties de l'administration militaire, le portefeuille de la guerre m'était enlevé et passait dans des mains moins exercées à ce genre de travaux, et par des considérations tout étrangères à leur véritable objet.

L'accueil affectueux que je reçus du roi à

mon arrivée à Naples ne me laissa pas même l'idée qu'il eût voulu me causer le moindre désagrément. Il m'expliqua lui-même les motifs qui l'avaient déterminé à charger Salicetti du département de la guerre. Il parut satisfait, et considéra comme une preuve de dévouement et d'attachement à sa fortune, que j'eusse amené à Naples la plus grande partie de ma famille.

Je pris les fonctions de grand maréchal du palais. Le roi exigea d'abord que j'habitasse le château; mais, à cause de la présence de ma fille et de mes devoirs de père, il approuva que je continuasse d'habiter le palais Acton avec ma famille. Je ne fus, dès ce moment, officiellement occupé que des affaires de la maison du roi; je l'accompagnai dans les voyages qu'il fit dans les *Abbruzes*, dans le *Cilento* et dans quelques autres excursions.

Le roi désirait vivement que les Français qui étaient attachés à sa personne, contractassent des alliances avec les familles napolitaines; il savait que, depuis la mort du jeune Pomard, qui m'avait tant affligé, j'avais reçu et repoussé plusieurs propositions pour le mariage de ma fille : il me proposa de la marier avec le jeune prince Colona, fils du prince de Stigliano, et frère de la duchesse d'Atri : il affectionnait beaucoup cette famille, et me faisait apercevoir de

grands avantages dans cet établissement. Je résistai aux obligeantes propositions du roi, et ma douce Octavie répugnait aussi à cette entière expatriation qui l'aurait séparée de sa sœur. Vers la fin de l'année 1807, le général Franceschi Delonne, nommé, ainsi que je l'ai dit plus haut, premier aide de camp du roi, fut rappelé de la Calabre ultérieure où il commandait, pour venir faire son service. Mon estime pour ce brave officier, et la juste opinion que j'avais que ses talents militaires et son esprit supérieur ne pouvaient manquer d'élever sa fortune, me déterminèrent à lui donner ma fille : je prévins même sa demande, qu'il m'était facile de pressentir : ses rares et aimables qualités l'avaient fait distinguer par elle, et quand je lui en parlai, je trouvai que son bon jugement avait préparé son consentement à mes désirs. Le roi approuva cette union et la facilita par ses bienfaits envers le général Franceschi Delonne. La reine qui, depuis peu de temps, et aussitôt que sa santé le lui avait permis, était venue rejoindre le roi à Naples, nomma ma fille l'une de ses dames d'honneur. Ce mariage, dont je me promettais tant de bonheur domestique, fut célébré au mois de février 1808, dans la chapelle du palais de Portici.

A peine quelques mois de cette heureuse union

s'étaient-ils écoulés, que de nouveaux événements vinrent changer nos destinées. Le roi Joseph fut appelé par l'empereur au trône d'Espagne. Il hésita d'abord : il aurait voulu rester à Naples. Ses vrais amis, ses plus fidèles serviteurs, et surtout Girardin, son grand écuyer, lui conseillaient de ne pas se précipiter dans les sanglantes révolutions qu'il était facile de prévoir pour l'établissement d'une nouvelle dynastie en Espagne; mais il crut devoir à son frère le sacrifice de ses convenances personnelles et de ses affections. Peut-être aussi que le désir de gouverner un grand État et de s'élever au rang des plus puissants souverains de l'Europe, rendit ce sacrifice moins pénible; mais il dut bientôt en connaître le prix et en sentir tout le poids.

Il partit de Naples dans les derniers jours de mai 1808, emportant les regrets sincères de la nation : il était accompagné par ses deux capitaines des gardes, les généraux Salligny et Maurice Mathieu, de Girardin, de Miot, son ministre de l'intérieur, et de ses deux aides de camp, les généraux Merlin et Franceschi. Il me chargea de reconduire en France la reine et les deux jeunes princesses ses filles, après avoir mis en ordre toutes les affaires du palais. Il m'ordonna de faire dresser des inventaires de tout ce qu'il laissait, et surtout de la belle collection de tableaux

de la galerie Farnese, que l'empereur lui avait donnée, et qui avait été transportée de Rome à Naples; il n'emporta qu'un seul tableau, la Vénus du Titien.

Je partis de Naples dans le courant de juillet, avec ma fille et mon fils, précédant la reine à une petite distance. Je me séparai à regret de mon frère, qui avait été attaché par Rœderer au ministère des finances, et de mon cousin et ami Combes, qui avait été nommé administrateur des postes lorsque j'avais quitté le ministère de la guerre. Je m'arrêtai vingt-quatre heures seulement à Rome, pour y attendre la reine et pour donner à ma fille Octavie une trop légère idée des principaux monuments des arts. J'allai rendre visite au célèbre sculpteur Canova, dans son vaste et intéressant atelier; il était venu à Naples peu de temps auparavant, pour juger par lui-même de l'emplacement destiné à la statue équestre de Napoléon, que nous vîmes déjà presque achevée dans son atelier.

En partant de Rome nous prîmes la route du Furlo, et nous visitâmes la belle cascade de Terni. Nous arrivâmes à Lyon le 14 juillet; la reine descendit chez le cardinal Fesch, qui, en quittant Rome, s'était retiré dans son archevêché : elle y rencontra la princesse Borghese, sa belle-sœur; elle s'y arrêta, et me permit de continuer

ma route pour me rendre auprès de l'empereur, et rejoindre ensuite le roi en Espagne.

Ma fille, madame Franceschi, avait résolu de suivre son mari en Espagne : il m'eût été impossible de l'en détourner. Nous nous arrêtâmes un jour seulement à Montpellier. Ce fut pour moi un grand plaisir de revoir ma ville natale : je n'y avais passé que quelques instants, dix-huit ans auparavant, à l'époque où je fus chargé d'une mission pour apaiser les troubles dans les provinces du Midi. J'eus la satisfaction d'embrasser ma sœur Sainte-Madeleine, et de lui présenter ma fille. L'aspect des lieux témoins des jeux de mon enfance et des plaisirs si purs et si vifs de ma première jeunesse, me causa une joie inexprimable : dans le cours de ma longue carrière, et depuis mon départ pour joindre le régiment de Médoc, en 1773, je n'ai visité la *cara patria* que cinq fois et toujours en passant, savoir : trois mois de congé en 1774 ; huit jours lorsque je traversai la France pour aller m'embarquer à Toulon en 1783 ; huit jours encore à mon retour du Levant ; vingt-quatre heures en revenant de Montauban, et un jour encore cette dernière fois. Je passai aussi à Montpellier, comme je le dirai plus tard, à mon retour d'Espagne, mais je ne pus m'y arrêter que quelques heures, à cause de l'inspection générale dont j'étais chargé.

Je mis pied à terre à l'entrée de la ville; il me semblait, en la traversant, que je n'avais pas cessé de l'habiter: tous les objets que j'apercevais, chaque pas, chaque lieu, réveillaient dans ma mémoire une foule de souvenirs. Je me rendis chez ma bonne sœur, que je trouvai dans la même maison et dans le même appartement où elle avait fermé les yeux de mon père. Je lui présentai sa nièce, qu'elle trouva charmante, et ce fut certainement un des plus heureux moments de sa vie. Ma sœur, depuis la suppression du couvent Saint-Charles (ursulines), dont elle était supérieure, vivait dans une entière et douce retraite, que j'ai cherché à lui rendre agréable et commode, jusqu'au moment où j'eus le malheur de la perdre.

LIVRE TREIZIÈME.

Audience de l'empereur à Toulouse. — Entrée en Espagne. — Position des armées. — Mission près de l'empereur. — Audience à Saint-Cloud. — Séjour à Paris. — Retour en Espagne. — Combat de Burgos. — Bataille d'Espinosa. — Position générale de l'armée. — Expression de l'empereur sur la guerre d'Espagne. — Mission à Burgos. — Changement de direction des troupes de l'armée de Portugal. — Mission à Madrid. — Tempête sur la Sommo-Sierra. — Situation des affaires. — Marche sur Valladolid. — Agression de l'Autriche. — Allocution de l'empereur à la parade à Valladolid. — Mission d'inspection en France. — Départ de l'empereur pour la France.

LE bonheur de me trouver réuni avec un de mes enfants aux restes de ma famille me parut bien court. Je quittai à regret des objets si chers; mais je ne pouvais m'y laisser retenir plus longtemps : il m'importait de me présenter à l'empereur le plus tôt possible, afin de fixer ma nouvelle position, et ma fille était impatiente de rejoindre son mari avant l'ouverture de la campagne. J'appris en route que l'empereur et l'impératrice avaient déjà quitté Bayonne et venaient d'arriver à Toulouse. Je redoublai de diligence :

je demandai et j'obtins, d'abord après mon arrivée à Toulouse, une audience particulière de l'empereur.

— « D'où venez-vous donc, me dit-il, M. le « général Dumas?

— « De Naples, Sire, où Votre Majesté m'a« vait envoyé auprès du roi son frère.

— « Hé! pourquoi avez-vous quitté votre « poste? il me convenait que vous y restassiez. « Que venez-vous faire en France? vous êtes au « service d'un prince étranger. C'est précisément « parce que j'envoie Murat à Naples, que les « Français attachés à ce service devaient y rester.

— « Sire, lui répondis-je, j'ai dû croire ma « mission remplie, puisque le roi allait en Espa« gne, et qu'il me suffisait de son ordre pour « rentrer en France. Je n'ai pu perdre ma qua« lité de Français; j'ai été employé à l'armée de « Naples, comme général de division, sous les « ordres du roi, qui commandait l'armée fran« çaise. J'ai toujours été porté sur les états de « revue, et j'ai dû considérer les emplois qui « m'ont été confiés, comme momentanés. Je « supplie Votre Majesté de m'employer à l'ar« mée d'Espagne; et si elle considère que j'ai « perdu mon grade de général de division au « service de France, et ma place et mon titre de « conseiller d'État, j'espère qu'elle me permettra

« du moins de recommencer une carrière presque achevée, et de servir comme volontaire auprès du roi d'Espagne : le grade de caporal est assez beau; Votre Majesté l'a fait envier par les premiers généraux de l'Europe. »

Il sourit et ajouta :

— « A la bonne heure! Dites de ma part à Berthier qu'il vous expédie des lettres de service comme général de division à l'armée d'Espagne, et allez rejoindre mon frère. »

Il me fit ensuite beaucoup de questions sur le royaume de Naples. — « Murat, dit-il, me conviendra mieux que Joseph : j'ai dû appeler celui-ci au trône d'Espagne; l'ancienne dynastie est usée; il faut que je refasse l'ouvrage de Louis XIV. »

Il entra alors en quelques détails sur ce qui s'était passé à Bayonne, quant aux derniers événements de Madrid :

— « C'est une grande fatalité, dit-il, que la maladie de Murat! Il revient; tout cela sera réparé. » Puis revenant aux affaires de Naples :

— « Salicetti, dit-il, me demande par la lettre que vous m'avez remise, de revenir en France. Il faut qu'il reste à Naples; il doit se trouver trop heureux. Qu'a-t-il fait là-bas? il a contenu les lazaroni! Je le crois bien, il leur a fait peur : il est plus méchant qu'eux. Qu'il sache

« que je n'ai pas assez de puissance pour défen-
« dre du mépris et de l'indignation publique les
« misérables qui ont voté la mort de Louis XVI. »

On a recueilli plusieurs conversations de l'empereur : celle-ci n'est pas la moins extraordinaire.

Après avoir passé trois jours à Toulouse, présenté ma fille à l'impératrice comme l'une des dames du palais de la reine d'Espagne; après avoir assisté à une très-belle fête où ma chère Octavie eut beaucoup de succès, et où je la vis briller, hélas! pour la dernière fois, nous partîmes pour Bayonne, passant par Tarbes et Pau. J'admirai ces beaux pays que je n'avais jamais traversés.

Je ne pouvais plus songer à conduire ma fille en Espagne : tout ce que j'avais appris à Toulouse, les nouvelles que je reçus à Bayonne, et les lettres que Franceschi lui-même écrivait à sa femme, ne me permirent pas de douter de la situation critique des affaires, et de l'embarras dans lequel se trouvait le roi Joseph à Madrid. La malheureuse affaire de Baylen et celle de Valence avaient en peu de jours changé la position de l'armée française, animé le parti national et antifrançais, et déconcerté les plans de l'empereur. Celui-ci ignorait encore ces funestes événements. Les bruits répandus à Bayonne me

décidèrent à partir sur-le-champ pour rejoindre le roi. J'engageai ma fille à retourner à Paris auprès de sa sœur; mais tout ce que je pus obtenir d'elle fut qu'elle restât sur la frontière, où elle serait plus à portée de recevoir des nouvelles de son mari. Je l'établis dans une maison de campagne agréablement située entre la ville et le château de Marac, quartier général de l'empereur. Le propriétaire de cette maison, M. Deheralde, était un bon vieillard, vivant très-commodément: il nous loua un appartement très-confortable, et je laissai ma fille avec ses gens dans cette solitude, où, dans sa situation d'esprit et de cœur, elle se trouvait mieux que dans un palais.

En traversant le long défilé de la Navarre et de la Biscaye, communication qui, depuis, nous fut si funeste, je rencontrai près de Tolosa le duc de Rovigo qui revenait en toute hâte de Madrid, et avait eu de la peine à traverser Vittoria, où le peuple s'était insurgé et demandait à grands cris le retour du roi Ferdinand : il m'annonça la défaite du corps d'armée du général Dupont, la retraite précipitée de celui du maréchal Moncey, et l'évacuation de Madrid par le roi Joseph. Quelques heures après, un peu avant d'arriver à Vittoria, au pied de la montagne de Las Salinas, je rencontrai un officier d'ordonnance de l'empereur, M. de Villoutrays, allant en courrier

porter à l'empereur les tristes détails de la capitulation du général Dupont.

J'arrivai le lendemain à Burgos presque en même temps que le roi Joseph. Le maréchal Bessières qui, quelques jours auparavant, avait battu et dispersé un corps espagnol à Medina del Rio Seco, avait son quartier général à Burgos; mon gendre, le brave général Franceschi, avait fait avec le général Merlin l'arrière-garde du roi, et arriva le même jour dans cette ville. Il fut décidé que les troupes françaises qui avaient évacué Madrid, et qui n'avaient pu prendre sur le Douro une position défensive, sans s'exposer à y être coupées de la communication avec la France, se retireraient en deçà de l'Èbre; qu'on tiendrait Burgos, ainsi que le fort et les défilés de Pancorvo, et qu'on attendrait, dans ces positions, les nouvelles dispositions de l'empereur.

Le roi passa deux jours à Burgos, où il arrêta, de concert avec le maréchal Bessières, toutes les mesures qu'exigeaient ces circonstances : il se rendit ensuite, avec son état-major et les principaux officiers de sa maison, les ministres espagnols qui l'avaient suivi, le général O'farill, ministre de la guerre, etc., à Miranda, sur la rive gauche de l'Èbre, où il établit son quartier général.

Je rejoignis le roi à Miranda. Après qu'il eut

arrêté ses premières dispositions pour l'établissement des troupes, il me chargea de la mission très-délicate de porter ses dépêches à l'empereur, et de lui rendre un compte détaillé des circonstances et des motifs qui avaient déterminé sa retraite jusqu'en deçà de l'Èbre. Il permit à mon gendre, le général Franceschi, de m'accompagner jusqu'à Bayonne : celui-ci me devança, courant à franc étrier, pour gagner quelques heures de plus de séjour auprès de sa femme, pendant que je recevais les dernières instructions du roi. Je le rejoignis à la petite maison de campagne : je ne pouvais m'y arrêter que bien peu de temps : nous décidâmes avec beaucoup de peine ma fille à revenir avec moi à Paris. Franceschi nous accompagna jusqu'au second relais : nous dînâmes ensemble, ce fut une cruelle séparation. Franceschi retourna à Bayonne en s'arrachant des bras de ma fille, qui resta évanouie dans les miens : elle était inconsolable et ne pouvait se défendre des plus sinistres pressentiments; elle me répétait sans cesse en fondant en larmes : Je ne le reverrai plus!....

Je ne m'arrêtai pas un seul moment jusqu'à Versailles, d'où, pendant que ma fille se rendait chez moi, je me fis conduire à Saint-Cloud. M'étant fait annoncer à l'empereur, je fus admis sur-le-champ. A peine étais-je entré dans le salon,

que l'empereur, sortant de son cabinet, vint à moi d'un air soucieux : « Eh bien! M. le général « (me dit-il en recevant la dépêche que je lui « apportais et qu'il ouvrit et parcourut rapide- « ment), vous m'apportez de belles nouvelles! « Me direz-vous comment le roi d'Espagne n'a « pu trouver de position sûre que derrière « l'Èbre? Était-il serré de si près qu'il ne pût s'ar- « rêter sur le Douro? Repasser les deux fleuves, « c'est évacuer l'Espagne.

« — Votre Majesté, lui répondis-je, n'ignore « pas les progrès du soulèvement, le peu de for- « ces que le roi avait à sa disposition, la nature « du pays entre le Douro et l'Èbre, la difficulté « de maintenir une si longue communication « que les rassemblements formés dans la chaîne « de montagnes de Soria et dans l'Aragon n'au- « raient pas manqué de couper. Le roi a pensé « que, dans de telles circonstances, il était sage « de concentrer ses forces dans une bonne posi- « tion sur la rive gauche de l'Èbre, en avant des « défilés de la Biscaye, et d'y attendre de nou- « veaux ordres et les nouvelles dispositions de « Votre Majesté.

« — Fort bien! je vois que tout le monde a « perdu la tête depuis l'infâme capitulation de « Baylen. » Et, en disant ces mots, il saisit le parement de mon habit, et, le secouant avec force,

il ajouta avec l'accent d'une colère concentrée : « — Il faudra que cet habit soit lavé dans le « sang. » — Il se promena ensuite à grands pas, et me fit avec plus de calme différentes questions sur la situation de l'armée. « — Je vois « bien, dit-il, qu'il faut que j'aille moi-même re- « monter la machine. Vous retournerez avec moi; « allez vous reposer, et dites au prince de Neu- « châtel qu'il vous expédie vos lettres d'aide-ma- « jor général, comme au général Belliard; vous « serez employé de la même manière qu'à la cam- « pagne d'Austerlitz. »

J'attendis à Paris, dans le sein de ma famille, mes instructions, qui ne me furent expédiées qu'un mois après, au moment même du départ de l'empereur. Entouré de mes enfants et de mon respectable beau-père, j'aurais bien joui de ces courts instants de bonheur, s'ils n'avaient été troublés par le chagrin de ma fille Octavie, que rien ne pouvait adoucir. Ma fille aînée, madame de Saint-Didier, qui servait de mère à son jeune frère, l'avait fait entrer, comme nous en étions convenus, à l'institution de Sainte-Barbe : cette maison, ancien collége fort réputé, avait été rétablie par le savant et respectable M. Delanneau, vrai modèle des instituteurs, et l'un de ceux qui ont le plus contribué à la restauration de l'instruction publique en France, presque entière-

ment abandonnée depuis la contre-révolution de 1793.

Pendant mon séjour à Paris, j'appris qu'on avait fait courir le bruit que le roi Joseph avait fait transporter en Espagne les plus beaux tableaux de la galerie de Farnèse, et les objets les plus précieux du musée et du mobilier du palais de Naples. Je me rendis auprès de la nouvelle reine de Naples, madame Murat, à l'Élysée, et je mis sous ses yeux l'inventaire que j'avais fait dresser, en l'assurant de la part du roi et de la reine d'Espagne, que le roi Joachim trouverait, à son arrivée à Naples, dans le palais et dans les autres maisons royales, tout ce qui se trouvait porté dans l'inventaire dont j'avais laissé le double entre les mains de l'intendant de la maison, et dans le meilleur ordre.

L'empereur étant parti pour se rendre avec la plus grande diligence en Espagne, je le suivis d'aussi près qu'il me fut possible. Je ne m'arrêtai que quelques heures au delà de Bayonne, dans la maison de campagne dont j'ai parlé plus haut, où mes chevaux et mes équipages étaient depuis peu de jours arrivés de Naples. L'empereur avait fait filer en Espagne de nombreux renforts, et donné une nouvelle organisation à la grande armée dont il allait prendre le commandement en personne. Le quartier impérial fut d'abord

établi à Vittoria : je partis avec mes équipages pour m'y rendre. J'avais près de moi le capitaine Labarthe, officier de cavalerie au service d'Espagne, pour lequel j'avais obtenu la nomination de mon aide de camp. C'était le fils d'un ancien officier du régiment de Médoc ; il avait émigré avec son père, étant encore fort jeune : il avait suivi le roi Joseph à Burgos ; et, comme il parlait parfaitement l'espagnol, je me l'étais attaché.

Ayant appris à Irun, sur la frontière d'Espagne, que la campagne était ouverte, et que l'empereur, avec le corps du maréchal Soult et les réserves de sa garde, était déjà en marche sur Burgos, j'abandonnai mes équipages, et pris la poste à franc étrier, n'emmenant avec moi que mon aide de camp Labarthe, mon secrétaire Pérotte, et mon valet de chambre Félix. Nous fîmes, sans nous arrêter, et d'une manière très-pénible, avec des bidets de poste et des mulets extrêmement fatigués, les soixante lieues d'Irun à Burgos, où je n'arrivai que le lendemain vers minuit. Ce jour-là même l'empereur était entré à Burgos après un combat assez vif, à la suite duquel le corps espagnol qui occupait le château et la position de Burgos avait été repoussé : la route aux accès de Burgos était jonchée de morts.

Pendant cette journée, la plus fatigante que

j'aie jamais supportée, j'entendis sur ma droite, au delà du défilé et des hauteurs de Pan Corvo, une vive canonnade : c'était l'armée du général Black qui se retirait, et était vivement poursuivie par le corps d'armée du maréchal Lefebvre. Quelques partis espagnols qui s'échappaient de l'armée de Black, traversèrent la route que nous suivions, et nous fûmes très-heureux de ne pas tomber entre leurs mains.

En arrivant à Burgos, je me rendis chez le prince de Neuchâtel, pour lui rendre compte de ce que j'avais appris de la position des ennemis dans cette partie. Ces avis avaient quelque importance, parce que le maréchal Lefebvre, au lieu de tenir en échec le général Black, pendant que l'empereur pénétrait jusqu'à Burgos, et dirigeait le corps du maréchal Soult sur Saint-Ander, avait trop précipité son attaque en partant de Bilbao : ainsi il n'avait pas laissé à l'empereur le temps qui lui était nécessaire pour achever son mouvement stratégique, couper la retraite aux corps des généraux Black et la Romana; c'est ce qui donna lieu à la bataille d'Espinosa, après laquelle les généraux espagnols, quoique battus, ayant encore leurs derrières libres, purent effectuer leur retraite sur la Galice.

Le lendemain de mon arrivée, je fus conduit chez l'empereur par le major général, pour lui

rendre compte de mes conjectures, et des détails que j'avais recueillis. Je me rendis ensuite au quartier général du roi, où je retrouvai mes anciens compagnons. Sa Majesté m'accueillit avec beaucoup de bonté.

Peu de jours après on reçut la nouvelle de la bataille d'Espinosa. L'empereur fit diverses dispositions, et lorsque les corps d'armée furent arrivés à la hauteur de Burgos, il décida son mouvement sur Madrid. Voici quelle était alors la position de l'armée :

Le corps du général Saint-Cyr était entré en Catalogne; celui du maréchal Moncey était entre Pampelune et l'Èbre; le corps du maréchal Soult avait pris position au camp de Carion, en avant de Burgos, sur la route de Galice; son avant-garde, commandée par le général Franceschi, était sur la route de Valladolid, et battait la plaine : en avant de cette ville jusqu'à Zamora, les corps d'armée du maréchal Lefebvre et du maréchal Victor qui avaient combattu à Espinosa, marchaient sur Burgos. Le corps du maréchal Ney marchait sur Lerma, route de Madrid; la garde impériale suivait la même direction.

L'empereur se décida à marcher directement sur Madrid. Les trois corps d'armée qu'il portait sur la capitale avec sa garde impériale, formaient

une masse d'environ quarante-cinq mille hommes. A la même époque, le corps d'armée du général Junot, dit armée de Portugal, lequel avait été, après la capitulation de Cintra, transporté en France, rentrait en Espagne par Bayonne, et se dirigeait sur Burgos. Je reçus l'ordre de rester à Burgos, pour diriger, d'après les ordres que je recevrais, le mouvement des troupes qui arriveraient sur ce point principal des communications pendant l'opération sur Madrid. Le général Darmagnac prit le commandement de la place et du château, qui fut mis en état de défense.

Après avoir reçu mes ordres, au moment où l'empereur allait monter à cheval, je fus appelé près de lui, et, d'après ce qu'il me disait sur l'importance du point de Burgos, je me permis de me plaindre de ce que cette fois il me laissait sur les derrières de l'armée. — « Monsieur « le général, me répondit-il brusquement, sur « un tel théâtre de guerre il n'y a ni derrière ni « devant; j'envoie Durosnel à Logrono avec un « fort détachement; vous vous tiendrez en rela- « tion avec lui et avec le maréchal Soult à Ca- « rion : vous aurez ici assez d'occupation. »

En effet, les fréquentes communications avec l'armée impériale d'un côté, les convois, les détachements venant de France, le passage des

troupes qui joignaient les divers corps d'armée, la correspondance avec le major général, avec le maréchal Soult, ne me laissaient que peu de loisirs; les guérillas, qui ne tardèrent pas à paraître sur ces communications, les rendirent bientôt difficiles et périlleuses. J'étais souvent obligé de retenir près de moi les officiers d'état-major chargés de mission, et malgré la précaution de les faire escorter d'un poste à l'autre, plusieurs d'entre eux furent surpris par des embuscades et périrent victimes de leur zèle et de leur témérité.

Pendant que l'empereur passait le Douro, forçait les défilés de la Sommo-Sierra, après un combat brillant, où se distingua particulièrement la cavalerie légère de sa garde, et dans lequel Philippe de Ségur fut grièvement blessé, l'armée anglaise débouchait du Portugal par Ciudad-Rodrigo et Salamanque; cette armée, commandée par le général Moore, était forte d'environ vingt-sept mille hommes, en y comprenant quelques bataillons d'infanterie portugaise. Il paraît que le but de la marche audacieuse du général Moore était d'attaquer le corps du maréchal Soult, de se porter sur Burgos pour couper notre ligne d'opérations, exciter et soutenir les insurrections dans les provinces de Biscaye, dans la Navarre et dans l'Aragon, et combiner ce grand mouve-

ment avec les forces de terre et de mer que les alliés rassemblaient en Catalogne et dans les places du bas Èbre.

Nous avions été mal informés de la réunion et de la marche de l'armée anglaise : le général Moore avait soigneusement dérobé la connaissance de ses apprêts; il n'était que trop bien servi par les populations espagnoles; et, malgré la vigilance et l'activité du général Franceschi, commandant l'une des avant-gardes du maréchal Soult, on n'eut la certitude de la présence de cette armée que par la rencontre des premières troupes de son avant-garde à Zamora, et lorsque son mouvement fut décidé sur Valladolid. Les deux avant-gardes du maréchal Soult, celle de Franceschi en avant de Valladolid, et celle de Debelle, du côté de Benavente, furent attaquées et contraintes de se replier devant des forces supérieures. J'en fus averti par un message du maréchal Soult, qui me fut apporté par son aide de camp, le capitaine Tholozé. Franceschi m'écrivit aussi directement pour me faire connaître que l'ennemi allait occuper Valladolid et couper la communication avec Burgos. Le maréchal Soult ne pouvait quitter son camp de Carion, d'où il tenait du moins en échec l'ennemi en menaçant son flanc s'il se portait plus en avant. Toutefois, avec des forces si supérieures, et n'ayant aucun obstacle devant

lui jusqu'à Burgos, celui-ci pouvait se déterminer à marcher sur l'Èbre, pour faire sa jonction avec l'armée que rassemblaient à Saragosse les généraux Castaños et Palafox. Le château de Burgos, dont on n'avait encore pu que fermer quelques brèches et relever les parapets, aurait à peine résisté à un coup de main. Le général Darmagnac, commandant à Burgos, était cependant décidé à s'y renfermer avec sa faible garnison, environ cinq cents hommes.

La tête des colonnes de l'armée du général Junot, dite armée de Portugal, était encore à trois marches de Burgos, et j'avais reçu l'ordre de diriger sur Ségovie la division de cavalerie et les deux divisions d'infanterie dont cette armée était composée : l'empereur voulait ainsi assurer sa communication avec Valladolid et marcher en force par la Nouvelle-Castille au-devant de l'armée anglaise; mais on voit que le général Moore, occupant déjà Valladolid, n'avait plus que deux marches à faire pour atteindre Burgos. Dans cette position difficile et dont l'empereur ne pouvait avoir connaissance, je jugeai que le mouvement des troupes sur Ségovie était intempestif, et laissait à l'ennemi toute facilité pour couper notre ligne d'opérations par Burgos et isoler le corps du maréchal Soult, qui n'avait pas assez de forces pour s'y opposer. Soutenu par l'avis du maréchal,

je proposai au général Darmagnac de retenir les troupes de l'armée de Junot, qui allaient déboucher successivement, et de les porter à une marche au delà de Burgos sur la route de Valladolid; mais le général ne voulut pas prendre sur sa responsabilité le changement d'une destination prescrite par l'empereur et que je lui avais officiellement annoncée.

Le jour même où la division de cavalerie, commandée par le général Lorges, arrivait à Burgos, forte de deux mille cinq cents chevaux, je reçus des ordres itératifs, qui me furent apportés par le colonel Zimmer, aide de camp du prince de Neuchâtel. Je fis connaître au général Lorges la position de l'ennemi et les dépêches de M. le maréchal Soult, et je lui proposai, malgré les ordres de l'empereur, dont je lui donnai communication, de se porter sur Palencia pour soutenir le général Franceschi et contenir la première avant-garde de l'ennemi. Le général Lorges refusa de prendre sur lui ce mouvement contraire à la direction prescrite par l'empereur, et partit le lendemain pour aller coucher à Lerma.

Le même jour arrivèrent à Burgos la brigade de dragons, commandée par le général Fournier, faisant partie de la division Lorges, et la première brigade d'infanterie du général Laborde,

commandée par le général Foy. Le danger était pressant; je pris mon parti; persuadé qu'il était de mon devoir, dans une telle circonstance, de compromettre ma responsabilité, j'envoyai au général Lorges, à Lerma, en ma qualité d'aide-major général de l'armée, et comme remplaçant le prince de Neuchâtel, l'ordre de marcher par sa droite avec sa division et de prendre une position telle, qu'il pût observer la route de Valladolid à Burgos. Les généraux Fournier et Foy ne firent aucune difficulté de se porter, d'après mes instructions, sur Palencia.

Je rendis compte au major général des motifs qui m'avaient déterminé à prendre sur moi de faire ces dispositions, et je m'appuyai de l'approbation du maréchal Soult; je chargeai de ma dépêche un maréchal des logis de dragons de la division Lorges, en lui recommandant de faire la plus grande diligence, changeant de chevaux, et se faisant escorter d'un poste à l'autre. Deux heures après son départ, j'expédiai, par une estafette, un duplicata de mon rapport.

Le général Laborde, qui arriva le jour d'après avec le reste de sa division, approuva le parti que j'avais pris, m'y affermit par son suffrage, et se conforma à ces nouvelles dispositions en portant sa seconde brigade à l'appui de la première, sur la route de Valladolid. Le maréchal

Soult, que je me hâtai d'en informer, fit des dispositions relatives à celles qu'il m'avait lui-même indiquées; il contint ainsi le général Moore, qui ne poussa pas ses avant-gardes plus avant dans la direction de Burgos.

Le maréchal des logis porteur de mon rapport et des dépêches du maréchal Soult arriva à Madrid au moment où l'empereur passait en revue le corps du maréchal Ney et la garde impériale. L'empereur arracha des mains du prince de Neuchâtel le paquet que venait d'apporter le maréchal des logis, l'ouvrit, parcourut mon rapport, et commanda sur-le-champ aux troupes en ligne de rompre par la gauche, et les mit en marche, se dirigeant sur Ségovie.

Je reçus, par le retour de mon courrier, des dépêches pour le maréchal Soult, de nouvelles dispositions pour l'armée de Junot, et l'ordre de me rendre de ma personne à Madrid, où je trouverais d'autres instructions; le major général me prescrivait aussi de presser la marche des détachements que je pourrais rencontrer sur mon chemin, et de visiter tous les postes de communication.

Je partis sur-le-champ avec mes équipages et une faible escorte. Je trouvai entre Lerma et Aranda un poste composé de dix hommes d'infanterie et quelques gendarmes d'élite, qui s'é-

taient établis dans une mauvaise auberge sur la route. C'était un petit village isolé. J'ordonnai au sous-officier de placer son poste dans l'église et de profiter du clocher pour veiller sur les environs, et pour s'y défendre, s'il était attaqué. Ils négligèrent ou tardèrent d'exécuter mon ordre, et j'appris, peu de jours après, qu'ils avaient tous été surpris dans l'auberge et massacrés par des guérillas.

Je trouvai à Aranda un bataillon de marche, d'environ six cents conscrits, que le commandant de la place avait pris sur lui d'y retenir, quoiqu'il eût une garnison d'environ cent cinquante hommes, suffisante pour garder le pont sur le Douro : il avait aussi retenu un convoi d'habillement d'environ trente voitures. Je mis tout cela en marche sur Madrid, et partis avec eux. Je fus continuellement observé par des guérillas, qui se tenaient à une grande distance sur les hauteurs, et qui n'osèrent attaquer ce petit convoi à cause de la forte escorte que je tenais en bon ordre. Un caisson chargé de souliers étant resté quelques cents pas en arrière de la colonne, fut arrêté et pillé, après que le conducteur et quelques soldats qui étaient restés pour escorter ce caisson eurent été tués. Telle était déjà la difficulté de nos communications en Espagne.

J'arrivai au pied de la montagne de Sommo-Sierra par un très-mauvais temps, et nous eûmes beaucoup de peine à atteindre le village qui est au sommet, et où le défilé se trouve plus étroit. Un ouragan de neige, aussi violent que ceux qu'on éprouve dans les hautes Alpes, mit toute la colonne en désordre et renversa les caissons; je parvins cependant à faire monter ma voiture, parce que les hommes qui la poussaient à force de bras étaient abrités du vent. La troupe ne put arriver au village que le lendemain. Ce même ouragan arrêta l'armée de l'empereur pendant deux jours à la montagne de Guadarama, sur la route de Ségovie. Quoique les rampes fussent larges et bien adoucies, les troupes y rencontrèrent plus de difficultés qu'au fameux passage du Saint-Bernard : il fut impossible de se maintenir contre la violence du vent. Cet incident extraordinaire fit perdre deux marches, et sauva l'armée anglaise, qui certainement eût été enveloppée.

Je passai huit jours à Madrid en attendant les nouveaux ordres, qui m'appelèrent au quartier général de Valladolid. Je fus logé au palais de la duchesse de Fernand Nuñes, que j'avais vue autrefois à Paris chez le comte de Saint-Priest, lorsque le feu duc était ambassadeur d'Espagne. Je fus très-bien accueilli par madame de Fernand Nuñes.

Je dus attendre à Madrid de nouveaux ordres du major général, et je profitai de ce court séjour pour rendre mes devoirs au roi, et lui faire agréer l'hommage respectueux de ma reconnaissance. J'eus grand plaisir à me retrouver près de ce prince, entouré de mes amis et compagnons qui, dans divers emplois, étaient restés attachés à sa personne et suivaient sa fortune. Mon collègue, le général Belliard (comme moi aide-major général de l'armée impériale), était gouverneur de Madrid. Je reçus de lui toutes les notions que je pouvais désirer sur la situation des affaires, et plus particulièrement sur celle du roi. Je parcourus cette singulière capitale et ses environs arides et presque incultes, image fidèle de la décadence d'une ancienne splendeur et de l'appauvrissement causé par l'incurie et la négligence des plus précieuses ressources. J'allai visiter les nouvelles fortifications du Retiro qu'on mettait en état de défense, et dont le commandement avait été confié au brave général Pâris, mon ancien ami, qui fut tué peu de temps après.

Malgré la bonne discipline et la sévère police que maintenait le général Belliard, il n'y avait presque pas de jours que quelques Français ne fussent attaqués et assassinés. Il était facile de prévoir que la situation du roi deviendrait de

plus en plus difficile, et que la disposition des esprits dans toute la population était telle, qu'il faudrait la réduire par la force des armes et combattre sans cesse sur tous les points de cette vaste péninsule : ce genre de guerre répugnait aux Français, et la nécessité de se conduire partout comme en pays conquis, pouvait faire dès ce moment pressentir les conséquences funestes de cette guerre d'extermination, et combien il serait difficile d'établir la nouvelle domination.

Ayant reçu l'ordre de l'empereur de me rendre à son quartier général à Valladolid, je quittai Madrid avec mes aides de camp et les officiers d'état-major qui s'étaient ralliés à moi. Je passai la montagne de Guadarama par un beau temps : il y avait très-peu de neige, et je ne pouvais comprendre le désastre qu'avait éprouvé sur cette belle route, quinze jours auparavant, l'armée de l'empereur. La route n'était pas plus sûre entre Madrid et Ségovie que je ne l'avais trouvée de l'autre côté. Mon groupe se grossit, en passant à Ségovie, de quelques officiers. Nous ne fîmes aucune mauvaise rencontre. Nous nous croisâmes avec la division du général Dessoles qui se rendait à Madrid.

J'arrivai le lendemain à Valladolid; j'y appris la retraite de l'armée anglaise, dont on avait à peine pu atteindre l'arrière-garde.

Le général Moore se retirait par la Galice sur la Corogne; il était poursuivi par le corps d'armée du maréchal Soult. L'empereur, qui venait de recevoir la nouvelle de l'invasion de la Bavière par les Autrichiens, se préparait à quitter l'Espagne. Parmi les diverses dispositions qu'il fit à cette époque, il me destina au commandement de la province de la Nouvelle-Castille : je devais m'établir à Valladolid. Le prince de Neuchâtel, en m'annonçant ma nomination, avait ajouté à sa dépêche cette phrase : « L'empereur n'a point désapprouvé, général, que « vous ayez pris sur vous de changer le mou« vement et la direction des troupes, à cause « de la position de l'ennemi. »

L'empereur ne m'en parla pas.

Le bruit qui s'était répandu du prochain départ du quartier général impérial, avait fort inquiété la garde; personne ne désirait rester en Espagne. Les grenadiers de la vieille garde, les vieux grognards, comme on les appelait, murmuraient tout haut. L'empereur faisait tous les jours défiler la parade devant lui, sur la place du château; on venait de lui annoncer le général Legendre, chef d'état-major du général Dupont, qui était mandé pour rendre compte des détails de l'affaire de Baylen. Il ne voulut pas le recevoir, et dit seulement : « Je

le verrai à la parade. » Sortant à pied du château, il marcha droit et à grands pas vers la droite des grenadiers de la garde, saisit au collet le premier grenadier, et le tirant rudement vers lui, il le désarma lui-même, et parut le menacer de le faire fusiller; puis repoussant dans le rang ce brave vétéran, et s'adressant à la troupe : — « Je veux bien cette « fois vous faire grâce, » leur dit-il : « que si« gnifient ces murmures dont on m'a parlé? « vous voulez aller retrouver vos p...... à « Paris. Ah! vous n'y êtes pas; vous en verrez « bien d'autres; à quatre-vingts ans, je vous « tiendrai encore dans les rangs. »

Après cette dure allocution, il revint brusquement se placer devant le groupe de son état-major; et pendant que les troupes rompaient pour défiler, il aperçut et aborda le général Legendre qui était à côté de moi. — « C'est vous, monsieur, » lui dit-il, « qui avez signé la capitulation de Baylen? » et prenant au poignet la main droite du général, qu'il secoua fortement : — « Comment » ajouta-t-il, « cette main n'a-t-elle pas séché! »

Ce fut avec un sentiment pénible que j'entendis les expressions sévères de l'empereur, et je sentis quel devait être pour celui qui en était l'objet, le poids accablant d'un tel reproche.

J'attendais l'expédition de mes ordres pour le commandement de la province, et je fus agréablement surpris lorsque le prince de Neuchâtel m'annonça que ma destination était changée, que l'empereur voulait que je rentrasse en France, et que je continuasse mon service d'aide-major général à la grande armée d'Allemagne : que je serais chargé, avant l'ouverture de la campagne, d'une mission particulière, et que le général Claparède me remplacerait à Valladolid.

Je reçus le lendemain mes nouvelles instructions : j'étais chargé de faire l'inspection des dépôts des corps de toutes armes qui devaient former la grande armée : ces dépôts étaient placés sur les frontières, et principalement dans les forteresses; je devais faire habiller, armer et équiper, sans le moindre délai, tous les conscrits qui s'y trouveraient rassemblés, et les diriger sur Strasbourg. Il m'était prescrit de disposer, sans avoir égard à la propriété particulière de tel ou tel corps, de tous les effets d'habillement et d'équipement, afin qu'aucun obstacle, aucune réclamation des conseils d'administration ne pussent retarder la mise en marche de ces divers détachements. Je devais me borner à constater la destination que j'avais donnée aux effets appartenant à tel ou tel corps, ou à en

garder note, pour faire connaître au ministre de l'administration de la guerre le résultat de mes opérations, dont je devais chaque jour rendre compte à l'empereur.

Napoléon quitta son quartier général de Valladolid pour rentrer en France, amenant avec lui le grand maréchal Duroc, le grand écuyer duc de Vicence, le ministre secrétaire d'État duc de Bassano, et le général Durosnel. Des relais et de légères escortes des chasseurs de la garde avaient été disposés sur la route de Valladolid à Burgos, distance de vingt-huit lieues : l'empereur fit ce trajet à cheval en quatre heures seulement; à Burgos, il se jeta dans une calèche, et arriva au château de Marac près Bayonne; il ne s'arrêta plus jusqu'à Paris. Ainsi, pendant que dans tous les cabinets des puissances coalisées on le croyait engagé dans des opérations au nord de l'Espagne, il était de retour au centre de l'empire, organisant une autre grande armée, et mûrissant le plan de la campagne qui fut si glorieusement terminée par la bataille de Wagram; surprenant, par cette incroyable activité, ceux qui croyaient le surprendre.

LIVRE QUATORZIÈME.

Rentrée en France. — Inspection générale des dépôts. — Arrivée à l'armée d'Allemagne. — Bataille d'Essling. — L'île de Lobau. — Préparatifs pour le second passage du Danube. — Conversation de l'empereur. — Bataille de Wagram. — Poursuite de l'armée ennemie. — Armistice. — Le maréchal Masséna. — Tentative d'assassinat contre la vie de l'empereur à Schœnbrunn. — Répression d'une violation de l'armistice. — Réprimande de l'empereur. — Règlement sur le service en campagne. — Convention pour la remise des places, après le traité de paix. — Destruction des fortifications de Vienne. — Rentrée de l'empereur français dans sa capitale. — Audience de l'empereur. — Audience du roi de Bavière à Munich.

CETTE célérité était une précaution nécessaire; la route de France était déjà infestée par les guérillas. Je ne pouvais voyager qu'avec mes chevaux : je me réunis au maréchal Lefebvre, qui reçut aussi l'ordre de rentrer en France. Nous formâmes une véritable caravane avec nos aides de camp et une petite escorte : nous marchions avec précaution, en nous faisant éclairer. J'eus fort à me louer du bon accueil et de l'obligeance

du maréchal; nous fîmes ce voyage très-gaiement: j'étais, comme tous mes compagnons, fort content de quitter l'Espagne, pour aller faire la guerre sur un théâtre que nous connaissions, et où nous pouvions espérer que les armes françaises auraient des succès plus glorieux. J'avais pourtant un vif regret de me séparer de mon gendre, le général Franceschi, que je n'avais pas eu le plaisir de rencontrer une seule fois pendant cette campagne : il commandait l'avant-garde du maréchal Soult, son ancien général et son fidèle ami, et marchait sur la Corogne, poursuivant l'arrière-garde anglaise : j'avais le cœur bien gros de ne pouvoir apporter à ma fille des nouvelles plus satisfaisantes; mais j'étais loin de penser que je ne reverrais plus ce fils adoptif, ce brave et excellent ami, et que l'appui que j'avais ménagé à mon fils lui manquerait avant le mien.

Je ne m'arrêtai que vingt-quatre heures dans la petite maison de campagne d'où j'avais eu tant de peine à arracher mon Octavie : je dirigeai mon équipage sur Paris, et je pris la route de Toulouse pour commencer mon inspection. Les dépôts qui se trouvaient dans les départements du Midi en deçà du Rhône, appartenant aux corps qui étaient en Espagne, je traversai rapidement ces départements; je fis une courte sta-

tion à Montpellier pour embrasser ma sœur, mon oncle Loys et mes cousins; c'est la dernière fois que j'aie revu la terre natale: j'allai de là à Aix, à Marseille, à Toulon, à Antibes, à Nice, à Grenoble, à Lyon, etc. Je fus appelé à Paris pour rendre compte à l'empereur du résultat de cette première partie de mon travail. Je reçus du ministre de l'administration de la guerre, le général Dejean, de justes plaintes sur le désordre que j'avais causé dans l'organisation et la comptabilité des dépôts; mais j'en avais de trop bonnes excuses à produire dans les ordres positifs qui m'avaient été donnés.

Je passai quelques jours seulement avec mes enfants. Je fis réparer mon équipage, et le dirigeai sur Strasbourg. Je repartis en poste pour aller reprendre à Besançon la continuation de mes opérations: j'allai à Béfort, à Huningue, à Strasbourg, où le major général prince de Neuchâtel était déjà arrivé, et attendait l'empereur. C'était vers le 15 avril; les troupes commençaient à filer en Souabe; l'état-major général avait été réorganisé. J'avais pour collègue, comme aide-major général, le général de division Vignolles: les généraux de brigade Guilleminot et Lecamus étaient aussi employés comme aides-majors. Le général Vignolles était spécialement chargé, comme chef d'état-major, des mêmes fonctions

que le général Andréossy avait remplies pendant la campagne de 1805 ; quant à moi, j'avais ordre de hâter mon inspection, toujours en suivant l'extrême frontière de l'empire, et d'aller ensuite rejoindre le quartier impérial.

Je partis donc de Strasbourg, et suivis le cours du Rhin par Worms, Mayence, Coblentz, Cologne, Juliers, Wesel, Gueldres, Maëstrich, Bruxelles, Tournay, Lille, Ostende, etc. Je passai en revue, dans les différentes places, tous les dépôts de diverses armes qui s'y trouvaient, continuant toujours les mêmes opérations pour accélérer le départ des détachements d'anciens soldats et de conscrits, suivant les premières instructions que j'avais reçues, et auxquelles l'empereur n'avait voulu rien changer, tant pour le personnel que pour le matériel. Il n'avait eu aucun égard aux justes observations du ministre de l'administration de la guerre sur le désordre que devait nécessairement porter dans la comptabilité des corps, cet enlèvement inattendu des objets d'habillement, d'armement et d'équipement appartenant à différents dépôts : l'empereur n'avait eu en vue, dans cette espèce de violence, que le moyen le plus prompt d'utiliser toutes ses ressources.

Je passai par Paris et revins à Strasbourg. Ayant ainsi terminé ma mission, je ne perdis pas

un instant pour me rendre à l'armée. Je ne m'arrêtai que quelques heures à Lintz, où le prince de Ponte-Corvo (maréchal Bernadotte), qui commandait le corps d'armée saxon, avait établi son quartier général. J'allai le trouver sur les hauteurs de la rive gauche du Danube, où ses troupes venaient d'avoir un engagement avec le corps autrichien qui observait cette importante position. En partant de Lintz, je vis les ruines encore fumantes d'Ebersdorff, où s'était livré l'un des plus sanglants combats, dans lequel le général Claparède, que l'empereur avait rappelé d'Espagne, et qui commandait une des divisions du général Oudinot, s'était particulièrement distingué.

J'arrivai à Vienne le 18 mai 1809, et je pris mon quartier chez M. Coyd, banquier, dans la famille duquel j'avais été fort bien accueilli pendant la campagne de 1805; j'occupai encore cette fois sa maison de campagne à Penzing, près de Schœnbrunn, qui fut aussi pendant la campagne de 1809 le grand quartier général de l'empereur Napoléon. Je n'avais avec moi qu'un aide de camp, Magalon, que le ministre de la guerre, général Clarke, m'avait désigné et particulièrement recommandé. Je pris quelque temps après pour second aide de camp un fort bon et brave officier, le capitaine Stabenrath, frère du

général de ce nom. Je trouvai à Schœnbrunn mon gendre Saint-Didier, préfet du palais.

L'empereur avait déjà réuni le gros de l'armée aux environs d'Ebersdorff, sur le bord du Danube, à deux lieues au-dessous de Vienne, où il faisait jeter un pont de bateaux sur le grand bras du fleuve, ayant déjà fait occuper l'île de Lobau en présence de la grande armée autrichienne, formée et retranchée sur la rive gauche au delà du petit bras entre Aspern et Enzersdorff. Je me hâtai de me rendre près de l'empereur; il venait de monter à cheval pour activer lui-même les travaux du pont et presser le passage. Je fus très-bien accueilli, et très-heureux des témoignages de satisfaction que je reçus de S. M. sur la manière dont j'avais rempli ma mission. Je reçus l'ordre de retourner à Vienne, pour porter des instructions au maréchal Davoust, presser le mouvement de ses troupes et de la division des cuirassiers qui devait le suivre.

J'accompagnai le maréchal Davoust dans la reconnaissance qu'il fit des bords du Danube au-dessus de Vienne, où une forte canonnade faisait penser que l'ennemi voulait de son côté effectuer un passage : mais aussitôt que le maréchal put juger que c'était une vaine démonstration, nous rentrâmes dans la ville, et le feu de canon et de mousqueterie que nous entendî-

mes convainquit le maréchal Davoust qu'un grand combat était déjà engagé sur la rive gauche du fleuve. En effet, les ponts sur les deux bras du Danube étant achevés, l'empereur Napoléon avait fait défiler et porter sur la rive gauche toutes les troupes qu'il avait disponibles sous sa main, environ quarante-cinq mille hommes, qui, à la faveur du bois qui borde cette rive gauche, se déployèrent en face de l'armée autrichienne, et l'action commença avec la plus grande vivacité au village d'Aspern, que le maréchal Masséna occupa, et défendit avec la plus grande intrépidité contre les attaques réitérées des Autrichiens. J'étais dans ce moment auprès du maréchal Davoust, entre Heiligenstadt et Nusdorff. Nous revînmes sur nos pas, et traversant la ville de Vienne et le Prater, nous nous trouvâmes à l'extrémité de ce parc, en face d'Aspern, et séparés par le fleuve de ce point si chaudement disputé, point d'appui de l'aile gauche de notre armée, et que Masséna sut maintenir par des prodiges de valeur.

Le maréchal Davoust, dont les troupes débouchaient sur Vienne, les porta, pendant la nuit du 24 au 25, à Ebersdorff, et fit ses dispositions pour le passage de son corps d'armée et de la division de cuirassiers. Je le précédai et j'arrivai sur les bords du Danube à la pointe du jour : j'y

rencontrai le général Bertrand, aide de camp de l'empereur, désolé de l'accident qui venait d'arriver, et fus témoin de ce malheur irréparable, la rupture du pont sur le grand bras du Danube : l'ennemi avait détaché de la rive gauche et abandonné au courant si rapide du fleuve, de grands bateaux sur lesquels étaient établis des moulins, et ces masses énormes avaient rompu et entraîné plusieurs bateaux du pont. La communication entre les deux rives se trouvait ainsi coupée sans ressource, et déjà la bataille était engagée : on peut juger du désespoir du général Bertrand qui avait été chargé de la construction des ponts, et l'avait exécutée avec autant de promptitude que de succès. *Voyez*, me dit ce brave et savant ingénieur, dont les talents, le zèle et la fidélité ont si bien justifié l'affection que lui portait Napoléon, *voyez à quoi tient la réussite des meilleures combinaisons.*

Les troupes du maréchal Davoust et la cavalerie commençaient à déboucher; mais il n'y avait plus aucun espoir, aucun moyen de les porter sur le champ de bataille, où 45,000 hommes seulement devaient soutenir le choc de plus de 80,000 Autrichiens. Il était urgent de transporter au moins des munitions; on s'occupa de les embarquer dans de petits bateaux. Je me jetai dans une pirogue déja surchargée, qu'on ne

pouvait presque pas diriger à cause de la violence du courant; et je n'abordai l'île de Lobau qu'à près d'un mille au-dessous des débris du pont. Je traversai l'île à pied avec beaucoup de peine, me dirigeant vers le second pont qui avait été jeté sur le petit bras en arrière d'Essling : je continuai de marcher à travers le bois dans la direction que m'indiquaient les blessés, et j'arrivai sur le champ de bataille, entre Aspern et Essling. Il y avait sur ce point de la ligne un assez grand intervalle. J'étais extrêmement fatigué. Je rencontrai un officier du train qui restait presque seul à cheval entre des pièces démontées par l'artillerie ennemie; il était immobile et entouré de débris; je l'engageai à me donner son cheval pour que je pusse aller joindre l'empereur; il m'indiqua lui-même le point où je pourrais le trouver : c'était à peu de distance sur la droite, entre le village d'Essling et la lisière du bois. J'éprouvai une grande satisfaction d'avoir pu rejoindre le groupe de l'état-major général, et de me trouver à mon poste dans cette mémorable journée.

Il était près de huit heures; la jeune garde venait de repousser l'attaque de l'infanterie autrichienne sur Essling et de se porter en avant. Pendant que Masséna défendait le village d'Aspern incendié, aussi vaillamment qu'il l'avait fait

la veille, et soutenait les plus grands efforts de l'ennemi, la vieille garde en bataille, appuyant sa droite au bois et sa gauche entre Enzersdorff et Essling, arrêtait par son feu et sa bonne contenance les tentatives de l'ennemi contre l'aile droite de la ligne française; le général Mouton, depuis comte de Lobau, l'un des aides de camp de l'empereur, qui commandait la jeune garde dans la brillante défense d'Essling, venait d'être grièvement blessé. Le combat sur toute la ligne était engagé si près que le général Durosnel, aide de camp de l'empereur, chargé de porter des ordres au maréchal Lannes, dont les troupes formaient le centre de notre ligne de bataille, tomba dans celle de l'ennemi et fut fait prisonnier. On le crut tué; madame Durosnel en reçut la funeste nouvelle et prit le deuil.

L'empereur resta longtemps sur le même point, derrière la vieille garde, exposé au feu croisé que l'ennemi dirigeait d'Enzersdorff et de la gauche du village d'Essling, sur l'angle que formait la ligne française : il se tenait toujours en mouvement et ne souffrait point que l'on se groupât autour de lui; quelques officiers de son état-major eurent leurs chevaux tués ou blessés par les boulets ou les obus; il n'y eut point d'autre accident.

On continuait de part et d'autre à combattre

de pied ferme, avec de grandes pertes, mais sans aucun avantage marqué. L'armée française paraissait enveloppée; acculée au bois qui borde la rive gauche du petit bras du Danube, elle restait inébranlable dans cette périlleuse position.

Vers deux heures, l'empereur me fit appeler par le prince de Neuchâtel, et m'ordonna d'aller, de concert avec le général Grandjean, qui s'y était déjà rendu, veiller à la conservation du pont sur le petit bras, le seul par lequel l'armée pût opérer sa retraite et repasser dans l'île de Lobau. Il me recommanda de le maintenir toujours libre, de faire transporter les blessés dans l'île et d'empêcher tout encombrement. Je m'y rendis immédiatement, et partageai avec le général Grandjean cette mission aussi pénible qu'importante pour le salut de l'armée. Les ingénieurs avaient tracé un retranchement qui devait servir de tête de pont; mais, malgré leur activité, ce travail était fort peu avancé : il n'y avait pas trois pieds de hauteur de terre remuée. Une foule de blessés se pressaient pour passer le pont, et, dans ce nombre, beaucoup de cuirassiers démontés avaient jeté leurs cuirasses; l'intervalle entre le retranchement et le pont était rempli de chevaux blessés ou abandonnés. En se précipitant dans le fleuve, ils entravaient les cordages et nous faisaient craindre pour les amarres et les

appuis du pont : nous eûmes beaucoup de peine à débrouiller ce chaos : nous y fûmes bien aidés par le zèle et l'activité du général Hastrel, qui, dès la veille, avait été chargé de surveiller le passage du pont.

Vers les quatre heures, un maréchal des logis des chasseurs de la garde de l'empereur vint me trouver au milieu du pont, et me dit tout bas que l'empereur demandait que j'envoyasse un bateau à un point qu'il me désigna sur le rivage, un peu en amont du pont. Je ne pus exécuter cet ordre qu'en faisant détacher le premier bateau, et je dus faire suspendre le passage jusqu'à ce que j'eusse fait remplacer ce bateau par une espèce de culée en fascinage ; mais une crue des eaux du fleuve, qui grossissait d'heure en heure, rendit ce travail et la conservation de cette culée très-difficiles. J'appris, quelques instants après, que l'empereur, après avoir donné ses ordres pour la retraite, était passé dans l'île de Lobau.

Entre six et sept heures, j'eus la douleur de voir arriver à la tête du pont le brave maréchal Lannes, mortellement blessé, ayant les deux jambes emportées par un boulet : il était porté sur un brancard couvert de feuillages par un groupe de grenadiers ; il me tendit la main, et je l'accompagnai ainsi jusqu'à l'extrémité du pont. A quelques pas plus loin, ce héros fut déposé sur

le rivage, où il reçut de premiers secours et les embrassements affectueux de son ami l'empereur.

Peu de temps après, le maréchal Masséna passa le pont pour aller prendre lui-même les ordres de l'empereur; lorsqu'il retourna, vers huit heures, il me dit que le mouvement de retraite allait commencer; qu'il continuerait pendant toute la nuit, et qu'il fallait qu'à la pointe du jour toute l'armée fût repliée dans l'île de Lobau. L'infanterie commença à défiler, et nous eûmes beaucoup de peine à maintenir le pont, parce que le pas cadencé produisait un balancement qui, à cause de la violence du courant et de la crue des eaux, menaçait à chaque instant de faire rompre les amarres. Le mouvement de la cavalerie n'avait pas le même inconvénient; mais le passage des chevaux et celui de l'artillerie effondrait la culée en fascinage qu'il fallait sans cesse renouveler. A la pointe du jour, il restait encore sur la rive gauche une partie de la division Legrand, toute la cavalerie du maréchal Bessières, et l'infanterie de la vieille garde impériale, commandée par le général Dorsenne, qui exécuta ponctuellement et avec la plus grande fermeté l'ordre que l'empereur lui avait donné en ces termes : « Vous resterez là les derniers « comme une muraille pour le salut de l'armée. »

Le maréchal Masséna et le général Legrand se

rendirent vers sept heures du matin à la tête du pont; la vieille garde défilait en ce moment à la suite de la cavalerie; les ennemis, qui n'avaient fait encore aucun mouvement, se rapprochaient du fleuve, et leurs tirailleurs commençaient à pénétrer dans le bois; ils étaient contenus par les arrière-gardes de la division Legrand. Le rivage au-dessous du pont étant déjà abandonné, nous nous attendions à ce que l'ennemi porterait quelques pièces d'artillerie sur une pointe très-avancée du côté d'Enzersdorff, d'où il aurait pu tirer sur le pont et le détruire. Le brave capitaine de pontonniers, dont je regrette d'avoir oublié le nom, et qui avait rempli ses fonctions avec beaucoup de courage et d'intelligence, vint me trouver pendant que je causais avec le maréchal Masséna et le général Legrand, et me dit tout bas : « Il n'y a pas un instant à perdre pour re-« plier le pont. » Les balles des tirailleurs ennemis nous atteignaient, et trois compagnies de grenadiers seulement bordaient le retranchement très-imparfait dont j'ai parlé. Je dis au capitaine de pontonniers : — « Prenez vous-même les or-« dres de M. le maréchal. — Qu'est-ce que tu « dis? répondit vivement le maréchal : je reste-« rai ici toute la journée; je ne veux pas laisser « de ce côté un seul cheval blessé ni une cui-« rasse. » Et, en effet, il fit chasser de l'autre

côté du pont tous les chevaux qui pouvaient encore marcher, fit ramasser les armes et les cuirasses, fit défiler les trois compagnies de grenadiers et passa le pont le dernier.

Je bivouaquai dans l'île de Lobau, où mes gens étaient venus me trouver et m'avaient amené quelques chevaux; mais je fus déposté de la place qu'on m'avait choisie, par le feu continuel que faisaient nos soldats sur les cerfs nombreux dont cette île était encore remplie; les balles sifflaient de tous côtés; les rênes du cheval que j'allais monter furent coupées par une balle; les officiers eurent beaucoup de peine à empêcher ce désordre.

On avait, pendant la journée et la nuit qui suivirent la bataille, rétabli le pont sur le grand bras du Danube : je reçus l'ordre de m'y rendre pour établir l'ordre, et faire d'abord transporter le grand nombre de blessés qu'on avait déposés à l'entrée du pont; c'était un effroyable encombrement, et l'un des plus tristes spectacles que l'on puisse rencontrer à la guerre. Plusieurs milliers de blessés qu'on avait portés, ou qui s'étaient traînés jusque-là, criaient, demandaient des secours, et attendaient que le passage du pont fût ouvert. Toutes les troupes qui avaient combattu avaient pris position en arrière du petit bras du Danube, et sur la coupure qui

traverse l'île dans sa longueur. On pouvait s'attendre à ce que l'ennemi exécuterait un passage sur le petit bras pour venir attaquer; mais il n'osa pas hasarder cette opération. Le transport et le passage des blessés durèrent vingt-quatre heures. Sous prétexte d'aider au transport des blessés, un grand nombre de soldats quittaient leurs corps, et malgré les postes que j'avais établis, se pressaient pour forcer le passage. Le maréchal Davoust, qui avait établi son bivouac sur la rive droite, en avant de ses troupes, à l'entrée du pont, s'occupait lui-même, avec son état-major, d'établir l'ordre dans cette foule, et de renvoyer à leurs corps les soldats valides qui se mêlaient avec les blessés: il vint de sa personne avec quelques officiers m'aider à empêcher cette confusion.

L'empereur était rentré au quartier général d'Ebersdorff, qui n'était qu'à une petite distance du Danube et du pont. Je m'y rendis après avoir achevé ma pénible corvée; j'avais grand besoin de repos; j'étais logé dans une grande guinguette abandonnée, tout près de la maison où l'on avait transporté le brave maréchal Lannes, qui avait été amputé des deux cuisses. On désespérait de sa vie. Son ami le général Frère ne le quittait point: l'empereur faisait à chaque instant demander de ses nouvelles. Le surlendemain de

mon arrivée, à la pointe du jour, j'entendis des chevaux galoper très-rapidement: je courus à ma fenêtre; c'était l'empereur accompagné du général Savary. Comme il aperçut le général Frère sur le seuil de la porte, et comprit à son geste que le maréchal venait d'expirer, il arrêta son cheval brusquement, abandonna les rênes, leva les mains vers le ciel, et dit: « Voilà donc « comme tout finit! » Puis il tourna bride sur-le-champ, et piqua des deux.

Le même jour, l'empereur fut informé que le maréchal Marmont s'était avancé de Gratz avec son corps d'armée, et était arrivé jusqu'aux sommités du Stummering, pendant que le prince Eugène entrait en Hongrie à la poursuite de l'armée du prince Jean, qui achevait ainsi sa retraite de la haute Italie, et venait se rallier à la gauche de la grande armée autrichienne. La jonction de l'armée d'Italie avec notre grande armée se trouvait ainsi assurée. Dès ce moment, l'empereur Napoléon résolut d'effectuer un second passage du Danube, et de livrer une grande bataille, sur la rive gauche du fleuve, à toute la masse des forces de l'ennemi qui devait lui être opposée sous le commandement de l'archiduc Charles, et en présence de l'empereur François. Pour se faire une juste idée des difficultés de cette grande et audacieuse opération, il faut en

lire les détails dans l'histoire de cette mémorable campagne, si bien et si fidèlement écrite par le général Pelet. L'empereur Napoléon, après avoir arrêté toutes les dispositions nécessaires pour ces immenses apprêts, retourna à son quartier impérial au château de Schœnbrunn. Je reçus l'ordre de m'y rendre: mon collègue, l'aide-major général Vignolles, ayant été envoyé à l'armée d'Italie pour y remplir les fonctions de chef d'état-major, sous les ordres du prince Eugène, je restai chargé de tout le détail de l'état-major de la grande armée. Je fus constamment occupé du rétablissement des divers corps de l'armée, et de leur réorganisation par les nombreux renforts qui arrivaient de France. Je présentais chaque jour à la parade les bataillons ou régiments dits de marche, formés par le rassemblement de ces mêmes conscrits dont j'avais fait l'inspection dans tous les dépôts. L'empereur les passait en revue avec une attention minutieuse, et m'indiquait leur destination et celle des jeunes officiers sortis des écoles.

Tout le reste du mois de juin et les premiers jours de juillet 1809 furent employés à préparer le second passage du Danube. On construisit un grand pont sur chevalets, et un peu au-dessous de ce pont, un second pont de bateaux. On tendit en amont du grand pont la

grande chaîne déposée à l'arsenal, et qui avait servi d'estacade lors du siége de Vienne par les Turcs. L'occupation de l'île de Lobau, pendant les travaux, fut confiée au corps d'armée du maréchal Masséna, qui y établit son quartier général, et ne le quitta pas un seul instant. Les retranchements formant la tête de pont, les chaussées élevées sur la partie marécageuse de l'île, du côté de l'est, les formidables batteries élevées dans cette partie, vis-à-vis de la petite ville d'Enzersdorff, furent poussés avec tant d'ordre, de précaution et de vigilance, que les ennemis ne soupçonnèrent même pas l'importance de ces apprêts et le dessein de Napoléon. Le rideau de bois qui bordait la rive droite du petit bras du Danube, cachait aux observateurs de la rive opposée le progrès des ouvrages. Les terrassements, les manœuvres et les transports de l'artillerie s'exécutaient dans le plus grand silence.

Pendant ce temps, l'armée d'Italie, sous le commandement du prince vice-roi et du général Macdonald, pénétrait en Hongrie et atteignait l'arrière-garde de l'archiduc Jean à Raab, où il fut complétement battu; la ville de Raab fut occupée par les Français. L'archiduc Jean passa le fleuve et occupa Presbourg.

Le corps du général Marmont s'avança jus-

qu'à Neustadt; le reste de l'armée campait à Ebersdorff, et se disposait au passage; le corps saxon, sous les ordres du maréchal Bernadotte, était resté à Lintz, et se préparait à marcher sur Vienne. De son côté, l'archiduc Charles avait renforcé son armée, et réparé les pertes qu'elle avait faites à la bataille d'Essling, en attirant à lui la levée des milices ou landwehr de la Bohême; cette armée, forte de cent quatre-vingt mille hommes, était campée ou cantonnée dans la plaine appelée Marschfeld, entre le Danube et les collines au pied desquelles coule la petite rivière de Rusbach. Les Autrichiens avaient retranché la petite ville d'Enzersdorff et le village d'Aspern, et lié ces deux points par une ligne de redans et de redoutes d'un faible relief.

Le 3 juillet, les troupes commencèrent à défiler pour se réunir dans l'île de Lobau. L'armée d'Italie, dérobant sa marche, s'était portée à Fischament, et dans la nuit du 4 au 5, elle passa les ponts jetés sur le grand bras. Le corps du général Marmont suivit ce mouvement.

L'empereur avait porté, le 3, son bivouac dans l'île de Lobau, du côté de l'ouest, à peu près à six cents toises en arrière du point où s'était exécuté le passage du petit bras du Danube avant la bataille d'Essling. J'étais resté à Ebersdorff, pour veiller aux divers passages des troupes : je

me rendis le 4, à la pointe du jour, au camp impérial pour rendre compte au major général, et lui demander de nouveaux ordres relativement à la direction que devait prendre la colonne de l'armée d'Italie, en débouchant dans l'île de Lobau. Au moment où j'arrivais, on canonnait assez vivement vers la gauche, du côté de l'ancien pont. Le prince de Neuchâtel était monté à cheval, et je demandai à quelques officiers d'état-major restés dans sa tente, sur quel point de la ligne je pourrais le rencontrer, lorsque l'empereur sortit de sa tente et m'appela : « Vous « cherchez Berthier ? » me dit-il; « je l'ai envoyé « au petit pont pour savoir ce que c'est que « cette canonnade, et si les ennemis auraient dé« couvert nos batteries au-dessous d'Enzersdorff: « je crois qu'ils ne songent qu'à l'ancien point de « passage; restez ici, le major général va revenir. »

Alors je lui rendis compte du passage des divers corps et de l'approche de l'armée d'Italie. — « Fort bien, me dit-il; nous sommes en me« sure : l'archiduc Jean devrait faire sur la rive « gauche le même mouvement qu'a fait Eugène « sur la rive droite, et se trouver demain avec ses « trente mille hommes à la grande bataille; eh « bien! vous verrez qu'il n'y sera pas. » — Puis il se mit à se promener sur le gazon, les mains derrière le dos, en me faisant diverses questions,

celle-ci entre autres : « Dites-moi ce que vous « pensez de Narbonne, que j'ai envoyé comman- « der à Raab ? — Sire, lui répondis-je, je pense « que c'est un homme dont l'esprit est propre à « tout ; il a le cœur haut, et je lui crois toutes les « sortes de courage. — Bon ; mais il n'a jamais « vu tirer un coup de fusil. — Sire, je ne crois « pas qu'il ait besoin d'apprentissage. » Changeant tout à coup de sujet, il me dit : « Général Dumas, vous étiez de ces imbéciles qui « croyaient à la liberté ? — Oui, Sire, j'étais et « suis encore de ceux-là. — Et vous avez tra- « vaillé à la révolution, comme les autres, par « ambition ? — Non, Sire ; et j'aurais bien mal « calculé ; car je suis précisément au même point « où j'étais en 1790. — Vous ne vous êtes pas « bien rendu compte de vos motifs ; vous ne pou- « vez pas être différent des autres ; l'intérêt per- « sonnel est toujours là. Tenez, voyez Masséna ; « il a acquis assez de gloire et d'honneurs ; il « n'est pas content ; il veut être prince comme « Murat et Bernadotte ; il se fera tuer demain « pour être prince ; c'est le mobile des Français : « la nation est essentiellement ambitieuse et con- « quérante. »

Je retournai aux ponts d'Ebersdorff pour faire continuer le passage. Pendant la journée du 4, l'armée d'Italie commença à déboucher, ayant à

sa tête le prince vice-roi. Vers les onze heures du soir, la flottille commandée par le contre-amiral Baste, et montée par les marins de la garde, était descendue au-dessous des ponts; elle se dirigea vers la pointe de terre, au confluent du petit bras et du grand bras du Danube. Cette flottille était destinée à seconder sur ce point l'attaque du général Oudinot. Vers minuit, au signal donné, les batteries de l'île de Lobau furent démasquées, et foudroyèrent la rive gauche. Plus de cent pièces d'artillerie, dont trente du plus fort calibre, les obusiers et les mortiers jouèrent à la fois. Enzersdorff fut bientôt incendié; les ennemis portant toute leur attention sur la partie occidentale de l'île, où nous n'avions fait que des démonstrations, avaient négligé la partie de l'est, c'est-à-dire, la partie du petit bras du Danube jusqu'au confluent. Les faibles batteries qu'ils avaient établies de ce côté ne purent soutenir le terrible feu de la grande batterie masquée, à la faveur duquel on conduisit, par une seule conversion, les ponts préparés et complétement ajustés le long du rivage. En même temps, le général Oudinot exécutait son attaque, flanquée par le feu de la flottille. La nuit était très-sombre, et, au moment du déploiement de ces attaques combinées, un furieux orage éclata tout à coup. Le ciel était en feu;

c'était un magnifique spectacle : le tonnerre semblait lutter avec les détonations des batteries, et, dans les intervalles des éclairs qui illuminaient cette scène imposante, les bombes et les obus semblaient se mêler avec la foudre qui sillonnait les nues.

Le passage s'exécuta sans obstacle pendant toute la nuit et la matinée du lendemain, 5 juillet, soit que l'archiduc n'eût pas eu l'intention de défendre le passage de vive force, soit qu'il eût été surpris par cette manœuvre aussi inattendue qu'audacieuse sur sa gauche; toutes les troupes autrichiennes, qui bordaient le rivage, se replièrent pour traverser la plaine du Marschfeld, et regagner la position élevée et leur camp barraqué sur les hauteurs au delà du Rusbach, en arrière des villages; cette retraite se fit en bon ordre, et lentement. Aussitôt que les troupes françaises débouchaient par les ponts du côté de l'est, et par l'ancien pont qui fut promptement rétabli, elles se formaient en colonnes, et selon l'ordre de bataille que l'empereur avait prescrit, marchant à hauteur, et gagnant du terrain à mesure que les colonnes ennemies rétrogradaient. Ainsi les avant-gardes ou têtes de colonnes françaises se canonnèrent toute la journée avec les arrière-gardes autrichiennes qui n'abandonnaient le terrain que pied à pied.

Après avoir surveillé le passage des ponts, je m'étais rendu auprès de l'empereur : il suivait le mouvement des colonnes, se tenant au centre de la ligne, un peu en arrière du corps du général Oudinot, et en tête de la garde impériale, qui formait la réserve. Le corps du maréchal Davoust, formant l'aile droite, avait fait un assez grand détour, et se dirigeait sur le village de Margrave-Neusiedel, où les ennemis appuyaient leur gauche. Une division de la réserve de cavalerie remplissait l'intervalle entre le corps du maréchal Davoust et la garde impériale; l'armée d'Italie, sous les ordres du prince vice-roi, marchait à la gauche du corps du général Oudinot; le corps saxon, sous les ordres du maréchal Bernadotte, était plus à gauche, se dirigeant sur le village de Wagram ; le corps du général Marmont, ou armée de Dalmatie, qui avait passé les ponts un peu plus tard, était formé en colonnes serrées et en réserve, en arrière de l'intervalle entre l'armée d'Italie et le corps saxon ; enfin, le corps du maréchal Masséna, qui avait débouché de l'île de Lobau, par l'ancien pont, entre Aspern et Essling, formait l'aile gauche de la ligne française, et se dirigeait sur le village de Sieben-Brünn.

Vers sept heures et demie du soir, les Autrichiens avaient entièrement évacué la plaine, et

occupaient la position très-étendue dont j'ai parlé plus haut, depuis Margrave-Neusiedel jusqu'à Amspitz; leur centre était en arrière du village de Baumersdorff. Les colonnes françaises continuaient d'avancer vers le ruisseau. On n'entendait plus un seul coup de canon, ni aucun feu de mousqueterie sur toute la ligne. L'empereur avait envoyé le prince de Neuchâtel sur la première ligne, pour reconnaître, avant la nuit, les positions de l'ennemi. En attendant son rapport, il résolut de faire tâter les avant-postes, et dit au colonel Alexandre Girardin, premier aide de camp du major général : « Allez dire à Ou-« dinot que je n'entends plus rien; qu'il pousse « un peu plus avant, et qu'il nous fasse un peu « de musique avant la nuit. »

La musique ne tarda pas à se faire entendre, et ce fut une symphonie plus grande qu'on ne l'avait pensé. Le général Oudinot engagea ses troupes, passa le ruisseau, emporta le village, gravit la hauteur, et pénétra jusque dans le camp des Autrichiens; le prince vice-roi, qui était à sa gauche, suivit son mouvement; le combat s'engagea très-vivement. La nuit arrivait; le feu de mousqueterie sur les deux rives du ruisseau devint très-considérable. L'empereur qui avait, peu d'instants auparavant, dépassé le 18e régiment d'infantere légère, que le prince vice-

roi avait laissé en réserve, m'ordonna d'aller le prendre, et de le porter sur la ligne. Je ne le trouvai plus au point où nous l'avions vu, et présumant qu'on l'avait déjà fait marcher vers le ruisseau, je m'y rendis en toute hâte pour m'en assurer : je le trouvai, en effet, engagé, et se fusillant presque à bout portant avec les troupes autrichiennes. Je retournai rendre compte à l'empereur. Cette attaque fort vive, et pendant laquelle la nuit et l'ardeur des troupes causèrent de fâcheux désordres, fut repoussée par le prince Charles, qui rallia lui-même quelques bataillons, et força nos troupes à repasser le ruisseau. Le prince de Neuchâtel, qui s'était avancé jusqu'à Baumersdorff, courut d'assez grands dangers; le chef d'escadron Mongardé, son aide de camp, fut grièvement blessé à côté de lui.

L'empereur bivouaqua au milieu de la plaine entre les deux lignes, ne gardant auprès de lui que les principaux officiers de son état-major: il reçut les rapports des commandants en chef; le maréchal Davoust vint en personne pour recevoir ses ordres relativement à l'attaque de l'aile gauche de l'ennemi, dont il fut chargé.

Le 6, à la pointe du jour, l'empereur me fit appeler par le prince de Neuchâtel; il me chargea d'aller conduire et présenter au prince vice-roi le général Guilleminot, pour remplacer dans

les fonctions de son chef d'état-major le général Vignolle, grièvement blessé à la tête dans l'attaque de la veille. L'empereur m'ordonna de suivre ensuite toute la ligne, et de donner, de sa part, à tous les généraux commandant en chef les différents corps d'armée, l'ordre de resserrer leurs avant-postes, et de n'engager aucune attaque jusqu'à ce que l'ennemi eût fait quelques mouvements, et démasqué son dessein. Le corps d'armée du maréchal Masséna, qui, ayant débouché par l'ancien pont et par le village d'Aspern, formait notre aile gauche, n'était pas compris dans cet ordre; ma mission s'arrêtait au corps saxon, qui se trouvait au centre de la ligne de bataille, sous les ordres du prince de Ponte-Corvo. J'allai d'abord porter cet ordre au général Oudinot, et ensuite au prince Eugène, qui accueillit son nouveau chef d'état-major, et me montra lui-même la position de ses avant-postes, en deçà de la petite rivière, à une portée de fusil de ceux de l'ennemi, qui ne faisait encore aucun mouvement. On voyait seulement sur le front de leur première ligne, qui n'était qu'à une demi-portée de canon de la nôtre, des groupes d'officiers courant dans divers sens; on distinguait parfaitement leurs nombreuses batteries qui couronnaient les hauteurs. Le prince vice-roi voulut bien m'accompagner jusqu'à la gauche de sa

ligne de bataille, au delà de laquelle je n'aperçus aucune troupe.

Il y avait un grand intervalle entre l'armée d'Italie et le corps saxon, et je ne pus avoir sur la position de celui-ci d'autres renseignements que l'assurance que, vers les dix heures du soir, le maréchal Bernadotte occupait le village de Wagram qui avait été incendié, et qui se trouvait à peu près à une demi-lieue de distance du lieu où nous étions. Je me dirigeai donc sur ce village, à travers la plaine couverte d'une moisson très-haute: je n'avais avec moi que mon vieux et brave hussard, mon piqueur Mounier. Lorsque nous fûmes vers le milieu de l'intervalle, un poste de chasseurs autrichiens de sept à huit hommes se leva sur ma droite du milieu des blés, à peu près à cinquante pas, et nous salua d'une décharge de coups de carabine. Voyant que je m'étais trop approché des avant-postes ennemis, je me jetai un peu sur ma gauche; mais presque au même instant un autre petit poste de la même troupe se leva sur ma gauche, et nous fusilla sans nous atteindre. J'étais fort bien monté, ainsi que mon piqueur, et je fus bientôt hors de portée, très-satisfait de n'avoir pas été démonté et pris. Aux approches du village de Wagram, et un peu en arrière, je trouvai un poste de cavalerie saxonne,

et j'appris que les ennemis étaient rentrés en force dans le village de Wagram, et que le maréchal Bernadotte avait replié ses troupes sur le village d'Aderkla, à cinq cents toises environ de celui de Wagram.

Je rencontrai le maréchal Bernadotte à l'entrée d'Aderkla; il était soucieux et très-mécontent. Lorsque je lui eus communiqué l'ordre de l'empereur, il me dit qu'il n'avait garde d'attaquer, et que, n'étant pas soutenu, il s'estimerait fort heureux de conserver sa position; qu'il avait devant lui des forces très-supérieures. Une forte colonne se disposait à déboucher du village de Wagram : il me conduisit sur une petite hauteur au-dessus d'Aderkla d'où l'on découvrait parfaitement le fond de la vallée, et les mouvements d'un corps d'infanterie assez considérable qui descendait de la hauteur. Je dis au maréchal que l'empereur avait ordonné de mettre à sa disposition la division du général Dupas, qui était en réserve en arrière d'Aderkla; que l'empereur allait faire attaquer l'aile gauche par le maréchal Davoust, et qu'aussitôt que cette attaque serait commencée, il viendrait de sa personne au centre, et ne manquerait pas de faire soutenir le corps saxon. J'ajoutai que j'allais en toute diligence rendre compte de sa position à l'empereur, et que s'il voulait bien me faire accompagner par un de

ses aides de camp, cet officier lui rapporterait la réponse et les nouvelles dispositions de S. M.

Il était près de six heures lorsque je quittai le maréchal. Une vive canonnade ne tarda pas à s'établir sur toute la ligne. Le feu plongeant des batteries autrichiennes avait de l'avantage sur les nôtres, et maltraitait nos secondes lignes et nos réserves, plus que notre première ligne qui s'était portée en avant, près du ruisseau. Je rejoignis l'empereur à l'extrême droite, où, en attendant que les divisions du maréchal Davoust eussent débordé l'aile gauche des Autrichiens, et commencé l'attaque du village de Margave-Neusiedel, l'empereur avait fait porter une batterie d'artillerie légère sur le bord de l'escarpement, et faisait vivement canonner ce côté du village pour favoriser les attaques du maréchal. Une division de cavalerie fut rapprochée pour soutenir cette batterie; nous restâmes dans cette position respective jusque vers neuf heures, séparés seulement par le ruisseau, un peu plus encaissé dans cette partie que dans le reste de la plaine du Marschfeld. Nous apercevions très-distinctement les manœuvres de l'infanterie autrichienne, qui se portait sur le plateau de Neusiedel. Le prince de Rosenberg commandait cette aile gauche de la ligne autrichienne.

L'empereur avait renvoyé l'aide de camp du maréchal Bernadotte pour lui annoncer qu'il al-

lait se porter lui-même au corps saxon : il s'y rendit en effet entre neuf et dix heures, et fort à propos pour réparer le désordre causé par la vive attaque de la colonne qui avait débouché du village de Wagram. L'infanterie saxonne avait plié et perdu beaucoup de terrain. L'empereur mit pied à terre et rallia lui-même quelques bataillons déjà rompus : il les porta en avant, et les fit soutenir par la division de grosse cavalerie du général Nansouty, qui se plaça obliquement, faisant face aux villages d'Aderkla et de Siebenbrunn.

La forte colonne qui avait repoussé le corps saxon s'était avancée jusqu'en deçà d'Aderkla. La division Carra Saint-Cyr, du corps du maréchal Masséna, reçut ordre d'attaquer ce village. Le 4e régiment de ligne, commandé par le colonel Boïeldieu, et un bataillon d'un autre régiment, enlevèrent et traversèrent le village, enfoncèrent une ligne d'infanterie qui se trouvait au delà; mais n'étant pas assez soutenues, ces troupes furent vivement ramenées; deux colonels furent pris, et les ennemis rentrèrent dans le village.

L'archiduc Charles avait fait contre l'aile gauche de l'armée française, formée, comme je l'ai dit, par le corps du maréchal Masséna, la même manœuvre que l'empereur Napoléon faisait exé-

cuter contre l'aile gauche de l'armée autrichienne. L'archiduc avait beaucoup renforcé son aile droite : son dessein était de couper l'armée française de l'île de Lobau, et déjà la division du général Boudet avait été refoulée jusqu'au pont, entre Essling et Aspern.

L'empereur sentit qu'il était pressant d'arrêter et de ruiner le centre de l'armée autrichienne, où commandait M. de Colloredo. Il me chargea d'aller porter l'ordre à la garde impériale, qui était en réserve, formée sur deux lignes, ayant sur le front de la première toute son artillerie, de faire un changement de front, la droite en avant, ce qui la plaçait obliquement, faisant face aux villages de Wagram et d'Aderkla. Je portai cet ordre et suivis le mouvement de l'artillerie, à la tête de laquelle était le général d'Aboville. Toute cette artillerie, soixante pièces de canon, ayant exécuté son changement de front, se mit sur la droite en bataille et sur une seule ligne; le général Lauriston en prit le commandement. Ce fut là que les canonniers s'écriant tous à l'envi : « Cent pas plus près! » traînèrent les pièces en descendant le mamelon, et continuèrent un feu terrible, qui écrasa et fit reculer les masses d'infanterie autrichienne. Les blés, déjà secs, furent, en beaucoup d'endroits, incendiés par les obus, et augmentèrent le désordre. L'empereur, placé

sur le mamelon, en arrière de la grande batterie, observait attentivement l'attaque du plateau de Margrave-Neusiedel, qui se trouvait à trois quarts de lieue de distance. Dans ce moment même, un aide de camp du maréchal Masséna vint lui annoncer les progrès de l'aile droite de l'ennemi, la retraite de la division Boudet et la perte de son artillerie. Cet aide de camp faisait observer que le canon que nous entendions derrière nous, dans la direction d'Essling et de Rasdorff, était celui de l'ennemi. Napoléon, uniquement occupé de l'attaque du maréchal Davoust, paraissait ne faire aucune attention au rapport de l'aide de camp de Masséna; et apercevant enfin que les lumières du canon du maréchal Davoust étaient certainement au delà de la tour de Margrave-Neusiedel, il répondit à l'aide de camp : « Si l'artillerie de Boudet est prise, c'est « qu'elle était là pour cela; allez dire à Masséna « que la bataille est gagnée. » — Elle l'était en effet, puisque le maréchal Davoust ayant formé ses divisions sur le plateau, prenait en flanc tout le corps du prince de Rosenberg, et le refoulait sur le centre, pendant que le général Oudinot et le prince vice-roi passaient le ruisseau, gravissaient la hauteur, et attaquaient à la baïonnette les bataillons de la masse d'infanterie que la grande batterie de la garde venait de foudroyer.

L'archiduc Charles avait déjà fait ses dispositions pour la retraite; mais il l'aurait difficilement exécutée, et la bataille de Wagram aurait eu de bien autres résultats pour les Français, si la charge de cavalerie que l'empereur avait ordonnée avait été exécutée au moment décisif. Le maréchal Bessières, qui venait de recevoir l'ordre de charger avec toute la cavalerie de la garde, ayant eu son cheval tué sous lui par un boulet, fut roulé : on le crut mort. L'ordre ne put être transmis au général Walther qui se trouvait en tête de la colonne de cavalerie de la garde : cette cavalerie venait de défiler devant l'empereur, en poussant des cris de victoire, pendant que l'empereur leur répétait : « Ne sabrez pas; pointez, pointez! » Cette colonne dut s'arrêter sur le mamelon derrière la batterie de la garde, et elle perdit beaucoup d'hommes par le boulet de l'ennemi.

L'aile gauche de l'armée autrichienne céda au maréchal Davoust toute cette partie du champ de bataille, et fit sa retraite par la route de Nickolsburg. Le centre et l'aile droite marchèrent par Amspitz sur Stockerau : à mesure que cette aile droite cédait du terrain dans la plaine, en s'appuyant au Danube, le maréchal Masséna, qui avait rétabli le combat, la pressait autant que pouvait le lui permettre la nombreuse artil-

lerie qui couvrait le mouvement des ennemis. La cavalerie française souffrit beaucoup du feu de cette artillerie, et de celui des carrés de l'infanterie autrichienne, qui, bien soutenue, se retirait en bon ordre. Ce fut là que le brave général Lasalle fut tué.

L'empereur, qui était resté jusqu'alors entre les deux masses de cavalerie, celle de sa garde et celle de la division Nansouty, exposé au feu croisé des batteries autrichiennes, se retira un peu en arrière, s'assit d'abord sur un tambour, et se coucha ensuite sur la terre pour prendre quelque repos. Dans ce moment le général de Wrède déboucha dans la plaine avec une division de troupes bavaroises; il vint prendre les ordres de l'empereur, qui le dirigea sur le village de Wagram, à la poursuite de l'ennemi; il y fut blessé quelques moments après.

Vers sept heures du soir, l'armée autrichienne avait entièrement évacué le champ de bataille et toutes les positions; l'empereur fit dresser ses tentes, et pendant que la cavalerie poursuivait les arrière-gardes autrichiennes, il se porta sur la ligne au delà du ruisseau, et s'arrêta devant le corps du général Macdonald : il le félicita de la belle charge à la baïonnette qu'il avait conduite, et l'embrassa, en l'appelant *monsieur le maréchal*. Le prince de Neuchâtel qui était au-

près de lui, dit : « Voilà comme les braves gens « se raccommodent. » Il faisait ainsi allusion à l'espèce de disgrâce dans laquelle était resté le général Macdonald, depuis le procès du général Moreau.

L'empereur, revenu à son bivouac à huit heures et demie, venait de descendre de cheval, lorsque le cri : « Aux armes! » venu de l'aile droite, retentit sur toute la ligne. Quoiqu'on ne pût guère douter que ce ne fût une fausse alerte, l'empereur fit battre le rappel, remonta à cheval, et se dirigea lentement vers la droite, suivi de tout son état-major. Un officier général, qui blâmait cette inquiétude après une si glorieuse journée, fut sévèrement réprimandé par l'empereur: « Apprenez, monsieur le général, lui dit-il, « que la victoire ne doit jamais inspirer trop de « sécurité; et qu'elle peut échapper à celui qui « s'y confie sans méfiance. »

Napoléon soupçonnait avec raison que l'archiduc Jean, qui aurait pu, dès le matin, se réunir à son frère, avec un corps de vingt-cinq à trente mille hommes, arrivait en ce moment, et trop tard, sur le champ de bataille. Quelques-uns de ses coureurs avaient surpris des soldats qui s'étaient écartés dans la plaine et dans les villages environnants, et ceux-ci avaient répandu l'alarme, qui s'était promptement propagée. On

eut bientôt la certitude que ces coureurs s'étaient repliés, et que l'archiduc Jean, informé des événements de la journée, ayant repassé la Marsch, se retirait sur Presbourg.

Je passai la nuit sous la tente du prince de Neuchâtel ; je reçus l'ordre de rester sur le champ de bataille, pour faire relever les blessés : j'employai à ces soins toute la journée du lendemain 7 juillet. J'arrivai fort tard à Amspitz, et je rejoignis, le 8, le quartier impérial à Wolkabruck. L'empereur y séjourna, pendant que l'armée défilait, poursuivant l'ennemi, savoir : le maréchal Masséna avec son corps d'armée et deux divisions de cavalerie sur la route de Znaim ; le maréchal Davoust sur la route de Nicolsburg, et tout le reste de l'armée, par une route intermédiaire, pour passer la Taya.

Le maréchal Masséna eut un vif engagement au pont de Znaim, et dans les faubourgs de cette petite ville que l'ennemi occupait en force. L'archiduc Charles avait pris position en arrière de la ville, la droite appuyée à la Taya, coupant la route de Bohême ; l'empereur manœuvrait pour s'élever sur le flanc gauche de l'armée autrichienne : en la débordant ainsi, il coupait ses communications avec la Hongrie par Brünn, et la rejetait en Bohême. Déjà le corps du général Marmont (qui, ainsi que les généraux

Oudinot et Macdonald, avait été élevé en même temps qu'eux au grade de maréchal de l'empire) avait passé la Taya et marché en avant : il se trouvait en mesure d'attaquer cette aile gauche. Le maréchal Davoust, après avoir poursuivi jusqu'à Nicolsburg les débris du corps du prince de Rosemberg qui se retiraient sur Brünn, remontait la rive gauche de la Taya avec tout son corps d'armée.

La position de l'armée autrichienne était très-mauvaise, très-resserrée, et l'archiduc Charles ne pouvait la tenir plus longtemps sans risquer de perdre une bataille encore plus décisive que celle de Wagram. L'empereur Napoléon porta son quartier général au château de Laa, sur la rive gauche de la Taya, et le lendemain, tous les corps de l'armée se trouvant en ligne, il fit établir son bivouac avec toute la garde sur le plateau en face de la ville de Znaim, dont nous n'étions séparés que par un ravin, sur les escarpements duquel les avant-postes des deux partis se fusillaient.

Le même jour, dans la soirée, après que l'empereur eut reconnu lui-même la position, on lui annonça l'arrivée du prince Jean de Lichtenstein qui, s'étant présenté comme parlementaire aux avant-postes du maréchal Masséna, avait été contraint de suivre la route de Vienne, pour

venir trouver l'empereur par les derrières de notre armée : il venait, au nom de l'empereur François, proposer un armistice, dont les bases furent posées cette même nuit après une longue conférence.

Le lendemain, le prince étant reparti, l'empereur me fit appeler, et en présence du prince de Neuchâtel, il me remit les bases convenues, et me chargea d'aller au quartier général de l'archiduc Charles, pour régler, d'après les instructions que me donnerait le major général, les différentes clauses et les détails de l'armistice. Je partis peu d'instants après avec un trompette; je traversai la ville de Znaim, où commandait M. le prince de Reuss : je rencontrai à peu de distance de la ville un poste de uhlans, et je demandai à être conduit au quartier général. J'observai sur ma gauche, en suivant la route de Bohême, un grand mouvement de cavalerie, qui se dirigeait de la droite de la position vers la gauche. Je fus arrêté peu d'instants après par un groupe d'officiers d'état-major, à la tête desquels était M. le prince de Schwartzemberg; il avait auprès de lui le prince Maurice de Lichtenstein, frère du prince Jean. Lorsque j'eus communiqué au prince de Schwartzemberg mes ordres et ma mission, il me dit que je ne pouvais aller au quartier général de l'archiduc,

qu'il était à quatre lieues plus loin ; que vraisemblablement je ne l'y trouverais plus, et qu'il avait ordre de diriger les parlementaires relatifs à l'armistice sur le quartier général du général Wimpffen, chef d'état-major de l'armée, qui avait reçu les instructions et tous les pouvoirs de l'archiduc relativement à cet objet. Le prince Maurice offrit de m'y accompagner. Je renonçai, à regret, à l'honneur de saluer M. l'archiduc Charles, et de traiter directement avec son Altesse Impériale. Le prince Maurice nous conduisit à un village éloigné à peu près d'une lieue sur la droite. Nous n'y trouvâmes point le général Wimpffen, qui n'arriva que deux heures après, parce que, sans doute, on l'avait fait avertir au quartier de M. l'archiduc. Je débattis avec ces messieurs les différentes clauses du traité d'armistice, telles qu'il m'avait été prescrit de les stipuler. Le général Wimpffen les signa, comme fondé des pouvoirs de M. l'archiduc Charles, et m'annonça que le général de cavalerie de Rothkirch serait chargé, comme commissaire, de l'exécution de la convention.

Pendant que je conférais avec le général Wimpffen, le gros de l'armée autrichienne avait déjà été mis en marche vers la frontière de Hongrie, en suivant la route d'Iglau à Brünn ; ne laissant devant nous que quelques arrière-gardes de ca-

valerie. Lorsque je repassai par Znaim, je trouvai la ville occupée par les troupes du maréchal Masséna, qui venait d'y établir son quartier général. J'allai le féliciter; il voulut bien me raconter lui-même tous les détails de ce qui s'était passé à l'aile gauche de l'armée pendant la journée du 6 juillet; il était encore fort incommodé des suites d'une chute qu'il avait faite quelques jours avant la bataille; il n'avait pu monter à cheval et s'était fait conduire dans une calèche au milieu du feu et des plus grands dangers. Plusieurs boulets avaient atteint cette voiture, et un entre autres avait traversé, entre ses jambes, le siége de la voiture : c'était la même situation que celle du maréchal de Saxe à la bataille de Fontenoy. Son fils aîné, lui servant d'aide de camp, ne l'avait pas quitté un seul instant : « Ce « drôle-là, me disait-il en me le présentant, m'a « causé plus de soucis que toute l'armée autri- « chienne. »

L'empereur était déjà retourné à Schœnbrunn : je m'y rendis et continuai, pendant tout le temps des négociations, à remplir les fonctions de chef d'état-major et de commissaire impérial pour l'exécution de l'armistice. J'eus fort à me louer de la scrupuleuse exactitude et de la loyauté du général Rothkirch.

Ce fut vers cette époque qu'un jeune étudiant,

membre de la fameuse société du Tugenbund, fanatique assassin, voulut attenter à la vie de l'empereur, et fut bien près d'exécuter son horrible dessein, au milieu de la parade, dans la cour du château de Schœnbrunn. Il avait remarqué que les soldats blessés, sortant de l'hôpital, étaient fréquemment admis à présenter leurs demandes à l'empereur, ordinairement après que les troupes avaient défilé. Il hasarda de s'approcher de lui lorsqu'il parcourait les rangs de la garde, après avoir passé en revue les bataillons de marche, qui étaient toujours formés en première ligne. Je venais de quitter l'empereur, et je retournais à mon poste, au pied du grand escalier, lorsque cet individu passa à côté de moi : il rencontra par hasard, à dix pas seulement de l'empereur, le prince de Neuchâtel, qui venait de me parler. Celui-ci lui demanda ce qu'il voulait; et comme il montra un papier qu'il voulait, disait-il, présenter à l'empereur, le prince le repoussa de la main et lui dit de se retirer au delà des sentinelles qui formaient la haie : mais cet homme s'étant obstiné à le suivre pour s'approcher davantage de l'empereur, le prince de Neuchâtel appela le général Rapp et lui dit de le faire retirer. Alors deux gendarmes d'élite s'approchèrent et le conduisirent hors du cercle de la parade; comme il se refusait à les suivre, ils le

saisirent par le bras qu'il portait en écharpe, feignant d'être blessé, et ils trouvèrent sa main droite armée d'un poignard, ou plutôt d'un couteau à deux tranchants. On l'amena au poste du château, et, après la parade, l'empereur ordonna qu'on le fît venir devant lui. Ce misérable, sans perdre contenance, répondit à l'empereur qu'il s'était dévoué pour délivrer l'Allemagne de sa tyrannie. L'empereur dit alors à son premier médecin Corvisard d'examiner ce fanatique assassin et de lui tâter le pouls. Corvisard obéit et déclara que son pouls était dans l'état naturel et ne dénotait pas la moindre émotion. — « Et si je « vous faisais grâce? dit l'empereur. — Vous au« riez tort, répondit le jeune homme, car j'es« sayerais encore de vous tuer. » On ne put obtenir de lui aucun autre aveu que la déclaration qu'il avait pris seul cette résolution et qu'il n'avait aucun complice. L'empereur ordonna dans la soirée qu'on le mît entre les mains du prévôt de l'armée, comme espion; il fut fusillé le lendemain à la pointe du jour.

Quoique la ligne de démarcation eût été fort clairement tracée dans la convention, j'avais souvent, de concert avec mon collègue le commissaire autrichien, à redresser quelques petites infractions dans la position des avant-postes. La plus remarquable fut celle que se permit le prince

Joseph Poniatowsky sur la frontière de la Gallicie : informé qu'une colonne autrichienne de quelques bataillons de milice, ayant avec eux quatre pièces de canon, se retirait en Hongrie, où toute l'armée autrichienne s'était ralliée, il dépassa la ligne de démarcation avec un fort détachement, coupa cette colonne, prit une position avantageuse sur le territoire autrichien, et prétendit la conserver ainsi que les prisonniers et l'artillerie dont il s'était emparé. Je soumis au major général les plaintes très-fondées du commissaire autrichien, et lui demandai ses ordres avant d'en écrire au prince Poniatowsky. Le major général me répondit que cette affaire ne le regardait pas, et que l'exécution du traité d'armistice m'était confiée sous ma responsabilité. Je ne balançai point à donner au prince Poniatowsky l'ordre de se conformer au traité, de rendre les prisonniers et l'artillerie, et de faire rentrer ses troupes en deçà de la ligne de démarcation. L'empereur, directement informé par le prince de son incursion et des avantages qui pouvaient en résulter dans le cas de la reprise des hostilités, improuva ma décision. Il me fit appeler pour lui en rendre compte en présence du prince major général et du vice-roi d'Italie; il me reprocha vivement, ainsi qu'au major général, de vouloir ménager les intérêts de l'en-

nemi et de faire notre cour à ses dépens. « De « quoi vous avisez-vous, messieurs, de décider « ainsi de votre propre autorité sur des objets « d'une telle importance? C'est donc vous qui « commandez l'armée, et je suis ici *il re di cope?* « Voyons, M. le général Dumas, votre registre « de correspondance. » Je le lui soumis, en lui indiquant ma dernière lettre au prince Poniatowsky; il la parcourut, montra beaucoup d'humeur, et jeta le registre sur le parquet. Comme je répondais aux questions qu'il m'adressait sur différents points en litige relativement à l'exécution de l'armistice, et plus particulièrement sur la place de Zara, en Dalmatie, dont il exigeait la remise immédiate, le prince Eugène qui se promenait avec lui se retourna et me fit signe de ne pas répondre; mais cela m'était impossible. Berthier garda le silence le plus obstiné. « Vous vous croyez donc des hommes bien « importants, messieurs les chefs d'état-major! « j'ai fait de vous de trop grands seigneurs, et « vous caressez ceux de la cour d'Autriche. Si un « officier général autrichien eût pris sur lui de « donner de semblables ordres, il serait envoyé « dans un château fort. Les chefs d'état-major « ne doivent être que des instruments; je n'ai « qu'à faire entrer ici le jeune Marbœuf, offi- « cier d'ordonnance, qui est là dans le salon

« de service, et j'en ferai mon major général. »

Après nous avoir ainsi gourmandés, il nous congédia, et il ne fut plus question de cette affaire. J'achevai de remplir ma double mission, jusqu'à la conclusion du traité de paix. Je fus aussi chargé par l'empereur de rédiger un règlement de service en campagne, d'après les ordonnances en vigueur, et les divers ordres du jour qui avaient été précédemment publiés. Les divers chapitres de ce règlement furent successivement soumis à l'empereur, qui fit lui-même de notables corrections. Le chapitre des fonctions et des devoirs des gouverneurs et commandants de place fut entièrement dicté par lui. Il approuva tout le reste, en ordonna l'impression et la distribution à l'armée. Ce travail a, depuis, servi de base à l'ordonnance plus développée qui est aujourd'hui en vigueur.

Quoique je dusse craindre d'avoir déplu en faisant mon devoir, je n'en fus pas moins très-bien traité : l'empereur me nomma grand officier de la Légion d'honneur, et m'accorda une dotation de treize mille francs de rente sur des biens de couvents supprimés dans le duché de Parme ; je jouissais déjà d'une autre dotation plus considérable dans le pays de Hanovre.

On n'avait rien stipulé dans le traité de paix relativement à la remise des provinces restituées

à l'Autriche, et à leur évacuation par les troupes françaises : il avait été convenu seulement qu'il serait fait une convention militaire pour régler ces objets. Je fus chargé de cette négociation au nom de l'empereur Napoléon, et d'après les instructions qui me furent transmises par le major général. M. le comte de Würbna, grand chambellan de l'empereur d'Autriche, fut chargé de traiter avec moi. Le major général prince de Neuchâtel, auquel l'empereur venait de conférer le titre de prince de Wagram, reçut ordre de rester au château de Schœnbrunn, après le départ de l'empereur, jusqu'à la conclusion de cette convention militaire, qu'il devait ratifier, et signer de son nouveau titre, condition qui paraissait fort dure, et dont j'eus beaucoup de peine à obtenir l'exécution. Toutefois ce ne fut point là encore la plus grande difficulté que j'eusse à surmonter. L'empereur Napoléon, usant du droit de conquête, même après la conclusion du traité de paix, voulait faire démanteler la place de Vienne, et avait donné l'ordre de continuer les travaux commencés au grand bastion, et qui étaient dirigés par le général Bertrand. Les Autrichiens firent tous leurs efforts pour prévenir l'entière exécution de cet ordre rigoureux. M. de Würbna, qui voyait bien que ce dernier sacrifice était impérieusement exigé, ramena les

esprits justement aigris, et j'eus personnellement fort à me louer de la justice qu'il me rendit, et de ses égards pour ma position : en effet, je ne pouvais céder sur aucun des points fixés dans mes instructions, ni modifier, ni retarder l'exécution. Tous les fourneaux de mine étant prêts et chargés, on y fit mettre le feu, et les revêtements de ces vieux et formidables remparts furent renversés dans les fossés. Cette terrible explosion, pendant que nous tenions dans l'hôtel du comte de Würbna la dernière séance de la commission, produisit l'effet d'un tremblement de terre, et l'on crut, pendant quelques instants, que la cathédrale (l'église Saint-Étienne) en aurait souffert de grands dommages. L'inclinaison singulière et bien connue de la flèche du clocher paraissait augmentée. La convention fut signée avec toutes les conditions que l'empereur avait dictées; elle fut ratifiée par le major général, prince de Wagram, sous ce nouveau titre, malgré les représentations des commissaires autrichiens, sur ce qu'ils appelaient le dernier outrage.

Je reçus l'ordre de séjourner à Vienne jusqu'à l'entière exécution de la convention. Je fus assez heureux pour remplir cette mission délicate sans choquer aucune convenance, et toutefois sans dévier en aucun point des instructions très-rigides qui m'avaient été données. J'accordai et je

fis valoir les petites concessions qui ne touchaient pas au fond des stipulations consenties : je fus en cela aidé et soutenu par M. le maréchal Davoust, dont le corps d'armée occupait Vienne, et devait faire l'arrière-garde, en se retirant successivement sur la position de Saint-Polten, ensuite sur la ligne de l'Ens.

J'avais gardé auprès de moi pour me seconder mon ancien aide de camp et mon ami le colonel Louis Romœuf, que le maréchal Davoust avait bien voulu détacher de son état-major. Ce fut pendant mon séjour à Vienne que je présentai le colonel Romœuf à madame de Traunwieser. Cette dame avait une très-belle maison de campagne aux environs de Vienne, sur la montagne appelée le Kahlemberg. Dans les premiers moments d'invasion, cette maison de campagne avait été fort maltraitée par les troupes wurtembergeoises; on avait surtout enlevé de très-beaux chevaux transylvaniens, que j'avais fait rechercher et rendre à madame Traunwieser : elle mit beaucoup de prix à ce petit service, et me le témoigna par toutes sortes d'égards et de procédés. Sa fille unique, mademoiselle Charlotte, était une des plus belles personnes de Vienne, pleine de grâces et de talents; elle distingua le colonel Romœuf : sa mère approuva les soins qu'il lui rendait, et s'engagea à lui accorder sa main, aussi-

tôt que les circonstances le permettraient. J'étais fort heureux du bonheur de mon ami, et d'avoir pu contribuer à une union qui, sous le rapport de la fortune, était aussi très-avantageuse. La paix récemment conclue confirmait les espérances d'un couple si bien assorti : j'étais loin de prévoir que de nouveaux orages éclateraient dans le nord de l'Europe, et que les espérances de mon ami s'évanouiraient avec la vie sur le champ de bataille où il fut mortellement frappé, et mourut dans mes bras.

La ville de Vienne et tout le cercle de la basse Autriche ayant été d'abord évacués, l'empereur François rentra dans sa capitale, et je fus témoin de l'accueil qu'il y reçut; il arriva de nuit dans la ville, qui fut spontanément illuminée : il était en voiture découverte, et avait auprès de lui son fidèle ami le comte de Würbna. Il parcourut ainsi les principales rues de la ville au milieu des plus vives acclamations et des bénédictions du peuple. Je fus admis, peu de jours après, à une audience de l'empereur François : j'y fus introduit par le comte de Würbna, et accueilli de la manière la plus honorable. L'empereur m'exprima plusieurs fois sa haute estime pour l'empereur Napoléon et son désir sincère d'affermir de plus en plus la paix et la bonne harmonie entre les deux nations.

Vers la fin de décembre 1809, ma mission étant remplie, et les provinces autrichiennes qui devaient être restituées, étant entièrement évacuées par les troupes françaises, je reçus ordre de retourner à Paris. Je m'arrêtai à Linz pour prendre congé de M. le maréchal Davoust, et ensuite à Munich, pour faire ma cour à S. M. le roi de Bavière, et le remercier de ce qu'il avait bien voulu me conférer le grand ordre militaire de Maximilien : il avait ajouté à cette faveur le soin d'obtenir pour moi, de l'empereur Napoléon, la permission de m'en décorer. Je reçus aussi un honorable témoignage de souvenir de S. M. l'empereur d'Autriche : M. de Würbna m'envoya de la part de S. M. une boîte contenant le portrait de l'empereur François, entouré de diamants. L'empereur Napoléon me permit de l'accepter.

LIVRE QUINZIÈME.

Retour à Paris. — Direction générale de la conscription et des revues. — Instruction générale pour la conscription. — Captivité et mort du général Franceschi. — Douleur et mort de ma fille Octavie.

De retour à Paris, je rentrai à la section de la guerre au conseil d'État, et peu de temps après, au mois de février 1810, je fus nommé directeur général de la conscription et des revues, fonctions importantes dans lesquelles je remplaçai le comte de Cessac (Lacuée), appelé au ministère de l'administration de la guerre, en remplacement du général comte Dejean.

Les deux parties essentielles du ministère de la guerre, dont le travail m'était confié, occupèrent tous mes instants. Je trouvai les bureaux de la conscription parfaitement organisés, et conduits par un chef de division très-habile, M. Hargenvilliers; je n'eus qu'à suivre les bons errements que m'avait laissés M. de Cessac. Il n'en était pas de même de la partie des revues, dans laquelle les fréquentes mutations, les nouvelles formations des corps, leur amalgame, les

nombreuses incorporations, et enfin le grand mouvement des armées avaient causé beaucoup de confusion. Je m'attachai d'abord à réorganiser le matériel et le personnel des bureaux : j'appelai près de moi quelques inspecteurs aux revues des plus exercés, et j'eus fort à me louer de leur zèle. Je fus surtout bien secondé par M. Rabou, qui connaissait parfaitement la législation réglementaire des revues. J'avais besoin d'un aussi bon guide dans ce dédale d'ordonnances, de décisions et de circulaires, qui avaient successivement surchargé et compliqué cette partie de l'administration militaire. Je divisai le travail par une nouvelle classification, et je parvins à mettre en ordre la comptabilité de tous les corps de l'armée.

Je menai ainsi de front les deux directions qui m'étaient confiées. J'avais obtenu que mon cousin et ami M. Combes, que j'avais laissé à Naples, et que le roi Joachim avait conservé à la direction des postes, vînt occuper près de moi l'emploi de secrétaire général : son esprit d'ordre, son exactitude et sa vigilance me furent très-utiles. Je travaillais régulièrement une fois par semaine avec le ministre de la guerre, mais seulement pour la forme : je lui soumettais et lui expliquais sommairement mes divers rapports et projets de décrets et de décisions, qu'il

devait mettre sous les yeux de l'empereur; il me les renvoyait après son travail; mais la plupart du temps, et sur tout ce qui tenait à la conscription, S. M. m'envoyait ses ordres directement. A l'époque des levées, il entrait dans les plus grands détails sur la destination et la répartition des conscrits. Ma correspondance avec les préfets des départements et avec les corps était fort étendue. Pour donner une idée de l'immensité des détails dans cette partie du département de la guerre, il me suffira de dire que, dans les années 1810 et 1811, j'ai expédié jusqu'à soixante et dix mille lettres par an.

L'empereur me donna plusieurs fois des témoignages de sa satisfaction, et le plus remarquable fut son approbation de l'instruction générale que j'avais rédigée sur les différentes opérations de la conscription. Il m'avait paru nécessaire de recueillir toutes les lois, règlements et décisions dans une espèce de manuel. Afin d'établir une entière uniformité dans le travail des divers agents, et de prévenir les fréquentes erreurs et les incertitudes produites par la multiplicité des décisions particulières et le vague des interprétations, j'avais joint à cette instruction générale une suite de tableaux modèles pour en faciliter l'exécution et pour garantir la parfaite similitude des opérations,

comme aussi pour les simplifier et les rendre plus rapides. J'avais employé plus de six mois à ce travail. Je faisais discuter tous les jours devant moi par le chef de division, Hargenvilliers, mon secrétaire général et les chefs de bureau, les chapitres successifs de cette instruction. Je corrigeais ensuite, et apurais scrupuleusement la rédaction. Quand cet ouvrage qui, comme on le voit, était bien plus celui de mes collaborateurs que le mien, et appartenait principalement à M. Hargenvilliers, fut terminé, je le portai au duc de Feltre, ministre de la guerre, avec un rapport explicatif. Je n'y dissimulai point que j'avais cru devoir adoucir autant que possible les rigueurs de la loi pour quelques cas d'exemption, et dans la pénalité administrative. Je rendais compte des divers changements dont l'expérience avait fait connaître la justice et l'utilité; je proposais à S. M. de nommer une commission de conseillers d'État des sections de la guerre et de l'intérieur pour examiner ce travail et lui en rendre compte. L'empereur, après avoir lu mon rapport, approuva l'instruction générale, et m'ordonna de la publier. Cette espèce de manuel a, depuis, servi de guide à tous les agents civils et militaires employés aux diverses opérations de la conscription. Il a été traduit en allemand et en italien, et, dans plusieurs

États de l'Europe, on a adopté et mis en pratique les règlements qu'il renferme.

Pendant que je me livrais ainsi tout entier à mes occupations, et que j'en étais dédommagé par les témoignages de satisfaction que j'obtenais de l'empereur, mon bonheur domestique fut troublé par la cruelle perte que je fis de mon gendre, le général Franceschi, et par le mortel chagrin de ma chère Octavie.

J'avais reçu pendant mon dernier séjour au quartier général de Schœnbrunn, la nouvelle de l'enlèvement du général Franceschi, par une guerilla, aux environs de Zamora. Ce fut après la belle retraite de l'armée de Portugal, sous les ordres du maréchal Soult, que Franceschi fut chargé par ce maréchal d'une mission très-importante : le maréchal ne pouvait en confier le secret à un officier plus capable de la remplir; Franceschi venait de commander son arrière-garde dans les circonstances les plus difficiles; il s'y était distingué par de brillantes manœuvres et par la plus rare intrépidité. Le maréchal Soult estimait son caractère autant que ses talents, et l'honorait de son amitié : il le chargea d'aller à Madrid expliquer lui-même au roi Joseph et au maréchal Jourdan, son major général, le mouvement qu'il se proposait de faire sur les derrières de l'armée anglo-espagnole, comman-

dée par lord Wellington. Le maréchal Soult demandait au roi d'Espagne de manœuvrer avec ses forces réunies devant lord Wellington, de manière à le tenir en échec, mais sans hasarder une action sérieuse, jusqu'à ce que l'armée du maréchal fût en mesure d'attaquer l'armée anglaise par son flanc gauche et ses derrières, sur la rive droite du Tage, et de lui couper toute retraite. Le succès de cette opération combinée paraissait infaillible, et devait décider du sort de la guerre. C'eût été une seconde bataille d'Almanza.

L'importance de cette mission et la nécessité de ne pas perdre un instant pour arriver à Madrid déterminèrent Franceschi à ne point prendre d'escorte : se fiant à la connaissance parfaite qu'il avait du pays, il ne prit avec lui que son aide de camp, le capitaine Bernard, et le capitaine Anthoine, beau-frère du maréchal Suchet, aide de camp du maréchal Soult. Franceschi fut victime de son zèle et de son trop de confiance; trompé par un postillon qui lui proposa de prendre un sentier à travers des blés très-hauts, qu'il disait abréger beaucoup, il fut conduit dans une embuscade, et tout à coup entouré par une guerilla d'environ trente cavaliers, commandée par le fameux *Capucino*. Séparé de ses deux aides de camp, qui, de leur côté, étaient

menacés du même sort, il allait être percé de coups, lorsque le chef de la guerilla arrêta de sa main ceux qui voulaient le poignarder ou le fusiller : il connaissait Franceschi qui l'avait plusieurs fois poursuivi dans cette même contrée : il ordonna à ses gens de le prendre vivant pour le conduire à Séville, où était établi le gouvernement des Cortès. On le conduisit d'abord à Ciudad-Rodrigo, et de là au quartier général anglais, où lord Wellington, qui eut l'obligeance de m'en informer, fit tout ce qu'il put pour retenir le brave Franceschi; mais le *Capucino* ne voulut jamais consentir à abandonner ses prisonniers : il les gardait à vue; et Wellington ayant invité Franceschi à dîner, le *Capucino* s'assit à côté de lui, de peur qu'il ne lui fût enlevé. Ni le général en chef de l'armée anglaise, ni le chef de guerillas ne se doutaient que la fortune eût mis entre leurs mains l'officier général dépositaire d'un secret qui pouvait avoir une si grande influence sur l'issue de cette campagne : la présence de Franceschi près du roi Joseph aurait vraisemblablement fait changer sa résolution de livrer intempestivement la bataille de Talavera; les efforts de lord Wellington, et l'admirable constance des troupes anglaises pour se maintenir dans leur forte position et assurer leur retraite au delà du Tage, eussent été vains, si,

retardant ses attaques de quelques jours seulement, le roi Joseph eût laissé au maréchal Soult le temps d'achever son mouvement et d'assurer une victoire décisive. Le général Foy, qui fut chargé de remplacer le général Franceschi, après la prise de celui-ci, arriva trop tard à Madrid.

Le *Capucino* conduisit ses prisonniers à Séville, fit parade de ce trophée, et les remit à la disposition de la *Junta* de gouvernement : il reçut ordre de conduire les trois prisonniers à Grenade, où ils furent étroitement renfermés à l'Alhambra. Lorsque le général Sébastiani, avec son corps d'armée, s'approcha de Grenade, Franceschi et ses compagnons furent transportés à Malaga. Peu de jours après ils furent embarqués pour Majorque, et enfin jetés avec quinze autres officiers français prisonniers, dans la place de Carthagène, et resserrés dans l'intérieur de l'arsenal.

Depuis que ma fille avait appris ces événements, elle n'avait plus un instant de repos : je ne pouvais la calmer et dissiper ses funestes pressentiments qu'en multipliant mes démarches pour obtenir l'échange de son mari. Les Espagnols n'y voulaient consentir qu'à condition qu'on leur rendrait le général Palafox, qui avait été pris à Saragosse. L'empereur s'y refusa. Tous

les autres moyens d'échange proposés par le roi Joseph et par les maréchaux Soult et Suchet furent constamment rejetés par les Espagnols; ils consentirent seulement à l'échange du capitaine Anthoine; Bernard resta seul auprès de Franceschi.

La santé de ma fille déclinait de jour en jour; elle me déclara qu'elle ne pouvait plus exister longtemps, si je lui refusais d'aller joindre son mari dans sa prison. La reine d'Espagne la conduisit chez l'empereur, qui lui permit de demander des passe-ports pour passer en Angleterre et s'y embarquer pour se rendre à Carthagène. J'étais occupé des apprêts de ce voyage, lorsque je reçus la funeste nouvelle de la mort du général Franceschi. La fièvre jaune, qui régnait à Carthagène, avait atteint et moissonnait les prisonniers français. On avait obtenu pour Franceschi qu'il sortît de la prison de l'arsenal, et qu'il fût logé et gardé dans la maison d'un négociant : mais ce brave et généreux ami ne voulut jamais quitter ses compagnons; il leur donnait ses soins, bravant ainsi un danger plus grand que tous ceux qu'il avait affrontés tant de fois sur les champs de bataille. Sur dix-sept officiers réunis dans cette prison, douze périrent de la fièvre jaune; Franceschi en fut atteint presque le dernier, et mourut dans les bras de son aide de

camp Bernard, en appelant sa chère Octavie.

Je fus navré de douleur : je perdais un fils adoptif digne de toute ma tendresse, et que j'aimais autant que mes autres enfants; je perdais un excellent ami, et les consolations que son beau caractère, ses talents et la réputation qu'il s'était acquise dans l'armée, réservaient à ma vieillesse. Quelques soins que j'eusse pris pour préparer ma fille au coup affreux que je devais lui porter, elle le pressentit et tomba comme foudroyée dans mes bras. Lorsque les secours de sa sœur et les miens l'eurent ranimée, elle se prosterna et pria avec ferveur. Depuis ce jour de douloureuse mémoire, rien ne put la distraire de ses sombres chagrins; elle ne quitta presque plus ni son appartement, ni ses habits de deuil. Je ne pus ébranler sa résolution de mourir. Sa santé commençant à s'altérer, elle se refusa aux remèdes qui auraient pu la guérir. J'essayai vainement, dans la belle saison, de la faire sortir de Paris : je l'entraînai presque de force pour la mener à la campagne; elle ne voulut point y passer un seul jour, se jeta dans mes bras, et me dit qu'elle se sentait mourir si je ne la ramenais à Paris dans l'appartement où était le portrait de son mari. Son état empira pendant l'automne, et les symptômes affreux de la maladie qui m'avait enlevé sa mère ne me laissèrent qu'un faible

armée française aux extrémités de l'Europe pour attaquer le colosse du Nord, n'arrêtèrent point Napoléon. Quelques observateurs politiques ont pensé que, vivement affecté des revers qu'avaient éprouvés nos armes en Espagne et en Portugal, il avait voulu en relever l'honneur et l'éclat par de nouvelles victoires sur un nouveau théâtre. Il crut cette guerre offensive nécessaire à l'accomplissement de ses desseins; il se persuada qu'il ne faisait ainsi que prévenir une coalition plus formidable que les précédentes, et qu'il ne forcerait l'Angleterre à la paix qu'après l'avoir réduite à l'impossibilité de lui susciter une guerre continentale.

Depuis que Napoléon avait porté en Espagne et en Portugal plus de la moitié de ses meilleures troupes, il avait travaillé constamment à organiser une grande armée en Allemagne, la plus nombreuse qu'il eût commandée en personne. Le seul corps du maréchal Davoust, cantonné dans les départements de l'Elbe, avait été porté à quatre-vingt mille hommes. J'avais reçu l'ordre de diriger sur les corps qui composaient cette armée l'élite de la dernière conscription. La recherche des réfractaires, après l'expiration du terme de l'amnistie accordée à l'occasion du mariage de l'empereur, avait produit un recrutement d'environ cinquante mille hommes, pres-

que tous appartenant aux levées antérieures, et âgés de vingt-trois à vingt-cinq ans. On avait retiré des cadres des sous-officiers de l'armée d'Espagne, tant pour l'infanterie que pour la cavalerie; on avait fait, dans le Hanovre, dans le royaume de Westphalie et dans les départements du Rhin, des remontes considérables.

Cette organisation, ces immenses apprêts furent terminés vers le mois de février 1812. J'avais travaillé plusieurs fois sous la dictée de l'empereur : j'eus occasion d'admirer son inconcevable mémoire, et la précision avec laquelle il suivait, sans recourir aux états de situation, l'effectif des divers corps, pour fixer suivant leurs besoins les moyens de les porter au complet de guerre. Lui ayant soumis un jour un tableau général qu'il m'avait demandé, et qu'il parcourut très-rapidement, il me dicta une répartition de conscrits relative à ce tableau d'effectif de tous les corps de l'armée, sans hésiter une seule fois, en énonçant la force de chacun des corps et leur emplacement : il se promenait à grands pas, ou restait arrêté devant la croisée de son cabinet : il dictait avec une telle rapidité, que j'avais à peine le temps d'exprimer nettement les chiffres, et d'indiquer par des abréviations les notes qu'il y ajoutait. Je n'avais pas, depuis près d'une demi-heure, pu lever les yeux

de dessus les feuilles sur lesquelles je griffonnais à la hâte. Je ne doutai pas qu'il n'eût sous les yeux le tableau général que je lui avais remis; et comme il s'arrêta un instant, et que je pus le regarder, il s'aperçut et rit de mon étonnement: « Vous avez cru, me dit-il, que je lisais votre « tableau; je n'en ai pas besoin, je sais tout cela; « continuons. »

Dans les premiers jours de mars, je fus appelé chez l'empereur pour lui rendre compte de l'exécution de différentes dispositions qu'il m'avait prescrites, et qui étaient relatives aux dernières levées. Il avait commencé à me dicter, lorsque, s'interrompant tout à coup, il me dit: « Je veux « cette fois que l'intendance générale de l'armée « soit organisée et conduite militairement. Cette « administration est la partie la plus importante « des attributions de l'état-major général; c'est « plus que la moitié des opérations de guerre, et « c'est aussi, sur un grand théâtre, un ministère « tout entier. Vous remplirez ces fonctions à la « grande armée; je vous nommerai intendant « général. » — Je répondis: « Sire, j'ai été assez « heureux pour mériter les témoignages de votre « satisfaction dans le poste que vous m'avez con« fié, et je craindrais de ne pas remplir aussi « bien vos vues dans celui que vous me destinez. « Je n'ai point assez d'expérience des détails des

« différentes branches de cette administration, « et il me semble que je servirais plus utilement « à l'armée, comme je l'ai fait dans les campagnes « précédentes, en qualité d'aide-major général « sous le prince de Wagram. » — « C'est bon, me « dit-il, vous ferez ce qui vous sera ordonné. »

J'allai consulter mon honorable ami le comte Daru, et mon ancien compagnon d'armes Berthier, qui m'encouragèrent l'un et l'autre à remplir les intentions de l'empereur, et je ne tardai pas à recevoir l'ordre de me rendre, d'abord à Fulde, et ensuite à Erfurth et à Berlin, pour y organiser les divers services.

Peu de jours avant mon départ, l'empereur me fit appeler à l'Élysée, où se trouvèrent aussi le major général prince de Wagram et le comte Daru, secrétaire d'État. L'empereur nous annonça qu'il nous avait réunis pour nous donner ses instructions sur les objets dont nous aurions à nous occuper avant l'ouverture de la campagne, et principalement sur les fonctions que je devais remplir comme intendant général. Avant de nous faire asseoir autour d'une petite table ronde préparée au milieu du salon, il me demanda à qui je pensais qu'il fallût confier le travail de la direction de la conscription. Je répondis que le chef de division M. Hargenvilliers était fort en état de remplir cette place ; qu'il

avait eu la plus grande part à la rédaction de l'instruction générale, et qu'il dirigeait le travail des bureaux avec autant d'activité que d'exactitude.

« Fort bien! me dit-il; mais il me faut un of« ficier général qui tienne ferme dans ses rap« ports avec messieurs les préfets. » Alors j'indiquai le général Hastrel, beau-frère du duc de Feltre, ministre de la guerre, comme l'officier le plus propre par ses lumières, son expérience et la fermeté de son caractère, à remplir les vues de l'empereur. Il approuva ce choix, et m'ordonna de remettre mon portefeuille au général Hastrel.

L'empereur nous dicta ensuite ses instructions. La séance dura quatre heures, pendant lesquelles nous suivîmes de notre mieux, le comte Daru et moi, la dictée de l'empereur aussi rapide qu'une conversation. Le major général s'abstint de rien écrire, comptant sur notre exactitude. L'empereur se promenant presque toujours, et sans s'interrompre une seule fois, ne paraissait point fatigué. Nous étions au bout de nos forces. Après cette séance si intéressante et si pénible, nous passâmes chez moi presque toute la nuit à raccorder et rectifier l'une par l'autre nos deux minutes. Cette instruction ne comprenait pas seulement les objets relatifs à mes fonctions,

mais encore l'organisation et les mouvements des divers corps d'armée qui devaient traverser l'Allemagne et les États prussiens jusqu'au delà de la Vistule.

L'empereur fit joindre à cette pièce importante une copie du traité récemment conclu avec la cour de Prusse relativement aux prestations en nature exigées de la Prusse. Ces prestations étaient énormes, comme, par exemple, six cent mille quintaux de grains, quarante-quatre mille bœufs, trois mille voitures de transport auxiliaires, etc. La Prusse redevait quarante-trois millions de francs sur les contributions imposées après la paix de Tilsitt, par une convention particulière; mais il m'était interdit de régler aucun compte avant la fin de la campagne; et il y avait dans mes instructions cette phrase remarquable : « Après le compte établi, la Prusse restera encore « reliquataire. »

Je partis de Paris le 15 mars; je passai par Mayence, et ne m'arrêtai qu'à Erfurth où les ordonnateurs Chambon et Joinville me remirent l'état des divers approvisionnements dont ils avaient été chargés, et celui du personnel. Après un court séjour à Erfurth, je me rendis à Berlin. Mon premier soin fut d'organiser mes bureaux et de diviser le travail selon les diverses branches de service. L'empereur m'avait auto-

risé à emmener avec moi, pour être employés à l'intendance générale, plusieurs auditeurs au conseil d'État, et surtout mon gendre le baron de Saint-Didier, préfet du palais, qui ne devait être distrait par aucun service relatif à la maison impériale, de celui dont il était chargé auprès de moi. J'avais obtenu que mon cousin Combes, qui, comme je l'ai dit plus haut, remplissait les fonctions de secrétaire général de la conscription et des revues, fût nommé commissaire des guerres; il continua à travailler avec moi à la distribution du travail, aux annotations de la correspondance générale, et fut, indépendamment, chargé du bureau des subsistances. Mon bureau des fonds était dirigé par M. Pâris, l'un des plus forts comptables que j'aie connus : il avait sous ses ordres un adjoint aux commissaires des guerres, M. Thirat de Saint-Aignant, aujourd'hui maître des requêtes, auquel on doit l'établissement de la comptabilité du département de la guerre. J'avais aussi fait choix de quelques autres commissaires des guerres ou adjoints, dont j'avais distingué la capacité et le zèle.

Armé du traité relatif aux prestations exigées de la Prusse, traité que le premier ministre baron de Hardenberg trouvait inexécutable, et dont il fit, devant moi, de vifs reproches au

commissaire prussien qui l'avait signé, j'en poursuivis l'exécution. M. de Hardenberg se prêta de bonne foi à tout ce que je proposai pour assurer et régler les livraisons des approvisionnements tant pour les lieux que pour les époques de versements. M. le lieutenant général comte de Lothum fut nommé commissaire et reçut l'ordre de m'accompagner tant que l'armée française se trouverait sur le territoire prussien, et d'agir de concert avec moi, pour faire effectuer et constater ces versements.

Pendant que je m'occupais de ces apprêts, les corps d'armée défilaient pour se porter sur la Vistule : celui du maréchal Davoust débouchait par la Poméranie prussienne. Je me rendis à Custrin où ce maréchal avait porté son quartier général : j'avais à conférer avec lui relativement à la saisie qu'il avait ordonnée des chargements de grains qui se trouvaient sur la Vistule ou sur le canal de Bromberg. Ces chargements étaient réclamés par M. de Lothum, comme faisant partie des livraisons qui devaient nous être faites. Quelques-uns cependant étaient la propriété de négociants, et M. de Lothum offrait de les prendre et de nous les livrer à compte des six cent mille quintaux stipulés dans le traité. La confusion occasionnée par cette saisie, et les procès-verbaux qui furent dressés par des

agents de l'administration française, donnèrent lieu par la suite à des réclamations et à des restitutions fondées sur un article du traité de Paris, et dont le résultat fut très-onéreux à la France.

Le maréchal prince d'Eckmühl me communiqua la proposition qu'il venait de faire à l'empereur Napoléon, d'accorder au gouvernement polonais un subside de douze millions pour lever et solder vingt mille hommes de cavalerie légère. Ce corps auxiliaire aurait été fourni dès l'ouverture de la campagne, en sus de l'effectif du corps d'armée polonais. Il n'est pas douteux que ces troupes légères eussent valu beaucoup mieux que tous les Cosaques de la Russie; le maréchal Davoust pensait que c'était le seul moyen de ménager et conserver notre belle cavalerie et d'obtenir d'immenses avantages. Napoléon dut bien regretter depuis de n'avoir pas suivi de si sages conseils.

Je retournai à Berlin, où le maréchal Oudinot venait d'établir son quartier général. Je l'accompagnai à Potsdam avec les officiers de son état-major. Nous fûmes très-bien accueillis par S. M. Prussienne, qui, après la parade, nous fit inviter à dîner. Toute la famille royale s'y trouvait réunie; la princesse royale, aujourd'hui impératrice de Russie, était à la droite du roi; on

nous dit qu'elle ressemblait beaucoup à la feue reine.

Il était difficile de ne pas croire à la sincérité de ce bon accueil et à celle du langage des ministres prussiens. Le baron de Hardenberg, que mes exigences devaient fatiguer, me disait souvent : « C'est de bonne foi que nous entrons « dans votre alliance; elle peut nous devenir « profitable et réparer nos malheurs; mais vous « rendez le fardeau de la guerre trop lourd pour « nos peuples; vous les irritez, vous dévorez « le reste de nos ressources; nous faisons plus « que nous ne pouvons, et quand la misère « aura excité des soulèvements, vous vous en « prendrez à nous du mal que vous vous serez « fait vous-mêmes. »

Pendant mon séjour à Berlin, le général Guilleminot, aide-major général de la grande armée, y arriva : il était occupé de rédiger un rapport sur les itinéraires qu'il avait été chargé de dresser, l'un dans la direction de Pétersbourg, l'autre dans la direction de Moskou : il me communiqua ce travail; il avait recueilli sur l'une et l'autre route beaucoup de renseignements précieux, et nous raisonnions, dans ces deux suppositions, sur les difficultés que présentait une telle guerre d'invasion.

Dans le même temps, j'avais été informé que

le conseiller d'État Niebuhr, fils du célèbre voyageur danois, et que j'avais beaucoup connu pendant mon séjour dans le Holstein, se trouvait à Berlin : je m'empressai d'aller le voir; et comme nous nous entretenions de la prochaine guerre contre la Russie et des conjectures que l'on pouvait faire sur les plans offensifs de l'empereur Napoléon, il me dit que depuis qu'il savait que le général Barclay de Tolly commandait en chef les armées russes, il ne doutait pas qu'il ne mît à exécution le plan de campagne défensive qu'il avait présenté à l'époque de la paix de Tilsitt, lorsque, de concert avec quelques autres généraux russes, il s'était opposé à la pacification. Niebuhr avait passé trois mois à Mémel dans l'intimité de Barclay de Tolly, qui, grièvement blessé à Eylau, avait été transporté à Mémel, où s'était retirée la cour de Prusse. Niebuhr avait parfaitement retenu tous les détails de ce plan de retraites combinées, par lesquelles le général russe espérait attirer cette formidable armée française jusqu'au cœur de la Russie, même au delà de Moskou, la fatiguer, l'éloigner de sa base d'opérations, lui faire user ses ressources et son matériel, en ménageant les réserves russes, jusqu'à ce que, aidée par la rigueur du climat, il pût reprendre l'offensive et faire trouver à Napoléon, sur les bords du Volga, un second Pul-

tawa. C'était une effrayante et trop juste prophétie; elle me parut si positive et si importante que, lorsque j'eus rejoint le quartier impérial, je ne manquai pas d'en faire part au prince de Wagram. Je ne pus douter qu'il n'en rendît compte à l'empereur; mais on ne m'en parla point, et je me gardai bien de répéter ces sinistres présages.

J'avais reçu l'ordre de me rendre à Posen; Napoléon, qui s'était arrêté à Dresde, où il reçut pour la dernière fois les hommages des souverains et des princes ses alliés, arriva peu de jours après à Posen : une faible lueur de pacification venait de s'éteindre; le comte de Narbonne, aide de camp de l'empereur, de retour de Wilna, n'avait apporté, de la part de l'empereur de Russie, que des réponses ou négatives ou évasives aux propositions qu'il avait été chargé de faire et de présenter comme un ultimatum.

L'empereur Napoléon séjourna à Posen six ou sept jours, pendant que les troupes étaient en marche vers la Vistule : il s'occupa dans le plus grand détail des différentes branches du service de l'administration, et surtout des subsistances des équipages militaires et des hôpitaux : il me faisait appeler quelquefois, mais il travaillait le plus souvent sur tout ce qui était relatif à l'intendance générale, avec son secrétaire d'État, le

comte Daru; la coopération de cet habile administrateur ne pouvait que m'être utile; elle me fut toujours agréable et ne me donna jamais le moindre ombrage. L'empereur connaissait notre parfait accord; le comte Daru avait plus que moi l'habitude du travail avec l'empereur, principalement pour la destination et la répartition des fonds; je me trouvai fort bien de cette intervention. Je recevais les ordres, soit par le major général, soit par le secrétaire d'État, et je mettais autant de zèle que de ponctualité à les faire exécuter. La rapidité des marches, la rigueur avec laquelle l'empereur exigeait que les services fussent parfaitement et complétement organisés sur tous les points des lignes d'opérations, et le prompt abandon des établissements à peine formés, multipliaient et compliquaient les difficultés dans toutes les branches du service. Les moyens de transport, soit par les équipages militaires appartenant à l'armée, soit par les auxiliaires, étaient presque toujours insuffisants. Cette armée immense, traversant les États prussiens comme un torrent, consommait toutes les ressources du pays, et ne pouvait être suivie par les approvisionnements de réserve avec la célérité qu'exigeaient les opérations. J'avais fort à me louer du zèle et de l'activité de mes chefs de service. L'empereur, qui était fort impatient,

et dont la coutume était de tendre toujours tous les ressorts, et de ne se montrer que très-rarement satisfait, m'ordonna, à Thorn, de me présenter chez lui après la parade, avec les chefs de service; sans articuler aucun fait, aucun motif, il témoigna un vif mécontentement du service des hôpitaux et des équipages militaires. Je ressentis ce reproche, et crus devoir, dans les termes les plus respectueux, mais les plus positifs, soutenir mes subordonnés. C'était un acte de justice qui déplut sans doute à l'empereur, mais qui me donna les moyens de le mieux servir.

Le quartier impérial fut porté à Dantzick, où Napoléon, en présence du gouverneur, le général Rapp, dicta, au comte Daru et à moi, de nouvelles dispositions pour assurer les services sur la ligne de la Prégel, où l'armée devait se rassembler.

Le quartier général fut porté de Dantzick à Kœnigsberg, où j'eus beaucoup à travailler avec le comte de Lothum, pour régler, d'après notre correspondance, les versements qui avaient été faits pour le compte de la Prusse, en exécution du traité du 17 février. J'eus aussi à pourvoir aux transports par eau des approvisionnements qui seraient expédiés de Dantzick, et par suite de Kœnigsberg par les canaux, et qui devaient remonter la Memel ou le Niémen.

Le gros de l'armée, l'aile gauche et le centre

avec la grande réserve de cavalerie et la garde impériale, se portèrent par Wehlau, Insterburg, sur Gumbinen, dernière ville sur la frontière de la Prusse orientale. L'empereur détermina le point de passage du Niémen pour toute cette partie de la grande armée sur Kowno. Ce passage fut exécuté de la manière la plus brillante et la plus prompte, l'ennemi n'opposant que des arrière-gardes de troupes légères qui disparurent dès que nos têtes de colonne se montrèrent sur la rive gauche.

Cette importante opération (le passage du Niémen) signala l'ouverture de la campagne. Tu ne dois point t'attendre, mon cher fils, à trouver dans cette partie de mes souvenirs, l'histoire complète de ces mémorables événements; mais seulement la trace de ce qui m'a été purement personnel, des faits dont j'ai été témoin oculaire, et de la manière dont je cherchai à remplir la tâche difficile qui m'était imposée. L'histoire militaire des différentes opérations n'a point encore été écrite d'une manière impartiale et suffisamment instructive sous le rapport de l'art. Les diverses relations qui en ont été publiées d'une et d'autre part sont des matériaux qu'un historien judicieux pourra quelque jour mettre en œuvre en les comparant, en s'éclairant par une saine critique et par de nouvelles

recherches. Je conçois le plan d'un tel ouvrage, et je désire qu'il soit entrepris par un écrivain habile et consciencieux. Parmi ces matériaux, outre les pièces officielles, on pourra se servir très-utilement de l'ouvrage du général Guillaume de Vaudoncourt, de l'histoire écrite par M. de Boutourlin, aide de camp de l'empereur de Russie, et aussi de la relation du général Philippe de Ségur, qui n'a point eu la prétention d'écrire une histoire militaire de cette campagne, mais qui, quoique d'une manière anecdotique, a fait un tableau très-animé et très-véridique des détails les plus intéressants. C'est surtout au début de la campagne que l'historien devra s'attacher à faire bien connaître l'ensemble et les développements du plan d'invasion qu'avait conçu le génie de Napoléon, et dont le succès n'a failli que par des circonstances et par des fautes qu'il n'a pu, sur ce vaste théâtre de guerre, ni prévenir par ses dispositions, ni redresser à temps. La bonne exécution de ce beau plan de campagne aurait indubitablement assuré des succès plus prompts, plus décisifs que ceux que Napoléon dut, pour ainsi dire, arracher à la fortune, par son inébranlable constance, et qui pourtant auraient pu suffire pour justifier sa téméraire entreprise et terminer glorieusement cette guerre.

Je reviens à l'objet auquel je dois me borner, et que je pourrais appeler simplement mon itinéraire. Je suivais l'armée et le quartier général impérial, à une marche de distance. En traversant les bois qui bordent la. rive gauche du Niémen, nous essuyâmes l'un des plus violents orages que j'eusse jamais vus : il avait fondu sur les bivouacs de l'armée, qui avait pris position à deux lieues de Kowno, sur la route de Wilna : ce fut un véritable désastre; l'ouragan, les inondations, le froid excessif qui succéda à l'orage, causèrent de très-grandes pertes à l'armée. Le tonnerre tomba sur divers points de la ligne : trois grenadiers de la garde impériale furent frappés de la foudre près de la tente de l'empereur. Des généraux romains se seraient peut être arrêtés devant un aussi sinistre présage, et beaucoup d'esprits en furent frappés. On estima à dix mille le nombre des chevaux qui périrent pendant cette affreuse nuit ou dans les deux jours de marche jusqu'à Wilna. La route en était jonchée; et nous perdîmes aussi une grande partie des équipages auxiliaires. Je rencontrai sur cette route l'équipage de ponts que conduisait le général Éblé, avec la plus grande difficulté dans des chemins sablonneux et dégradés. Je me réunis à son bivouac, et je passai une soirée avec cet excellent officier. Je n'oublierai jamais les réflexions de ce

brave général et ses pressentiments sur l'issue de notre gigantesque expédition.

Wilna, capitale de la Lithuanie, où l'empereur Alexandre avait établi son quartier général, fut évacuée à l'approche de l'armée française : il n'y eut, aux accès de cette ville, que quelques combats de cavalerie légère peu importants; nous recueillîmes quelques restes de magasins considérables qui avaient été incendiés. L'empereur séjourna pendant dix jours à Wilna pour laisser le temps aux corps qui formaient l'aile droite de l'armée (savoir : celui du maréchal Davoust, dont on avait retiré deux divisions, le corps auxiliaire autrichien, sous les ordres du prince Schwartzemberg, le corps polonais du prince Poniatowsky et le corps saxon commandé par le général Reynier) de s'avancer sur Minsk et vers la Wolhinie sur la basse Bérésina. Cette aile droite, dont la force numérique était de 80,000 hommes de toutes armes, était destinée à couper le corps d'armée du prince Bagration du centre de l'armée russe et à le rejeter en Wolhinie; elle fut confiée au roi Jérôme, frère de l'empereur, qui s'était rendu à Varsovie pour en prendre le commandement. Un manque d'accord et des délais, dont l'empereur Napoléon imputa le tort à son frère, lequel, peu de temps après, quitta l'armée et retourna

dans son royaume de Westphalie, empêchèrent le succès de ce beau mouvement : s'il eût été plus rapide et mieux concerté entre les corps d'armée qui devaient y coopérer, le but aurait été atteint et le succès décidé dès l'ouverture de la campagne. L'activité et l'ardeur du maréchal Davoust ne purent réparer une si grande faute; il marcha sur Minsk et sur Mohilow, tandis que tous les autres corps de l'aile droite poursuivaient trop tard et vainement le prince Bagration : celui-ci leur échappa, passa le Dniester au-dessous de Mohilow, avec 40,000 hommes, attaqua le maréchal Davoust qui n'en avait pas 20,000, fut repoussé, mais parvint à s'ouvrir la route de Smolensk.

Pendant ce temps, l'aile gauche de l'armée, sous les ordres du maréchal Macdonald, formée du corps prussien commandé par le général Bulow et d'une division française, marchait de Kœnigsberg sur Riga.

On savait que le centre de l'armée russe, ou plutôt l'armée russe du centre, occupait sur la Dwina une position retranchée avec beaucoup de soin : cette position déjà très-forte par la nature, à cause de la sinuosité de cette rivière, n'était qu'à trois marches de Wilna. L'empereur se disposait à l'attaquer et la fit reconnaître par une division de cavalerie; il y eut un combat

assez vif, pendant lequel l'armée russe passa la Dwina et remonta cette rivière par la rive droite; l'empereur Napoléon se décida à remonter la rive gauche, observant le mouvement de l'ennemi et se dirigeant sur Witepsk.

Pendant le séjour du quartier général à Wilna, je m'occupai de l'organisation des divers services, tant pour la partie mobile, et qui devait avec moi suivre le gros de l'armée et la réserve de la garde impériale, que pour l'administration fixe et territoriale des divers districts de la province de Lithuanie, base générale des différentes lignes d'opérations. Je proposai à l'empereur la nomination des auditeurs du conseil d'État destinés à remplir dans ces divers districts les fonctions d'intendants. J'organisai les convois qui, soit par les routes de terre, soit par la navigation du bas Niémen et de la rivière de Vilia, l'un de ses principaux affluents, devaient apporter à Wilna les approvisionnements que nous tirions principalement de la Prusse orientale. Après cette première disposition générale, je n'eus bientôt plus à m'occuper de cette partie si importante de mes fonctions, que par la correspondance. L'empereur, pressé par le gouvernement du grand-duché de Varsovie, et par les principaux habitants de la Lithuanie, d'organiser un gouvernement provisoire, fit former

une commission ou conseil qui se réunit à Wilna sous la présidence du duc de Bassano. Il confia à ce ministre les pouvoirs les plus étendus, pour tout ce qui pouvait concerner l'armée et le pays : il ne pouvait mettre ces intérêts en meilleures mains. Le duc de Bassano remplit cette importante mission pendant tout le cours de la campagne, et jusqu'au dernier jour de l'évacuation, de la manière la plus utile à l'armée et la plus équitable envers les habitants du pays.

La veille de son départ de Wilna, l'empereur passa lui-même une revue des équipages militaires que j'avais fait rassembler sur le plateau élevé et découvert qui se trouve au nord de la ville. Pendant cette revue, il y eut un orage très-fort; le vent du sud nous apportait une odeur cadavéreuse insupportable, qui provenait du grand nombre de chevaux morts sur la route entre Kowno et Wilna. On ne remarquait pas dans l'armée cette gaieté que nous avions toujours vue aux ouvertures de campagnes. L'aspect du pays était triste; tout paraissait grave et sévère.

L'empereur porta d'abord son quartier général à Globokoë, à trois marches de Wilna. Trouvant cette partie de la contrée abondante en grains, il m'ordonna d'y former de grands établissements de manutention, d'y rassembler des

grains, d'y établir des magasins et un grand hôpital.

Pendant ce temps les troupes défilaient; il pressait leur marche, pour prévenir la tête de l'armée russe à Witepsk : mais le général russe Barclay de Tolly occupait déjà la position en avant de cette ville; il avait son avant-garde à Ostrowno, dans une position avantageuse, à la tête d'un défilé, entre des bois qui bordaient la route; cette avant-garde fut vigoureusement attaquée et dépostée par le corps d'armée sous les ordres du prince vice-roi d'Italie, soutenu par la réserve de cavalerie du roi de Naples. Cet engagement fut très-vif, et l'on croyait qu'il y aurait le lendemain une action générale que l'empereur désirait beaucoup. On s'approcha jusqu'à la portée du canon : il y eut un engagement contre l'aile droite de l'armée russe; l'empereur reconnut la position, et fit ses dispositions pour une attaque générale; mais pendant la nuit, l'armée russe évacua la position, ainsi que la ville de Witepsk, où l'empereur établit son quartier général; les Russes se retirèrent dans la direction de Smolensk.

La grande armée française, ayant ainsi traversé toute la Lithuanie, se trouvait en ligne, la gauche appuyée à Witepsk sur la Dwina, et la droite, que formait le corps du maréchal Da-

voust, à Moïlow, Orcha et Dobrowna sur le Dniéper; l'intervalle entre les deux fleuves n'était guère que de quinze à dix-huit lieues d'un pays découvert et bien cultivé; toute la partie de la Lithuanie sur la haute Bérésina était sur nos derrières et pouvait fournir d'abondantes ressources; les troupes étaient très-fatiguées; les moyens de transport appartenant à l'armée étaient déjà désorganisés; la cavalerie avait perdu beaucoup de chevaux; les chaleurs, excessives dans ces contrées pendant les longs jours d'été, causaient beaucoup de maladies; les ressources pour l'établissement des hôpitaux, qu'on ne trouve guère que dans les grandes villes ou les pays très-peuplés, devenaient plus rares et plus difficiles de jour en jour. La position générale de l'armée française était très-forte comme défensive, puisque l'ennemi ne pouvait hasarder de s'avancer entre les deux fleuves (la Dwina et le Dniéper) sans être attaqué par ses flancs, et que la cavalerie française, encore si belle et si nombreuse, pouvait manœuvrer facilement dans les plaines qui se trouvent dans cet intervalle.

Ces divers motifs déterminèrent d'abord l'empereur à s'arrêter à Witepsk pour donner le temps aux divers corps d'armée d'arriver et de s'établir sur la ligne; et s'il est vrai qu'il hésita à se porter plus en avant, ces mêmes motifs du-

rent puissamment influer sur son irrésolution; il était évident que Barklay de Tolly exécutait son plan de retraite, pour attirer l'armée française le plus loin qu'il se pourrait dans l'intérieur de la Russie, afin de l'affaiblir par le manque de ressources, pendant qu'il ménageait les siennes : il se repliait, et ne nous abandonnait au delà de la Lithuanie que des pays dépeuplés par la fuite des habitants, et dévastés et ravagés de la main même des Russes.

L'empereur s'arrêta à Witepsk pendant douze jours; il m'ordonna d'y former une grande manutention; je fis construire à la hâte vingt-quatre fours, et je fis reconnaître les ressources en grains et en bestiaux que le pays pouvait fournir; les récoltes avaient été abondantes dans presque toute la Lithuanie. J'usai de tous les moyens, même des grossiers moulins à bras pour faire fabriquer des farines. Je fis aussi reconnaître tous les points où l'on pouvait établir des hôpitaux. Pendant ce temps l'empereur examinait lui-même les moyens de fortifier Witepsk, en liant par des ouvrages les ravins profonds qui sont autour de cette petite ville, et la couvrant sur la rive droite d'une forte tête de pont. Le quartier impérial était établi dans le palais du duc de Wurtemberg, gouverneur de Witepsk; l'empereur, soit qu'il eût résolu de rester dans

cette position, soit qu'il voulût le faire croire, fit travailler sa garde à étendre et à aplanir la place où il faisait défiler la parade, et où il passait les troupes en revue. Mais bientôt la nouvelle qu'il reçut de l'arrivée du corps d'armée du prince Bagration à Smolensk, et de sa réunion avec l'armée du centre sous les ordres de Barclay de Tolly, le détermina à pousser l'ennemi plus loin et à le déposter de Smolensk. On pouvait croire qu'il n'avait encore d'autre projet arrêté que celui de s'emparer de cette vieille place forte pour en faire la tête de ses cantonnements, s'affermir sur la frontière de la Lithuanie, et rester dans cette position jusqu'à ce que le maréchal Macdonald eût atteint Riga et s'y fût bien établi.

L'empereur Napoléon ayant vigoureusement repoussé devant lui, avec le gros de son armée, l'armée centrale russe, avait sans doute espéré engager une action décisive avant que l'armée de Bagration eût pu atteindre Smolensk, et vraisemblablement Barclay de Tolly aurait été forcé d'accepter la bataille dans sa position en avant de Witepsk, s'il n'avait reçu la nouvelle de l'arrivée de Bagration à Smolensk. Cet événement décida sa retraite et changea la face des affaires. La réunion des deux armées russes et leur concentration sur Smolensk levèrent toutes les in-

certitudes : il fallut enlever à l'ennemi ce point d'appui.

L'armée reçut ordre de se porter, par un mouvement de flanc, sur Dobrowna, de passer le Dniéper sur différents points et de marcher sur Smolensk. Ce mouvement fut masqué par celui de la cavalerie du roi de Naples, qui se porta en avant, et passa ensuite le Dniéper au-dessus de Dobrowna. L'armée russe, réunie sur la rive droite du Dniéper, occupa fortement, sur la rive gauche, la ville et les faubourgs de Smolensk.

Je suivis le quartier général à Dobrowna, Lyadoni et Krasnoë : les établissements commencés à Witepsk furent conservés; la ville fut retranchée, mais non sur le grand plan qui avait d'abord été arrêté. Les accès de Smolensk ne furent que faiblement défendus par une division de l'armée de Bagration, qui avait formé son arrière-garde sur la rive gauche du Dniéper, et qui, après un court engagement, fut refoulée dans la place par notre cavalerie. Décidé à enlever de vive force ce point éminemment stratégique, l'empereur fit former l'investissement à mesure que les colonnes débouchaient, et arrêta pour le lendemain ses dispositions d'attaque. J'assistai à cette brillante journée; ce fut une grande bataille, parce que l'armée russe défendit obstinément les de-

hors, et que, soutenue par les troupes fraîches qu'elle tirait de la rive droite, et sa retraite étant assurée derrière ces vieilles et fortes murailles, elle résista, sur tous les points, à nos attaques réitérées. Pendant la nuit suivante, l'empereur fit déployer un grand feu d'artillerie et surtout d'obusiers; les Russes évacuèrent la place, incendièrent le faubourg ou ville de bois sur la rive droite, et prirent position sur la hauteur.

Nous trouvâmes Smolensk presque abandonnée par les habitants et dénuée des moyens qui nous étaient si nécessaires, surtout pour l'établissement des hôpitaux. Nous avions un grand nombre de blessés, qui s'accrut encore par les résultats de l'affaire de Valutina, trois jours après notre arrivée à Smolensk. Plus l'armée s'avançait dans l'intérieur du pays, et plus ma tâche devenait difficile. Le pays était dévasté par l'ennemi; les habitations étaient abandonnées et la plupart incendiées; la guerre ne pouvait nourrir la guerre comme dans les contrées fertiles de l'Allemagne : les établissements que nous avions formés étaient déjà trop éloignés; les convois, si difficiles à organiser, étaient déjà insuffisants; le zèle et l'activité de mes collaborateurs dans les corps d'armée ne pouvaient créer les ressources qui manquaient partout pour les divers services. Si l'empereur avait pu s'arrêter à Smo-

lensk, la pénurie dont nous étions menacés, et qui ne pouvait que s'accroître, aurait été réparée; un meilleur système d'approvisionnements et de transports aurait pu s'établir. Mais nous étions déjà entraînés; le mouvement de retraite de l'armée russe était décidé : le plan du général Barclay de Tolly continuait de s'exécuter malgré le mécontentement et les murmures des soldats et des généraux humiliés de voir céder sans combattre des provinces entières, et laisser pénétrer la grande armée française jusqu'au cœur de l'empire. Ces mécontentements déterminèrent l'empereur Alexandre à donner le commandement supérieur de l'armée russe au général Kutusow: Barclay de Tolly continua de commander, sous les ordres du vieux généralissime, l'armée du Nord, formant l'aile droite, et le prince Bagration prit le commandement de l'armée du Midi, formant l'aile gauche.

J'ai besoin de répéter ici que je ne prétends point écrire, même de la manière la plus abrégée, l'histoire de cette mémorable campagne : je marque seulement les principaux événements, et je me borne à rappeler la part que j'ai pu y prendre dans l'exercice des fonctions qui m'étaient confiées. Je viens de dire que le fâcheux résultat du combat de Valutina et le grand nombre de blessés qui furent transportés à Smolensk, augmentè-

rent mes embarras. Le roi de Naples qui, avec le corps d'avant-garde, poursuivait et pressait vivement l'arrière-garde ennemie, se trouva plus sérieusement engagé qu'il n'avait pu le supposer; le renfort de quelques divisions amenées par le prince Constantin l'arrêta et le força de combattre dans une position désavantageuse. La division wurtembergeoise, qui formait la droite de la ligne française, s'obstina à garder sa position en deçà du ravin, au lieu de le traverser pour aborder l'ennemi; ce manque d'accord obligea le roi de Naples à faire un vigoureux effort pour déposter la droite de la ligne russe et décider sa retraite : ce fut là que le général Gudin, l'un des généraux les plus distingués de l'armée française, fut blessé mortellement. J'étais particulièrement lié avec lui, et j'eus la douleur de lui rendre les derniers devoirs militaires dans la petite citadelle de Smolensk, où ses restes furent inhumés.

En supposant que le premier dessein de Napoléon eût été de s'arrêter à Smolensk, et, comme je l'ai dit plus haut, de se borner à la conquête de la Lithuanie et d'une partie du duché de Courlande, ce projet fut abandonné après l'affaire de Valutina, et l'armée fut mise en marche, à la poursuite de l'ennemi, sur la direction de Moskou.

Dans les dix à douze marches après Smolensk,

je suivis le quartier impérial autant qu'il me fut possible de le faire, le dépassant quelquefois, et d'autres fois forcé de rester en arrière. Je réunis souvent mon bivouac à celui du comte Daru, et nous nous trouvâmes ensemble un peu en arrière de celui de l'empereur la veille de la bataille de la Moskowa. L'ennemi ayant continué sa retraite en bon ordre, n'avait opposé qu'une faible résistance à l'ardente poursuite de la cavalerie de notre avant-garde; et comme il évitait tout engagement sérieux, il était facile de prévoir qu'il concentrait ses forces et prenait position. L'empereur Napoléon, qui voyait ses ressources et l'effectif de l'armée s'affaiblir à mesure qu'il pénétrait plus avant dans ces vastes plaines dévastées, désirait joindre l'ennemi et en venir à une action générale et décisive qui lui ouvrît le chemin de la capitale.

Le général Kutusow, décidé à recevoir la bataille dans la position avantageuse qu'il avait choisie à Borodino, sur la rivière de la Kolotcha, avait déployé le centre et l'aile gauche de l'armée russe sur les hauteurs qui dominent la rive droite, et dans toute cette partie de sa ligne de bataille dont un ravin et des broussailles rendaient l'accès difficile, il avait fait élever des redoutes garnies d'artillerie. L'une de ces redoutes, la plus avancée près d'un bouquet de

bois vers la naissance du ravin, formait l'appui de sa gauche. L'empereur Napoléon, arrivé en présence de l'ennemi, fit établir ses tentes et le bivouac de sa garde sur un terrain élevé en face du village de Borodino. Pendant que ses colonnes débouchaient, et entraient en ligne parallèlement à la position de l'armée russe, l'empereur fit lui-même la reconnaissance de la position dans le plus grand détail. Il jugea d'un coup d'œil que cette redoute élevée en avant du bois, et qui flanquait toute la ligne russe, était la véritable clef de la position retranchée : il la fit attaquer sur-le-champ par la division du général Compans, dont les dispositions eurent le plus brillant succès. La redoute, fortement occupée, fut assaillie et enlevée au cri de *vive l'empereur.*

Napoléon passa la plus grande partie de la nuit suivante à donner ses ordres aux généraux commandant ses corps d'armée, pour l'exécution des dispositions d'attaque. Dès la pointe du jour nous quittâmes, le comte Daru et moi, notre bivouac pour nous rendre auprès de l'empereur, un peu en avant de la redoute qui avait été si valeureusement enlevée par le général Compans.

Dès que l'empereur eut fait donner le signal, les colonnes françaises débouchèrent sous la pro-

tection des batteries portées sur la ligne des avant-postes. Les événements de cette grande bataille sont assez connus par les relations officielles et les divers commentaires des écrivains des deux partis. Je dirai seulement ce qui s'est passé sous mes yeux, et plus à portée de moi. Je restai pendant toute cette journée auprès de l'empereur. Je ne m'en éloignais par intervalles que pour visiter les ambulances les plus avancées, et veiller aux premiers secours des nombreux blessés. Nous suivions le progrès des attaques du maréchal Ney, du roi de Naples et du vice-roi. Je me rendis à la pointe du bois, où le corps du maréchal Davoust, prêt à déboucher, souffrait beaucoup du feu plongeant de l'ennemi : ce fut là que mon brave ami le général Louis Romœuf fut frappé mortellement d'un boulet.

Le général Montbrun qui, peu d'instants auparavant, était venu lui-même prendre les ordres de l'empereur, ayant été mortellement blessé, le général Auguste Caulaincourt reçut l'ordre d'aller le remplacer à l'attaque de cavalerie dirigée sur la grande redoute, centre de l'armée russe. La garde impériale, qui était en bataille derrière nous, s'attendait à chaque instant à recevoir l'ordre d'appuyer les attaques du maréchal Ney et du roi de Naples. On raisonnait tout bas et diversement sur la situation et sur l'issue pro-

bable de la bataille. On proposa à l'empereur de faire tourner le bois et le ravin qui était à notre droite : le maréchal Davoust insistait sur ce mouvement, qui, disait-on, pouvait achever la défaite de l'aile gauche des Russes, et couper sa retraite par la vieille route de Mojaïsk. C'était vers les trois heures après midi ; l'empereur resta immobile, le plus souvent assis sur le bord d'un fossé, et d'autres fois se promenant à quelques pas, à droite ou à gauche. On vint lui rendre compte que le général Caulaincourt avait été tué en abordant, à la tête du 5e régiment de cuirassiers, cette grande redoute ouverte à la gorge, et où les Russes firent vainement des efforts réitérés pour se maintenir.

Vers les cinq heures, l'armée russe était en retraite sur tous les points; la jeune garde seulement avait été portée en avant à l'appui des troupes du maréchal Ney. Nos batteries avaient pris beaucoup d'avantage, et toute la ligne française était déjà au delà des redoutes sur le revers de la position. L'empereur monta à cheval vers six heures et demie du soir; il alla droit à la grande redoute, et parcourut le champ de bataille qui était jonché de morts, depuis le bord de la rivière de la Kolotcha jusqu'à l'extrême droite. Après l'avoir accompagné pendant une partie de cette tournée, je revins à la grande

ambulance sur laquelle on faisait diriger tous les blessés français ou russes qu'on pouvait relever sur le champ de bataille, en y employant tous les moyens de transport disponibles.

On a beaucoup dit, on a écrit que Napoléon n'avait pas montré dans cette journée son activité ordinaire; on s'est étonné de son impassibilité; on a voulu faire entendre qu'il était dans une sorte d'abattement physique, qu'il n'avait pu déployer toutes les ressources de son génie; enfin, que son étoile commençait à pâlir au sein même de la victoire. Sans doute Napoléon paraissait souffrant; il s'était extrêmement fatigué pendant les deux nuits précédentes qu'il avait employées à reconnaître lui-même la position de l'ennemi, à placer ses corps d'armée, à déterminer les points d'attaque. Ayant bien arrêté son plan pour contraindre l'ennemi à abandonner sa forte position, il ne voulut rien changer aux dispositions qu'il avait profondément méditées. Il se plaça à portée de son aile droite, contre laquelle le général russe devait vraisemblablement diriger son plus grand effort, afin de tâcher de prendre à revers nos colonnes d'attaque, pendant qu'elles seraient arrêtées sous le feu des redoutes. La station qu'avait choisie Napoléon était aussi le meilleur point d'observation; on y découvrait tout le champ de bataille, et si quelque

manœuvre, quelque succès partiel de l'ennemi avait exigé de nouvelles dispositions, la vigilance de Napoléon n'aurait pas manqué d'y pourvoir; il s'y serait porté de sa personne, comme il le fit à la bataille de Wagram.

Vers neuf heures du soir, nous fûmes, le comte Daru et moi, appelés auprès de l'empereur. Son bivouac était établi au milieu du bataillon carré de sa garde, un peu en arrière de la redoute. On venait de lui servir à souper; il était seul, et nous fit asseoir à sa droite et à sa gauche. Après s'être fait rendre compte des dispositions faites pour secourir les blessés, et du peu de ressources qu'offraient l'abbaye de Koloskoï, située sur la route, à deux lieues du champ de bataille, ainsi qu'un petit nombre d'habitations aux environs du village de Borodino, il nous parla de l'issue de la bataille; il s'endormit un instant après, à peu près pendant vingt minutes, puis s'éveillant tout à coup, il continua ainsi : « On « s'étonnera que je n'aie pas fait donner mes ré« serves pour obtenir de plus grands résultats : « mais j'ai dû les conserver pour frapper un coup « décisif dans la grande bataille que nous livrera « l'ennemi devant Moscou : le succès de la jour« née était assuré; je devais songer au succès « de la campagne, et c'est pour cela que je garde « mes réserves. »

En sortant de la tente de l'empereur, j'allai visiter de nouveau la grande ambulance; je me rendis ensuite à un petit château, à peu près à une demi-lieue du champ de bataille, où l'on avait transporté mon ami le général Romœuf et le général Montbrun. Romœuf, déjà fort affaibli, me montra la garde de son épée que le boulet avait aplatie contre sa hanche : la contusion était affreuse; mon malheureux ami conservait encore beaucoup d'espérance, mais les chirurgiens ne m'en laissèrent aucune; il expira peu d'instants après que je l'eus quitté. Je dis aussi un dernier adieu au brave Montbrun qui expirait sous le même toit.

Le lendemain, 8 septembre, le roi de Naples, avec sa cavalerie, continua de poursuivre l'armée russe qui se retirait rapidement. Il y eut un engagement assez vif avec l'arrière-garde devant la petite ville de Mojaïsk, qui fut promptement évacuée par l'ennemi. L'empereur y porta son quartier général; nous trouvâmes Mojaïsk encombrée de blessés de l'armée russe, qui n'avaient pu être transportés : il y avait, dans ces petits hôpitaux, autant de cadavres que d'hommes encore vivants; il y régnait un grand désordre et une affreuse pénurie de toute espèce de secours. On peut se figurer l'accroissement de misère et de calamités accumulées sur ce point par

les évacuations de nos blessés. Nos pertes furent immenses, et d'autant plus sensibles que nos efforts et nos sollicitudes ne pouvaient créer, dans ces plaines désertes, des secours suffisants pour arracher à la mort tant de braves mutilés.

Ce fut à Mojaïsk, et en présence de l'empereur, que s'engagea une discussion et presque une querelle entre le roi de Naples et le maréchal Davoust. Celui-ci, blâmant la manière dont Murat poursuivait l'arrière-garde russe, fatiguait et détruisait le reste de notre belle cavalerie, à laquelle l'ennemi n'opposait que ses troupes légères, proposa à l'empereur de laisser reposer cette réserve précieuse, et de le charger de faire l'avant-garde et de suivre l'ennemi avec son infanterie. — « Trouvez-vous, dit l'empereur au ma-« réchal, que le roi de Naples n'ait pas montré « assez d'ardeur? — Beaucoup trop, » répondit Davoust. Et certes il avait raison : il est vraisemblable que, si son conseil eût été suivi, l'ennemi, serré de plus près qu'on ne pouvait le faire dans ces circonstances avec de la cavalerie, aurait été atteint, et n'aurait pu, comme il le fit quelques jours après, dérober ses mouvements et se porter sur notre flanc droit.

Nous n'étions plus qu'à trois petites marches de la grande capitale. Napoléon, près d'atteindre son but, la dernière scène et le dénoûment de la

campagne, pressait le mouvement de ses corps d'armée. Obligé de suivre le quartier impérial, ce fut pour moi un pénible devoir de laisser en arrière, dans les environs du champ de bataille, un si grand nombre de blessés (de quatre à cinq mille), avec si peu de secours. Nos ambulances étaient presque épuisées, et cependant il fallait prévoir les résultats d'une dernière bataille et ménager le peu qui nous restait de moyens d'y pourvoir.

En arrivant devant Moskou, nous trouvâmes la position appelée la montagne des Oiseaux couverte de retranchements encore imparfaits, et que sans doute les généraux russes s'étaient proposé de défendre; mais cette position, ainsi que la capitale, avaient été abandonnées, et la bataille, seconde victoire que l'empereur avait espérée, nous échappait.

L'empereur s'arrêta dans le faubourg de Moscou, sur le bord de la Moskowa; il laissa le roi de Naples pénétrer jusqu'au Kremlin, dont celui-ci s'empara, après en avoir chassé quelques milliers de paysans armés qui s'y étaient enfermés. L'empereur ordonna ensuite au comte Daru et à moi d'entrer dans la ville à la suite de l'avant-garde, et de prendre connaissance de la situation des choses pour lui en faire un rapport le lendemain matin. Il défendit

qu'aucune autre personne entrât dans la ville.

La nuit approchait; lorsque nous pénétrâmes dans cette vaste et magnifique solitude, à peine quelques individus de la classe du peuple se montraient-ils çà et là sur le passage des troupes du roi de Naples. Nous traversâmes le Kremlin, la place du Bazar, et la rue qui conduit à la place du Palais du gouvernement. Les avant-postes de la cavalerie légère du roi de Naples avaient poussé quelques cents pas plus loin jusqu'au boulevard; une grand'garde d'infanterie fut établie sur la place du Gouvernement. La dernière arrière-garde russe tenait encore dans le faubourg du Nord.

La nuit était belle; la lune éclairait ces beaux édifices, ces vastes hôtels, ces rues désertes : c'était le silence des tombeaux. Nous cherchâmes longtemps quelque individu que nous pussions interroger; nous rencontrâmes enfin un professeur de l'académie et quelques Français établis à Moskou, qui s'étaient cachés pendant la confusion de l'évacuation de la ville. Ces individus nous racontèrent tout ce qui s'était passé depuis quelqués jours, et ne purent nous faire comprendre cette disparition soudaine d'une population de trois cent mille âmes. Nous entrâmes dans quelques hôtels dont toutes les portes étaient ouvertes; nous n'y rencontrâmes per-

sonne. Vers minuit nous choisîmes chacun un gîte dans ce même quartier du Gouvernement, qui nous parut être le plus central de cette immense ville. Je m'établis dans un hôtel situé à l'un des angles de la place, et qu'on me dit appartenir à madame la comtesse de Mockanow. C'était une grande maison bâtie en pierres de taille, d'une assez mauvaise architecture, mais à l'intérieur commodément distribuée et fort bien ornée. Je trouvai dans les cuisines souterraines deux *moudjicks* ou esclaves qui me conduisirent dans les appartements; tout y était en aussi bon ordre que si les maîtres de la maison y eussent été attendus; il y avait dans le salon de compagnie, précédé de deux autres, une table ronde sur laquelle étaient encore les ouvrages de broderie des dames: pas le moindre petit meuble n'avait été déplacé; les clefs étaient sur les secrétaires dans une fort belle chambre à coucher. J'appris ensuite qu'on avait recueilli dans une cave tout le linge et les effets les plus précieux, et entre autres deux bustes en bronze de l'empereur et de l'impératrice, qu'on avait cachés dans des tonneaux remplis de miel : je me fis remettre les clefs de cette cave, afin qu'on n'en pût rien enlever : il y avait sous les remises cinq ou six voitures neuves en très-bon état.

A peine m'étais-je jeté sur un lit, que j'entendis

le poste qui était sur la place, crier: Alerte! aux armes! au feu! J'appris qu'un incendie venait de se manifester à la maison de la Bourse, près du Kremlin, derrière la place du Bazar : je m'y rendis sur-le-champ, et je vis qu'on n'y pouvait porter que des secours insuffisants, et que déjà le feu gagnait les galeries ou colonnades du pourtour de la place du Bazar. On ne peut douter que des incendiaires apostés n'eussent commencé, dès ce moment, à exécuter l'ordre qui leur avait été donné par le gouverneur, le comte de Rostopchin, d'incendier cette belle capitale.

L'empereur Napoléon arriva le lendemain matin, et établit son quartier général dans le palais impérial du Kremlin; la garde impériale fut casernée dans le vaste palais du sénat et dans les autres édifices que renferme le Kremlin. Mon premier soin fut de faire rechercher les ressources en subsistances qui pouvaient se trouver dans les magasins publics et dans les maisons particulières; je fis ouvrir devant moi les magasins qui bordent le quai, entre le Kremlin et la maison des enfants trouvés; on estima à environ quarante mille quintaux les barils et sacs de farine et de gruau que ces magasins renfermaient; ressource précieuse, et qui eût été suffisante pour un court séjour. Je me hâtai de visiter les hôpitaux déjà encombrés par les malades et les

blessés de l'armée russe. Le plus considérable de ces établissements, situé à l'extrémité est de la ville, près du palais d'été, me parut dans un état affreux d'abandon : tout y manquait; la mort y faisait d'horribles ravages. Les cadavres jetés dehors gisaient autour des murailles, objet d'horreur et de pitié. D'autres hôpitaux, tels que ceux de Gallitzin et de Seremetow, étaient en meilleur état : plusieurs officiers russes y avaient été déposés, et on y réserva des places pour les nôtres. L'établissement des hôpitaux fut ma principale occupation, tant pour les localités les plus convenables que pour les ressources qu'il fut possible de recueillir. Je fus bien secondé par le zèle et l'activité de nos administrations et de leurs agents; mais nos efforts ne furent que trop insuffisants, et trop souvent infructueux. Le nombre des malades et des blessés arrivés du champ de bataille par les convois s'éleva jusqu'à près de six mille.

L'incendie de la Bourse avait dévoré tout le pourtour de la place du Bazar; à chaque instant, on recevait l'avis de quelque nouvel embrasement : il ne fut pas possible de douter qu'on n'eût médité et préparé la ruine entière de cette capitale. La promptitude et l'activité des secours ne pouvaient arrêter dans les divers quartiers les progrès de l'incendie : on poursui-

vit, on arrêta des incendiaires échappés des prisons; on en fit prompte justice : mais le jour suivant, on vit l'incendie éclater de tous côtés, et principalement dans les parties d'où le vent pouvait accélérer ses progrès. Le troisième jour, les brandons portés par un vent impétueux du nord-ouest enflammèrent une des tours ou pavillons du Kremlin, attenante à l'arsenal, où le général Lariboissière, commandant en chef l'artillerie, avait fait recueillir les munitions d'artillerie de la garde. L'empereur ordonna que sa garde fût employée à arrêter les progrès du feu. Il s'obstina cependant à rester au Kremlin déjà entouré de flammes, et où l'épaisse fumée empêchait de respirer : ce ne fut que le troisième jour au soir qu'il se décida à sortir de Moskou, pour porter son quartier général au château impérial de Petershow, à peu près à une lieue de la dernière enceinte ou ville de bois. Il ordonna alors que la ville fût évacuée : informés de cette disposition, et ne sachant point que l'empereur fût parti, nous nous rendîmes, le comte Daru et moi, au Kremlin, et nous eûmes assez de peine à y parvenir. Nous y trouvâmes le maréchal Duroc qui était resté le dernier, et montait à cheval pour suivre l'empereur. Nous eûmes beaucoup de peine à regagner notre logement. En longeant le quai, nos

chevaux pouvaient à peine supporter la chaleur que produisait l'incendie. Celui du comte Daru, qui me suivait, hésita à traverser la seule issue qui nous restait entre deux maisons embrasées.

Je ne pus m'arrêter à la maison des enfants trouvés, dont j'avais confié la surveillance et la conservation des magasins à mon ami Combes : je lui envoyai par une ordonnance l'ordre de sortir de la ville par un autre chemin qui restait encore libre, avec les deux compagnies de la jeune garde qui y étaient établies et mises à sa disposition. Mais, persuadé qu'il pourrait, en détruisant les clôtures de bois, préserver ce bel établissement, ainsi que les magasins, il s'obstina à y rester, et mérita, par ce dévouement, le grade d'ordonnateur, que l'empereur, satisfait de sa résolution, lui conféra quelques jours après.

Il était nuit lorsque je pus quitter la maison que j'occupais. Nous sortîmes de Moskou sous une véritable pluie de feu. Le vent était si violent, qu'il faisait voler les plaques de tôle détachées des toitures et rougies par les flammes : les pieds de nos chevaux étaient brûlés. On ne peut guère se faire une idée de la confusion qui régnait dans cette évacuation précipitée. Le bruit de l'incendie était semblable au mugissement des vagues; c'était vraiment une tempête

sur une mer de feu. Toute la route, jusqu'à Petershow, était jonchée de débris de toutes sortes, et surtout de bouteilles cassées que les soldats avaient jetées çà et là. Nous établîmes nos bivouacs sur la lisière d'un petit bois d'où nous pouvions considérer cet effroyable spectacle, image de l'enfer. Cette immense ville n'était plus qu'une plaine de feu; le ciel et tout l'horizon étaient comme embrasés, et je pus lire à une distance de trois quarts de lieue, des ordres du major général qui me furent apportés.

Le lendemain, le quartier général fut établi dans les maisons de campagne autour du château; toutes les troupes, à l'exception de deux divisions du corps du maréchal Davoust, restées dans les faubourgs de Moskou, étaient réunies dans les environs de Petershow. Nous espérions recevoir l'ordre de marcher par la route de Pétersbourg, sur laquelle nous nous trouvions : j'étais du nombre de ceux qui considéraient comme un heureux événement cet horrible incendie, s'il pouvait déterminer notre retraite; quelles que pussent être les difficultés, elles me paraissaient moindres et moins dangereuses que la prolongation de notre séjour à Moskou, et je fus bien étonné lorsque j'appris que l'empereur venait d'ordonner au major général et au comte de Narbonne d'aller eux-mêmes recon-

naître, dans la partie de l'est de la ville, où l'incendie avait fait moins de ravages, le beau palais d'été qui avait été préservé. Cet ordre indiquait assez la funeste résolution qu'avait prise l'empereur de rentrer dans Moskou, au lieu de se replier sur la frontière de Lithuanie, et d'aller au-devant de ses renforts et de ses ressources, avant que les Russes fussent en mesure d'inquiéter sa retraite.

En effet, l'armée russe, après avoir été battue à Borodino, avait traversé Moscou et disparu si rapidement devant nous, qu'on avait, pour ainsi dire, perdu sa trace dans la direction de l'est. On avait cessé de combattre, comme si cette masse de forces eût été dispersée. Cependant le maréchal Kutusow avait changé de direction, et s'était porté sur notre flanc droit, pour couvrir ses établissements de Kaluga, et surtout les manufactures d'armes : il avait pris une position qui lui permettait de recevoir par ses derrières les renforts qui lui étaient annoncés, et d'inquiéter par sa gauche notre ligne d'opérations entre Smolensk et Moskou. Il était très-facile à l'empereur Napoléon, s'il eût voulu se retirer par la route du nord, après avoir évacué Moskou, de gagner deux marches dans cette nouvelle direction. Quelques difficultés que nous eussions rencontrées sur une route qui n'avait point encore été explorée, elles eussent été bien moindres

que sur notre ancienne ligne d'opérations, épuisée par le passage, par le ravage des deux armées. Il en fut tout autrement ; Napoléon conçut d'autres desseins, parce qu'il avait aussi conçu d'autres espérances.

Ce beau palais que l'empereur se proposait d'habiter avait été incendié pendant la nuit, après que le major général et le comte de Narbonne l'eurent parcouru : comme il était à l'extrémité de la ville, isolé, et entouré de jardins, il n'y avait point de doute que les incendiaires n'eussent reçu l'ordre d'y mettre le feu; on n'y trouva, le lendemain, que les cendres de ce vaste édifice et du magnifique mobilier dont il était orné.

Napoléon, rentré dans le palais impérial du Kremlin, fit toutes les dispositions apparentes pour prolonger le séjour de l'armée à Moskou.

Le roi de Naples, avec la réserve de cavalerie et une partie de l'infanterie du corps d'armée du vice-roi d'Italie, observait l'armée russe à trois marches de Moskou dans la direction du sud au sud-ouest. Dans ces positions respectives tout l'avantage était pour les Russes, à mesure que nous nous approchions de la mauvaise saison. Ils nous laissaient exploiter et consommer les ressources encore assez considérables qu'offrait le pillage des ruines de Moskou : ces res-

sources furent promptement épuisées; les fourrages devinrent rares, et quand il fallut les chercher dans un rayon au delà de deux lieues, les partis de Cosaques rendirent ce fourragement de jour en jour plus difficile et plus périlleux. Le général Kutusow, immobile dans son camp, se gardait bien de rien entreprendre : quelques détachements seulement, jetés sur la communication, gênaient les arrivages de convois; les généraux russes affectaient beaucoup de confiance, et se considéraient comme en armistice; il y eut des communications entre les deux armées, d'abord par l'intermédiaire du roi de Naples, et plus tard par la mission confiée à l'aide de camp de l'empereur, le général Lauriston.

La situation de notre armée devenait de jour en jour plus pénible. La recherche des moyens de subsistance, le pillage des décombres de l'incendie, et surtout des caves où l'on trouvait encore beaucoup de vins et de liqueurs fortes, contribuaient à relâcher la discipline; quelques milliers de moudjicks ou paysans russes, prisonniers relâchés, et la plupart incendiaires, erraient dans la ville. Il ne fallait pas moins que la vigilance et la fermeté du général Durosnel, aide de camp de l'empereur, auquel il avait confié le gouvernement de Moskou, pour maintenir la police militaire et prévenir de plus grands dé-

sordres. J'ai déjà dit que je m'occupais essentiellement de nos hôpitaux : je continuai de faire évacuer sur Moskou tous les blessés que j'avais pu faire transporter des ambulances établies sur le champ de bataille de la Moskowa et de l'abbaye, qui en étaient encore encombrées.

Le trésor de l'armée (environ douze millions en espèces d'or et d'argent) n'était pas le moindre de nos embarras; et comme je prévoyais de grandes difficultés pour les moyens de transport, je fis presser la liquidation de la solde qui était due, ainsi que des indemnités de pertes. Vers le 10 octobre, j'avais liquidé de ces objets pour une somme d'environ quatre millions; je demandai à l'empereur l'autorisation de les distribuer. Le comte Daru approuva et appuya ma proposition; mais nous ne pûmes obtenir de l'empereur qu'il permît de faire ces payements; il voulut conserver cette ressource.

On ne peut expliquer l'obstination de Napoléon à prolonger le séjour de l'armée au centre de la Russie, au milieu des ruines fumantes de l'ancienne capitale, qu'en supposant qu'il avait acquis la presque certitude d'une prochaine paix. Il est impossible de croire qu'un tel génie, un politique si profond ait compté uniquement sur les ouvertures qu'il avait fait faire au général Kutusow : il est plus vraisemblable que c'était à

Pétersbourg qu'il négociait secrètement, et que c'est là que ses espérances furent déçues par l'ascendant et les manœuvres du parti anglais. La douceur et la sérénité des premiers jours de la saison d'automne contribuèrent, sans doute, beaucoup à dissiper les inquiétudes qu'il aurait pu concevoir sur les difficultés d'une retraite. Il fut peut-être mal informé sur la situation de l'armée russe qu'il croyait affaiblie et découragée, tandis qu'elle recevait de puissants renforts. Enfin il comptait sur les points d'appui de Smolensk et de Witepsk.

Quoi qu'il en soit, Napoléon agit comme si la guerre devait se terminer à Moskou. L'enlèvement des trophées dont il dépouilla le Kremlin, démontre assez cette malheureuse conviction. J'étais un jour seul avec le prince de Wagram, sur le balcon de l'appartement de l'impératrice, qu'il occupait, et qui était fort élevé au-dessus de celui de l'empereur. Nous observions les vains efforts que faisaient des ouvriers sous la direction des ingénieurs, pour détacher de dessus le dôme de la principale église, l'immense croix ditè la croix d'Ivan, objet de la vénération et de l'admiration du peuple russe, qui la croyait d'or massif (elle était de cuivre plaqué de plusieurs feuilles d'or). Cette croix ne pouvant être arrachée sans détruire la clef de la coupole, dans

laquelle elle était profondément scellée, on prit le parti de la scier et limer; elle tomba avec un grand fracas sur le sol, et fut ensuite dépecée et soigneusement emballée pour être transportée à Paris. L'intention de l'empereur était de la faire rétablir et placer sur la coupole de l'église qu'il faisait construire près du Louvre en face du Musée. Le major général, affligé, indigné de cette spoliation si impolitique, me dit : « Est-il possible « qu'on fasse une telle chose, quand on a la paix « dans sa poche! »

Je rapporte les propres expressions du major général, qui, même dans l'intimité, n'aurait pas hasardé cette indiscrétion, s'il n'avait été convaincu que les bases de la négociation étaient déjà posées. Cet espoir fut bientôt détruit, soit par les nouvelles de Pétersbourg, soit par celles que rapporta le général Lauriston du camp russe. Peu de jours après, vers le 14 octobre, je reçus l'ordre d'accélérer, par tous les moyens possibles, l'évacuation sur Smolensk de tous ceux de nos blessés qui seraient en état d'être transportés : il me fut prescrit d'employer à cette évacuation toutes les voitures de l'armée. Me trouvant à l'ordre, le 15 ou le 16, l'empereur, s'arrêtant devant moi, me dit : — « Eh bien! « M. l'intendant général, presque tous nos bles- « sés sont partis? — Non, Sire, lui répondis-je;

« il en reste encore plus de quatre mille dans « Moskou. » Il parut très-mécontent de ma réponse, et passa plus loin sans me rien dire de plus. Le maréchal Duroc, qui était auprès de moi, me serra la main et me dit : « C'est fort « bien, général; c'est avec cette franchise qu'on « sert bien l'empereur. »

En sortant de l'ordre ou lever de l'empereur, je montai à cheval et je visitai presque tous les hôpitaux : cette course me fatigua beaucoup; je rentrai chez moi avec une forte transpiration, et, comme je me hâtais d'aller changer de vêtements, je fus arrêté dans le salon par ce que nous appelions la colonie française, c'est-à-dire, des familles françaises établies à Moskou, et que le bruit qui s'était répandu du prochain départ de l'armée avait jetées dans le désespoir. Tous demandaient à nous suivre, et le plus grand nombre manquait de moyens. Je dus écouter leurs plaintes et accueillir leurs demandes. Comme le froid était déjà très-vif, je me sentis refroidi et glacé jusqu'au cœur. Une heure après, je fus attaqué d'une fièvre violente et d'un point de côté. Le baron Desgenettes, premier médecin de l'armée, déclara que c'était une fluxion de poitrine, et rendit compte à l'empereur que j'étais hors d'état d'être transporté. Le général Lauriston et le comte de Narbonne vinrent me voir et m'ap-

prirent la surprise et l'attaque de l'avant-garde du roi de Naples, et l'ordre donné par l'empereur pour le prompt départ de l'armée. On m'annonça que j'allais être transporté au Kremlin, où le maréchal Mortier, duc de Trévise, devait rester avec son corps, pour faire l'arrière-garde.

Malgré les vives douleurs que me faisaient éprouver le moindre mouvement et le plus léger contact, je m'obstinai à suivre l'armée. Le baron Desgenettes n'ayant pu me détourner de ce dessein, se décida à monter en voiture avec moi pour me donner ses soins, que j'acceptai avec une vive reconnaissance. Lorsqu'on me plaça dans ma dormeuse, je crachais, ou plutôt je vomissais le sang; mais les douleurs aiguës et la fièvre ardente m'étaient moins insupportables que l'idée de rester dans cet état entre les mains des Russes au milieu des ruines de Moskou. Après le premier bivouac et pendant la seconde marche, mon état empira et devint très-dangereux. Le docteur Laubert, premier pharmacien de l'armée, dont les talents étaient aussi estimés que son honorable caractère, ne quittait pas ma voiture, me visitait souvent, et conférait avec le baron Desgenettes; on ne pouvait me donner d'autres secours que de fréquentes potions de gomme arabique, de sucre et de fleur d'orange dissoute dans de l'eau qu'on ne pouvait pas

même faire chauffer pendant la marche. Mon gendre, le baron de Saint-Didier, mon ami Combes, et tous ceux qui m'étaient attachés, m'entouraient de leurs soins. Le froid s'était tout à coup élevé jusqu'à 16 et 17 degrés; je ne le ressentais point, et on craignait de me laisser respirer l'air extérieur. Le docteur Laubert proposa de m'appliquer, sur le point de côté, un large vésicatoire qu'il m'avait préparé; le baron Desgenettes s'en défendait, parce qu'il ne croyait pas qu'il fût possible de lever et de panser ce vésicatoire. Il céda pourtant aux instances du docteur Laubert, et décida que, quel que fût l'effet du vésicatoire, on ne le découvrirait pas. Vingt-quatre heures après cette application je fus soulagé, et la nature fit le reste.

Les grands équipages du quartier général ayant dû s'arrêter dans un village, le jour même de la bataille de Malojaroslawetz, je fus transporté dans une petite baraque où l'on me dressa un lit. J'étais d'une extrême faiblesse, et je pus jouir de quelques heures de repos. C'était au moment même où l'empereur et son état-major, accourant vers le champ de bataille, furent enveloppés par un hourra de Cosaques qui s'étaient jetés sur les derrières. Nous étions alors presque entourés; mais nous fûmes promptement dégagés par une division d'infanterie qui prit position au delà du

village, et qui fut bientôt soutenue par quelques escadrons de la réserve de cavalerie.

Le sort de la grande armée se décidait à Malojaroslawetz : quoique l'avantage, dans cette sanglante affaire, fût resté au corps d'armée du prince Eugène, qui combattit avec la plus grande valeur, l'empereur Napoléon renonça à poursuivre l'armée russe qui se repliait sur ses renforts, du côté de Kalouga, et jugea préférable de reprendre l'ancienne route de l'armée, par Ghiatz et Wiasma : cette contre-marche retardait de deux jours le mouvement de retraite sur Smolensk. On aurait pu prendre une route intermédiaire pour gagner Smolensk par Elnia; mais l'empereur jugea sans doute qu'en suivant une direction trop rapprochée de l'armée des Russes il donnerait au général Kutusow trop d'avantage pour des attaques de flanc.

Dans la seconde journée de cette marche rétrograde, nous traversâmes le champ de bataille de la Moskowa. J'avais continuellement sous les yeux la carte générale de Russie, assez exacte pour les cours d'eau; et comme ces indications me suffisaient pour conjecturer les mouvements respectifs des deux armées, d'après la configuration du terrain que je pouvais présupposer avec beaucoup de vraisemblance, je faisais de tristes réflexions sur les obstacles multipliés que nous

devions rencontrer, et sur les avantages que l'ennemi devait prendre de plus en plus sur nous, à raison de ces mêmes obstacles et de la facilité qu'il avait pour s'élever sur notre flanc gauche, et pour gagner et couper notre ligne de retraite.

Un peu avant d'arriver sur le champ de bataille de Borodino, et au moment même où le maréchal Mortier, après avoir fait sauter le Kremlin, rejoignait l'armée avec son arrière-garde, ma voiture se trouva fort près du groupe de l'empereur. Le major général, mon ancien compagnon d'armes de la guerre d'Amérique, vint s'informer de mon état : il me dit que Sa Majesté avait chargé le comte Daru de remplir mes fonctions d'intendant général ; que je ne devais songer qu'au rétablissement de ma santé. J'aperçus par le reflet de la glace qui était sur le devant de ma dormeuse, le geste que fit mon vieil ami en me quittant, et croyant me dire un éternel adieu. J'étais extrêmement abattu, mais je sentais que la forte crise était passée, et qu'on me jugeait dans un plus grand danger que je ne l'étais réellement. Les lumières et l'excellente conversation du savant docteur Desgenettes soutenaient ma confiance. Je continuai de suivre ainsi, avec les équipages du quartier général, la marche de l'armée jusqu'à Smolensk, presque toujours au bivouac. A Viasma seulement on put

me sortir de ma voiture, et me faire passer la nuit dans une maison à moitié détruite, au milieu de l'incendie qui dévorait le reste de cette petite ville.

Nous séjournâmes trois jours à Smolensk, certes beaucoup trop longtemps ; l'empereur voulut attendre que le prince vice-roi, qui, de Dorogobusch s'était jeté sur la droite pour essayer de prendre la route de Witepsk, et qui, dans cette entreprise infructueuse, avait été forcé d'abandonner la plus grande partie de son artillerie, se fût replié sur Smolensk. Le froid s'était élevé de dix-huit à vingt degrés de Réaumur.

Ce fut pendant ce séjour si funeste que nous apprîmes l'audacieuse et singulière conspiration du général Mallet. Quoique ce complot avorté eût été promptement réprimé, la témérité de l'entreprise, et le court succès du commencement d'exécution, frappèrent Napoléon, et lui firent sentir la nécessité de quitter l'armée aussitôt qu'il pourrait le faire avec sûreté, et d'accourir à Paris pour rassurer les esprits par sa présence, et reproduire, par son ascendant et les ressources de son génie, les moyens de réparer des revers si inattendus.

L'empereur Napoléon avait donné l'ordre au général Baraguey-d'Hilliers d'occuper fortement

avec sa division le point important d'Elnia, embranchement de la route de Kalouga. Il fut très-mécontent que ce général s'y fût laissé prévenir, et eût compromis la brigade d'infanterie commandée par le général Augereau, laquelle y fut très-maltraitée. Cette circonstance, qui découvrait le flanc de l'armée française, et le séjour forcé à Smolensk, avaient donné à l'ennemi le temps et la facilité de couper notre retraite entre Smolensk et Orcha. Le point de Krasnoë, que l'ennemi pouvait atteindre avant nous, devait être le *Pultawa* de la grande armée française. L'empereur s'y porta avec la garde impériale. Les équipages du quartier général le suivirent le lendemain : les corps d'armée du prince vice-roi, du maréchal Davoust, et enfin du maréchal Ney, durent suivre, laissant entre eux l'intervalle d'une demi-marche. Le gros de l'armée russe marchait parallèlement à la route qui suit la rive gauche du Dniéper, à une ou deux lieues de distance : la destruction de nos divers corps d'armée, déjà très-affaiblis, semblait inévitable. Nous bivouaquâmes à demi-chemin de Krasnoë à Smolensk; le froid était excessif; la campagne était couverte de neige; les chevaux avaient de la peine à gravir les moindres escarpements. A chaque pli de terrain, les Cosaques nous harcelaient; ils nous atteignirent à trois ou quatre

lieues de Krasnoë, enlevèrent plusieurs voitures des équipages du quartier général, et entre autres le fourgon topographique de l'empereur. Je perdis dans ce hourra ma voiture la mieux attelée, dans laquelle j'avais placé mon valet de chambre avec mes effets les plus précieux, et quelques provisions qui nous étaient bien nécessaires. Mon valet de chambre, Félix, s'échappa heureusement, et accourut vers ma dormeuse pour m'avertir et me dégager de ce désordre, en me faisant gagner au galop la tête de la colonne, où une compagnie de la jeune garde tint ferme et arrêta les Cosaques.

Nous rencontrâmes, le soir même, de plus grandes difficultés : un ruisseau profondément encaissé nous obligea de bivouaquer encore. Ce ne fut que le lendemain, dans la matinée, que nous pûmes passer ce défilé et monter avec peine, à cause des glaces, sur le plateau où la petite ville de Krasnoë est située. L'avant-garde de l'armée russe avait déjà débouché des bois, des pièces de canon montées sur des traîneaux étaient en batterie à demi-portée de la route, et tiraient sur tout ce qui passait entre le ruisseau et la ville. On leur avait opposé quelques pièces d'artillerie le long de la route, et les équipages du quartier général arrivèrent aussi à Krasnoë. On me fit descendre dans le logement du com-

missaire des guerres stationné à ce poste, et je fus très-heureux de trouver pour moi et mes compagnons un gîte où nous étions entassés, mais du moins à couvert.

Nous y séjournâmes vingt-quatre heures, parce que l'empereur Napoléon voulut y attendre avec sa réserve que les corps d'armée échelonnés entre Krasnoë et Smolensk fussent liés de manière à pouvoir se soutenir; mais déjà le corps d'avant-garde russe avait coupé la route; le prince vice-roi, après une vive attaque, ne parvint à Krasnoë qu'en faisant un détour par sa droite, et dérobant sa marche à l'ennemi à la faveur de la nuit. Le maréchal Davoust fut dégagé par l'attaque que fit faire l'empereur contre le corps qui s'était le plus rapproché de Krasnoë. Cette attaque fut exécutée avec beaucoup de vigueur et de succès par la jeune garde sous les ordres du général Durosnel. Ce mouvement offensif déconcerta celui de l'ennemi, en partageant son attention.

Ce fut pendant cette attaque que le quartier général se mit en marche pour se porter à Lyadouï; nous étions déjà dépassés par les Cosaques, qui canonnaient vivement le village de Krasnoë. Au moment où l'on venait de me replacer dans ma voiture, le commissaire des guerres qui m'avait reçu fut tué par un boulet dans la chambre même

que je venais de quitter. A un quart de lieue de Krasnoë, la colonne, défilant à travers un village, fut vivement canonnée; on perdit quelques hommes et quelques chevaux: j'évitai de me trouver dans cette confusion, en tournant le village, à travers champs.

De Lyadouï, où la garde impériale nous rejoignit dans la soirée, nous allâmes à Dobrowna, ville assez considérable où nous trouvâmes pour quelques heures d'assez bons gîtes; ce court repos fut troublé pendant la nuit par une fausse alerte; le lendemain, le quartier général, la garde impériale, les corps d'armée du prince vice-roi et du maréchal Davoust marchèrent pêle-mêle et dans le plus affreux désordre, pour se rendre à Orcha, sur la rive droite du Dniéper, précisément au détour du fleuve qui, depuis Smolensk jusqu'à Orcha, suit la direction est et ouest, et prend ensuite à Moïlow la direction nord et sud.

Cette marche, ou plutôt cette déroute, était le plus affligeant tableau qui puisse frapper les yeux et le cœur d'un soldat français. Il était pénible de voir l'empereur à cheval avec son état-major traversant difficilement cette foule de soldats dont le plus grand nombre était désarmé, ne conservant ni ordre ni rang. Un dégel subit vint encore accroître les embarras de cette jour-

née : la plus grande partie de l'infanterie passa le Dniéper sur la glace flottante et déjà inondée, pendant que les chevaux et les voitures défilaient sur le pont. Les Russes ne poursuivirent point le gros de l'armée au delà de Dobrowna, et s'occupèrent uniquement de couper la retraite au corps du maréchal Ney qui était parti le dernier de Smolensk, et formait notre arrière-garde. On était fort en peine du sort de ces braves : il semblait impossible que le maréchal ne fût pas enveloppé et accablé par le nombre ; l'empereur s'arrêta à Orcha, où l'on trouva quelques ressources : on rallia, on réorganisa le mieux qu'il fut possible les débris des corps d'armée, dont les pertes étaient immenses, tant pour le personnel que pour le matériel. On apprit que l'intrépide maréchal Ney, qui n'avait avec lui que cinq à six mille hommes, avait osé attaquer l'armée russe, malgré sa force au moins décuple et son excellente position, et qu'après ce combat héroïque, vainement sommé de déposer les armes, il avait résolu de périr avec la poignée de braves qui lui restaient, plutôt que de capituler en rase campagne. Il avait, pendant la nuit, marché en arrière de sa droite, traversé le Dniéper, et, à travers les corps ennemis qui l'avaient déjà prévenu sur la rive opposée, il avait continué sa retraite.

Le prince vice-roi, à la tête d'un détachement de quinze cents hommes, marcha au-devant et au soutien du maréchal Ney, qui, avec deux mille hommes qui lui restaient, rejoignit le quartier général à Orcha. Ce fait d'armes est l'un des plus mémorables de ceux qui ont illustré les armes françaises; les généraux russes en furent frappés d'étonnement et d'admiration.

Dans l'état déplorable où la rigueur de la saison, la fatigue des marches, et surtout la pénurie des subsistances, avaient déjà réduit l'armée, il était urgent de se rapprocher de Minsk et de Wilna, seul point où nous eussions des magasins et des ressources. L'empereur avait déjà ordonné au maréchal Oudinot et au maréchal Victor de se porter avec leurs corps d'armée sur Borisow, pour assurer le passage de la Bérésina. Le général russe Witgenstein, après s'être emparé de Vitepsk, suivait et pressait l'arrière-garde du maréchal Victor; l'amiral Tchichagow, avec l'armée de Wolhinie, avait marché sur Minsk; une partie de l'armée principale de Kutusow marchait sur Moïlow pour passer le Dniéper. Le plan général des Russes, pour couper toute retraite à l'armée française, était à découvert. Il n'y avait pas un instant à perdre; nous partîmes d'Orcha; nous avions encore cinq à six marches à faire pour arriver sur la Béré-

sina; je reçus l'ordre de faire détruire ou disperser dans le Dniéper les tristes trophées emportés de Moskou. Tout le reste des équipapes avec le trésor fut mis sous l'escorte d'une brigade commandée par le lieutenant général Claparède, qui marchait en arrière de cette colonne. Dès la première marche nous dépassâmes, par un malentendu, le point qui avait été désigné pour le premier bivouac, et nous nous trouvâmes, à l'entrée de la nuit, à deux lieues plus loin que la position où le général Claparède avait ordre de s'arrêter. Nous n'avions avec nous qu'une faible escorte d'environ trente hommes. Quelques hommes que nous trouvâmes tués et percés de coups de lance au milieu de la route nous avertirent assez que les Cosaques nous avaient devancés. Je fis arrêter la colonne; j'appris par quelques-uns de nos lanciers polonais, qui s'écartaient ordinairement de la route pour fouiller les villages le plus à portée, et chercher des subsistances, qu'un des régiments de Cosaques de Platow s'était cantonné dans un village très-près de nous.

J'avais fait établir le bivouac dans une éclaircie, entre des bois qui bordaient la droite de la route. Le plus grand nombre des individus attachés aux équipages se hâta de gagner la lisière de ces bois, pour y chercher des abris, et j'eus

beaucoup de peine à les rappeler et à leur faire sentir le danger dans lequel nous nous trouvions. Je fis parquer toutes les voitures en carré; je fis placer aux deux angles, du côté du bois, les deux pièces de canon qui étaient en tête de la colonne; je fis entraver les voitures, et renfermer dans le carré tout ce que nous avions d'hommes armés; on fit les feux de bivouac, et nous passâmes ainsi la nuit sans être inquiétés. J'envoyai prévenir le général Claparède, qui détacha sur-le-champ deux compagnies pour nous soutenir, si nous étions attaqués avant son arrivée.

Nous continuâmes notre marche les jours suivants, sous l'escorte des troupes du général Claparède, jusqu'à la distance de quatre lieues de Borizow, sur la Bérézina. Nous bivouaquâmes dans les bois, et séjournâmes vingt-quatre heures; ce fut là que nous apprîmes les résultats de l'affaire de Borizow, la prise des retranchements par les troupes du général Tchichagow, l'arrivée du corps du maréchal Oudinot qui avait repoussé les Russes, et avait rejeté l'avant-garde sur la rive droite, enfin, l'incendie de la ville et du pont de Borizow.

Quoique j'eusse déjà perdu quelques-uns des individus attachés à mon administration, ou morts épuisés de fatigue, ou enlevés par les

Cosaques, j'avais cependant conservé jusque-là la meilleure partie de mes équipages, ma voiture attelée de quatre excellents chevaux prussiens, celle de mon gendre le baron de Saint-Didier, et deux fourgons sur lesquels se trouvaient les papiers de l'intendance, les registres et toutes les pièces de la comptabilité. J'avais encore quatre bons chevaux de selle. J'étais très-faible, et malgré tous les soins qu'on prenait de moi, ce n'était qu'avec de pénibles efforts que je soutenais ces rudes épreuves, et ranimais, autant que je le pouvais, le courage de mes compagnons. Notre ligne de retraite était réellement coupée : Tchichagow se trouvait entre Borisow et Minsk; il fallait passer la Bérésina, et gagner à travers les marais, et par des communications difficiles, la route de Wilna. Le dégel avait cessé; le froid avait repris et devenait plus vif d'heure en heure. Je reçus du major général, de la part de l'empereur, l'ordre de brûler tous mes papiers sans en réserver aucun, de faire dételer et abandonner mes fourgons, et d'envoyer les chevaux au parc d'artillerie.

L'empereur ayant fait reconnaître, à cinq lieues au-dessus de Borizow, un point favorable pour l'établissement d'un pont, et ayant détourné l'attention de l'ennemi, en feignant les apprêts d'un passage au-dessous de Borizow, fit construire

sous ses yeux, et avec une grande célérité, deux ponts, l'un sur chevalets, pour l'artillerie et la cavalerie, l'autre de pontons, pour l'infanterie. Je reçus l'ordre de diriger sur ce point le trésor et tout ce qui restait des équipages du quartier général.

Nous traversâmes Borizow, dont les maisons brûlaient encore : nous suivîmes la route qui borde la rive gauche de la Bérésina, et nous arrivâmes vers dix heures du soir devant les ponts. Il y avait un grand encombrement de voitures d'artillerie : le corps du maréchal Oudinot et la garde impériale avaient déjà passé sur la rive droite, où l'empereur avait aussi fait établir son bivouac. J'obtins avec beaucoup de peine de suivre les voitures d'artillerie, et je passai le pont avec la plus grande partie des équipages. Heureusement la gelée avait repris assez fort pour que les voitures pussent traverser le terrain marécageux du rivage et gravir l'escarpement.

Le lendemain, pendant la brillante affaire du maréchal Oudinot et du maréchal Ney contre les divisions de Tchichagow, arrivé trop tard pour s'opposer au passage, nous essayâmes de défiler pour prendre la route de Wilna, et nous fûmes entravés dans l'artillerie de la garde qui se formait pour soutenir les troupes du maréchal Oudinot. Le timon de ma voiture ayant

été cassé dans un fond marécageux, j'eus beaucoup de peine à me tirer de cet embarras. Quoique extrêmement affaibli, je dus mettre pied à terre, et je vis le désordre affreux qui régnait sur les deux rives, et principalement sur la rive gauche et sur le pont. L'arrière-garde du maréchal Victor était vivement pressée par les troupes du général Witgenstein, dont l'artillerie canonnait vivement le pont, et dont le boulet portait jusqu'au milieu de nous. Dans ce moment on apporta le maréchal Oudinot grièvement blessé d'un coup de feu dans les reins; le docteur Desgenettes me quitta pour aller à son secours. Vers le soir seulement, cet encombrement se débrouilla, et nous pûmes suivre la chaussée jusqu'à environ deux lieues, où nous bivouaquâmes et trouvâmes un abri dans quelques baraques. Le lendemain à la pointe du jour toute l'armée se mit en marche : les ponts furent rompus, sans qu'il fût possible de sauver une foule de malheureux qui restèrent abandonnés sur la rive gauche au pouvoir de l'ennemi.

Ce fut pendant cette marche que, traversant les ponts de Zemblin, espèce de chaussée construite en bois de sapin sur chevalets, seul passage à travers un marais d'environ un mille de largeur, nous pûmes juger de l'immensité du danger auquel nous venions d'échapper :

en effet, rien n'eût été plus facile à l'ennemi que de couper et incendier ces ponts. Un parti de Cosaques, qui venait de les traverser, avait attaqué dans un village la faible escorte qui accompagnait le maréchal Oudinot : si ces Cosaques, qui furent bravement et vivement repoussés, s'étaient avisés de mettre le feu à quelques parties de ces ponts, il ne fût plus resté à l'armée aucun moyen de salut, et après une vaine défense il eût fallu se rendre ou périr de faim.

Il nous restait encore six ou sept marches à faire pour arriver à Wilna, par Molodeschino, Smorgoni et Ochmiana : le froid devint horrible, et nos pertes de plus en plus considérables ; nous étions débordés sur nos flancs et sans cesse harcelés par les Cosaques ; le désordre allait croissant, comme le manque de ressources.

En partant de Molodeschino, notre colonne d'équipages fut vivement attaquée par une nuée de Cosaques sur notre flanc gauche. Nous n'étions protégés que par une compagnie de la jeune garde qui marchait en tête des équipages de l'empereur : ces équipages étaient suivis des voitures du trésor ; mes voitures venaient ensuite, et derrière moi était celle du comte Daru. J'eus à peine le temps de monter sur un petit cheval polonais qu'on m'amena : mon piqueur

était dans ce moment à la queue de la colonne avec les deux chevaux de selle qu'il avait pu sauver à la bagarre du pont. Mon aide de camp, le major Doney, était à cheval et me soutenait. Les Cosaques chargèrent sur mes voitures et sur celle du comte Daru : un gendarme qui était à ma portière eut le bras cassé d'un coup de pistolet. Mon postillon eut la présence d'esprit de doubler la file; les voitures du comte Daru furent enlevées ; comme je m'efforçais de gagner la tête de la colonne, cinq ou six Cosaques se dirigèrent sur moi ; un dragon désarmé qui fuyait et cherchait à gagner le bois fut tué aux pieds de mon cheval, d'un coup de carabine. Le Cosaque qui me joignait à ma droite manqua son coup de lance, qui passa sur la crinière de mon cheval ; celui qui était à ma gauche blessa mon aide de camp Doney d'un coup de lance dans l'épaule, mais heureusement ne le renversa pas. Ils étaient tellement abandonnés dans cette charge, qu'ils furent emportés assez loin de nous et que nous pûmes atteindre jusqu'à la tête de la colonne. J'avertis en passant le général Belliard, qui, quoique grièvement blessé à la jambe, monta à cheval, et se joignit à nous et à quelques officiers de la maison de l'empereur. La bonne contenance du peloton d'infanterie et l'approche d'un détachement de dragons que le

prince vice-roi envoya à notre secours achevèrent de nous dégager de cette échauffourée.

Nous continuâmes notre route par Smorgoni et Ochmiana, toujours inquiétés sur nos flancs et dépassés par les Cosaques. Notre arrière-garde, commandée par le maréchal Ney, faisait tête à l'ennemi, ne cédant le terrain que pied à pied et de position en position. Cette arrière-garde couvrait, non plus le reste d'une armée, mais une immense colonne de fuyards marchant pêle-mêle, et d'heure en heure décimée par le froid et par la faim.

L'empereur quitta l'armée; il partit de Smorgoni avec une escorte de lanciers polonais de la garde. J'appris qu'il avait bien voulu se souvenir de moi et permettre que je rentrasse en France : il avait fait préparer un décret pour me nommer sénateur; mais cette bienveillante disposition, qui aurait changé ma fortune et celle de mon fils, ne s'effectua point, parce qu'on rendit compte à l'empereur que je commençais à recouvrer mes forces, et que je serais peut-être, dans quelque temps, en état de reprendre mes fonctions d'intendant général.

Le malheureux sort de l'armée était décidé, et la présence de l'empereur ne pouvait plus être d'aucune utilité, tandis qu'il pouvait seul, par son prompt retour à Paris, ranimer les esprits

abattus, tendre les ressorts de son gouvernement, et créer de nouvelles ressources.

Nous n'étions plus qu'à trois marches de Wilna, où le duc de Bassano avait réuni des approvisionnements de toute espèce, mais où nous pouvions à peine nous flatter de prendre quelques heures de repos. Nos arrière-gardes, de jour en jour plus affaiblies et désorganisées, n'étaient plus pressées par les colonnes de Kutusow; mais nous étions de plus en plus harcelés sur nos flancs par des nuées de Cosaques. Les corps d'armée russes souffraient presque autant que nous de la rigueur du froid et de la pénurie des subsistances. Leur espoir trop bien fondé de nous couper toute retraite avait été déçu par le passage de la Bérésina. L'historien russe de cette mémorable campagne, le colonel Boutourlin, aide de camp de l'empereur Alexandre, a développé le plan qu'il assure avoir été concerté entre les généraux russes, pour accabler et défaire entièrement les débris de la grande armée française dans les marais de la Bérésina. Suivant cet auteur, l'armée du Nord, sous les ordres de Witgenstein, celle de Kutusow, et l'armée de Wolhinie, sous les ordres de Tchichagow, devaient converger et se réunir sur le point de Borisow et nous attaquer sur la rive gauche de la Bérésina. Ce plan, s'il a réellement existé, était sans doute fort bien

même pour tâcher de gagner les devants. J'en aurais fait autant, ma présence ne pouvant plus être d'aucune utilité, si les chevaux qui me restaient, ainsi que mes gens, n'eussent été excédés de fatigue. J'avais déjà perdu plusieurs de mes compagnons et coopérateurs; j'étais entouré de mourants.

Nous eûmes dans la nuit une alerte causée par les Cosaques. On battit la générale, et ils n'osèrent se hasarder à s'approcher davantage de la ville. On vint m'avertir dans l'après-midi du lendemain que le roi et tout le quartier général étaient partis, que la ville était évacuée, et qu'il n'y avait pas un moment à perdre : mais je ne pus parvenir à faire atteler mes voitures; je réduisis mes équipages au plus strict nécessaire; je fis brûler mes uniformes, distribuer mon linge; je laissai des secours d'argent et de vivres aux malheureux qui ne pouvaient plus me suivre, et surtout au commissaire des guerres Pâris, chef de mon bureau des fonds, qui était presque expirant, ainsi que ses deux fils, et qui périt peu de jours après : l'un de ses deux enfants mourut aussi, l'autre resta prisonnier.

Nous sortîmes de la ville et nous rejoignîmes les voitures du trésor et celles des équipages de l'empereur. Vers le point du jour nous nous arrêtâmes au pied de la hauteur qui est à une

lieue et demie de Wilna; c'était une montagne de glace que les chevaux ne pouvaient gravir; il se fit, au pied de cette hauteur, un encombrement, un amoncellement inextricable de voitures d'artillerie de toute espèce, de fourgons, qui ne laissèrent aucun espoir de franchir cet obstacle. Quelques voitures légères purent tourner la hauteur en faisant un grand détour par la droite: les unes réussirent à s'échapper et à regagner la route; d'autres tombèrent dans les mains de l'ennemi. Les Cosaques nous avaient atteints avec leur artillerie montée sur des traîneaux: ils commençaient à canonner vivement ces amas confus, et, après avoir gagné la hauteur, ils débordaient déjà nos flancs. Un officier de l'escorte des voitures de l'empereur vint me prévenir qu'on mettait le feu aux équipages; je me décidai à abandonner les miens et je mis pied à terre.

Nous gravîmes la hauteur, Saint-Didier et moi, tenant nos chevaux par la bride, et cheminant à travers la foule des fuyards. J'étais encore si faible, et tellement épuisé de fatigue, que mon cheval ayant glissé sur la neige, je ne pus me relever, et Saint-Didier fut obligé de m'arracher de dessous mon cheval. Nous nous réfugiâmes ensemble, le soir, dans une masure, près du château où le roi de Naples avait établi son quartier. Nous y passâmes la nuit, assis sur des

bancs, avec le général Monthion, qui voulut bien partager avec nous quelques vivres.

Nous continuâmes notre route ; nous eûmes encore deux journées jusqu'à Kowno, petite ville sur la rive droite du Niémen : je fis ces deux journées sur mon petit cheval arabe, l'un des deux qui me restât; l'autre mourut de soif à quelques lieues de Kowno. Je me sentais entièrement épuisé de fatigue et roidi par le froid : on me plaça sur un traîneau et l'on eut soin de m'empêcher de m'endormir : j'aurais certainement péri si ce soin eût été négligé. Mon aide de camp Poncet poussait sans cesse la tête de son cheval dans mes épaules, et me tenait ainsi éveillé malgré moi. Nous passâmes la nuit à Kowno, au milieu du plus grand désordre. Les troupes du maréchal Ney, qui faisaient l'arrière-garde, arrivèrent le soir, et, se mêlant à la foule des fuyards, forcèrent les portes d'un magasin de rhum et d'eau-de-vie. Leur bivouac fut établi sur la place en deçà du pont. Le feu prit aux maisons d'un côté de la place, et, comme il y avait de l'autre côté des dépôts d'artillerie et de munitions, le danger d'une explosion était imminent et même inévitable si le vent eût changé.

Lorsque nous partîmes quelques heures avant le jour, nous eûmes l'affreux spectacle des bivouacs, où presque tous les malheureux qui

s'étaient enivrés, étaient étendus morts autour des feux. Le Niémen était tellement gelé, et il y avait tant de glaces amoncelées et couvertes de neige, qu'on ne distinguait son lit que par les hauteurs escarpées de la rive gauche.

Je m'arrêtai de l'autre côté du fleuve dans une masure, où je trouvai mon ami le général Durosnel, qui, attaqué depuis quelques jours d'une fièvre maligne, était transporté sur un traîneau escorté par des gendarmes d'élite : on l'avait déposé dans cette masure; il délirait et ne put me reconnaître.

J'attendis là qu'on m'amenât une mauvaise calèche, la seule voiture qu'on eût pu trouver à Kowno, et sans le secours de laquelle il m'eût été impossible d'aller plus loin. Déjà le combat était engagé dans Kowno, entre les faibles restes des troupes du maréchal Ney et les Cosaques : un gros de ceux-ci avait déjà passé le Niémen sur les glaces au-dessus de Kowno. Le peu de voitures qui restaient, et qui avaient échappé au désastre de Wilna, quelques fourgons du trésor, diverses voitures d'équipage de régiment, qui avaient gagné Kowno, et qui s'y trouvaient en dépôt, encombrèrent bientôt la route et la rampe très-roide qu'il fallait gravir pour gagner le plateau. Nous eûmes beaucoup de peine à sortir de ce défilé; plusieurs voitures

y restèrent : il fallut les jeter hors de la route, pour ouvrir un passage. Les soldats se mirent à piller et à chercher l'argent. Je gravis la hauteur à pied avec mon gendre, Combes, et mes aides de camp. Je rencontrai sur la hauteur, à la sortie du défilé, le roi de Naples et le prince major général : celui-ci me gronda fort amicalement de n'avoir pas su prendre les devants. « Que fais-tu « ici ? » me dit-il ; « à ta place je serais bien loin « sur la route de France. »

Je n'aurais pu prendre un tel parti qu'en me séparant de mes braves compagnons, auxquels ma présence, mes conseils et le peu de ressources que j'avais pu conserver furent certainement très-secourables. J'en avais déjà perdu beaucoup : ceux qui survivaient, s'étaient groupés autour de moi ; nous luttions ensemble contre tant de calamités.

Nous étions enfin hors de cette terre maudite, le territoire de Russie. Les Cosaques ne nous poursuivaient plus avec autant d'ardeur ; à mesure que nous avancions sur le territoire prussien, nous trouvions de meilleurs gîtes et des ressources. Le premier endroit où nous pûmes respirer, fut Wilkoviski, et ensuite Gumbinen, où je descendis dans la maison d'un médecin, que j'avais occupée à mon premier passage. On venait de nous y servir à déjeuner d'excellent

café, lorsque je vis entrer un homme vêtu d'une redingote brune; il portait une longue barbe; son visage était noirci et semblait brûlé; ses yeux étaient rouges et brillants. « Enfin me voilà! » dit-il; « eh quoi! général Dumas, vous ne me re« connaissez pas? » — « Non; qui êtes-vous donc? » — « Je suis l'arrière-garde de la grande armée, le « maréchal Ney. J'ai tiré le dernier coup de « fusil sur le pont de Kowno; j'ai jeté dans le « Niémen la dernière de nos armes, et je suis « venu jusqu'ici à travers les bois. » Je laisse à penser avec quel empressement respectueux nous accueillîmes le héros de la retraite de Russie. Il prit son quartier dans cette maison, et nous partîmes pour nous rendre par Insterbourg et Welhau à Kœnigsberg. Le roi de Naples et tout son état-major y étaient arrivés avant nous. Je me rendis d'abord chez le comte Daru, que je trouvai occupé comme il l'avait été à Wilna, mais avec moins de précipitation et plus de succès à pourvoir aux besoins de l'armée, qu'on s'efforçait de réorganiser. J'allai prendre les ordres du roi de Naples, et son autorisation pour me rendre à Dantzick, avec mon gendre Saint-Didier et mes aides de camp Doney, Poncet et le capitaine Bernard. Nous trouvâmes enfin dans cette place un repos qui nous était bien nécessaire. J'y reçus un très-bon accueil du brave général

Rapp, gouverneur de Dantzick. J'eus la satisfaction d'y retrouver le maréchal Oudinot, qui souffrait encore beaucoup de sa dernière blessure, et que la maréchale était venue joindre pour hâter sa guérison par les plus tendres soins. Pendant que j'achevais de me rétablir, je ne restais point oisif, je correspondais avec le comte Daru, j'assurais de concert avec lui l'approvisionnement de siége : cette place importante était prochainement menacée, elle ne pouvait manquer d'être investie aussitôt que les restes de l'armée française auraient repassé la Vistule, et il n'y avait pas un instant à perdre pour y renfermer tout ce qui pouvait être nécessaire à sa défense, qui depuis fut si glorieuse pour le gouverneur et pour la garnison.

Je séjournai à peu près quinze jours à Dantzick. Déjà la retraite du maréchal Macdonald et la défection du corps prussien du général York avaient précipité l'évacuation de Kœnigsberg. Les troupes légères de l'ennemi avaient passsé la Pregel, et s'étaient répandues dans la Prusse orientale; elles avaient coupé les communications avec Dantzick. Je sortis de la place le jour même où l'investissement s'achevait; je rencontrai à quelques lieues seulement, sur la route de Stettin, deux bataillons d'infanterie française et un convoi d'artillerie qui venaient renforcer la gar-

nison, et qui eurent à peine le temps d'atteindre les ouvrages extérieurs sans être attaqués. Je continuai ma route sans obstacles jusqu'à Custrin, d'où je me rendis à Berlin.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

Je reprends mes fonctions d'intendant général. — Retraite sur l'Oder. — Travaux administratifs. — Retraite sur l'Elbe. — Situation des esprits en Allemagne. — Le prince Eugène. — Réorganisation de l'armée. — Dispositions pour l'ouverture de la campagne de 1813. — Bataille de Lutzen. — Rentrée à Dresde. — Difficultés administratives. — Mécontentement de l'empereur. — Batailles de Bautzen et de Würtchen. — Mort du général Duroc. — Symptômes de démoralisation. — Armistice. — Négociations pour la paix. — Dispositions et propositions de l'Autriche. — Situation de l'armée française. — Reconnaissance, opinion et plan de campagne proposé par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr. — Dispositions des alliés. — Conférence de l'empereur Napoléon avec M. de Metternich. — Rupture de l'armistice. — Reprise des hostilités. — Marche des alliés sur Dresde. — Contre-marche de l'empereur Napoléon. — Bataille de Dresde. — Combat de Culm. — Défaite du maréchal Macdonald. — Défaite du maréchal Oudinot. — Concentration de l'armée française sur Leipzig. — Défense de Dresde. — Succès du maréchal Saint-Cyr contre le général Tolstoy. — Conseil de guerre. — Investissement de Dresde. — Sortie repoussée. — Capitulation. — Violation de la capitulation. — Nous sommes retenus prisonniers et envoyés en Hongrie. — Séjour en Hongrie et en Autriche. — Rentrée en France.

Quoique j'eusse recouvré une partie de mes forces, je ne me sentais point en état de repren-

dre mes fonctions d'intendant général, et je me proposais de demander à l'empereur la permission de retourner en France, lorsque je reçus du comte Daru l'invitation la plus pressante de rejoindre, si je le pouvais, le quartier général de l'armée à Posen, afin qu'il pût lui-même, conformément aux ordres qu'il venait de recevoir de l'empereur, aller reprendre ses fonctions de ministre secrétaire d'État. Je fus très-contrarié, mais je pensai qu'il était de mon devoir de me rendre à mon poste dans ces malheureuses circonstances, et au risque d'une rechute, de donner cette nouvelle preuve de dévouement. Le roi de Naples avait quitté l'armée pour retourner dans ses États, et avait laissé le commandement en chef au prince vice-roi d'Italie.

J'appris à Berlin, par notre ambassadeur le comte de Saint-Marsan, la situation critique de nos affaires en Prusse, et les mauvaises dispositions qui éclataient de toutes parts dans la population; le premier ministre, baron de Hardenberg, ne les avait que trop bien prévues dès l'ouverture de la campagne. Je laissai à Berlin mes aides de camp Doney et Bernard, et quelques-uns de mes gens, pour recomposer à la hâte mon équipage en ce qui m'était le plus indispensable, et je partis en poste avec Saint-Didier et Poncet pour me rendre à Posen. En arrivant à

Francfort-sur-l'Oder, j'appris que la route directe de Francfort à Posen était déjà infestée par les Cosaques de Czernichef; je fus donc obligé de faire un grand détour et de remonter l'Oder jusqu'à Glogau : je trouvai dans cette place quelques débris de nos équipages militaires, et tout le service de la poste de la grande armée, qui s'y étaient arrêtés et réfugiés. L'armée avait été privée de correspondance pendant près de trois mois; je témoignai mon mécontentement au directeur de ce service, et cependant son excessive prudence avait vraisemblablement sauvé beaucoup d'objets précieux et d'intéressantes communications.

Arrivé à Posen, j'allai prendre les ordres du prince vice-roi et du prince major général : celui-ci, très-souffrant de la goutte remontée dans la poitrine, se préparait cependant à retourner à Paris. Le général Monthion resta auprès du prince vice-roi comme chef d'état-major; le comte Daru, qui m'attendait avec impatience, me remit le portefeuille de l'intendance générale, et partit pour Paris. J'obtins du prince vice-roi, pour mon gendre Saint-Didier, la permission d'accompagner le comte Daru.

Je repris mes fonctions, et je fus très-heureux, pour me remettre au courant des affaires, de retrouver à Posen l'ordonnateur Combes, que

j'avais laissé à Kœnigsberg auprès du comte Daru, et qui ne l'avait pas quitté pendant la fin de la retraite en deçà de la Vistule.

Le prince vice-roi s'efforçait de rallier les débris des corps de différentes armes : il réunit trois mille hommes de la garde impériale sous le commandement du brave général Roguet. Il voulait couvrir les points de ralliement qu'il avait indiqués sur la ligne de l'Oder, dont nous occupions les places fortes; mais il ne put tenir plus longtemps la position de Posen. La retraite précipitée du corps autrichien sous les ordres du prince de Schwartzemberg, retraite que nous considérâmes comme une défection, avait découvert Varsovie : nous n'avions conservé sur la Vistule que la petite place de Thorn et le camp retranché de Modlin; notre ligne d'opérations allait être coupée, et le prince vice-roi jugea qu'il était urgent de repasser l'Oder, et d'aller au-devant de la division Grenier, forte d'environ quinze mille hommes, qui venait d'Italie à marches forcées. Il fit donc replier tout ce qui était sur la rive droite de l'Oder, espérant se soutenir sur cette ligne à la faveur des places fortes de Stettin, Custrin et Glogau. Le quartier général fut établi à Francfort.

Je rétablis dans mes bureaux l'ordre et la distribution du travail; je pourvus par des mar-

chés particuliers à la subsistance de l'armée et surtout au service des hôpitaux établis plus en arrière sur la ligne de l'Elbe. Je renouai ma correspondance avec les ordonnateurs et les chefs de service, correspondance qui avait été totalement interrompue par les désastres de cette longue retraite, et par la perte des documents les plus nécessaires pour rétablir l'administration centrale et pour débrouiller le chaos d'une si vaste comptabilité. Le froid redevint très-rigoureux vers la fin de janvier, l'Oder gela si fortement que les troupes légères de l'ennemi trouvèrent de faciles passages entre les places sur lesquelles notre ligne trop étendue était mal appuyée. Le prince vice-roi, après avoir réorganisé les troupes qui se trouvaient sous ses ordres, se décida à replier sur la ligne de l'Elbe, l'armée d'observation dont le difficile commandement lui avait été confié, et dont la conservation était devenue si importante. Déjà toutes les populations couraient aux armes; des bataillons de landwehr se formaient et traversaient nos positions : nous entendions et nous étions obligés de souffrir leurs manifestations insultantes. Notre quartier général fut établi dans un château royal à deux lieues de Berlin; nous y restâmes trois jours, pendant que nos troupes évacuaient les faubourgs et se retiraient sur Wit-

temberg et sur Magdebourg. Le corps du maréchal Davoust, qui formait la droite, se retira par Dresde, et ce maréchal dut faire couper deux arches du pont pour assurer sa retraite. Le prince vice-roi établit son quartier général à Leipzig, il y séjourna environ quinze jours; mais l'ennemi se renforçant de tous côtés par les levées prussiennes soutenues par le corps de Bulow, le prince Eugène jugea à propos de passer la Saale et de se concentrer sur le point de Magdebourg, en conservant les places de Torgau et de Wittemberg, dont il augmenta les garnisons : il établit son quartier général à Magdebourg, et prit en avant de cette place, sur la rive droite du fleuve, à peu près à deux lieues, une bonne position qui couvrait la place et sa communication avec Wittemberg, de manière qu'il pouvait ainsi, selon les circonstances, selon les forces et les mouvements de l'ennemi, manœuvrer sur les deux rives du fleuve : il reçut quelques renforts, arrêta et contint l'ennemi qui le pressait, jusqu'à ce qu'il dut craindre d'en être débordé, et qu'il fut forcé de repasser l'Elbe; il y eut plusieurs engagements assez vifs, dans l'un desquels le général Grenier fut grièvement blessé d'un coup de feu à la tête.

Après avoir tenu dans sa position sur la rive droite de l'Elbe, aussi longtemps qu'il lui fut pos-

sible de le faire, le prince vice-roi repassa le fleuve et porta son quartier général sur la rive gauche, en arrière de Hall, couvrant les défilés et le pays fortement accidenté de la forêt du Hartz. Je m'établis avec les équipages et tout le matériel de l'administration, à Halberstadt, petite ville à six lieues de Magdebourg. Tout ceci se passait vers la fin de février, les grandes rigueurs de l'hiver commençaient à s'adoucir. Nous restâmes assez tranquilles dans cette position; l'ennemi n'entreprit rien de considérable; il était occupé de rassembler ses forces sur la rive droite de l'Elbe; et le prince Eugène, malgré l'infériorité des siennes, se maintint dans les positions qu'il avait prises, jusqu'à l'ouverture de la campagne. Ce prince remplit parfaitement les vues de l'empereur; il accrut beaucoup sa réputation de général en chef, par la justesse de ses combinaisons, par une heureuse alternative d'audace et de prudence, par une vigilance éclairée, et par des soins paternels qui lui concilièrent l'estime de l'armée et l'affection de ses soldats.

L'empereur avait, en trois mois, formé, organisé, et, comme on l'a dit avec raison, improvisé une autre grande armée. C'était un immense effort; il épuisa sans doute les dernières ressources de l'empire : mais Napoléon ne se montra jamais plus grand que dans cette circonstance;

il étonna l'Europe en reparaissant, pour ainsi dire soudainement, sur le théâtre de la guerre; il confondit la confiance présomptueuse de l'ennemi, il releva l'honneur de nos armes, et répara des revers qu'on devait croire irréparables.

Les cadres ralliés sur les places du Rhin avaient reçu de nombreux conscrits; de nouveaux régiments avaient été formés avec des équipages de haut-bord; l'artillerie de la marine avait servi à compléter celle de terre; on avait fait dans le Hanovre et dans le Holstein des achats considérables de chevaux.

Je reçus l'ordre de préparer sur la ligne de la Saale, et surtout à Erfurth et à Weymar, des magasins de subsistances, de réorganiser les équipages militaires et le service des hôpitaux. Je continuai de correspondre avec le comte Daru pour tout ce qui concernait les divers services de l'armée; je recevais aussi des ordres du major général, et quelquefois directement ceux de l'empereur.

Vers la fin du mois d'avril, les nouveaux corps d'armée débouchèrent de la ligne du Rhin pour se porter sur la Saale; l'armée alliée sortit de ses cantonnements autour de Dresde, et s'avança sur Leipzig, appuyant sa gauche aux montagnes qui séparent la Bohême de la Saxe.

L'empereur arriva à l'armée, concentra ses

forces, et porta son quartier général d'Erfurth à Weissenfels. Le prince vice-roi, dont les troupes devaient former l'aile gauche, reçut ordre de marcher sur Mersbourg, et de continuer ensuite sa marche sur Leipzig, à mesure que le centre de l'armée et l'aile droite s'avanceraient par la grande chaussée de Lutzen. Je quittai la ville d'Halberstadt, et je me rendis d'abord à Mersbourg, en suivant le mouvement de l'armée d'Italie, c'est-à-dire, le corps du prince vice-roi, avec toute l'administration, le trésor et une division d'équipages militaires, à peu près cent cinquante voitures.

Deux jours après mon arrivée à Mersbourg, je reçus du prince major général l'ordre de rejoindre sur-le-champ à Lutzen le quartier général impérial, avec toute mon administration. Je partis le lendemain vers sept heures du matin. La distance de Mersbourg à Lutzen n'est guère que de trois lieues et demie, par un assez bon chemin, dans les terres à travers le pays. A mesure que nous approchions, nous apercevions le long de la chaussée des fumées de canon; mais le vent du nord nous empêchait d'entendre les détonations, et ce ne fut qu'en touchant à Lutzen que nous apprîmes qu'une grande bataille était engagée. En entrant dans cette ville, après avoir fait parquer les équipages, je vis que

tout y était dans un grand désordre à cause d'un hourra de Cosaques; ils avaient tourné l'aile droite de l'armée française, et s'étaient jetés sur les derrières. Je fus d'abord visiter les ambulances qui se remplissaient de blessés; je rétablis l'ordre de mon mieux, et je me hâtai d'aller rejoindre l'empereur sur le champ de bataille: c'était au moment où une colonne de la jeune garde, commandée par le général Roguet, était dirigée par l'empereur lui-même, et suivait la lisière d'un bois où les alliés avaient jeté un grand nombre de tirailleurs. Il me parut que le but de cette manœuvre était d'attaquer la droite du centre de la ligne ennemie, afin de faciliter les attaques réitérées du maréchal Ney contre le village dont les ennemis s'étaient emparés, et sur lequel ils avaient porté la plus grande partie de leurs forces, pour couper la ligne et arriver jusqu'à la chaussée. Le moment était fort critique. L'empereur m'ayant appelé auprès de lui, me demanda où étaient le trésor et les équipages: « J'ai exécuté, lui dis-je, l'ordre de Votre Majesté, « ils sont à Lutzen. » — « Eh bien! ne perdez pas « un instant pour les ramener à Mersbourg, c'est « le point de retraite. » Je retournai donc à Lutzen, et je me mis en marche pour Mersbourg avec tous ces *impedimentà*. Je n'avais qu'une faible escorte; et comme je devais croire que les Co-

saques, qui avaient donné l'alerte à Lutzen et pillé un peu plus loin le quartier général du prince Eugène, s'étaient répandus dans la plaine, je n'étais pas sans inquiétude; je savais aussi qu'un fort détachement des alliés s'était emparé de Hall, et qu'il pouvait arriver avant moi à Mersbourg, en remontant la rive gauche de la rivière.

En approchant de Mersbourg, j'aperçus sur le chemin de Leipzig une colonne d'infanterie; je la fis reconnaître, et j'appris avec grand plaisir que c'était la division Regnier que le prince vice-roi avait détachée en toute hâte, pour occuper ce poste bien important, si la bataille eût été perdue ou que la victoire eût été douteuse. Nous rentrâmes dans Mersbourg un peu avant la nuit, et après quelques heures d'anxiété, nous reçûmes la nouvelle de la victoire remportée par l'empereur sur l'armée russe et prussienne. Nous retournâmes le lendemain à Lutzen où l'empereur se trouvait encore, et faisait ses dispositions pour poursuivre l'ennemi, qui se retirait sur Dresde. J'appris tous les détails de cette bataille mémorable livrée sur le terrain même où triompha et périt glorieusement le grand Gustave Adolphe. Je parcourus le champ de bataille que j'avais à peine aperçu la veille, n'en ayant vu que la gauche pendant la sanglante attaque du ma-

réchal Ney, et avant la belle manœuvre et la charge de notre aile gauche, conduites par le maréchal Macdonald. Je passai toute la journée à faire relever les blessés, à donner des ordres pour les évacuations sur Weissenfels, Mersbourg et Leipzig. J'allai rendre mes devoirs au maréchal Ney qui, ayant reçu une forte contusion à la jambe, n'avait pu se mettre en marche avec son corps d'armée : il voulut bien m'expliquer lui-même ses manœuvres et ses attaques réitérées qui avaient décidé du succès de la journée. « Je n'avais, me dit-il, que des bataillons de conscrits, et j'ai lieu de m'en féliciter; je doute que j'eusse pu faire la même chose avec les vieux grenadiers de la garde. J'avais devant moi les meilleures troupes des ennemis, toute la garde prussienne; nos plus braves grenadiers, après avoir échoué deux fois, n'auraient peut-être pas emporté le village, mais j'y ai ramené cinq fois ces braves enfants, dont la docilité, et peut-être aussi l'inexpérience, m'ont mieux servi que des courages éprouvés; l'infanterie française n'est jamais trop jeune. »

Quoique les trophées de la victoire de Lutzen ne consistassent qu'en un petit nombre de prisonniers, quelques pièces d'artillerie démontées et une grande quantité de fusils laissés par l'ennemi sur le champ de bataille avec leurs morts

et leurs blessés, les conséquences de cette bataille furent très-importantes; le plan offensif des alliés fut entièrement déconcerté; ils avaient attaqué l'armée française et l'avaient réellement surprise en marche; ils furent étonnés de rencontrer une si vive résistance, et de la vigueur des attaques de troupes qu'ils croyaient ruinées et désorganisées par les revers de la dernière campague; ils perdirent beaucoup d'hommes : l'infanterie de la garde prussienne fut presque entièrement détruite; leur nombreuse et belle cavalerie ne put, à la fin de la journée, rétablir le combat; toutes ses charges échouèrent contre les carrés formés par les corps du maréchal Marmont et du général Bertrand, qui arrivèrent à temps pour former l'aile droite et soutenir le maréchal Ney. Cette cavalerie couvrit ensuite la retraite précipitée de l'armée alliée, qui évacua toute la partie de la Saxe en deçà de l'Elbe, et repassa le fleuve. Napoléon donna au prince Eugène le commandement de son avant-garde, et suivit sur la direction de Dresde le gros de l'armée qui, pendant la nuit et la matinée du lendemain de la bataille, avait gagné une marche. Le corps d'armée du maréchal Ney et une partie de la réserve de cavalerie furent dirigés sur Torgau : le maréchal devait y passer l'Elbe et remonter la rive droite pour tourner la droite de l'armée alliée; mais la

défection du général saxon Thielman, aide de camp du roi, livra cette place aux alliés, qui l'abandonnèrent après avoir coupé le pont.

Je suivis le mouvement du quartier impérial; l'armée, satisfaite d'un premier succès, marcha avec ardeur et en très-bon ordre; nous arrivâmes à Dresde que l'ennemi venait d'évacuer; il occupait encore en force le grand faubourg de Neustadt, et avait établi des postes et plusieurs batteries d'artillerie tout le long de la rive droite.

Quelques heures après son arrivée, Napoléon, après avoir reconnu les points les plus favorables pour exécuter un passage de vive force, fit établir une forte batterie au-dessous de la ville vers l'extrémité du faubourg de Frédérickstadt. Cette vive canonnade avait pour objet de déterminer l'ennemi à évacuer Neustadt, mais il s'y maintint et s'obstina à défendre les accès du pont par un feu très-vif de mousqueterie. L'empereur établit son quartier général dans le palais du roi, et vraiment sous le feu de l'ennemi, puisque les balles arrivaient dans les appartements. Le surlendemain de l'occupation de Dresde par l'armée française, les alliés se décidèrent à abandonner la rive droite du fleuve et se retirèrent sur Wurtzen. On travailla avec activité à rétablir le pont, qui avait été coupé par le maréchal Davoust,

et dont les deux arches reconstruites en bois venaient d'être brûlées.

J'avais reçu l'ordre d'assembler la municipalité et d'en exiger des livraisons considérables de vivres; mais le passage et le séjour, et surtout le désordre de la retraite de l'armée alliée, n'avaient laissé dans cette malheureuse ville que de faibles ressources, que mes réquisitions, mes efforts, mes menaces, ne pouvaient arracher aux habitants qu'avec beaucoup de peine. Ce pays si fertile était épuisé, et cependant il fallait mettre promptement l'armée en état de marcher à la poursuite l'ennemi et la pourvoir de subsistances pour plusieurs jours. L'empereur me montra très-injustement beaucoup d'humeur des difficultés que je ne pouvais vaincre; il n'admettait aucun obstacle ni du temps ni de la nature des choses à l'exécution de sa volonté; il était pressé de joindre l'ennemi et de l'attaquer avant qu'il fût rétabli. « Je veux, me dit-il, faire de Dresde, « de cette double tête de pont, le centre et le pi- « vot de mon armée; il faut m'y rassembler assez « de ressources pour alimenter les troupes pen- « dant leurs marches et leurs opérations au delà « de l'Elbe; me comprenez-vous ? » Je répondis avec précision et sincérité, que je n'entendais pas comment Dresde pourrait devenir une place de dépôt suffisante pour un tel but, ni adminis-

trativement, ni militairement. J'étais allé trop loin, sans doute; l'empereur m'adressa quelques paroles plus que sévères, et me congédia en m'ordonnant de faire appeler le maréchal Duroc. J'allai rendre compte au prince major général de cette pénible conversation. « Tu fais toujours la « même faute, me dit-il; tu veux toujours répon- « dre à l'empereur. — Sans doute, répliquai-je, « et, quand il nous interroge, l'expression franche « de notre opinion est le plus digne hommage que « nous puissions rendre à son génie. » Le grand maréchal Duroc se rendit à mon logement. « Vous « avez été bien maltraité, me dit-il; mais croyez « qu'au fond l'empereur vous rend justice. » Le grand maréchal vint avec moi à la réunion de la municipalité et de quelques notables habitants que j'avais fait convoquer; il m'entendit exposer les besoins de l'armée, exiger à tout prix les prestations de denrées, de matériel pour les hôpitaux. Il prit connaissance des moyens que j'employais pour établir et régulariser les services, et alla rendre à l'empereur un compte fidèle et pleinement justificatif.

Peu de jours après, l'empereur ayant fait passer l'Elbe aux divers corps d'armée, contraignit l'ennemi à se retirer vers la Silésie, et, partant de la rive droite de l'Elbe comme d'une nouvelle base d'opérations, il dirigea sur Bautzen le gros de

l'armée et ses réserves, tandis que le corps du maréchal Ney et celui du général Lauriston s'élevaient pour déborder la droite des alliés et couper leurs communications avec Berlin. Avant de quitter Dresde, il ordonna de grands travaux pour mettre dans le meilleur état de défense possible cette place à demi démantelée, et qui, dans aucun cas, n'aurait pu soutenir un siége régulier.

Je ne suivis point cette fois le quartier général; l'empereur jugea que le comte Daru, en même temps qu'il remplirait auprès de lui ses fonctions de secrétaire d'État, pourrait aussi être chargé de me suppléer dans le service actif. Il m'ordonna de rester à Dresde avec mon administration, dont une petite partie et les agents principaux, tels que les ordonnateurs Daure, Martellère et Marchand, qui, depuis le commencement de la campagne, avaient été attachés à l'intendance générale pour diriger chacun une des principales branches du service, accompagnèrent le comte Daru. Je reçus l'ordre de rester avec le fonds de l'administration, à Dresde, comme point central et grand dépôt de l'armée, pour former et faire expédier journellement des convois, afin d'alimenter l'armée dans un pays où il n'était que trop facile de prévoir que l'ennemi ne laisserait derrière

lui, en se retirant, presque aucune ressource.

La combinaison des plans de l'empereur et des mouvements des divers corps d'armée pour l'ouverture de ce second acte de la campagne au delà de l'Elbe, eut un prompt et plein succès. Les souverains alliés, l'empereur Alexandre et le roi de Prusse avaient rallié leur armée et occupaient près de Bautzen une forte position. Napoléon, comme je viens de le dire, avait fait marcher les corps d'armée du maréchal Ney et du général Lauriston par la gauche, de manière à déborder l'aile droite des alliés, dont toutes les forces étaient concentrées. Ils avaient résolu de se tenir sur la défensive, de ne céder le terrain que pied à pied, et d'éviter une action générale jusqu'à ce que les nombreux renforts qu'ils attendaient eussent pu les rejoindre. Napoléon marcha droit sur Bautzen avec le gros de son armée : son aile droite, commandée par le maréchal Macdonald, suivait le pied des montagnes et arriva devant la position de l'ennemi, dont la gauche était fortement appuyée et presque inabordable, à cause des aspérités du terrain et des bois.

La principale attaque se fit par le centre. Les corps du général Lauriston et du maréchal Ney, ayant achevé leur mouvement de conversion, arrivèrent à point sur le champ de bataille, attaquèrent avec avantage l'aile droite des alliés.

L'action s'engagea sur toute la ligne, et l'ennemi, après avoir soutenu pendant toute la journée des attaques réitérées, fut forcé à la retraite. Son arrière-garde fut vivement poursuivie par l'empereur lui-même avec sa réserve; et ce fut là que le brave général Duroc et le général Kirgener, l'un des généraux les plus distingués de l'arme du génie, furent l'un et l'autre atteints par le même boulet. Kirgener fut tué, et Duroc mortellement blessé. C'était la seconde des plus sensibles pertes que pût faire Napoléon depuis l'ouverture de la campagne, entre ses plus fidèles compagnons d'armes. Deux jours avant la bataille de Lutzen, le maréchal Bessières, dirigeant lui-même une forte reconnaissance de cavalerie, avait été emporté par un boulet. La mort glorieuse du grand maréchal Duroc lui enlevait l'ami le plus sûr et qu'il affectionnait davantage, celui dont la loyauté, la noble indépendance et les conseils éclairés lui étaient si utiles.

Les pertes de l'armée française dans cette journée furent très-considérables : plus de six mille blessés, et le plus grand nombre assez légèrement, furent transportés à Dresde, ou s'y rendirent en foule à pied et dans un grand désordre. Les hôpitaux étaient déjà remplis; j'eus beaucoup de peine à en établir de nouveaux et à faire face

aux premiers secours indispensables. J'observai avec un vif déplaisir plusieurs de ces hommes légèrement blessés; la plupart, jeunes conscrits récemment arrivés à l'armée, n'avaient pas été blessés par le feu de l'ennemi, mais ils s'étaient mutuellement mutilés aux pieds et aux mains. De tels accidents et d'aussi mauvais augure avaient été déjà observés pendant la campagne de 1809. Les rapports particuliers qui en parvinrent à l'empereur l'indignèrent. Il m'interrogea sur les rapports que j'avais reçus et sur les vérifications que j'avais fait faire devant moi par les officiers de santé. Je n'eus garde de lui dissimuler une si triste vérité. Il ordonna une enquête, et le rapport spécial qui lui fut fait fut contraire à mes trop justes observations. Il préféra d'en croire ceux qui, pour faire leur cour, dissimulaient une vérité pénible, mais bien importante dans de telles circonstances.

La bataille de Bautzen, dans laquelle les alliés avaient aussi fait d'immenses pertes, venait d'achever de déconcerter leurs plans et de les rejeter dans la haute Silésie. Les renforts des Russes étaient encore sur la Vistule; les milices ou landwehrs prussiennes se rassemblaient autour de Berlin; l'armée suédoise était encore en Poméranie, et le corps destiné à s'opposer à celui que le maréchal Davoust formait à Hambourg,

n'était point encore organisé ni en mesure d'agir. Le blocus des places de Glogau, de Custrin, de Stettin et de Dantzick, occupait une partie assez considérable des forces de l'ennemi. Dans cette situation, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, qui comptaient sur l'appui de l'Autriche, proposèrent un armistice : Napoléon l'accepta, sans doute à cause du mauvais état où étaient la plupart des corps de cette armée française si précipitamment formée, et parce que les renforts qu'il attendait devaient, après quelques semaines de repos, le mettre en état de porter des coups plus décisifs, de s'emparer encore une fois de la capitale des États prussiens et de débloquer les places. Il paraît qu'il ne doutait pas de la neutralité de l'Autriche, et qu'il espérait que les deux victoires qu'il avait remportées à Lutzen et à Bautzen lui donneraient, dans la négociation de la paix, assez de poids pour qu'il pût en dicter les conditions.

Il en fut tout autrement : l'Autriche se présenta comme médiatrice armée, et les intrigues de l'Angleterre pour former une quatrième coalition plus formidable que les précédentes, réussirent au delà de ses espérances. Les propositions de l'Autriche furent sincères en ce sens et jusqu'à ce point, qu'elle voulait profiter des circonstances pour arrêter les projets ambitieux de l'empereur Napoléon, recouvrer, pour son

compte, les provinces qui lui avaient été arrachées en 1809, et rétablir l'équilibre, en bornant l'empire français à ses limites naturelles.

Napoléon considéra cette intervention, cette neutralité armée, comme entièrement hostile. On peut s'étonner, qu'ayant cette persuasion, il n'ait pas jugé toute l'étendue et l'imminence du danger, et qu'il ait pu douter un instant que la coalition générale ne fût éventuellement conclue. Il pouvait en prévenir les conséquences désastreuses par de faciles sacrifices, eût-il même dissimulé son ressentiment pour en ajourner l'éclat.

Tout le temps de l'armistice fut employé, avec la plus grande activité, à restaurer les corps de l'armée. Les négociations rouvertes à Prague traînaient en longueur; les communications verbales du prince de Metternich et du comte de Bubna à Dresde ne faisaient qu'aigrir et irriter de plus en plus le vainqueur de Lutzen et de Bautzen. Les immenses apprêts que faisaient les coalisés, le rassemblement de l'armée autrichienne sur la frontière de Bohême, tout annonçait un orage qu'il serait plus tard impossible de conjurer; mais rien n'ébranla la résolution de Napoléon : il ne voulait rien céder; il refusait de poser le premier les bases des préliminaires, par lesquelles il se serait trouvé engagé à favo-

triche était déterminée à entrer dans la coalition, il était persuadé que la plus grande masse des forces des alliés déboucherait par la rive droite de l'Elbe, pour agir dans la haute Silésie, se réunir ensuite aux corps prussiens et suédois pour couvrir Berlin, empêcher le débloquement des places sur l'Oder encore occupées par les Français, et les rejeter, s'il se pouvait, sur la rive gauche de l'Elbe.

Pendant que de faux rapports affermissaient l'empereur dans cette supposition, et qu'il y coordonnait toutes ses dispositions, les négociations s'entravaient de plus en plus à Prague, soit par les intrigues de l'Angleterre et de la Russie, soit par le refus que faisait Napoléon de prendre l'initiative des bases des préliminaires. Durant ces délais, que les alliés mettaient à profit pour réunir toutes leurs forces principalement en Bohême, les plénipotentiaires autrichiens, affectant toujours le rôle de médiateurs, pressaient Napoléon de s'expliquer. Je le répète, l'Autriche voulait sans doute profiter d'une circonstance si favorable pour recouvrer préalablement les provinces qui lui avaient été arrachées; mais elle était sincère dans la manifestation du désir d'une pacification générale, sincère encore dans l'exposé du danger imminent où ne pouvait manquer de se trouver l'armée française menacée par

une telle supériorité de forces, et par des armées aguerries par leurs propres revers, excitées à la vengeance de tant d'affronts, et soutenues par l'esprit public et les ressentiments de toutes les populations. Irrité d'un langage si nouveau pour lui, si étrange au milieu des trophées de la dernière victoire, Napoléon repoussa les insinuations de l'Autriche, avec la même fierté qu'il avait montrée, lorsqu'à son quartier général de Schœnbrunn il dictait les traités humiliants de Presbourg et de Vienne. « Je ne récompense pas les « défections, » disait-il au prince de Metternich, en l'insultant même personnellement par des soupçons de vénalité.

Enfin, le terme fatal arriva sans que Napoléon eût profité des derniers instants qui lui restaient pour faire connaître au congrès de Prague à quels termes il consentirait de traiter. Le jour et l'heure de la signature de la coalition étaient fixés. On dit qu'un officier porteur de la proposition si impatiemment attendue par les plénipotentiaires français, le duc de Vicence et le comte de Narbonne, et qui fut expédié de Dresde par le ministre des relations extérieures duc de Bassano, arriva à Prague quelques instants trop tard. Le prince de Metternich avait signé l'accession de l'Autriche à la coalition, après s'être assuré que les plénipotentiaires

français n'avaient point encore reçu de nouveaux ordres et des notes à communiquer.

L'empereur Napoléon avait fait pendant l'armistice une excursion à Mayence pour y rencontrer l'impératrice Marie-Louise, qui y était venue au-devant de lui. Le prince major général, qui accompagna l'empereur dans ce voyage, me dit à son retour, qu'il lui avait parlé de moi et avait témoigné quelque regret de m'avoir traité trop rudement dans l'occasion dont j'ai parlé plus haut. Il voulut bien rendre justice à mon zèle, et si je puis le dire ici sans pudeur, à mes talents. « Mais, » ajouta-t-il, « je ne sais point « travailler avec lui : il me gêne, parce que tou« jours il a un discours à faire. » Je reçus avec plaisir ce témoignage de l'opinion de l'empereur : quant au reproche de trop discourir, je ne pouvais m'en accuser, car j'ai toujours attendu d'être interrogé, et je me dois à moi-même cette justice, que j'ai toujours répondu avec précision, mais surtout avec franchise : je ne crois pas avoir jamais manqué à ce devoir.

Peu de jours après le retour de l'empereur, les alliés dénoncèrent l'armistice, et les troupes se mirent en mouvement. Je continuai de résider à Dresde avec tout le fonds de l'administration, et le comte Daru fut chargé de me transmettre chaque jour les ordres de l'empereur.

Je fus surpris par la rupture de l'armistice, comme par l'événement le plus extraordinaire. Les circonstances me paraissaient si favorables, et je doutais si peu de la conclusion d'une paix continentale, que j'avais profité du temps des vacances pour faire venir mon fils à Dresde : il était âgé de quatorze ans, je trouvais utile de lui faire voir quelques parties de l'Allemagne, le spectacle de l'armée et d'un quartier général impérial. La reprise des hostilités m'obligea à le garder auprès de moi jusqu'à ce que je pusse le faire retourner en France avec sûreté. Les derrières de l'armée entre Leipzig et Dresde étaient déjà infestés par les coureurs des ennemis.

L'empereur ouvrit la campagne en Silésie par des mouvements tous relatifs aux plans d'opérations qu'il supposait à l'ennemi. Il chargea le maréchal Saint-Cyr de couvrir Dresde avec son corps d'armée, environ quinze mille hommes, en prenant une bonne position sur la frontière, pour masquer seulement le principal débouché du côté de Peterswald, c'est-à-dire la grande route de Prague à Dresde par Tœplitz et Peterswald, sur la rive gauche de l'Elbe. Il dirigea, par la rive droite, sur Zamosc, le corps d'armée du général Vandamme qui avait été formé à Vesel et à Bremen, et qui venait de joindre la grande armée. Ce corps était d'environ vingt-

sept mille hommes de troupes fraîches, en très-bon état, avec une excellente artillerie, et surtout fort bien attelée. Il défila par le pont de Dresde.

Je dois répéter encore ici que je n'écris point l'histoire de cette campagne, je n'y veux mentionner que les événements qui se sont passés sous mes yeux; je n'en rappelle d'autres que d'une manière sommaire, et lorsqu'ils sont relatifs à ceux que je décris.

Les justes prévisions du maréchal Saint-Cyr ne tardèrent pas à se vérifier. Aussitôt que les alliés surent que l'empereur avait porté presque toutes ses forces vers la haute Silésie, où le général Blücher, avec une partie de l'armée prussienne et quelques corps russes, manœuvrait devant les têtes des colonnes françaises, ils développèrent leur véritable plan d'opérations. Leur principale armée, rassemblée en Bohême en présence et sous le commandement des trois souverains, et commandée en chef par le prince de Schwartzenberg, déboucha de Bohême par les cinq défilés que le maréchal Saint-Cyr avait reconnus. Ce maréchal, attaqué de front et débordé par sa droite, se replia de position en position sur Dresde, et fut bientôt contraint de se renfermer dans cette place, ou plutôt dans les retranchements à peine achevés autour des faubourgs.

L'empereur, informé de ce mouvement des alliés, le considéra d'abord comme une forte diversion, et persista dans ses premières dispositions pour s'avancer en Silésie, persuadé que les principales forces de l'ennemi se portaient de ce côté de l'Elbe, et qu'il ne tarderait pas à les joindre et à les attaquer. Il ordonna au maréchal Saint-Cyr de défendre Dresde, et d'y tenir au moins huit jours; mais lorsque le maréchal reçut cet ordre, la grande armée des alliés, forte de plus de cent cinquante mille hommes, était déjà devant Dresde qu'elle avait presque investi. Napoléon, éclairé enfin sur le véritable dessein des souverains alliés, fit rétrograder en toute hâte les corps d'armée qui étaient le plus à sa portée, laissant au maréchal Macdonald le commandement de son corps d'armée, de celui du maréchal Ney et de celui du général Lauriston, environ quarante-cinq mille hommes, pour faire tête et tenir en échec l'armée sous les ordres du général Blücher. Cette contre-marche fut aussi belle que rapide. Le roi de Naples arriva d'abord seul avec quelques officiers de son état-major, et alla reconnaître la ligne des postes avancés, qui n'étaient guère qu'à demi-portée de canon de nos retranchements. La réserve de cavalerie, le corps d'armée du maréchal Marmont et du maréchal Victor, celui du général Bertrand, la

jeune garde, commandée par le général Mortier, et la vieille garde arrivèrent successivement à Dresde. Napoléon s'y rendit lui-même vers six heures du matin, le 25 août, au moment où les alliés se préparaient à commencer les attaques et s'étendaient par leur gauche pour envelopper le faubourg de Frédériksbourg. Ils avaient trop tardé à attaquer : s'ils l'eussent fait la veille ou dans la nuit, le maréchal Saint-Cyr, accablé par des forces très-supérieures, aurait certainement été obligé de passer sur la rive droite de l'Elbe et de se retirer à Neustadt. Napoléon profita habilement de cette faute : il eut le temps dans cette journée de placer toutes ses troupes dans les retranchements et de faire occuper fortement les redoutes qui servaient de point d'appui aux masses placées entre elles, soit en avant, soit en réserve, derrière la palanque ou dans les maisons et jardins des faubourgs. Une nombreuse artillerie répandue sur cette ligne de défense achevait de rendre la position formidable.

L'attaque des alliés avait été retardée par le mouvement trop excentrique de la plus grande partie des troupes autrichiennes, environ quarante mille hommes, que conduisait en personne le feld-maréchal prince de Schwartzenberg. Ce corps d'armée qui, d'après le plan des alliés, était destiné à l'attaque du faubourg de Frédéricks-

bourg, avait un grand détour à faire par la vallée de Tarant, et se trouvait ainsi séparé des Russes et des Prussiens, qui couronnaient les hauteurs entre l'Elbe et cette petite vallée, espèce de ravin très-profond qui remonte dans les terres jusqu'à environ trois lieues, et dont les escarpements à pic ne permettent que de rares communications par des sentiers difficiles d'un côté à l'autre de cette étroite vallée, c'est-à-dire d'un plateau à l'autre. L'un et l'autre de ces plateaux dominent fortement le bassin et la ville de Dresde, et se fondent par des pentes insensibles jusqu'à une portée de canon de la ville. Le plateau de droite ou du sud se rapproche davantage du fleuve; celui du côté du nord s'en éloigne au contraire, et la plaine s'ouvre jusqu'à Meissen.

On voit que dans ces positions respectives, tout l'avantage des feux plongeants était du côté des alliés, qui pouvaient choisir les points d'attaque; mais aussi l'étendue des faubourgs de Dresde les obligeait à un grand développement; tout au contraire la position concentrée de l'armée française donnait la facilité de soutenir avec les réserves les points menacés et de profiter des circonstances favorables sur les points faibles de la ligne ennemie.

Le corps du prince de Schwartzenberg n'étant point encore en mesure, on ne fit dans la pre-

mière journée que s'observer et se tâter en se canonnant. Le lendemain l'action générale s'engagea presque à la fois sur tous les points de la ligne. La principale attaque des alliés se fit par leur droite contre le Gross-Garden et les redoutes en avant de ce faubourg, c'est-à-dire, contre la gauche des Français. L'empereur Napoléon s'était porté de sa personne au centre de sa ligne à la grande redoute en avant de la palanque sur la route de Freiberg; il avait fait placer l'artillerie de sa garde en avant et un peu à la gauche de cette redoute. Le feu de cette artillerie couvrait parfaitement le centre des retranchements qui s'opposaient aux efforts que l'ennemi eût pu faire sur ce point important. A la faveur de ce point d'appui, l'empereur fit avancer toute son aile droite, qui déboucha du faubourg de Frédéricksbourg avec la cavalerie sous les ordres du roi de Naples, gravit le plateau, et alla au-devant des colonnes du prince de Schwarztenberg qui s'avançaient en toute hâte : elles n'eurent pas le temps de se déployer et de prendre position. L'infanterie autrichienne forma divers carrés qui furent successivement enfoncés et sabrés par la cavalerie du roi de Naples. Seize cents prisonniers et dix-sept pièces de canon restèrent au pouvoir des Français après un combat aussi vif qu'il fut court. Ainsi toute l'aile gauche de l'ar-

mée alliée, séparée du centre et de la droite par la vallée de Tarant, fut pour ainsi dire surprise, détruite ou mise en fuite sans pouvoir être soutenue.

Pendant que ceci se passait à la gauche des alliés et même en arrière de leur centre, ils faisaient par leur aile droite les plus grands efforts pour forcer les retranchements de la gauche des Français, afin de pénétrer dans le faubourg et dans la ville. C'est à cette attaque que l'illustre transfuge le général Moreau fut mortellement blessé.

Vers la fin de la journée, le maréchal Mortier avec la jeune garde s'avança entre le Gross-Garden et la rive gauche de l'Elbe sur la route de Pyrna, débordant ainsi l'extrême droite des alliés, qui renoncèrent à leur attaque et reprirent leur position sur les hauteurs.

Ainsi fut gagnée, contre des forces supérieures, la mémorable bataille de Dresde. On ne saurait trop admirer les dispositions, la constance, la fermeté de résolution de Napoléon dans une situation des plus périlleuses. Malheureusement cette fois, et par une inconcevable fatalité, il ne recueillit point le fruit de l'une de ses plus belles victoires : l'armée alliée se retira pendant la nuit, se dirigeant par les mêmes défilés qu'elle avait traversés, se hâtant de rentrer en Bohême.

avait remporté un premier avantage sur le corps français que Napoléon avait dirigé sur Berlin. Le maréchal Ney, envoyé pour soutenir Oudinot, ayant pris le commandement, essaya vainement de conserver l'offensive, et fut obligé de se replier sur Wittemberg.

Les nouvelles de ces trois défaites presque simultanées arrivèrent à la fois au quartier impérial de Dresde, au moment où Napoléon, satisfait d'avoir rejeté en Bohême la principale armée des alliés, se préparait à marcher sur Berlin avec la plus grande partie de ses forces. La scène était changée; la victoire de Dresde n'avait plus d'autre résultat que quelques milliers de prisonniers et d'inutiles trophées. Les alliés avaient repris confiance; les Français avaient fait d'immenses pertes en peu de jours, tandis que les alliés recevaient de toutes parts des renforts considérables. Ils ne pouvaient tarder à reprendre partout l'offensive avec un grand avantage; ils avaient derrière eux et tout près d'eux de grandes ressources, tandis que celles de l'armée française s'épuisaient rapidement. Tous les services devenaient de jour en jour plus difficiles; la ville de Dresde, ce funeste pivot, était encombrée de blessés et de malades. Mes fonctions ne furent jamais plus pénibles, ni mes efforts plus infructueux. Il n'y avait pas un officier éclairé qui ne

sentît le danger de la position générale, et la nécessité d'abandonner la ligne de l'Elbe, et de se retirer vers le Rhin, avant que toutes les forces des souverains coalisés fussent réunies et concentrées en Saxe. Mais il était dans le caractère de Napoléon de se roidir contre la mauvaise fortune, et de prendre d'autant plus de confiance dans les ressources de son génie. Il fut averti de l'immense supériorité des forces qui allaient presque l'entourer; aucunes vérités sur la situation et l'esprit de son armée ne lui furent dissimulées. Il sut que la défection de l'Autriche allait être suivie de celle des autres princes de la confédération du Rhin; que les troupes bavaroises et celles de Wurtemberg menaçaient sa ligne d'opérations; que l'armée suédoise allait passer l'Elbe; que les troupes saxonnes, malgré la fidélité et l'admirable constance de leur roi, étaient pratiquées par des transfuges; enfin que toutes les populations couraient aux armes, et que toute l'Allemagne retentissait du cri de *guerre à mort* contre les Français. Rien ne put ébranler sa résolution de combattre sur ce même théâtre où naguère il venait de triompher, et de ramener par un grand effort la victoire sous ses aigles. Tenant en force les places de l'Elbe, Kœnigstein, Dresde, Torgau, Wittemberg et Magdebourg, il espérait encore empêcher la réunion des armées

alliées en deçà de l'Elbe, de les battre séparément, de reprendre ensuite ses positions sur l'Elbe, et ses plans offensifs pour se porter sur l'Oder. Dans cette vue, il concentra tous ses corps d'armée sur Leipzig, à l'exception de celui du maréchal Saint-Cyr, qu'il laissa à Dresde avec le fonds de l'administration de l'armée, comme il l'avait déjà fait lorsqu'il s'était porté en Silésie.

Je restai donc encore cette fois à Dresde avec le maréchal Saint-Cyr, qui, outre son corps d'armée, avait aussi sous ses ordres celui du comte de Lobau, formé des débris du corps de Vandamme, en tout à peu près vingt mille hommes.

Les armées alliées ne tardèrent point à déboucher de la Bohême et à passer l'Elbe sur divers points entre Torgau et Magdebourg. Nous fûmes bientôt resserrés dans la place et investis sur les deux rives du fleuve; nous n'eûmes plus aucune communication avec le quartier général de l'empereur.

Peu de jours avant que l'empereur partît de Dresde, prévoyant trop bien ce qui devait arriver, je fis partir mon fils : je le confiai à un maître-d'hôtel de M. Senft de Pilsach, dont j'occupais la maison, et qui se chargea de le conduire à Mayence, où il arriva fort heureusement, quoique la route entre Erfurt et Francfort fût déjà infestée par des partis ennemis.

Les troupes employées au blocus de Dresde étaient formées principalement d'un corps autrichien et d'une division russe, à laquelle se joignirent bientôt des renforts composés, en grande partie, de milices ou nouvelles levées russes. On estima que la force totale de l'ennemi, qui avait pris position sur les hauteurs où s'était livrée la bataille, était d'environ quarante mille hommes, sous les ordres du général Tolstoy. Vers le 12 octobre, on s'aperçut qu'une partie de ces troupes avait été détachée vraisemblablement pour se réunir à la grande armée des alliés. Le maréchal Saint-Cyr profita habilement de cette circonstance pour faire une sortie ou plutôt pour livrer bataille à l'armée de blocus; celle-ci n'étant pas assez nombreuse pour investir entièrement la place du côté du faubourg de Frédériksbourg, le général Tolstoy l'avait concentrée sur la position qu'avait occupée, comme je viens de le dire, l'armée russe et prussienne; c'est-à-dire, que sa gauche était appuyée aux escarpements de la vallée de Tarant, tandis que sa droite s'étendait jusqu'à Pyrna. Dans cette position, Tolstoy observait les mouvements de la forte garnison française; il lui suffisait d'être en mesure d'attaquer avec avantage tout ce qui sortirait de Dresde et se dirigerait sur Leipzig; mais il avait commis la faute de ne point s'éclairer au delà de la

vallée, dont il ne gardait même pas l'entrée, fort rapprochée de la place.

Bien informé de cette position de l'ennemi et de sa négligence à couvrir l'appui de son aile gauche, le maréchal Saint-Cyr fit partir pendant la nuit une division d'infanterie, d'environ trois à quatre mille hommes, commandée par le général Mouton-Duvernet, qui reçut ordre d'entrer dans la vallée de Tarant, de la remonter jusqu'à la distance d'une lieue et demie de la place, pour tourner entièrement la gauche de l'ennemi, de ne se montrer et commencer son attaque sur les derrières de l'ennemi qu'au signal d'un coup de canon tiré de la redoute n° 8, la même qui avait été prise et reprise la veille de la bataille de Dresde, et qui se trouvait en face du centre de la position de l'ennemi et la plus rapprochée de ses avant-postes. Le maréchal avait ordonné au comte de Lobau de faire filer ses troupes par le Gross-Garden, et d'attaquer de front en gravissant la hauteur, au moment où le général Mouton-Duvernet aurait commencé son attaque et où l'on apercevrait distinctement son feu sur les derrières de l'ennemi. Cette belle disposition fut parfaitement exécutée; mais deux imprudences empêchèrent que l'ennemi ne fût complétement surpris et défait: premièrement, une brigade du corps du comte de Lobau, qui devait dérober sa

marche de flanc, en se couvrant du parc de Gross-Garden, passa au contraire en dehors en suivant la lisière du bois, à la vue des avant-postes de l'ennemi : secondement, le maréchal, que j'avais l'honneur d'accompagner, se porta de sa personne, à neuf heures du matin, à la redoute n° 8, pour observer de plus près les avant-postes de l'ennemi, et juger lui-même du moment où les troupes qui devaient attaquer de front seraient en mesure pour faire donner le signal. Mais, comme nous approchions de la redoute, l'officier d'artillerie se persuadant que la présence du maréchal indiquait assez le moment de commencer les attaques, fit intempestivement tirer le coup de canon, avant que nous fussions entrés dans la redoute. Le général Mouton-Duvernet ayant fait attaquer, et les troupes qui étaient dans le Gross-Garden ayant été aperçues par l'ennemi avant que l'attaque exécutée sur son flanc gauche et ses derrières eût uniquement fixé son attention, M. de Tolstoy eut le temps de replier sa gauche et d'ordonner la retraite par son flanc droit. Cependant nos tirailleurs assaillirent vivement les avant-postes sur le front de la ligne ennemie, et le comte de Lobau, se précipitant sur la droite et l'attaquant avec vigueur, coupa quelques bataillons de l'arrière-garde, fit douze cents prisonniers et prit neuf pièces de canon.

La grande armée des alliés se trouvait alors entre Dresde et Leipzig. La cavalerie du roi de Naples, après quelques engagements, avait été refoulée sur la position en avant de Leipzig, où l'empereur avait concentré toutes ses forces. Toutes les communications étaient par conséquent interrompues; nous n'entendîmes même pas le canon pendant les journées du 16 et du 18 octobre. Les premières nouvelles qui nous parvinrent furent le bulletin publié par les alliés le lendemain de la désastreuse bataille du 18. Ce bulletin nous parvint à Fribourg, seul point avec lequel nous eussions pu communiquer, parce que le général Tolstoy n'avait pas osé reprendre sa position si près de Dresde. Nous savions donc enfin, après une cruelle anxiété, que l'empereur était en pleine retraite vers le Rhin; et nous fûmes aussi informés que l'armée bavaroise, commandée par le général de Wrède, était en marche et se dirigeait sur Francfort. Dans ces circonstances, les instructions données par l'empereur au maréchal Saint-Cyr n'avaient plus le même but, et l'on ne pouvait attendre aucun résultat de leur exécution. Fallait-il rester à Dresde pour défendre cette place aussi longtemps que possible, mais évidemment sans espoir de pouvoir être dégagé, ni de concourir à aucune opération utile? Fallait-il sortir de Dresde avec les

vingt mille hommes qui se trouvaient sous les ordres du maréchal et tenter de traverser l'Allemagne pour rentrer en France? Telle fut la question que le maréchal Saint-Cyr crut devoir soumettre à un conseil de guerre, pour mieux s'éclairer sur le parti qu'il devait prendre. Je fus appelé à ce conseil où les avis furent partagés. Interrogé à mon tour, je me défendis, comme n'ayant d'autres fonctions que celles d'intendant général, d'émettre aucune opinion, et j'obtins du maréchal, dans le cas où il se résoudrait à évacuer la place, de ne point me séparer de lui. Pressé de nouveau de dire mon avis, je demandai qu'il ne fût point consigné au procès-verbal, parce que je ne pouvais avoir de voix délibérative, et que ce que je pouvais dire ne devait être reçu que comme renseignement : j'ajoutai qu'il me semblait impossible que le premier soin du général en chef des armées coalisées n'eût pas été, immédiatement après le gain de la bataille décisive de Leipzig, de détacher un corps d'armée assez considérable pour couper toute communication aux vingt mille hommes qu'il savait bien être à Dresde, et pour les resserrer et réduire à tout prix la place de Dresde; que ce corps d'armée, renforcé par celui de Tolstoy, devait infailliblement arrêter notre marche, nous attaquer en tête et en flanc, et nous détruire ou nous for-

cer de capituler en rase campagne; que nos efforts les plus vigoureux ne pourraient empêcher l'ennemi de nous suivre, de multiplier les obstacles en avant de nous, et de nous faire périr en détail et par le manque de ressources; enfin, que la défense de la ville de Dresde, occupant une partie des forces de l'ennemi, retardant les siéges et la prise des places qui nous restaient sur l'Elbe, aurait un but et une issue plus honorables qu'un effort, en apparence, plus glorieux, mais certainement téméraire et inutile. Sans doute que l'empereur, s'il l'avait pu, aurait donné de nouveaux ordres en ce sens. La proposition qui fut faite de marcher par la rive droite de l'Elbe pour atteindre Torgau, et, s'il se pouvait, Magdebourg, ne pouvait avoir un meilleur succès. Torgau devait être encombré de blessés et de tous les équipages de l'armée, et l'ennemi, bientôt maître de Dresde et d'autres passages, nous préviendrait aussi de ce côté. L'encombrement d'un plus grand nombre de troupes dans Magdebourg, si, contre toute vraisemblance, nous pouvions y arriver, ne ferait que hâter la reddition de cette importante place, qui ne pouvait être secourue ni ravitaillée. Il valait donc mieux tenir ferme à Dresde, fatiguer l'ennemi par une vigoureuse résistance jusqu'à l'entière consommation du peu de ressources qui

nous restaient. Telle fut, après des débats très-vifs, la résolution du maréchal Saint-Cyr.

Trois jours après, et certes ce délai n'aurait pu nous suffire pour gagner même une marche sur l'ennemi, le général autrichien Klenau bloqua, sur les deux rives, la ville et les faubourgs de Dresde avec une armée autrichienne dont la force réunie à celle du corps de Tolstoy n'était pas moindre de cinquante-deux mille hommes. Après avoir coupé toutes les communications et nous avoir resserrés dans nos retranchements, le général Klenau feignit de vouloir commencer des attaques régulières; mais le maréchal Saint-Cyr savait qu'il n'avait point d'artillerie de siége, qu'il n'en pouvait tirer que des places de Bohême, et que la saison très-pluvieuse et fort avancée avait tellement dégradé les chemins qu'il était impossible de former et d'amener devant Dresde un équipage de siége. Le maréchal s'occupa de faire perfectionner les moyens de défense. Il fit traverser par des coupures toutes les issues des faubourgs, multiplia les barricades, fit créneler les maisons, et rendit ainsi très-forte et hors d'insulte cette enceinte des faubourgs de Dresde, dont toutes les communications transversales dans l'intérieur devinrent autant de lignes retranchées auxquelles le corps de place, quoique en assez mauvais état, mais aussi bien réparé

qu'il fut possible de le faire, servait de réduit.

J'eus soin de ménager les ressources en vivres qui nous restaient, autant que la consommation d'une garnison de vingt mille hommes, sans compter les cinq ou six mille malades ou blessés dont je n'avais pu faire évacuer qu'un petit nombre sur Torgau, et les consommations des habitants de la ville, pouvaient le permettre. Nous restâmes dans cette position respective jusqu'en novembre. A mesure que la disette se faisait sentir, que les recherches les plus sévères ne produisaient presque plus rien, que les bestiaux manquaient et qu'on était obligé d'abattre les chevaux, des murmures s'élevèrent : on recommença à blâmer le parti qu'avait pris le maréchal; on revint à la proposition de forcer le blocus sur la rive droite et de marcher sur Torgau pour gagner ensuite Magdebourg. On montrait tant d'ardeur pour cette expédition hasardeuse, que le maréchal, qui ne la considérait que comme une sortie qui, si elle n'avait pas le succès qu'on s'en promettait, ne pouvait cependant rien compromettre, la retraite étant bien assurée, donna au comte de Lobau l'ordre de former un corps d'élite équivalent à la moitié des forces disponibles, et de tenter de s'ouvrir un passage. Le maréchal restait à Dresde avec tout son état-major, toute l'administration de l'armée, pour défendre

la place. Quelque précaution que l'on prît pour dérober à l'ennemi cette tentative, il n'était pas vraisemblable qu'il n'eût pas pourvu d'avance aux moyens de la faire échouer. Le combat s'engagea à une demi-lieue de la ville. Le comte de Lobau trouva sur les premières hauteurs des forces supérieures et si avantageusement postées, qu'après avoir fait les plus vigoureux efforts, il dut renoncer à poursuivre sa marche, replia ses troupes et rentra dans la place.

Nos embarras s'accrurent de jour en jour, d'heure en heure : la présence d'une partie de la famille royale n'était pas le moindre, et gênait beaucoup le maréchal. Il résista fermement aux plus vives sollicitations des principaux habitants et surtout des personnes attachées à la cour qui le suppliaient de ne pas prolonger une si inutile défense; enfin les communications, qu'il était difficile d'empêcher entièrement, amenèrent des pourparlers. Deux colonels, l'un neveu du comte de Lobau et son premier aide de camp, l'autre M. Marion, commandant l'arme du génie, furent chargés de conférer avec les officiers autrichiens envoyés par le baron de Klenau, et, selon leurs propositions, de poser les bases d'une capitulation pour les soumettre au maréchal. On ne put se mettre d'accord. Comme j'avais dit au maréchal Saint-Cyr que le baron de

Rothkirch, chef d'état-major du général Klenau, devait être le même que celui avec lequel j'avais été chargé à Vienne, pendant la campagne de 1809, de l'exécution de l'armistice, M. le maréchal m'ordonna de lui proposer une conférence, et me fit l'honneur de me charger de ses pouvoirs. Je me rendis aux avant-postes de l'ennemi, dans une petite maison isolée, sur la hauteur la plus voisine de la place, vers l'entrée de la vallée de Tarant. Je fus très-étonné d'abord de ne pas reconnaître Rothkirch : c'était son frère, qui m'accueillit avec beaucoup de politesse. Comme je commençais à l'entretenir, je vis s'approcher de la maison un officier général avec son escorte. J'entendis prononcer mon nom, et je reconnus bientôt le lieutenant général marquis de Chasteler, que j'avais connu et rencontré dans le Tyrol à la fin de la campagne de 1801, et revu depuis à Paris où j'avais été assez heureux pour lui rendre quelques bons offices relatifs à ses intérêts en Belgique. C'était l'un des généraux les plus distingués de l'armée autrichienne; il était inspecteur général de l'arme du génie et gouverneur de la forteresse de Theresienstadt; il était intimement lié avec le général Klenau, et avait sans doute été appelé près de lui pour l'aider de ses conseils. Il feignit d'abord d'être étonné de me retrouver là. Il en-

tra bientôt en conversation sur l'objet dont nous étions occupés, et me laissa connaître qu'il était autorisé par son collègue et son ami le général Klenau à traiter définitivement, si nous pouvions nous entendre. « Ce sera très-facile, lui dis-je, si, « comme je n'en saurais douter, vous mettez « dans la manière d'apprécier votre situation et « la nôtre autant de bonne foi que M. le maréchal « Saint-Cyr. Vous ne pouvez pas songer à nous « attaquer de vive force. — Pourquoi? me dit-il. « — Parce que vous voyez d'ici parfaitement « nos moyens de défense, et M. le maréchal « vous offre de venir avec moi les reconnaître « vous-même. Vous souffrez déjà beaucoup de « cette saison pluvieuse. — Oui, me dit M. de « Casteler, mais notre équipage de siége va « nous arriver. — Il serait ici, lui dis-je, et « vous nous auriez déjà salués de quelques « bombes si vous aviez pu amener une seule « pièce. » — Il en convint, du moins par son silence. Je fis alors sur nos ressources en vivres tous les mensonges d'usage, car la vérité était que nous n'en avions plus que pour trois jours. J'ajoutai que M. Klenau, qui sans doute était chargé de faire le siége de Torgau aussitôt qu'il en aurait les moyens, devait être aussi pressé d'occuper Dresde que M. le maréchal Saint-Cyr pouvait l'être d'en sortir; que cette ville et le maté-

riel que nous y laisserions si la capitulation avait lieu, lui seraient sans doute plus profitables que le succès presque incertain d'une attaque de vive force qui lui coûterait peut-être le tiers de son armée. M. de Chasteler répliqua par des dénégations, et finit par me dire : « Mais à quelles conditions prétendez-vous? — Aux mêmes « conditions, lui dis-je, que Napoléon accorda « au maréchal Wurmser à Mantoue, où ce maréchal se trouvait précisément dans la même « position où se trouve aujourd'hui le maréchal « Saint-Cyr. » Après une longue discussion, cette base fut adoptée; et il fut convenu en conséquence que le corps de troupes renfermé dans Dresde sortirait avec les honneurs de la guerre pour se rendre en France, ayant en tête de chaque colonne de marche une pièce de canon et cent hommes armés, emportant ses aigles, ses bagages; que le reste déposerait les armes, etc., etc. La capitulation fut rédigée d'après ces préliminaires, signée et ratifiée le lendemain.

Aussitôt que les postes que nous étions convenus de leur livrer eurent été occupés par les Autrichiens, et que les articles de la capitulation eurent été fidèlement exécutés des deux parts, les troupes françaises furent mises en marche en trois divisions, à un jour de dis-

tance, sur la route dont la direction et les stations avaient été réglées. Les généraux baron de Klenau, marquis de Chasteler, et comte de Tolstoy vinrent faire visite à M. le maréchal Saint-Cyr. Dans cette conversation où je me trouvai, on raisonna beaucoup sur les conséquences probables des derniers événements, et M. de Tolstoy discutant avec moi sur le passage du Rhin et l'invasion de la France, me dit : « Vous pouvez « tenir pour certain que la paix ne se fera qu'à « Paris, après que nous vous aurons rendu dans « votre capitale, la visite que vous nous avez « faite à Moskou. — J'espère, lui dis-je, que vous « rencontrerez de plus grandes difficultés que « celles que nous avons surmontées. » M. de Klenau nous dit qu'il avait envoyé la capitulation au quartier général des souverains alliés; mais il n'exprima pas le moindre doute que sa conduite ne fût approuvée ; et il n'avait été nullement question d'attendre cette approbation pour exécuter toutes les clauses deladite capitulation. Il fut convenu que le général comte Durosnel, gouverneur de Dresde, et moi, nous nous rendrions directement en France pour rendre compte à l'empereur. En conséquence, on nous délivra des passe-ports et on nous fit accompagner par un officier autrichien pour nous servir de sauvegarde. Nous partîmes en poste, n'em-

menant avec nous qu'un petit nombre de personnes. De mon côté, j'avais avec moi mon gendre le baron de Saint-Didier, et mon aide de camp le chef d'escadron Poncet. M. le maréchal Saint-Cyr partit en même temps avec son état-major et ses équipages, suivant la marche de la troisième colonne.

Notre voyage fut très-heureux et sans obstacle jusqu'aux bords du Rhin. Nous nous étions arrêtés quelques instants à Carlsruhe, et nous avions dépassé Rastadt, lorsque nous fûmes arrêtés à Ettlingen par un officier de l'état-major des alliés, le comte de Paer, aide de camp du prince de Schwartzenberg que nous avions connu à Paris. Il nous annonça avec beaucoup de politesse que la capitulation de Dresde n'ayant point été ratifiée par les souverains, il avait reçu l'ordre de s'opposer à notre rentrée en France, et de nous conduire au quartier général du général Giulay qui se trouvait à Baden. Nos protestations contre cette violation furent inutiles, et le lendemain nous rétrogradâmes et nous arrivâmes de bonne heure chez le général Giulay. Celui-ci nous reçut fort bien, nous fit servir du café et nous annonça qu'il avait ordre de nous envoyer au quartier général des souverains à Francfort, d'où vraisemblablement nous serions ramenés à Dresde ; que M. le maréchal Saint-Cyr

devait y rentrer avec sa garnison, et que les choses devaient être mises dans le même état où elles étaient avant la capitulation improuvée par les souverains. Le comte Giulay parut un peu embarrassé de nos observations sur cet acte inouï dans les annales militaires. Je lui rappelai particulièrement que nous en avions agi tout autrement, et surtout à son égard, lors de la capitulation d'Ulm, de l'exécution de laquelle j'avais été particulièrement chargé par l'empereur Napoléon, et qu'après cette capitulation, par laquelle vingt-deux officiers généraux autrichiens furent nos prisonniers, lui-même M. de Giulay ayant désiré de se rendre immédiatement auprès de Sa Majesté l'empereur d'Autriche, j'avais transmis sa proposition à l'empereur Napoléon et lui avais fait délivrer des passe-ports pour aller à Vienne. Il nous témoigna ses regrets, et ne nous cacha point qu'il blâmait la conduite tenue à notre égard.

Nous partîmes pour nous rendre à Francfort, suivant la route appelée le Land-Strasse, et traversant les cantonnements de l'armée alliée. Arrivés à Darmstadt, résidence du landgrave, nous y rencontrâmes un officier général autrichien, M. de Herzogenbosch, attaché à l'état-major du prince de Schwartzenberg, et chargé de nous faire stationner à Darmstadt et d'y rester auprès de nous jusqu'à ce qu'il reçût de nou-

veaux ordres sur notre destination ultérieure. Nous fûmes, le général Durosnel et moi, très-contrariés par cette disposition : nous désirions beaucoup d'avoir une explication avec le prince de Schwartzenberg, général en chef des armées alliées, sur la violation de la capitulation de Dresde ; il nous importait de protester au nom du maréchal Saint-Cyr et de son corps d'armée, en présence des souverains alliés et à leur grand quartier général, contre un acte aussi déloyal qu'inouï dans les fastes militaires. Nous nous flattions même que cette circonstance et les pourparlers qu'on disait avoir eu lieu entre le baron de Saint-Aignan et le prince généralissime pourraient n'être pas sans influence sur les prétendues ouvertures de paix dont on parlait depuis quelques jours : mais on nous fit l'honneur de craindre nos réclamations contre un manque de foi injustifiable.

Après cinq jours de séjour à Darmstadt, nous y apprîmes par M. de Herzogenbosch que M. le maréchal Saint-Cyr avait rejeté la ridicule et insolente proposition qui lui avait été faite, et qu'après avoir énergiquement protesté, il s'était reconnu prisonnier de guerre, ou plutôt s'était rendu lui et son armée à l'abus de la force et au manque de foi. En conséquence il avait été décidé que nous serions conduits en Hongrie,

où les colonnes françaises et le maréchal lui-même se rendaient sous escorte en traversant la Bohême.

Nous nous mîmes en route dès le lendemain avec l'officier autrichien qui jusque-là nous avait toujours accompagnés. Nous passâmes par Nuremberg; nous entrâmes en Bohême par Egra, et nous rejoignîmes le maréchal Saint-Cyr à Carlsbad, où sa santé fort altérée l'avait forcé de s'arrêter, et où il obtint de fixer son séjour pendant sa captivité.

Tout ce qui avait appartenu à la garnison de Dresde fut dispersé et dirigé sur la Hongrie. Notre route fut tracée de manière à éviter la ville de Prague, que je regrettai de ne pas voir. Mes équipages me rejoignirent dans la petite ville de Brandessi, à quatre lieues de Prague, où mon cousin l'ordonnateur Combes les conduisit, après avoir déposé à Tœplitz, dans une maison sûre, tous les papiers de mon administration.

Après avoir organisé notre triste caravane et fait vendre à vil prix, à Prague, le superflu de nos équipages, nous partîmes pour la Hongrie en suivant les stations qui nous étaient indiquées. Nous suivîmes d'abord la grande route de Vienne jusqu'à Iglau, et ensuite, par des routes transversales et d'horribles chemins, laissant Brün à notre gauche, nous arrivâmes à Hollitz, maison de

plaisance et grand établissement d'expériences d'agriculture de Sa Majesté l'empereur d'Autriche. Nous entrâmes en Hongrie et nous arrivâmes enfin à Tyrnau, petite ville à six lieues de Presbourg, où notre résidence fut fixée. Nous fûmes là très-bien accueillis par les principaux habitants, et particulièrement par l'évêque-prince Ernest de Schwartzenberg, frère du généralissime. Nous établîmes le général Durosnel, le baron de Saint-Didier, Combes et moi, à frais communs, modestement, mais très-commodément, une assez bonne maison, et nous fûmes dans ce séjour, d'ailleurs assez triste, pendant un hiver long et rigoureux, aussi tranquilles, aussi heureux qu'on puisse l'être, loin de sa patrie et dans des circonstances aussi pénibles, aussi fâcheuses. Nous recevions fréquemment des nouvelles de Vienne; nous suivions avec anxiété le mouvement des armées; et nos conjectures, d'après les rapports officiels de l'ennemi, nous firent plusieurs fois concevoir des espérances trop tôt déçues.

Je reçus, pendant notre captivité, un honorable témoignage d'estime et de bon souvenir de M. le comte de Wurbna, grand chambellan de l'empereur d'Autriche. Il demanda pour moi, et obtint la permission de résider à Vienne, ainsi que les officiers qui se trouvaient avec moi, ou de voyager, comme il me conviendrait, dans les

États de Sa Majesté. Nous ne profitâmes, ni moi, ni mes compagnons, de cette autorisation : nous nous trouvions très-bien à Tyrnau, et nous ne songions guère à chercher dans la capitale ou ailleurs des distractions au chagrin que nous causaient les revers de nos armées et les malheurs qui menaçaient notre patrie. Je ne profitai de cette permission que beaucoup plus tard, et lorsqu'après la catastrophe de la contre-révolution, nous n'avions plus qu'à attendre notre échange ou notre rappel.

Peu de temps après notre arrivée à Tyrnau, mon honorable amie madame de Traunwieser, que j'avais informée de notre destination dès notre entrée en Bohême, me causa une agréable surprise en venant elle-même avec sa fille, qui avait dû épouser mon ami le général Louis de Romeuf, me rendre visite dans ma prison de Tyrnau. Elle aurait voulu, me dit-elle, qu'il lui fût possible de rester auprès de nous, et de charmer les ennuis de notre captivité. Je fus profondément touché de cette preuve d'estime et de constante amitié. Lorsque je quittai Tyrnau, vers le 15 d'avril, pour me rendre aux eaux de Baden près de Vienne, madame de Traunwieser vint m'y trouver avec sa fille, et ce fut là que cette angélique créature fut subitement attaquée d'un vomissement de sang, funeste symptôme de

la maladie de poitrine qui l'emporta un an après. J'avais, à cette époque, obtenu pour mon gendre, le baron de Saint-Didier, la permission de retourner en France et les passe-ports nécessaires pour traverser les armées alliées. Il arriva à Paris peu de jours avant la prise de la capitale et l'abdication de Napoléon. Je revins de Baden à Vienne, où j'attendis encore quelques jours l'autorisation de retourner à Paris et l'expédition de mes passe-ports.

Pendant ce dernier séjour à Vienne, je rencontrai plusieurs personnes que j'avais connues et qui avaient passé dans les États autrichiens tout le temps de l'émigration. J'allai voir l'abbé de Bonneval, ancien évêque de Grasse, frère du feu comte de Bonneval, mon ancien compagnon de voyage en Orient, auquel l'empereur d'Autriche avait accordé un canonicat de la cathédrale de Saint-Étienne : c'était un homme d'esprit très-raisonnable. Il prévoyait très-judicieusement les conséquences des nouveaux événements. Je vis aussi le vieux comte de Saint-Priest, l'un de mes anciens patrons. Je rencontrai le fameux écrivain Gentz, qui fut depuis l'infatigable greffier de la sainte-alliance; j'allai visiter le prince de Ligne dont l'esprit n'avait pu vieillir.

Je partis pour Paris avec mon ami Combes et mon neveu Poncet. Je m'arrêtai un jour seule-

ment à Strasbourg dans la famille de son frère, l'un des hommes les plus éclairés et les plus recommandables que j'aie connus et tendrement aimés. Je rentrai enfin dans ma famille, dans ma maison, après deux ans et demi d'absence ; et dans cette période de temps, que de choses! que d'événements! Le monde était changé.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

Aspect des affaires à ma rentrée en France. — Direction générale de la liquidation des armées. — L'abbé de Montesquiou. — Audience de M. le comte d'Artois à Saint-Cloud. — Proposition faite au roi de me nommer ministre de la marine. — Direction générale de la caisse des invalides. — Marche rétrograde du gouvernement de la restauration. — Retour de l'île d'Elbe. — Éloignement du maréchal Soult du ministère de la guerre. — Audience du roi. — Mission vers le maréchal Oudinot. — Entrevue avec M. le maréchal Oudinot à Chaumont. — Retour à Paris. — Audience de M. le comte d'Artois. — — Départ du roi et de la famille royale. — Arrivée de l'empereur. — Visite aux Tuileries. — Exclusion du conseil d'État. — Nomination à la direction générale des gardes nationales. — Plan de campagne de l'empereur. — Batailles de Ligny et Waterloo. — Les armées sous Paris. — Négociations avec le roi Louis XVIII. — Défense de la capitale. — Mémoire remis au roi par le maréchal Oudinot. — Disgrâce et mise en retraite, après la rentrée du roi dans Paris. — Politique du roi et situation des affaires. — Travaux historiques. — Rappel au conseil d'État. — Commission de défense du royaume. — Refus de m'élever à la pairie. — Marche réactionnaire du gouvernement. — Avénement du parti aristocratique au pouvoir. — Mon exclusion du conseil d'État. — Reprise de mes travaux historiques.

LORSQUE j'avais appris à Vienne la mauvaise issue de l'opération stratégique par laquelle Napoléon avait voulu réparer les fautes de quel-

ques-uns de ses généraux, et couronner par un coup de maître sa belle campagne de France; lorsque la nouvelle de son abdication nous parvint, mon premier sentiment fut d'envier le sort de ceux qui le suivraient à l'île d'Elbe, et qui s'attacheraient à sa fortune dans les jours d'adversité. Il me semble encore que ceux qui l'avaient suivi dans sa glorieuse carrière, auraient dû ambitionner ce poste comme la plus grande des faveurs dont il les avait comblés, et c'est précisément parce que j'avais reçu de lui plus de témoignages d'estime que de faveurs particulières, que cet acte de dévouement aurait eu plus de prix à mes propres yeux. Telles étaient mes pensées lorsque j'arrivai à Paris. J'y trouvai tous mes compagnons, à l'exception du petit nombre qu'il avait honoré de son choix pour le suivre dans sa retraite, et de quelques autres trop rapprochés de sa personne par les grandes places qu'ils avaient occupées, ou la part qu'ils avaient eue à son intimité, entièrement détachés du système impérial et déjà entrés ou prêts à entrer dans celui de la restauration. Celui-ci était devenu la loi de la nécessité : on eût dit que le régime qui venait de cesser n'était déjà plus qu'un souvenir historique. Le nouvel ordre de choses imposait de nouveaux devoirs : je m'y rangeai comme les autres, et d'autant plus faci-

perdu leurs propriétés, ou même leurs emplois au service, une indemnité raisonnable. Le refus de cette généreuse proposition a entraîné plus tard à d'immenses sacrifices et fait élever des prétentions qu'on aurait pu satisfaire à bien moins de frais. Cet acte de justice n'aurait rencontré dans l'opinion qu'une opposition momentanée, et aurait prévenu l'abus de la concession des grades et une foule d'inconvénients que dans les circonstances ultérieures il a été impossible d'éviter. Les divers titres produits à la commission ne pouvaient être vérifiés et jugés que de confiance et sur des attestations qu'il n'était que trop facile d'obtenir des principaux chefs des armées dans lesquelles ces officiers avaient servi.

Au mois d'août suivant, à l'époque de la Saint-Louis, je fus nommé commandeur de l'ordre militaire de Saint-Louis.

Le ministre des finances, mon ancien et honorable ami le baron Louis, venait de poser la véritable base du rétablissement du crédit public, en faisant décider le payement intégral de l'arriéré de tous les services. Il proposa au ministre de la guerre de me charger de la liquidation de l'arriéré de la guerre, avec le titre de directeur général. J'acceptai avec plaisir cette place qui me mettait à portée d'être utile à mes anciens compagnons d'armes. Je me livrai tout en-

tier à cet immense travail. J'appelai près de moi, comme mon secrétaire général, mon ami Combes dont j'avais tant éprouvé le zèle et l'austère probité. Il vint reprendre, sous mes ordres, le poste qu'il avait occupé avant la campagne de Russie. J'organisai mes bureaux en autant de divisions qu'il y avait eu d'armées principales. Je choisis six commissaires ordonnateurs qui avaient administré en chef des corps d'armée et qui, par cela même, avaient une connaissance plus spéciale de la composition de chacune de ces armées, des localités, ainsi que des événements. J'attachai à chacune de ces divisions des sous-inspecteurs aux revues et des commissaires des guerres exercés aux détails de service et aux opérations de comptabilité. Je fus ainsi assuré d'obtenir sur toutes les réclamations des rapports exacts, dont je prescrivis les formes ainsi que l'apport des pièces à l'appui. J'établis un bureau particulier pour la classification des réclamations. Je fixai aussi un terme fatal au delà duquel les réclamations ne pouvaient plus être admises. Dans les six premiers mois de mon administration, j'avais déjà recueilli et fait mettre en ordre plus de trente mille dossiers, et j'avais liquidé pour trois millions de créances en petites parties et principalement pour des arriérés de gratifications de campagne et de pertes devant l'ennemi, justement

constatées. Lorsque j'avais, sur le rapport des ordonnateurs, vérifié et arrêté des liquidations, elles étaient envoyées au comité central des liquidations de tous les ministères, présidé par le général comte Dejean. Il devait me les renvoyer s'il y avait lieu à relever quelque erreur ou quelque manque de formes dans cette dernière vérification : ce qui n'arriva que pour trois ou quatre cas seulement, pendant tout le temps que je fus chargé de cette importante affaire.

Un de mes amis, M. Becquey, mon ancien collègue à l'assemblée législative, et qui depuis a occupé la place de directeur général des ponts et chaussées, remplissait alors celle de secrétaire général du ministère de l'intérieur sous M. l'abbé de Montesquiou, que j'avais connu pendant l'assemblée constituante et avec lequel je n'avais eu depuis que très-peu de rapports. M. Becquey me rapprocha de lui : j'eus fort à me louer de son accueil et des témoignages de confiance qu'il m'accorda. Je le vis souvent, et je l'entendis exprimer le désir sincère de faire marcher le gouvernement constitutionnel. Il avait l'entière confiance du roi, combattait franchement les intrigues des courtisans et le parti de la contre-révolution qui, séduit par l'exemple du gouvernement impérial dont il jugeait si mal les bases et les moyens, ne voulait du gouvernement re-

présentatif que les formes, sous le masque desquelles il croyait pouvoir rétablir l'autorité royale sans contrôle et sans contre-poids. Je dois cette justice à l'abbé de Montesquiou qu'il s'irritait de ses vains efforts et prévoyait très-bien les conséquences d'une telle aberration politique. Toutefois je différâis d'opinion avec ce ministre sur plusieurs points essentiels : je ne pouvais comprendre et ne saurais expliquer les contradictions dans lesquelles il tombait quelquefois. Comment un homme d'autant d'esprit, et qui avait si bien observé, pouvait-il entendre le gouvernement représentatif sans la liberté de la presse, dont il se déclara l'ennemi?

Peu de temps après mon retour à Paris, j'eus la satisfaction de retrouver l'un des compagnons de ma jeunesse, le chevalier de Puységur, frère de mon véritable père d'armes le comte de Puységur, ancien ministre de la guerre. Je ne l'avais pas revu, et je n'avais eu que de rares occasions de savoir de ses nouvelles depuis son émigration avec M. le comte d'Artois, auquel il était attaché comme l'un de ses gentilshommes d'honneur. Il ne l'avait jamais quitté, et ce prince n'eut point d'ami plus fidèle, plus sincère et plus éloigné de tout esprit d'intrigue : aussi lui était-il très-attaché, et il n'a cessé de lui en donner des preuves jusqu'à la fin de sa vie.

M. de Puységur, comblé de témoignages d'affection, est mort presque dans les bras de M. le comte d'Artois. Il n'était point arrivé avec lui en France et à Paris; resté en Angleterre pour y terminer quelques affaires du prince, il ne le rejoignit au pavillon Marsan que vers la fin de mai. Il fut nommé capitaine de l'une des deux compagnies des gardes de Monsieur. Malgré la différence de nos opinions, je trouvai mon ami aussi modéré dans les siennes que je l'avais toujours été dans mes opinions constitutionnelles depuis le commencement de la révolution. Nous nous entendîmes fort bien, et nos communications furent dès ce moment aussi franches que notre amitié. Il me présenta à Monsieur, qui m'accueillit avec une extrême bonté et me témoigna le désir de me voir appelé à quelque place importante dans le gouvernement. Par une suite de cette disposition bienveillante, Monsieur me fit appeler à Saint-Cloud, où il s'était retiré pour soigner sa santé. Il me reçut dans le cabinet de l'empereur Napoléon. Tout ce qui y était me rappelait comme un songe d'autres temps et d'autres circonstances. Le prince me fit beaucoup de questions sur l'armée, auxquelles il me fut facile de répondre.

J'indiquai, selon mes lumières et mon expérience, les moyens de se concilier l'affection des

braves et de garder une mesure raisonnable dans l'accord de leurs intérêts, de leurs justes prétentions avec celles du petit nombre d'officiers émigrés dont les services pouvaient encore être utiles. J'exposai les dangers d'un changement de système par rapport à l'armée, et tout le parti qu'on en pouvait tirer pour l'affermissement du nouvel ordre de choses. Passant ensuite à des considérations plus générales, Monsieur me demanda ce que je pensais de l'esprit public par rapport à la restauration de l'ancienne dynastie : j'hésitai d'abord, et je me défendis de répondre d'une manière positive. Le prince m'encouragea à lui dire franchement toute ma pensée : « Eh « bien, Monseigneur, lui dis-je, vous avez vous-« même par un mot mémorable résolu cette « question. On m'assure que vous avez dit en « entrant à Paris, et comme un digne fils « de Henri IV : — « Il n'y aura rien de changé; il « n'y a ici qu'un Français de plus. » — Ne perdez « jamais de vue ce noble engagement. Oubliez le « passé, vous n'avez besoin d'aucun souvenir. « Considérez-vous comme une nouvelle race « nouvellement adoptée par la nation : vous avez « à la conquérir. Des trois générations que vous « trouvez sur le sol français, une seule, celle à « laquelle j'appartiens, et de beaucoup la moins « forte et la moins nombreuse, reconnaît ses

« anciens souverains sous le gouvernement des-
« quels s'écoulèrent leur enfance et leur jeunesse.
« Les deux autres générations ne vous connaissent
« pas. Ils ont vu dans leur jeune âge éclater la
« révolution, ou bien ils sont nés avec elle pendant
« les jours d'orage où rien ne rappelait l'ancienne
« dynastie. » Le prince reçut avec un mouvement de surprise, mais sans montrer de mécontentement, un discours qui lui semblait audacieux. J'insistai avec force sur la nécessité d'entrer sans arrière-pensée dans les intérêts nationaux, non tels qu'on pouvait se les figurer d'après d'anciennes données, mais tels que la révolution, le laps de temps et les événements les avaient faits. J'ajoutai que, dans ma conscience, je pensais qu'il n'y avait que ce moyen d'étouffer les derniers germes de républicanisme et d'affermir la monarchie limitée. Je développai cette proposition en l'appliquant à la formation et au régime de la nouvelle cour, à l'ordre administratif et à l'armée.

Le prince parut satisfait de ma sincérité, et voulut bien me dire qu'il la considérait comme une preuve non équivoque de mon dévouement. Un peu plus tard, il me le témoigna par une insigne faveur, en appuyant la proposition que fit l'abbé de Montesquiou au roi, de me faire nommer ministre de la marine lorsque la

mort de M. Malouet rendit ce département vacant. Sa Majesté, qui avait donné d'abord son assentiment, en fut détournée très-vraisemblablement par M. de Blacas. Le comte Beugnot me fut préféré.

Je continuai avec le zèle le plus actif le travail de la liquidation des armées, et je me flattais de le terminer dans le cours de la seconde année de mon administration, lorsque le maréchal Soult, qui avait remplacé le général Dupont au ministère de la guerre, jugea qu'il serait plus utile de réunir dans les différentes divisions de son ministère la liquidation de l'arriéré à la comptabilité du service courant. Je pense qu'il fut déterminé à cette mesure par l'exposé qu'on lui fit d'une plus grande facilité de vérification et d'une plus grande célérité d'expédition; mais ses vues ne purent être remplies pendant son court ministère, et bien moins encore sous ses successeurs. Cette grande liquidation disséminée dans les différents bureaux rencontra plus d'obstacles et devint de plus en plus litigieuse. M. le maréchal Saint-Cyr fut obligé de centraliser encore une fois ce travail, et de former une division spéciale. Dix années ont à peine suffi pour le terminer.

En supprimant la direction générale de la liquidation des armées, M. le maréchal Soult, qui n'a jamais cessé de me donner des preuves de

son estime particulière, proposa au roi de me nommer directeur général de la caisse des Invalides, avec le même traitement que j'avais comme directeur de la liquidation des armées. Il nomma en même temps M. Carayon (depuis receveur général) caissier des Invalides. Quoiqu'une ordonnance royale, réglant les attributions de la place qui m'était destinée, les eût fort étendues, en faisant concourir à la formation de cette caisse les produits des ventes de matériels de la guerre, et plusieurs autres sources de revenus qui devaient accroître ce fonds spécial et en rendre la gestion et la surveillance très-utiles à l'objet intéressant pour lequel il était créé, je refusai d'abord cette place qui me semblait être hors de ma sphère. M. le maréchal insista : j'acceptai et me livrai à ce nouveau travail. Vers cette époque, je fus nommé grand cordon de la Légion d'honneur, ou, selon la nouvelle dénomination, grand-croix de l'ordre royal de la Légion d'honneur.

La tranquillité apparente des esprits avait inspiré aux partisans de l'ancien régime une confiance mal fondée. Le miracle de la restauration des Bourbons leur semblait avoir opéré une complète contre-révolution, et avoir effacé en un seul jour les souvenirs de trente années, avoir fait disparaître d'un seul coup les traces de ce qu'ils appelaient une longue et vaine rébellion,

comme si eux seuls eussent vécu, agi d'une manière réelle et légale, et que tout le reste de la nation française n'eût existé, exercé ses facultés morales et physiques que d'une manière fantastique. Ils étaient tellement fascinés qu'ils ne concevaient pas qu'on tardât à faire sortir de la restauration toutes les conséquences qu'ils y apercevaient, tant il leur semblait facile de satisfaire leur ressentiment et de remplir leurs espérances. Ce fut ainsi qu'en alarmant tous les intérêts, en choquant toutes les convenances, en arrachant à l'armée ses aigles, etc., etc., on réveilla les passions frappées de stupeur, et qu'on aliéna l'opinion de la grande majorité.

La fermentation allait croissant, et le gouvernement semblait à peine s'en apercevoir. Il allait être surpris par l'éclat d'une formidable conspiration qui n'avait rien de commun avec les projets de Napoléon, lorsque celui-ci, sans attendre la dissolution du congrès des souverains alliés, se croyant menacé d'une nouvelle violation du traité qu'il avait conclu avec eux, et d'une déportation hors de l'Europe, quitta l'île d'Elbe, et débarqua sur les côtes de Provence avec ses officiers et la poignée de braves qui l'avaient accompagné dans son exil volontaire. Cette entreprise, la plus audacieuse qui ait jamais été traitée, porta la terreur dans le palais des Tuileries, et éclaira trop

tard la cour et les conseillers de Louis XVIII sur leurs dangers et sur les effets désastreux de leur conduite inconsidérée.

Quand il fut impossible de douter du retour de Napoléon, je le considérai comme le plus grand malheur qui pût arriver à la France. Je doutai pendant plusieurs jours que l'empereur fût déterminé à venir à Paris; et quoique je connusse bien la disposition des esprits et la désaffection générale, je ne pouvais me persuader que Napoléon pût rallier, en aussi peu de temps qu'il le fallait, les moyens d'une telle agression, quand il avait tant d'obstacles à vaincre, et que le moindre qui lui eût été opposé dans ses premières marches, pouvait l'arrêter et le faire échouer.

Entre les conjectures diverses que j'entendais former sur cette téméraire entreprise, la conception de son plan ne me vint point dans l'esprit. Non, je ne pouvais croire que son nom seul, et une poignée de braves, qui représentaient la vieille grande armée, suffiraient pour réveiller tous les souvenirs, frapper toute la nation comme par un coup électrique, et faire voler de clocher en clocher le drapeau tricolore jusqu'au palais des Tuileries. La défection des premières troupes qu'il rencontra, l'occupation de Grenoble, le passage du Rhône

à Lyon, malgré les efforts du maréchal Macdonald et la présence du comte d'Artois, accrurent bientôt les alarmes et la confusion.

Dégagé de mon serment envers l'empereur, et lié par celui que j'avais prêté au nouveau gouvernement et à l'ancienne dynastie, je souhaitais qu'on pût s'opposer à cette étrange invasion, et j'étais disposé à concourir à une juste résistance, si l'on jugeait à propos de m'y employer. M. le maréchal Soult, sur la conduite duquel les courtisans effrayés et criant à la trahison avaient jeté d'odieux soupçons, remit au roi le portefeuille de la guerre, et fut remplacé, sur la proposition de l'abbé de Montesquiou, par le général Clarke (duc de Feltre), dernier ministre de la guerre sous l'empire. On ne pouvait faire une plus grande faute dans des circonstances si critiques, que celle de dégoûter et d'écarter un homme tel que le maréchal Soult. Je suis convaincu qu'il aurait servi la cause royale avec vigueur, qu'il aurait prévenu de grandes défections, donné au roi et aux princes des conseils énergiques, et vraisemblablement arrêté l'empereur dans sa marche, avant qu'il eût atteint la capitale. Le duc de Feltre ne pouvait avoir sur l'armée l'ascendant nécessaire dans une telle crise. En exprimant mon opinion à l'abbé de Montesquiou sur l'issue trop probable des me-

sures incohérentes qu'on prenait, je l'avertis que l'empereur comptait sans doute sur le dévouement de sa vieille garde qu'on avait impolitiquement éloignée, n'osant pas la licencier, et qui, forte encore de cinq mille hommes, formait les garnisons de Metz et de Nancy. Mon opinion était que si l'empereur ne pouvait rallier sa garde, il ne hasarderait pas d'entrer à Paris; je ne supposais pas que le roi et les princes songeassent à sortir des Tuileries, quelque chose qui pût arriver. Je remplissais consciencieusement mon devoir, en disant au premier ministre, comme je le pensais, qu'il fallait mettre l'empereur au défi de faire le siége du château des Tuileries.

Dans cette supposition, interrogé sur ce qu'il était le plus à propos et le plus urgent de faire, je répondis que la mesure la plus importante, c'était de retenir à Metz la vieille garde, de la bien traiter, et puisque, d'après les derniers rapports, le maréchal Oudinot, qui la commandait, paraissait content de ses dispositions, il fallait tâcher de s'en assurer en la destinant à former la garde royale, mais que surtout on devait éviter de la compromettre en l'opposant à Napoléon. Pouvait-on croire que ces vieux soldats soutiendraient les regards du héros, qu'ils méconnaîtraient le commandement de celui qui les avait si longtemps menés à

la victoire, qu'ils attaqueraient franchement ceux de leurs camarades, fidèles compagnons de l'exilé à l'île d'Elbe, et qui venaient rendre à l'immortelle phalange ses aigles et le drapeau tricolore? « Eh « bien, me dit le ministre, la faute est com- « mise : on a envoyé au maréchal Oudinot l'or- « dre de partir avec la garde, et de la diriger « sur Dijon pour se joindre aux troupes du « maréchal Ney. Mais nous n'avons point de « nouvelles par le télégraphe; il est peut-être « temps de révoquer l'ordre; venez avec moi « chez le roi. » Nous nous y rendîmes. Il entra le premier, et après quelques instants je fus introduit dans le cabinet de Sa Majesté. C'était le 16 mars à dix heures du soir. « Monsieur Du- « mas, me dit le roi, vous pensez donc qu'il « est dangereux de faire agir la vieille garde, « quoiqu'on la croie animée d'un bon esprit? — « Oui, Sire, répondis-je, je crois que ces bra- « ves qu'on a trop maltraités, dont on s'est trop « défié, auraient fidèlement gardé Votre Ma- « jesté, et pourraient encore la sauver; mais je « pense aussi que cette troupe peut la perdre, « si on la met à portée de joindre l'empereur « Napoléon. — Eh bien, voulez-vous porter vous- « même le contre-ordre? — Je suis prêt à rem- « plir mon devoir. — Allez dire au duc de Feltre « qu'il expédie l'ordre pour le maréchal Oudinot

« de ne point sortir de Metz, et partez sur-le-« champ. »

Je ne perdis pas un instant. J'appris à Châlons que le mouvement de la garde avait commencé depuis deux jours, et que le maréchal Oudinot était parti avec les chasseurs formant la première colonne. Je me dirigeai sur Vitry, et de là sur Chaumont, où les chasseurs étaient déjà arrivés, et où je trouvai le maréchal Oudinot dans un extrême embarras. Toute la garde avait été pratiquée par des émissaires de Napoléon, et la sortie de Metz les avait servis à souhait. Le maréchal Oudinot me montra l'ordre qu'on venait de lui remettre et qui était signé par le général Bertrand, comme major général, pour que toute la garde allât, à marches forcées, se réunir à Sens, quartier général impérial. « Ils veulent tous y « aller, me dit-il; je n'y puis plus rien. Ils me « respectent, mais ils me gardent à vue et ne m'o-« béiront pas. Si je ne trouve moyen de m'échap-« per d'ici, ils me conduiront à l'empereur. » Je quittai Chaumont avant la pointe du jour, et me hâtai de renvoyer au maréchal Oudinot les chevaux du dernier relais, afin qu'il pût aussi sortir de Chaumont sans en être empêché par le rassemblement de la troupe. Je rencontrai l'adjudant du régiment des grenadiers qui allait faire le logement; je traversai ensuite la colonne à la

tête de laquelle était le général Friant, qui, sans doute, eut l'obligeance de ne pas me reconnaître et me laissa passer. Je fis diligence pour rentrer à Paris, et je trouvai sur toute la route l'effet de la nouvelle de la marche de la vieille garde. A toutes les postes ma voiture était entourée par des gens qui criaient : Vive l'empereur. Je rencontrai à Meaux le maréchal duc de Bellune, qui se hâtait de se rendre à Châlons, où il devait prendre le commandement des troupes qu'on y faisait rassembler. Je l'étonnai beaucoup en lui apprenant tout ce que j'avais vu et entendu sur la route, car il était encore plein de confiance dans les mesures qu'on avait prises et dans la résolution de s'opposer à l'entrée de Napoléon à Paris.

J'arrivai à Paris le même jour, 19 mars, vers dix heures du soir. J'allai d'abord chez le ministre de la guerre pour lui rendre compte : je le trouvai rassemblant des papiers, et tellement préoccupé, qu'il m'entendit à peine et me dit seulement d'aller aux Tuileries pour faire connaître au roi la marche de la vieille garde. En traversant la cour des Tuileries je vis les voitures préparées. Je me présentai chez Monsieur; on me dit qu'il était chez le roi. Je montai dans la salle du trône où je trouvai plusieurs officiers de la maison des princes. Quelques instants après,

Monsieur sortit du cabinet, et, m'apercevant, il me prit à part dans l'embrasure de la première croisée : « Eh bien, me dit-il, qu'avez-vous vu ? » Je lui rendis compte du mouvement de la garde, qui, doublant ses marches, devait certainement être arrivée le lendemain à Fontainebleau. Je lui demandai s'il avait des ordres à me donner : « Aucun : nous partons tout à l'heure; mais nous « ne tarderons pas à revenir. Restez; faites ce qu'on « vous dira de faire, et comptez que nous vous « retrouverons. » En accompagnant le prince jusqu'au pavillon Marsan, je demandai au duc de Fitz-James si Monsieur avait envoyé des ordres au comte de Puységur, qui, depuis quinze jours, était allé à Rabastens, près de Toulouse, dans sa famille. « Je ne crois pas, me dit-il, qu'il « ait pu être averti; écrivez-lui qu'il reste où il « est et qu'il attende. » Je fis tout le contraire, et conseillai au comte de Puységur, redoutant les troubles qui auraient lieu dans le Midi, de passer en Espagne.

Je me retirai chez moi, profondément affligé et prévoyant les malheurs que devait attirer sur ma patrie ce prodigieux événement. J'étais indigné des intrigues qui l'avaient amené, et de la faiblesse des conseils qui avaient déterminé la fuite et l'abandon de la famille royale. Deux jours après, cédant aux instances de ma famille et de mes amis,

je me présentai à l'audience de Napoléon avec la foule des généraux et des officiers de l'armée. L'empereur s'arrêta devant moi et me dit : « Vous avez été chargé d'une opération très-« utile ? — Oui, Sire, de la liquidation des ar-« mées, et j'ai concouru avec zèle à un acte de « justice. — C'est fort bien, » me dit-il. Comme je ne pouvais douter qu'il n'eût été informé de la mission que je venais de remplir, je me retirai à ma campagne de Villepinte, où j'appris que je n'étais point compris dans le rappel qu'avait fait Napoléon de l'ancien conseil d'État. J'étais seul excepté des membres de la section de la guerre.

L'ancien ministère et tous les principaux fonctionnaires publics du régime impérial ayant été rappelés à leurs fonctions, le maréchal Davoust fut nommé ministre de la guerre à la place du duc de Feltre, qui avait émigré, et Carnot fut appelé au ministère de l'intérieur. Je reçus, à mon grand étonnement, et je l'appris d'abord par le *Moniteur*, ma nomination à la place de directeur général des gardes nationales de l'empire, et l'ordre de me rendre auprès du ministre de l'intérieur pour les organiser et les former d'après les derniers décrets impériaux. Mon brave compagnon d'armes, le général Durosnel, aide de camp de l'empereur, venait d'être nommé commandant de la garde nationale parisienne.

Tels furent, dans ces circonstances critiques, ma conduite et mon entraînement. Je ressentais une peine extrême, et pour la première fois dans ma longue carrière, de cette contradiction de mon opinion sur les nouveaux événements avec la position où je me trouvais. Quoique mon honorable ami le maréchal Davoust eût le portefeuille de la guerre, et que le maréchal Soult, qui me combla toujours de preuves d'estime, fût désigné pour remplir le poste de major général à la place du prince de Wagram qui s'était retiré en Allemagne, je ne fus point proposé pour remplir mon ancien poste dans l'état-major général de l'armée. Napoléon était bien éloigné de me traiter avec confiance et de m'employer près de lui; mais il pensait que je lui serais utile pour la levée d'une grande réserve de gardes nationales. J'ai su qu'il ne comptait nullement sur mon dévouement, mais bien sur ma probité et mon exactitude à remplir les fonctions que j'aurais acceptées : il me rendait justice. Je m'y livrai sans réserve; je remplis avec zèle le devoir de concourir à la défense du territoire, évidemment menacé d'une seconde invasion, et dans ma conscience je ne m'accusais point d'un manque de foi. Dans le court espace de six semaines j'organisai et rendis mobiles environ quatre-vingt-dix-sept mille hommes de gardes nationales, qui de-

vaient être dirigées sur les places des frontières menacées. Je travaillai sur cet objet avec le ministre de l'intérieur Carnot, avec lequel je n'avais eu aucun rapport depuis les événements du 18 fructidor et la proscription dans laquelle j'avais été compris avec lui. J'eus fort à m'en louer, et j'eus occasion de reconnaître l'étendue de ses lumières et la rectitude de son jugement.

A l'époque du départ de l'empereur pour l'armée, et au moment où il allait ouvrir la campagne, Carnot me communiqua ce qu'il savait du plan que Napoléon avait arrêté et dont le succès me paraissait au moins très-raisonnable. « Il va, me dit-il, se jeter en masse entre l'armée « prussienne et l'armée anglaise; il arrive à temps « sur la Sambre pour prévenir leur jonction, les « attaquer et les battre séparément. D'après ce « que nous savons de la position respective des « cantonnements de ces deux armées, il doit « couper l'armée prussienne, en rejeter les débris « sur la Meuse, attaquer ensuite et poursuivre « l'armée anglaise sur le bas Escaut. »

Le maréchal Davoust, ministre de la guerre, que je voyais souvent, me traitait avec la même amitié et la même confiance qu'il m'a toujours témoignées. Il était fort inquiet du début de cette campagne dont les premières opérations devaient être décisives. C'était malgré lui qu'il

avait accepté le ministère de la guerre. Il avait désiré et n'avait pu obtenir d'accompagner Napoléon et de commander son aile droite. Le général Grouchy, élevé au grade de maréchal, lui avait été préféré, parce que Napoléon avait pensé que l'activité et la fermeté du maréchal Davoust lui seraient plus utiles à Paris que sur le champ de bataille.

Quoique j'eusse vu avec beaucoup de peine le retour de Napoléon, et que tout ce qui s'était passé à Paris depuis le 20 mars jusqu'à l'ouverture de la campagne n'eût fait qu'accroître mes anxiétés; quoique je fusse convaincu qu'il fallait encore bien d'autres miracles pour conjurer l'orage qu'on avait laissé se former et grossir par une temporisation impolitique, je n'en faisais pas moins des vœux sincères pour le succès de nos armes. Je souhaitais aussi ardemment que les amis les plus dévoués de Napoléon qu'il triomphât des difficultés dans lesquelles il s'était engagé : une grande victoire, rien de moins que la destruction de l'armée anglaise, pouvaient seules rétablir l'ascendant de son génie, les prestiges de sa gloire, et justifier la témérité de son entreprise. La nouvelle de la bataille gagnée sur la seule armée prussienne et du combat sanglant du maréchal Ney aux Quatre-Bras contre l'avant-garde de l'armée anglaise me causa une

vive joie : c'était précisément la moitié de l'opération conçue par Napoléon. J'appris cette nouvelle des premiers chez le prince Joseph, ci-devant roi d'Espagne, qui, en arrivant à Paris, avait appelé près de lui les officiers de son ancienne maison qui l'avaient accompagné à Naples et en Espagne, tels que Stanislas Girardin, le général Desprez, moi et quelques autres. Plus ce succès important semblait changer la face des affaires, et plus nous attendions avec impatience les résultats de cette victoire, ses suites probables, c'est-à-dire l'attaque et la défaite de l'armée anglaise.

Les désastres de Waterloo confondirent toutes les espérances, tranchèrent, comme à Leipzig, le fil des destinées de la France, et le retour subit de l'empereur dans la capitale porta le trouble dans tous les esprits et dissipa les dernières illusions.

Le mal était irréparable, et ce puissant génie qui deux fois avait su relever ses aigles abattues et les ramener à la victoire, tombait enfin dans l'impuissance, et ne trouvait plus ni moyens de ralliement, ni les ressources avec lesquelles il aurait pu organiser une résistance momentanée aux efforts réunis de toutes les armées de l'Europe.

L'abattement était extrême. Le désordre et la

corruption dans les conseils, l'exagération des mesures désespérées, la méfiance, les défections amenèrent en peu de jours la dissolution d'un état de choses tout provisoire, qui n'avait aucune base et dont les essais imparfaits avaient été livrés au sort des armes.

L'abdication de Napoléon en faveur de son fils, acte qui ne pouvait avoir aucune exécution, mit le comble à la confusion. Il essaya de reprendre le commandement de l'armée, qui s'était retirée sous Paris et que poursuivaient vivement l'armée prussienne sous les ordres de Blücher et l'armée anglaise sous ceux de Wellington. On parvint à le détourner d'une résolution qui ne pouvait qu'aggraver les malheurs d'une invasion inévitable, et n'avoir d'heureuse issue pour lui que de lui faire rencontrer une mort glorieuse, qu'il souhaitait sans doute. Il se décida à quitter la France. Il put et ne voulut pas se séparer des plus fidèles compagnons de son infortune, honorable sentiment pour eux et pour lui. Il osa compter sur la loyauté de la nation anglaise, et celle-ci fut trahie par un ministère corrompu, qui, s'avilissant jusqu'à servir d'instrument de vengeance, imprima au caractère anglais, par la plus infâme violation du droit des gens et des lois de l'humanité, une tache ineffaçable.

Le maréchal Davoust, qui avait pris le commandement de l'armée, fit des dispositions sages et vigoureuses. L'enceinte de la capitale avait été fortifiée d'après un excellent plan tracé par le général du génie Haxo. Une chaîne de retranchements d'un fort relief, armée d'une nombreuse artillerie, avait mis hors d'insulte toute la rive droite de la Seine depuis Vincennes jusqu'à Neuilly. On avait profité des hauteurs de Belleville, de la butte Chaumont, de celle des Cinq Moulins, de Montmartre, et du canal, qui n'était point encore achevé et qui liait ses points principaux avec Saint-Denis, protégé par des inondations. Dans cette position, le maréchal recueillit les troupes à mesure qu'elles arrivaient, et le général Blücher, ayant hasardé de s'avancer entre Pantin et la Villette, reconnut bientôt que cette position, quoique très-étendue, n'était attaquable de vive force sur aucun point. Les feux croisés de l'artillerie le forcèrent bientôt à replier la cavalerie qu'il avait déployée dans la plaine. L'armée anglaise ne tarda pas à déboucher, et rencontra les mêmes obstacles.

Le maréchal Davoust avait établi son quartier général à la Villette dans la maison de M. Holstein : j'allai l'y trouver, et je me rendis avec lui à ses avant-postes, sur le canal de Saint-Denis, au moment où l'ennemi engageait

une fusillade dans le petit village des Vertus, pour reconnaître la ligne du canal. Le maréchal ne se dissimulait point quelle devait être l'issue de cette situation. Il savait que le roi Louis XVIII arrivait en toute hâte, et qu'aussitôt que les armées autrichiennes et russes, qui avaient déjà passé le Rhin et se dirigeaient sur Paris, seraient en mesure d'agir avec les armées prussienne et anglaise, il n'y aurait plus aucun moyen d'empêcher l'occupation de la capitale, le rétablissement du gouvernement royal, ni de trouver des ressources suffisantes pour soutenir la guerre dans l'intérieur du royaume. Il n'avait aucune confiance dans les mesures que prenait le gouvernement provisoire, et bien moins encore dans la bonne foi du ministre Fouché qui exerçait la principale influence, et qu'on soupçonnait avec raison de pratiques secrètes avec les ennemis. Je partageais l'opinion du maréchal Davoust, mais j'espérais que quelques-uns des ministres qui avaient accompagné le roi à Gand, lui donneraient de sages conseils dans cette circonstance. Je croyais que ce prince éclairé, qui n'avait pu se dissimuler ni les fautes qu'on lui avait fait commettre, ni la disposition des esprits qui avait rendu si facile le succès de l'audacieuse entreprise de Napoléon, agirait cette fois avec une généreuse prudence, s'interposerait loyale-

ment entre la nation et les étrangers ; enfin, que se hâtant de pardonner à des sujets qu'il n'avait pas vaincus lui-même comme Henri IV par des armes toutes françaises, il imiterait l'exemple de son illustre aïeul, et saisirait l'occasion de reconquérir leur affection en se montrant comme un ange tutélaire et en négociant lui-même une honorable paix, au lieu de les livrer au ressentiment et à la discrétion des éternels ennemis de la France. Ce fut dans cette vue et dans cet espoir que le maréchal Davoust, quoique résolu de défendre, aussi longtemps qu'il le pourrait, les positions autour de Paris, eut une conférence avec quelques-unes des personnes chargées, sinon des pouvoirs du roi, du moins de préparer des voies de conciliation. Il reçut ces commissaires, et, après avoir fait part à plusieurs des principaux chefs de l'armée des intentions royales qu'ils étaient chargés de manifester, il les introduisit dans cette espèce de conseil afin qu'ils pussent eux-mêmes s'expliquer devant les généraux. Les motifs de cette démarche très-franche du maréchal furent diversement interprétés. Il y a toujours dans de telles circonstances des hommes qui, sans pouvoir se méprendre sur l'issue trop probable de la crise, se donnent le facile avantage de se montrer plus rigoureux et plus obstinés.

Cependant les généraux Blücher et Wellington étaient pressés d'achever avec leurs armées prussienne et anglaise la conquête et la reddition de la capitale, pour n'avoir point à partager, avec le reste des alliés, ce grand trophée de la bataille de Waterloo. Renonçant à forcer les lignes du maréchal sur la rive droite de la Seine, du moins dans la partie supérieure entre Vincennes et Saint-Denis, ils résolurent de tourner ces positions, de pénétrer par Saint-Germain et Versailles pour remonter la rive gauche, couper la route d'Orléans et attaquer les points de défense à peine encore tracés ou ébauchés du côté de Montrouge. L'armée anglaise commença ce mouvement de flanc et fut suivie par une partie de l'armée prussienne. Le maréchal Davoust, jugeant que le but de lord Wellington était de diriger ses attaques contre cette partie du sud la plus faible par la nature du terrain et par l'imperfection des ouvrages, informé d'ailleurs que le pont du Pecq, poste important, avait été lâchement abandonné à l'ennemi, détacha sur Versailles le général Excelmans avec sa division de cavalerie. Ce brave officier rencontra entre Versailles et Saint-Germain une forte avant-garde prussienne, qu'il battit après un vif engagement. Cette vigoureuse expédition obligea les colonnes ennemies à faire un plus long détour

pour venir déboucher dans la plaine d'Issy par les bois de Meudon et de Clamart. Leur marche et leur déploiement furent encore retardés par la vive fusillade qui s'engagea dans les bois de Meudon entre les nombreux tirailleurs anglo-prussiens et ceux de la garde nationale parisienne soutenus par des détachements de troupes de ligne.

Pendant que ces événements se passaient, le maréchal Davoust, faisant traverser Paris, avait porté la majeure partie de ses forces de la rive droite à la rive gauche et les avait disposées de manière à soutenir les redoutes et autres ouvrages qu'il avait fait garnir d'une nombreuse artillerie. Ces nouvelles dispositions furent prises avec tant de célérité et de précision que les généraux ennemis, quoique maîtres des hauteurs de Meudon, d'Issy et de Clamart, ne hasardèrent pas de brusquer une attaque du côté de la plaine de Grenelle, ni d'étendre leur droite, qui ne pouvait avoir aucun appui. C'est cette position respective et cette contenance de l'armée française qui ont donné lieu à quelques militaires de penser que le maréchal Davoust aurait pu livrer bataille à lord Wellington et obtenir un grand succès. Ceux qui ont fait à un de nos plus illustres guerriers et de nos meilleurs généraux un si injuste reproche n'ont pas réfléchi que si le

maréchal avait pris l'offensive, il ne pouvait se promettre d'autre succès que d'obliger momentanément lord Wellington à se replier en refusant son aile droite : ce qui aurait seulement retardé de quelques jours l'occupation de la capitale, puisque les armées autrichienne et russe ne pouvaient tarder à faire leur jonction, et que dans ce cas, outre la difficulté de la retraite, la capitale tombait nécessairement à la discrétion des vainqueurs; et si le sort des armes dans la bataille de Grenelle nous était contraire, la ville de Paris, devenue un champ de bataille, pouvait être livrée à la fureur du soldat. S'il est vrai qu'il y eût quelque chance de succès, ce qui est plus que douteux, on doit croire que le maréchal Davoust, déterminé par de si graves considérations, fut assez généreux pour sacrifier l'intérêt de sa gloire au salut de ses concitoyens. Ceux qui, comme moi, ont bien connu le caractère du maréchal, son inébranlable fermeté et ses sentiments patriotiques, lui rendront la même justice. Ses dispositions défensives et le bon ordre qu'il sut maintenir amenèrent la capitulation de Paris la plus honorable et la seule qu'il fût possible de conclure dans ces circonstances, et dont la close principale fut si indignement violée par l'assassinat juridique du maréchal Ney. Dans les grands revers on veut en donner le tort

à un seul, et la foule des ambitieux veut avoir prophétisé et déterminé la victoire. Telle fut dans tous les temps la condition du métier des armes. Tacite l'a mieux dit avant nous : *Hæc est bellorum pessima conditio, prospera omnes sibi vindicant, adversa uni soli imputant.*

Pendant les derniers moments dont je viens de parler, l'agitation était extrême et l'intrigue des divers partis était également active. Les membres des deux chambres et du gouvernement provisoire qui s'étaient prononcés le plus fortement contre la dynastie des Bourbons et pour l'abdication de Napoléon en faveur de son fils, insistaient pour pousser jusqu'au bout une résistance désespérée. Ils se flattaient encore que les souverains alliés écouteraient les propositions que leurs négociateurs avaient été chargés de faire au nom de la nation, et dont la base était de changer la dynastie en élevant au trône soit le roi de Rome, soit le duc d'Orléans. Ces propositions ne furent point accueillies, comme on pouvait le prévoir. Les plus modérés, qui, depuis la perte de la bataille de Waterloo, ne se faisaient aucune illusion, cherchaient à profiter des derniers instants et des derniers efforts pour éviter par une composition raisonnable et par une réconciliation, qui n'était pas moins dans les intérêts de la maison de Bourbon que dans ceux de la patrie

commune, les malheurs d'une réaction contre-révolutionnaire et les conséquences d'une seconde division du territoire. Le ministre Fouché jouait tous les partis et faisait son marché à leurs dépens.

Avant que le maréchal Davoust fût autorisé à traiter de la reddition de Paris, Carnot alla lui-même reconnaître la position de l'armée, et demeura convaincu qu'il n'y avait pas d'autre parti à prendre. Le roi Louis XVIII était alors à Arnouville avec Monsieur, Mr le duc de Berry, les ministres et les principales personnes qui l'avaient accompagné à Gand. Parmi les personnes qui étaient restées à Paris, en s'abstenant de prendre part à tout ce qui s'était fait depuis l'arrivée de Napoléon, et qui avaient conservé leurs relations avec la cour, plusieurs des plus influentes s'interposaient auprès du roi pour obtenir cette réconciliation et lui conserver l'avantage de conjurer l'orage qui menaçait la France. Le maréchal Oudinot était de ce nombre. Il fut un instant compromis et menacé par les agitateurs, qui voulaient qu'on poussât les choses à l'extrême. Je me rendis chez lui dans cette circonstance, et je lui proposai d'écrire au roi pour lui faire sentir combien il lui importait d'imiter la conduite de son aïeul, de se confier à la nation, de ramener à lui et de conserver l'armée. Je rédigeai un mémoire dans lequel je proposais

que le roi prît la cocarde tricolore, entrât dans Paris sans aucune troupe étrangère, et qu'à la tête de la garde nationale et de l'armée il traitât de la pacification intérieure et extérieure. Le maréchal joignit une lettre à ce mémoire, chargea un de ses aides de camp de porter le paquet à Arnouville et de le remettre lui-même au roi. Le maréchal terminait sa lettre par cette phrase : « Sire, la cocarde nationale est aujourd'hui pour « Votre Majesté ce qu'était la messe pour « Henri IV. » Le paquet fut remis au roi pendant qu'il était à table, il lut attentivement le mémoire et le mit dans sa poche. La question fut discutée dans le conseil des ministres en présence du roi. Il fut décidé que l'on conserverait la cocarde blanche, et qu'aux termes de la capitulation la ville de Paris serait occupée par les troupes alliées. Louis XVIII entra dans Paris après la retraite de l'armée au delà de la Loire.

Trop certain de l'abus que ferait le parti contre-révolutionnaire de cette honteuse victoire, et ne doutant pas que ceux qui avaient disparu pendant la crise ne montrassent la plus ardente soif de la vengeance, je me retirai chez moi, et, sans me dissimuler la fausse position dans laquelle m'avait entraîné la force des événements, je dus m'estimer heureux de n'être pas compris dans la liste des proscrits. Peu de temps après,

mon ami le maréchal Oudinot fit à mon insu une démarche fort obligeante auprès des princes, et leur fit connaître quelles avaient été ma position et ma conduite pendant les cent jours. Cette démarche n'eut d'autre effet que d'assurer ma tranquillité personnelle. Je ne parus point à la cour; je perdis mes emplois. Le ministre de la guerre, duc de Feltre, m'expédia ma retraite forcée, et je dus croire ma carrière politique et militaire aussi entièrement qu'obscurément achevée. Toute ma famille fut frappée du même coup. Mon frère Saint-Marcel, inspecteur général des douanes, avait déjà reçu sa retraite; et, comme il avait servi pendant quatre ans dans l'armée autrichienne, ainsi que je l'ai dit plus haut, il avait obtenu le grade honorifique de lieutenant général; mon second frère, Saint-Fulcran, qui était, dans le royaume de Naples, intendant de la province de Barri et maître des requêtes, fut compris dans la catastrophe du roi Joachim, et dut se réfugier en France sans espoir d'y trouver aucun autre moyen d'existence que mes faibles secours. Mon gendre Saint-Didier, ancien préfet du palais de l'empereur, restait aussi sans emploi. J'avais déjà perdu, comme tous mes compagnons d'armes, mes dotations en Allemagne et en Italie. Je ne songeai plus qu'à recueillir les débris du naufrage; je renvoyai

mon frère Saint-Fulcran à Naples pour tâcher de sauver les rentes que j'y avais sur le grand livre de la dette publique et qu'on menaçait de confisquer. Quoiqu'il s'y présentât avec de bons passe-ports et seulement pour y traiter d'affaires individuelles, il y fut arrêté, mis en prison, et après avoir difficilement réglé mes intérêts, il obtint comme une faveur la permission de se rendre à Rome.

Dans ces circonstances difficiles je me retirai à ma maison de campagne de Villepinte, occupée par l'état-major des troupes de Brunswick. Elle avait été à demi pillée et n'avait été sauvée du ravage, au moment de l'invasion, que par les bons procédés d'un général prussien qui m'avait connu pendant qu'il servait avec les troupes françaises à la grande armée en Russie. J'endurai patiemment cette calamité, revers de fortune de guerre; j'hébergeai mes hôtes de mon mieux, je léchai mes plaies, et j'eus d'ailleurs fort à me louer de la conduite et de la bonne discipline que maintinrent ces officiers. Lorsque les cantonnements des armées d'occupation eurent été réglés, et que les troupes qui dévoraient les environs de Paris se furent éloignées, je rentrai à Paris.

C'était pendant les fureurs de la chambre de 1815. Je dus craindre d'être compris dans les

catégories ou tables de proscription que proposaient et sollicitaient les prétendus sauveurs de la monarchie, et je me préparais à me retirer en Suisse ou en Autriche. Je vivais fort retiré, et ne voyais que quelques anciens amis. Je reçus du comte de Puységur, à son retour d'Espagne, les preuves les plus touchantes d'intérêt et de fidélité. Comme je n'allais point à la cour, je m'étais abstenu de le voir, et lui en avais écrit les motifs. Il vint au-devant de moi; il parla à M. le comte d'Artois de ma position, et lui donna, sur ma conduite pendant les cent jours, les explications qu'il m'avait demandées. Le prince, se rappelant la situation dans laquelle il m'avait laissé, répondit au comte de Puységur : « Dites à Dumas que je n'ai point « de rancune, et que je verrais avec plaisir qu'il « fût employé. »

La violence des réacteurs me faisait espérer que le roi, éclairé par les événements de 1815, ne se laisserait pas une seconde fois emporter hors du système de gouvernement constitutionnel qu'il avait lui-même fondé. Déjà la démission du prince de Talleyrand et des autres ministres, le baron Louis, le comte de Jaucourt, le maréchal Saint-Cyr, avait fait pencher la balance vers la contre-révolution. Le roi Louis XVIII, dans sa politique tortueuse, crai-

gnait également de tomber dans la dépendance du parti aristocratique, et de paraître dominé par les ennemis du système représentatif, ou de donner trop de force au système constitutionnel greffé sur la révolution. Il croyait pouvoir conserver tout le prestige de l'ancienne royauté, et se considérait comme un suprême modérateur, en se défendant alternativement de céder à la faction de la cour, et d'entrer franchement dans les voies légales de la constitution. Cette temporisation, les violences, la jactance du parti qui abusait de la victoire, et, d'un autre côté, l'abattement du parti constitutionnel, sa force d'inertie, soutenus par l'opinion publique, muette, mais invariable, devaient, d'après le caractère apathique, insouciant, égoïste du roi, amener quelques chances favorables au parti constitutionnel. L'influence même des souverains étrangers, dont les armées occupaient nos plus belles provinces, était alors contraire aux prétentions et aux efforts du parti aristocratique, parce que, bien informés de la disposition des esprits, non-seulement en France, mais dans leurs propres États, ils prévoyaient et craignaient une réaction, et ne voyaient de sécurité pour l'ordre de choses qu'ils avaient rétabli par la force des armes que dans une conduite modérée. Cet état de choses amena l'ordonnance du 5 septembre

1816, la dissolution de la chambre de 1815 et la formation du ministère à la tête duquel était le duc de Richelieu.

Dans ces circonstances, écarté des affaires publiques, qui avaient été pendant tout le cours de ma carrière ma principale occupation, je résolus d'employer mes loisirs à continuer mes Essais historiques, sous le titre de *Précis des événements militaires*, que j'avais commencés à Hambourg, et dont j'avais publié deux volumes par cahiers, sous la forme périodique. Je me livrai tout entier à ce travail. Je refondis les deux premiers volumes pour rectifier des erreurs qui m'étaient échappées à cause de l'insuffisance de documents certains, et pour diviser la matière par chapitres et selon le plan général que je m'étais tracé. J'ai continué cet ouvrage, dont j'ai publié à peu près deux volumes chaque année, jusque vers le milieu de l'an 1826, époque à laquelle la faiblesse de ma vue m'a forcé de l'interrompre. L'ensemble de l'ouvrage est de dix-neuf volumes; il comprend l'histoire des événements politiques et militaires depuis la reprise des hostilités après le congrès de Rastadt en 1798 jusqu'à la paix de Tilsitt au mois de juillet 1807. Cet ouvrage a été fort bien accueilli, même dans l'étranger, et je dois sans doute cet avantage à l'impartialité dont je m'étais

fait une loi, et aux soins scrupuleux que j'ai mis à consulter les documents soit officiels, soit polémiques, qui ont été publiés chez les différentes nations. On m'a traité avec beaucoup d'indulgence, et je ne me fais point illusion sur les défectuosités de mon ouvrage. Si j'avais pu le continuer, et achever de remplir la tâche que je m'étais donnée, j'aurais voulu, dans une nouvelle édition, corriger des fautes, étendre des parties trop resserrées ; je me serais éclairé par les témoignages de plusieurs écrivains contemporains qui, tels que les généraux Lamarque, Pelet, Guillaume de Vaudoncourt, le baron Fain, le comte de Las Cases, les généraux commentateurs des Mémoires de l'empereur Napoléon, et beaucoup d'autres, ont concouru avec moi à fixer les glorieux souvenirs des armées françaises. Les écrivains étrangers offrent encore une mine riche à exploiter.

Ces occupations remplissaient tous mes loisirs, et je me délassais du travail en arrangeant ma maison de campagne et mon jardin de Villepinte. Je reconnus bientôt l'insuffisance de mon revenu et le poids des engagements que j'avais contractés. Voyant l'esprit de parti un peu amorti, et le gouvernement ramené à la modération, je cherchai à m'en rapprocher, et à me faire employer. Je fus aussi déterminé à cette résolu-

tion par le désir de ménager des appuis à mon fils. Le maréchal Saint-Cyr, rappelé au ministère de la guerre, m'appuya de son influence: il fut secondé par mes anciens amis, le baron Louis, ministre des finances, et le général Dessolles, ministre des affaires étrangères. Je fus d'abord nommé conseiller d'État en service extraordinaire, et quelque temps après je fus mis en service ordinaire et nommé président du comité de la guerre. Le maréchal Saint-Cyr ayant à cette époque formé une commission de défense du royaume, composée d'officiers généraux de diverses armes, pour déterminer les plans de défense des différents fronts de frontière, je fus appelé à faire partie de cette commission; elle était composée, pour le génie, du général Marescot, président de la commission, des généraux Dode, Chambarlhac, Maureillan : pour l'artillerie, des généraux Andréossy, Ruty et Vallée : pour l'état-major, des généraux Dessolles, Guilleminot, Saint-Cyr Nugues et moi : le général Pelet remplissait les fonctions de secrétaire. Les séances de cette commission se sont prolongées pendant trois ans; elles ont été aussi intéressantes qu'instructives. Après la discussion générale sur les principales données de ce grand problème, et des bases posées par l'instruction du ministre, le travail sur les différents fronts

de frontières fut partagé entre les membres de la commission, qui durent présenter chacun un mémoire, lequel était soumis ensuite aux délibérations de la commission réunie. Je fus particulièrement chargé avec le général Nugues-Saint-Cyr de la frontière du Midi, c'est-à-dire, des Pyrénées entre les deux mers. Lorsque tous les points mis en discussion étaient décidés, le travail sur chaque frontière était rectifié par les auteurs des mémoires, et remis ensuite au général Andréossy, qui fut chargé de la rédaction générale. Ces travaux, mon assiduité aux séances de la commission, les séances générales du conseil d'État, les séances particulières du comité de la guerre, ne m'empêchèrent pas de continuer mon Précis des événements militaires, quoique cette variété et cette multiplicité d'occupations retardassent, plus que je ne l'aurais voulu, la composition et la publication successive des livraisons de l'ouvrage.

Mon honorable ami le général Defrance ayant été appelé par le maréchal Saint-Cyr et nommé par le roi au commandement de la première division militaire, voulut bien choisir mon fils pour l'un de ses aides de camp.

J'avais lieu d'être satisfait de ma situation; j'avais repris une position politique convenable et entièrement conforme à mes opinions, à

mon dévouement sincère et à mon activité. Je reçus un témoignage de confiance par ma nomination à la présidence du collége électoral du département de la Vienne rassemblé à Poitiers. Je dus cette nomination à l'influence de M. Decaze, qui avait aussi appuyé mon rappel au conseil d'État. Les ministres de cette époque cherchaient à faire prévaloir le parti constitutionnel et ne désiraient écarter des élections que ceux qu'ils trouvaient trop ardents et qui professaient trop hautement des opinions républicaines. Quoique j'eusse échoué à Poitiers et que les nominations eussent été emportées par les hommes les plus avancés dans l'opposition, je n'en reçus pas moins à mon retour, et du roi luimême, des témoignages de satisfaction. Je fus proposé, mais trop faiblement appuyé, même par mes amis, pour la promotion des pairs de France. J'avais pu, d'après les assurances qui m'avaient été données, croire que j'y serais compris; on jugea que ma part était faite. Je fus sensible à ce désappointement, moins pour ce qui m'était personnel que pour l'avenir de mon fils, auquel ma nomination aurait ouvert une carrière honorable et assurée, une existence politique indépendante.

La fortune, qui m'avait souri quelques instants, ne tarda pas à m'abandonner; mais elle aban-

donnait aussi la bonne cause, celle de la liberté constitutionnelle, à laquelle ma conscience me dit que je suis resté constamment attaché à travers tant d'orages. L'horizon se rembrunissait; les intrigues du parti qui avait perdu le pouvoir, parce qu'il en avait abusé, travaillaient au dedans et au dehors avec une activité, une audace dont les constitutionnels trop confiants dédaignaient de remarquer et de prévoir les effets. Dépassés, comme ils l'avaient été au commencement de la révolution, par des hommes ardents et inconsidérés, ils ne s'apercevaient pas du danger des prétextes qu'ils donnaient à leurs ennemis pour colorer et justifier de perfides insinuations. L'orage grossissait, et déjà les congrès des souverains n'exigeaient pas moins que le sacrifice des bases de nos libertés.

L'événement le plus funeste, l'assassinat du duc de Berry, acheva la défaite du parti constitutionnel; la loi d'élection fut détruite, et les conséquences de cette catastrophe se développèrent avec une effrayante rapidité. La sainte-alliance, c'est-à-dire la ligue des souverains contre les principes constitutionnels, s'alarma de leur affermissement en France et des germes de prospérité que fécondaient les progrès de l'industrie sous leurs yeux mêmes. En présence de leurs troupes qui occupaient le territoire, les étran-

gers nous voyaient réparer nos pertes immenses en fondant le crédit. Alors la sainte-alliance releva la faction aristocratique dont elle avait redouté les excès, sema la discorde et employa toute son influence sur le gouvernement du roi pour corrompre les institutions garanties par la charte et leur donner une fausse direction. A ce prix la France fut délivrée des armées d'occupation. Louis XVIII, affectant le rôle d'un sage modérateur, feignit de vouloir maintenir l'intégrité de la loi constitutionnelle, mais il céda réellement à l'influence des gouvernements étrangers pour se ménager leur appui, et n'osa pas se confier à la nation pour fonder solidement, et par ses propres forces, le nouvel ordre, le nouvel état social, c'est-à-dire, le gouvernement représentatif dans toute sa pureté, sa vigueur et son infaillible succès. Dès ce moment, tout devint vague, incertain dans les doctrines, dans les lois, dans les mesures du gouvernement. Le ministère se divisa. Ceux des ministres qui, depuis l'ordonnance du 5 septembre, avaient sincèrement travaillé à affermir le gouvernement représentatif, et qui luttaient contre les intrigues de la faction et de la cour, le général Dessolles, président du conseil, le maréchal Saint-Cyr, ministre de la guerre, et le baron Louis, ministre des finances, se retirèrent. Le nouveau mi-

nistère, où le duc de Richelieu reprit sa place de président du conseil, essaya de gouverner entre deux oppositions, et ne fit que donner plus de force au parti anticonstitutionnel ou plutôt contre-révolutionnaire.

La fausse loi d'élection porta ses fruits amers : le ministère vit surgir en ennemis les députés du parti aristocratique, achetés par toutes sortes de concessions; il voulut soutenir un système moyen dont ce parti ne voulait pas. L'opposition constitutionnelle était encore nombreuse et énergique, mais le ressentiment des dernières violations de la constitution, et l'indignation contre les ministres qui les avaient provoquées ou favorisées, firent commettre une dernière faute. La réunion des deux oppositions fit perdre au ministère la majorité sur laquelle il avait compté, et entraîna sa chute. L'effet inévitable de cette résolution aussi extraordinaire qu'impolitique fut d'abandonner le pouvoir à la faction aristocratique, et dès ce moment il n'y eut plus à espérer aucun redressement légal : le parti constitutionnel resta désarmé, et celui qui triomphait n'avait plus d'obstacles à redouter. Il devait braver inpunément l'opinion publique et considérer ses organes comme d'inutiles déclamateurs.

Les nouveaux ministres, ceux des dernières

années du règne de Louis XVIII, qui avaient été choisis par son successeur Charles X, n'ont été que les fidèles agents de la faction *théocratico-aristocratique*, expression barbare qui rend toute ma pensée. Il fallait être leur ami dévoué ou leur ennemi déclaré, c'était la loi du vainqueur. Obligés de servir la faction qui les avait portés au pouvoir, il leur était nécessaire d'exiger de tous les fonctionnaires sous leurs ordres la même soumission, la même abnégation. Je devais m'attendre qu'à l'époque des premières élections je serais sommé comme tant d'autres de voter pour les candidats présentés par le gouvernement, ou de perdre la place que j'occupais au conseil d'État. J'eus à m'en expliquer avec un des ministres, le marquis de Clermont-Tonnerre, mon ancien aide de camp, dont je suis loin de partager les opinions politiques, mais pour lequel j'ai toujours conservé beaucoup d'affection. Il me supplia de céder à ses instances, pour qu'il pût me servir de garant. Je répondis simplement que je ne pouvais trahir ma conscience, ni m'avilir jusqu'à vendre mon vote, ni même m'abstenir de voter, puisque ce devoir m'était imposé par la loi; que je considérais comme une lâcheté de voter à découvert, pour obtenir une espèce de certificat de corruption; enfin, que ne pouvant me passer

de ma propre estime, je préférais de mériter celle même du gouvernement en repoussant une faveur offerte à un prix si honteux, et que j'étais bien sûr de m'affermir ainsi dans la sienne, si j'en avais besoin. Quelques mois après, j'appris par le *Moniteur* que j'avais été éliminé du tableau des conseillers d'État en service ordinaire et porté sur celui du service extraordinaire.

Dès cette époque, je restai étranger à toute affaire publique, et quoique la privation du fruit de mes longs services m'eût fait retomber dans une grande gêne, je n'en ressentis pas plus de chagrin que de tant d'autres événements d'une carrière si longue et si agitée. Je continuai de travailler à mes Essais historiques avec plus d'assiduité jusqu'à la fin de l'année 1826, époque à laquelle la faiblesse de ma vue me força d'interrompre cette occupation; je dus m'arrêter, comme je l'ai dit plus haut, aux événements de la campagne de 1807 et du commencement de celle de 1808.

Pour acquitter les engagements que j'avais pris avec mes éditeurs, et que ceux-ci avaient annoncés au public dans leur prospectus, il me restait à traiter de la guerre d'Espagne, de la campagne de 1809 en Allemagne, de la campagne de Russie en 1812, et de celle de 1813 en Saxe. J'a-

vais recueilli des matériaux précieux, mais, comme je l'ai dit dans les premières lignes de ces Souvenirs, ne pouvant plus lire ni écrire moi-même, et bien moins encore étudier sur les cartes géographiques et topographiques les rapports officiels des parties belligérantes, et les nombreuses relations qui ont été publiées sur ces dernières campagnes, je dus renoncer à continuer mon ouvrage, et employer de mon mieux les loisirs et les facultés qui me restent à dicter ces Souvenirs.

Quelque sévères que soient mes privations, elles sont compensées par les consolations dont ma vieillesse est entourée, et je dois rendre grâce à la Providence d'avoir atteint le port à travers tant d'orages et tant d'écueils. Je ne dirai point avec un de nos poëtes :

« Malheur à qui le ciel accorda de longs jours ! »

j'ai perdu les objets qui m'étaient le plus chers et auxquels je ne devais pas survivre : d'excellents amis m'ont précédé, et surtout mon frère Saint-Marcel, moins âgé que moi de deux années, et qui, dans la même carrière, parvenu au même grade que moi, avait été dès l'enfance mon fidèle compagnon. Mais enfin, puisque tel est le sort commun, il faut jusqu'à l'extrémité de la vie, au

milieu de tant d'illusions, lorsque tant de réalités, tant d'espérances nous échappent, s'attacher plus fortement à ce qui nous reste, et, comme l'a dit un sage : « bien vivre sa vie. »

Paris, décembre 1836.

Tu connais, mon cher Christian, car je m'en suis très-souvent entretenu avec toi, les raisons qui m'ont dissuadé de suivre les conseils et l'exemple de mon illustre ami le feu comte de Ségur, et de publier, de mon vivant, comme il l'a fait avec tant de succès, mes souvenirs et mon témoignage sur les événements auxquels j'ai pris part pendant des périodes si remplies de faits mémorables, à la fin du dix-huitième et au commencement du dix-neuvième siècle. Si j'avais eu la folle prétention de fixer sur moi les regards et l'intérêt du public; si j'avais pu croire que les rôles très-secondaires que j'ai dû remplir dans ce grand drame des révolutions, me donnaient le droit et m'imposaient le devoir de faire, pour ainsi dire, ma déposition au tribunal de la postérité, en présence de mes contemporains, j'aurais été détourné de cette résolution en voyant le sort commun de semblables productions, l'esprit de parti discréditant la vérité, accréditant le mensonge, et falsifiant les éléments de l'histoire. C'est pour toi que j'ai dicté cette biographie; ce n'est, à bien dire, que le développement de l'état de mes services; tu jugeras seul de l'importance que pourrait avoir plus tard cette pu-

blication, et de son opportunité. Elle pourrait peut-être servir à éclairer l'opinion sur quelques points de l'histoire du temps où j'ai vécu : peut-être aussi penseras-tu que le soin de l'honneur de ma mémoire pourra t'obliger de répondre par la sincérité de mes récits aux insinuations calomnieuses que les ennemis de nos libertés ont répandues dans leurs écrits sur ma conduite personnelle dans de graves circonstances. Je répète que sans exprimer aucune volonté, aucun désir à cet égard, je me fie à ton bon jugement comme à la pureté de tes sentiments.

Tu trouveras sans doute, mon cher fils, ces notes biographiques encore incomplètes, puisqu'elles ne vont que jusqu'à la fin de l'année 1826. J'étais alors parvenu à l'âge de soixante-treize ans. Je considérais ma carrière politique comme terminée ; ce que j'avais pu conserver de forces physiques et d'activité d'esprit ne me faisait point illusion. Je croyais avoir rempli toute ma tâche ; je ne songeais qu'à jouir dans ma retraite des douces consolations dont toute notre famille, et surtout ton excellente et aimable sœur et toi, vous entourez ma vieillesse. Ces consolations, qui m'étaient bien nécessaires après de si cruelles pertes, ne pouvaient que s'accroître, grâce à vos soins si pieux et si tendres, jusqu'au dernier jour que m'accorderait la Providence.

Je ne m'attendais guère à ce que la durée de ses bienfaits se prolongerait jusqu'à l'époque présente, fin de 1836, où j'ai atteint ma quatre-vingt-quatrième année : je m'attendais bien moins encore à ce que, ramené sur la scène politique, j'aurais à prendre part aux grands événements qui ont rempli cette période de dix années. Je n'ai garde de m'en faire l'historien, même en ne les considérant que du point de vue où m'a placé ma position personnelle et les devoirs qui m'ont été imposés, d'abord comme membre de la chambre des députés, ensuite comme principal coopérateur de l'illustre général la Fayette dans la réorganisation des gardes nationales du royaume, bientôt après par mon rappel au conseil d'État, et enfin par ma nomination à la chambre des pairs. J'achève, j'achèverai de payer à notre chère patrie, pour ce qu'il peut lui valoir encore, et jusqu'à l'extinction graduelle et inévitable de mes facultés intellectuelles, le tribut de mon zèle, de mes faibles lumières et de mon expérience. Je porte à la chambre des pairs et au conseil d'État un vote libéralement constitutionnel, et toujours consciencieux : l'indulgence de mes jeunes et savants collègues ne saurait me dissimuler l'insuffisance de mes moyens.

Si la perte de la vue rend notre marche incertaine et mal assurée, cette privation du plus précieux

de nos organes infirme aussi l'usage des facultés de l'esprit, alors même qu'on se flatte de les conserver dans toute leur intégrité ; l'expression des yeux est un complément nécessaire à la parole, et quand on ne peut juger de son impression sur l'auditoire, on ne retrouve plus en soi la même confiance; on devient plus méditatif, plus réservé, plus timide. Comme pour guider mes pas chancelants c'est ton bras que je préfère, je veux aussi trouver un aide, un soutien, un appui moral dans ton intelligence; j'ai semé, j'ai droit de recueillir. Mon temps est écoulé; c'est maintenant le tien, et voilà pourquoi, mon cher fils, je te charge du soin de rassembler nos communs souvenirs dans cette dernière période. Je me plais à penser que tu rempliras cette tâche avec la même sincérité, la même simplicité que j'ai essayé de le faire pour les périodes antérieures. Depuis ton retour de la campagne d'Espagne, en 1823, depuis ton mariage, nous ne nous sommes point quittés, il n'y a pas eu une seule circonstance de ma vie publique et de ma vie privée dont tu n'aies été le témoin, sur laquelle nous ne nous soyons confié chaque jour nos plus intimes pensées.

Si tu te décides à publier ces souvenirs, auxquels il ne faut pas donner le titre ambitieux de Mémoires, tu les reliras sans doute, et tu pour-

ras y remarquer de nombreuses incorrections, cependant je désire qu'il n'y soit rien changé ni pour le fond ni pour le style, et qu'aux yeux des critiques, soit des erreurs que j'aurais pu commettre, soit des négligences de ma dictée, la responsabilité me reste tout entière. Parmi ces négligences, il en est une fort grave et qu'il faut que tu prennes la peine de réparer, c'est la division par époques et par dates précises à laquelle j'aurais dû m'astreindre, et que je me reproche de n'avoir pas toujours observée; il te sera facile, avec l'aide des documents publics, de préciser les dates qui me seraient échappées et de suivre le fil chronologique sans interruption.

Si la longue et difficile carrière que j'ai parcourue a été marquée par de grands et mémorables événements, celle dans laquelle tu es entré sous mes yeux ne sera peut-être ni moins féconde ni moins orageuse : puisse le terme en être aussi éloigné que celui auquel je suis presque miraculeusement parvenu, et puisses-tu l'atteindre aussi honorablement que la Providence m'a permis de le faire : tels sont mes derniers vœux, je n'aurai à y ajouter que ma dernière bénédiction.

TABLE

DES MATIÈRES.

(De 1791 à 1837.)

LIVRE SEPTIÈME.

(De 1791 à 1795.)

LIVRE HUITIÈME.

(De 1795 à 1797.)

LIVRE NEUVIÈME.

(De 1797 à 1800.)

LIVRE DIXIÈME.

(De 1800 à 1802.)

LIVRE ONZIÈME.

(De 1802 à 1806.)

LIVRE DOUZIÈME.

(De 1806 à 1808.)

LIVRE TREIZIÈME.

(De 1808 à 1809.)

LIVRE QUATORZIÈME.

(De 1809 à 1810.)

LIVRE QUINZIÈME.

(De 1810 à 1812.)

LIVRE SEIZIÈME.

(De 1812 à 1813.)

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

(De 1813 à 1814.)

LIVRE DIX-HUITIÈME.

(De 1814 à 1826.)

FIN DU TROISIÈME ET DERNIER VOLUME.

Erratum.

Page 561, ligne 27, au lieu du mot *traitée* lisez *tentée*.



